

R É P U B L I Q U E   F R A N Ç A I S E

MISSION MINISTÉRIELLE  
PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCES  
ANNEXE AU PROJET DE LOI DE FINANCES POUR

2009

## SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE



Version du 29/09/2008 à 16:24:02



## NOTE EXPLICATIVE

---

Cette annexe au projet de loi de finances est prévue par l'article 51-5° de la loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (LOLF). Conformément aux dispositions de la loi organique, ce document développe l'ensemble des moyens regroupés au sein d'une mission et alloués à une politique publique. Il comprend les projets annuels de performances (PAP) des programmes qui lui sont associés.

**Cette annexe par mission récapitule les crédits (y compris les fonds de concours et attributions de produits attendus) et les emplois demandés pour 2009 en les détaillant par programme, action, titre et catégorie.**

Elle inclut une présentation de la programmation pluriannuelle des crédits de la mission sur la période 2009-2011 comportant :

- la présentation stratégique de la mission ;
- la présentation de l'évolution pluriannuelle des crédits pour 2009-2011 ;
- la présentation des réformes ;
- un tableau récapitulatif des plafonds de crédits de la mission ainsi qu'une répartition indicative de ces plafonds par programme.

Suite aux modifications apportées à la maquette missions/programmes/actions dans le cadre de la construction du projet de loi de finances pour 2009 et afin de permettre une analyse systématique des écarts avec la loi de finances pour 2008, il a été décidé de retraiter, lorsque cela était nécessaire, les données de la loi de finances pour 2008 dans les documents budgétaires annexés au projet de loi de finances pour 2009. Cependant, les résultats de l'exécution 2007 ne sont pas fournis compte tenu de la difficulté de retraitement de celle-ci au format de la maquette budgétaire du projet de loi de finances pour 2009.

**Chaque programme constitutif de la mission est ensuite détaillé. Les parties relatives aux programmes comprennent les éléments suivants :**

### ■ La présentation des crédits du programme et des dépenses fiscales associées

Les crédits, constitués d'autorisations d'engagement (AE) et de crédits de paiement (CP), sont détaillés selon la nomenclature par destination (programmes et actions) et par nature (titres et catégories). L'évaluation des fonds de concours et attributions de produits attendus en 2009 est précisée.

Le cas échéant, les dépenses fiscales rattachées au programme sont indiquées ainsi que leur évaluation (qui figure également dans le tome II de l'annexe Voies et moyens).

### ■ Le projet annuel de performances qui regroupe

- la présentation stratégique du programme ;
- la présentation du programme et de ses actions ;
- la présentation des objectifs et des indicateurs de performance ;
- la justification au premier euro des crédits qui développe le contenu physique et financier du programme ainsi que les déterminants de la dépense et présente un échéancier des crédits de paiement associés aux autorisations d'engagement ;
- une présentation des principaux opérateurs et de leurs emplois ;
- la présentation des coûts associés à chaque action.

Sauf indication contraire, **les montants de crédits figurant dans les tableaux du présent document sont exprimés en euros**. Les crédits budgétaires sont présentés, selon l'article 8 de la LOLF, en autorisations d'engagement (AE) et en crédits de paiement (CP).

**Les emplois sont exprimés en équivalents temps plein travaillé (ETPT).** On distingue les effectifs physiques qui correspondent aux agents rémunérés, quelle que soit leur quotité de travail et les ETPT (équivalents temps plein travaillé) correspondant aux effectifs physiques pondérés par la quotité de travail des agents. A titre d'exemple, un agent titulaire dont la quotité de travail est de 80% sur toute l'année, correspond à 0,8 ETPT ou encore, un agent en CDD de 3 mois, travaillant à temps partiel à 80% correspond à 0,8 x 3/12 ETPT.



## TABLE DES MATIÈRES

---

### Mission

#### **SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE** 7

Présentation de la programmation pluriannuelle 8

Récapitulation des crédits 10

### Programme 219

#### **SPORT** 15

Présentation stratégique du projet annuel de performances 16

Présentation des crédits et des dépenses fiscales 18

Présentation du programme et des actions 22

Objectifs et indicateurs de performance 29

Justification au premier euro 44

Opérateurs 59

Analyse des coûts du programme et des actions 73

### Programme 163

#### **JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE** 77

Présentation stratégique du projet annuel de performances 78

Présentation des crédits et des dépenses fiscales 80

Présentation du programme et des actions 88

Objectifs et indicateurs de performance 94

Justification au premier euro 100

Opérateurs 113

Analyse des coûts du programme et des actions 117

### Programme 210

#### **CONDUITE ET PILOTAGE DE LA POLITIQUE DU SPORT, DE LA JEUNESSE ET DE LA VIE ASSOCIATIVE** 121

Présentation stratégique du projet annuel de performances 122

Présentation des crédits et des dépenses fiscales 124

Présentation du programme et des actions 127

Objectifs et indicateurs de performance 132

Justification au premier euro 137

Analyse des coûts du programme et des actions 152

## MISSION

---

---

**MISSION****SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE**

Présentation de la programmation pluriannuelle	8
Récapitulation des crédits	10

## PRÉSENTATION DE LA PROGRAMMATION PLURIANNUELLE

Roselyne BACHELOT-NARQUIN Ministre de la Santé, de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative

Bernard LAPORTE Secrétaire d'État chargé des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative

### ■ PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DE LA MISSION

La mission « sport, jeunesse et vie associative » a pour objet la mise en œuvre des politiques publiques relevant de la ministre de la Santé, de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative et du secrétaire d'État chargé des Sports, de la Jeunesse, et de la Vie associative.

Cette mission confirme, dans la durée, la reconnaissance d'une politique publique bien identifiée par l'architecture de la LOLF, tout en s'inscrivant dans la dynamique créée par le rapprochement avec le secteur santé au sein d'un même périmètre.

La stratégie budgétaire pluriannuelle arrêtée pour cette mission vise à mobiliser l'ensemble des structures administratives, des opérateurs ainsi que le réseau associatif aux fins d'un renforcement de l'efficacité des actions et de la contribution à la réduction des dépenses publiques.

A travers ses trois programmes, la mission « sport, jeunesse et vie associative » concourt :

- au développement du sport de haut niveau et de la pratique sportive pour tous les publics,
- au développement de l'initiative des jeunes et de leur égal accès à la citoyenneté,
- aux loisirs et aux pratiques éducatives et culturelles,
- au soutien de la vie associative,
- ainsi qu'au développement de l'emploi et des qualifications dans les métiers du sport et de l'animation.

La mise en œuvre de ces actions est réalisée par le réseau de services déconcentrés et d'établissements, ce qui contribue au renforcement des liens entre les trois programmes de la mission.

Elle s'inscrit dans des démarches d'intervention le plus souvent partenariales, associant l'ensemble des acteurs de la vie associative, particulièrement ceux de l'éducation populaire et du mouvement sportif, ainsi que les collectivités territoriales.

### ■ PRÉSENTATION DE L'ÉVOLUTION PLURIANNUELLE DES CRÉDITS POUR 2009-2011

Dans le cadre de la programmation des dépenses de l'État pour la période 2009-2011, la mission disposera d'un montant de crédits qui évoluera, à structure courante, comme suit :

- pour ce qui concerne les crédits de paiement : 787,1 M€ pour 2009, 768,3 M€ pour 2010 et 747,1 M€ pour 2011,
- pour ce qui concerne les autorisations d'engagement : 803,6 M€ pour 2009, 747,9 M€ pour 2010 et 730,5 M€ pour 2011.

L'évolution de ces crédits n'affectera pas la politique d'intervention de la mission puisque les économies seront dégagées par des mesures de rationalisation portant sur le coût des structures et des dispositifs d'intervention.

### ■ PRÉSENTATION DES RÉFORMES

Le budget de la mission prend en compte, d'une part, l'objectif de non remplacement d'un fonctionnaire partant à la retraite sur deux, d'autre part, l'incidence des mesures liées à la révision générale des politiques publiques (RGPP). Ces réformes produiront leurs effets de 2009 à 2011. Elles concerneront l'administration centrale, la répartition des



compétences entre le ministère et ses opérateurs, les services déconcentrés ainsi que certaines politiques d'intervention.

Tout d'abord, une réorganisation de l'administration centrale sera opérée pour optimiser la gestion des fonctions transversales. Deux opérations sont prévues :

- la fusion de la direction de la vie associative, de l'emploi et des formations avec, d'une part la direction de la jeunesse et de l'éducation populaire et d'autre part, la direction des sports à compter de septembre 2008,
- la fusion des deux directions d'administration du ministère le 1er janvier 2009, afin de parvenir à une plus grande efficience d'outils de gestion (Chorus, opérateur national de paye).

Par ailleurs, afin de renforcer la cohérence de leurs interventions, une clarification et une rationalisation des compétences entre le ministère et ses opérateurs interviendra par le transfert de la tutelle d'établissements (institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire et centres d'éducation populaire et de sports) aux deux programmes opérationnels et par la réorganisation de ces réseaux, notamment en vue d'une meilleure adéquation aux exigences du sport de haut niveau.

Dans ce cadre, les missions des CREPS seront réexaminées, et les établissements évalués. Cette évaluation conduira au besoin à la suppression de certains établissements. Les missions des intervenants du secteur jeunesse (INJEP, CNJ, CIDJ) seront revues et rationalisées. Enfin, une clarification des compétences entre le ministère et le CNDS sera opérée, et les modalités d'attribution des subventions seront rationalisées afin d'éviter les micro-subventions.

Enfin, à partir de 2010 et dans le cadre de la réforme de l'administration territoriale des services de l'État, l'intégration des services déconcentrés du secteur jeunesse, sport et vie associative aura lieu au sein de directions régionales de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale et de directions départementales de la population ou de la cohésion sociale, selon la configuration territoriale.

Cette nouvelle organisation repositionnera les structures en fonction de leurs missions, tout en recherchant systématiquement les synergies et limitera les coûts de fonctionnement des aides et subventions attribuées aux associations.

Le rapprochement avec le secteur santé du ministère, renforcé par la fusion des deux directions d'administration, contribuera à l'amélioration de l'efficacité des interventions de la mission et au maintien de son identité, tout en autorisant des économies sur le coût des structures.

Au-delà des réorganisations de structure, les réformes des politiques d'intervention de la mission concerneront les aides en moyens humains et financiers aux fédérations, qui seront modulées en fonction de leurs projets et de leur développement et l'adaptation du dispositif du droit à l'image collective des sportifs professionnels pour en maîtriser le coût.

**Sport, jeunesse et vie associative**

Mission

RÉCAPITULATION DES CRÉDITS

**RÉCAPITULATION DES CRÉDITS****2009 / 2011 RÉCAPITULATION DES CRÉDITS PAR PROGRAMME****Avertissement**

La répartition par programme, ferme pour le PLF, est indicative pour les 2ème et 3ème années. Les plafonds par mission sont fermes.

Mission / Programme		PLF 2009	2010	2011
<b>Sport, jeunesse et vie associative</b>	<i>Plafond AE</i>	<b>803 633 332</b>	<b>747 932 522</b>	<b>730 517 829</b>
	<i>Plafond CP</i>	<b>787 081 421</b>	<b>768 293 041</b>	<b>747 106 662</b>
<b>Sport</b>	<i>AE</i>	<i>199 206 471</i>	<i>195 374 041</i>	<i>169 272 727</i>
	<i>CP</i>	<i>220 478 000</i>	<i>207 572 000</i>	<i>178 040 000</i>
<b>Jeunesse et vie associative</b>	<i>AE</i>	<i>118 479 000</i>	<i>107 618 000</i>	<i>107 618 000</i>
	<i>CP</i>	<i>119 124 000</i>	<i>107 818 000</i>	<i>107 618 000</i>
<b>Conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative</b>	<i>AE</i>	<i>485 947 861</i>	<i>444 940 481</i>	<i>453 627 102</i>
	<i>CP</i>	<i>447 479 421</i>	<i>452 903 041</i>	<i>461 448 662</i>

## RÉCAPITULATION DES CRÉDITS PAR PROGRAMME ET ACTION

Numéro et intitulé du programme et de l'action		Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
		Ouvertes en LFI pour 2008	Demandées pour 2009	FDC et ADP attendus en 2009	Ouverts en LFI pour 2008	Demandés pour 2009	FDC et ADP attendus en 2009
219	<b>Sport</b>	187 032 220	199 206 471	11 730 000	207 911 026	220 478 000	11 460 000
01	Promotion du sport pour le plus grand nombre	27 402 952	21 824 000	3 810 000	27 402 952	21 824 000	3 810 000
02	Développement du sport de haut niveau	126 539 359	143 219 471	7 870 000	147 418 165	164 491 000	7 600 000
03	Prévention par le sport et protection des sportifs	15 266 972	14 919 000	50 000	15 266 972	14 919 000	50 000
04	Promotion des métiers du sport	17 822 937	19 244 000		17 822 937	19 244 000	
163	<b>Jeunesse et vie associative</b> (LFI 2008 retraitée)	134 170 906	118 479 000		134 020 247	119 124 000	
01	Développement de la vie associative	18 286 476	15 760 000		18 286 476	15 760 000	
02	Promotion des actions en faveur de la jeunesse	59 044 465	49 501 000		58 893 806	50 040 000	
03	Promotion des actions en faveur de l'éducation populaire	47 089 545	44 118 000		47 089 545	44 224 000	
05	Promotion de l'animation et de l'encadrement associatif	9 750 420	9 100 000		9 750 420	9 100 000	
210	<b>Conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative</b>	442 043 873	485 947 861	50 000	441 962 323	447 479 421	50 000
01	Personnels du programme "Sport"	193 810 055	236 566 871		193 810 055	236 566 871	
02	Personnels du programme "Jeunesse et vie associative"	37 210 883	36 514 940		37 210 883	36 514 940	
03	Personnels du programme "Conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative"	152 695 020	120 505 512		152 695 020	120 505 512	
04	Recrutement dans les corps propres de l'administration de la jeunesse et des sports, formation et action sociale pour les personnels	5 177 528	4 485 677		5 177 528	4 485 677	
05	Logistique, investissements et moyens généraux de l'administration centrale, des services déconcentrés (libellé modifié)	53 150 387	87 874 861	50 000	53 068 837	49 406 421	50 000

## Sport, jeunesse et vie associative

Mission

RÉCAPITULATION DES CRÉDITS

## RÉCAPITULATION DES CRÉDITS PAR PROGRAMME ET TITRE

Numéro et intitulé du programme et du titre	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Ouvertes en LFI pour 2008	Demandées pour 2009	FDC et ADP attendus en 2009	Ouverts en LFI pour 2008	Demandés pour 2009	FDC et ADP attendus en 2009
<b>219 / Sport</b>	187 032 220	199 206 471	11 730 000	207 911 026	220 478 000	11 460 000
Titre 3. Dépenses de fonctionnement	23 243 063	26 414 471	950 000	23 347 063	26 518 471	950 000
Titre 5. Dépenses d'investissement	15 100 000	17 300 000	6 970 000	35 874 806	38 467 529	6 700 000
Titre 6. Dépenses d'intervention	148 689 157	155 492 000	3 810 000	148 689 157	155 492 000	3 810 000
<b>163 / Jeunesse et vie associative</b>	134 170 906	118 479 000		134 020 247	119 124 000	
Titre 3. Dépenses de fonctionnement	10 188 544	8 519 000		10 188 544	8 518 000	
Titre 5. Dépenses d'investissement					106 000	
Titre 6. Dépenses d'intervention	123 982 362	109 960 000		123 831 703	110 500 000	
<b>210 / Conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative</b>	442 043 873	485 947 861	50 000	441 962 323	447 479 421	50 000
Titre 2. Dépenses de personnel	384 601 635	394 473 000		384 601 635	394 473 000	
Autres dépenses :	57 442 238	91 474 861	50 000	57 360 688	53 006 421	50 000
Titre 3. Dépenses de fonctionnement	54 862 988	89 121 032	50 000	54 706 488	50 758 532	50 000
Titre 5. Dépenses d'investissement	2 579 250	2 353 829		2 654 200	2 247 889	
<b>Totaux pour la mission</b>	<b>763 246 999</b>	<b>803 633 332</b>	<b>11 780 000</b>	<b>783 893 596</b>	<b>787 081 421</b>	<b>11 510 000</b>
Dont :						
Titre 2. Dépenses de personnel	384 601 635	394 473 000		384 601 635	394 473 000	
Autres dépenses :	<b>378 645 364</b>	<b>409 160 332</b>	<b>11 780 000</b>	<b>399 291 961</b>	<b>392 608 421</b>	<b>11 510 000</b>
Titre 3. Dépenses de fonctionnement	88 294 595	124 054 503	1 000 000	88 242 095	85 795 003	1 000 000
Titre 5. Dépenses d'investissement	17 679 250	19 653 829	6 970 000	38 529 006	40 821 418	6 700 000
Titre 6. Dépenses d'intervention	272 671 519	265 452 000	3 810 000	272 520 860	265 992 000	3 810 000





## PROGRAMME 219

**SPORT**

MINISTRE CONCERNÉ : ROSELYNE BACHELOT-NARQUIN, MINISTRE DE LA SANTÉ, DE LA JEUNESSE,  
DES SPORTS ET DE LA VIE ASSOCIATIVE

Présentation stratégique du projet annuel de performances	16
Présentation des crédits et des dépenses fiscales	18
Présentation du programme et des actions	22
Objectifs et indicateurs de performance	29
Justification au premier euro	44
Opérateurs	59
Analyse des coûts du programme et des actions	73

## PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DU PROJET ANNUEL DE PERFORMANCES

Dominique LAURENT

Directrice des sports

Responsable du programme n° 219 : Sport

La stratégie du programme « Sport » repose sur une finalité unique : promouvoir, dans un cadre sécurisé et de qualité, la pratique physique et sportive à tout niveau, ainsi que les valeurs qu'elle véhicule : sens de l'hygiène corporelle, de l'effort, du progrès, du respect de l'autre, apprentissage des règles collectives, renforcement du lien social, universalité.... Toutefois, cette unité stratégique ne peut se traduire efficacement qu'en étant déclinée en une multiplicité d'actions, puisque les publics qui ont vocation à pratiquer le sport, soit la quasi-totalité du corps social, recèlent en eux-mêmes une très grande diversité.

La situation de la pratique sportive apparaît aujourd'hui en pleine mutation. Le ministère comme l'ensemble des acteurs sportifs constate une croissance modérée des licences mais supérieure à celle de la population, l'émergence de pratiques de loisirs concurrentielles au sport, la difficulté de fidéliser les adolescents dans certains sports parallèlement à un engouement marqué pour d'autres disciplines, la proportion encore faible des jeunes filles et des femmes dans les licences sportives, mais aussi son augmentation plus rapide que celle des hommes.

La concurrence internationale toujours plus forte dans le domaine du sport de haut niveau et les enjeux financiers qui en découlent induisent des contraintes de préparation qui peuvent entraîner des comportements déviants au plan de l'éthique (violence) et de la santé (dopage). Elles rendent, par ailleurs, difficile la poursuite d'études nécessaires à l'exercice d'un métier après la carrière sportive, d'autant plus que la réussite dans les plus grandes compétitions internationales ne concerne, en définitive, qu'une partie limitée des sportifs de haut niveau.

L'évolution de la démographie et de la répartition territoriale de la population (croissance urbaine et périurbaine) modifient, par ailleurs, les attentes quant à la nature et à la localisation des équipements sportifs. Nos concitoyens souhaitent, en outre, que les structures d'accueil apportent une compétence technique et des garanties d'hygiène et de sécurité. L'organisation des pratiques sportives, sous l'impulsion des dirigeants sportifs et des bénévoles, suscite un besoin structurel en encadrement professionnel qualifié ; le secteur sportif est, de plus, créateur d'emplois – outre la dimension de l'encadrement des pratiques – dans divers secteurs (construction, fonctionnement des équipements, matériels et vêtements,...).

En déployant tout un spectre d'actions adaptées aux différentes catégories de publics – et, en tant que de besoin, de territoires –, l'État pourra tirer de l'encouragement à la pratique sportive des bénéfices nombreux qui dépassent très largement le seul domaine du sport : rayonnement international de la France à travers le soutien au sport de haut niveau, égalité des citoyens devant l'accès au sport, prévention des risques sanitaires grâce à une pratique sportive adaptée et sécurisée (par la promotion du sport pour le plus grand nombre), intégration sociale (par des efforts particuliers en faveur des publics socialement défavorisés ou des personnes handicapées), émancipation féminine (par des actions ciblées en faveur des jeunes filles et femmes, notamment celles résidant dans les quartiers dits « sensibles »), aménagement harmonieux du territoire, création d'emplois qualifiés rémunérés et déclarés.

La stratégie du programme « sport » intègre naturellement les mesures adoptées dans le cadre de la révision générale des politiques publiques. Une clarification des compétences entre le ministère et le CNDS sera opérée. Dans cette perspective, le ministère se recentrera sur le pilotage national du développement du sport pour tous, en étroite collaboration avec les fédérations sportives, la négociation des conventions d'objectifs avec les fédérations sportives, le soutien au sport de haut niveau, la protection sanitaire des sportifs et la prévention du dopage et l'action internationale.

La gouvernance du sport de haut niveau en France sera optimisée et modernisée pour tenir compte davantage du développement de l'internationalisation, de la marchandisation et de la professionnalisation. Un mode de gouvernance du haut niveau moins stratifié sera recherché pour permettre la définition de véritables stratégies opérationnelles. Une réforme interne de l'Institut national du sport et de l'éducation physique (INSEP) visera, à travers de nouveaux statuts, à lui permettre d'allier l'« excellence sportive » à l'« excellence scientifique » garante de l'innovation et de l'efficacité.

En matière de certification et de formation aux métiers du sport, l'objectif est d'aboutir à une clarification et un renforcement de l'offre de formation, insuffisamment articulée à l'emploi et aux contraintes européennes. Le ministère proposera un paysage de formation plus harmonisé avec la mise en place d'offres de formation complémentaires et surtout non concurrentes.



S'agissant des modalités d'attributions des subventions allouées par l'Etat ou le CNDS, les subventions de fonctionnement seront davantage ciblées sur des projets de développement du sport assortis d'indicateurs de résultats et il sera mis fin au versement de micro-subventions d'équipements et de fonctionnement. En particulier, le CNDS ciblera davantage les subventions d'équipement sur des projets réellement structurants au niveau national, régional et inter régional.

Un effort particulier de réorganisation et de rationalisation des missions des opérateurs (CNDS, INSEP, écoles, CREPS) sera conduit. Afin de renforcer la tutelle de l'Etat, la formalisation de contrats de performance sera progressivement étendue à l'ensemble des opérateurs d'ici 2011.

## RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

<b>OBJECTIF 1</b>	<b>Accroître la pratique sportive, notamment au sein des clubs, en apportant une attention particulière aux publics cible</b>
INDICATEUR 1.1	Nombre de licences délivrées par les fédérations sportives
INDICATEUR 1.2	Coût public de la licence sportive
INDICATEUR 1.3	Moyens affectés aux publics "cible"
INDICATEUR 1.4	Ecart entre le taux de licences féminines et le taux de licences au plan national
INDICATEUR 1.5	Ecart entre le taux de licences dans les quartiers sensibles et le taux de licences au plan national
<b>OBJECTIF 2</b>	<b>Promouvoir la rigueur financière et l'efficacité des fédérations sportives</b>
INDICATEUR 2.1	Nombre de fédérations sportives présentant une situation financière fragile ou dégradée
INDICATEUR 2.2	Taux d'autofinancement des fédérations sportives
<b>OBJECTIF 3</b>	<b>Apporter une attention particulière à une répartition équilibrée des équipements sportifs sur le territoire national</b>
INDICATEUR 3.1	Répartition des équipements sportifs sur le territoire
<b>OBJECTIF 4</b>	<b>Maintenir le rang de la France dans le sport de compétition au niveau mondial</b>
INDICATEUR 4.1	Rang sportif de la France
<b>OBJECTIF 5</b>	<b>Renforcer le respect de l'éthique dans le sport et préserver la santé des sportifs</b>
INDICATEUR 5.1	Nombre de sportifs de haut niveau ou « espoirs » ayant satisfait aux obligations de suivi médical complet au cours de l'année rapporté au nombre total de sportifs de haut niveau ou espoirs
INDICATEUR 5.2	Coût moyen global des contrôles et des analyses anti-dopage
INDICATEUR 5.3	Nombre de contrôles hors compétition / nombre total de contrôles
INDICATEUR 5.4	Nombre de cas déclarés positifs aux contrôles antidopage / nombre de contrôles
<b>OBJECTIF 6</b>	<b>Adapter l'offre de formation aux évolutions des métiers</b>
INDICATEUR 6.1	Proportion de diplômés qui occupent effectivement un emploi en rapport avec la qualification obtenue après la délivrance du diplôme
<b>OBJECTIF 7</b>	<b>Optimiser les coûts de gestion des subventions allouées aux associations</b>
INDICATEUR 7.1	Répartition de subventions déconcentrées par montant alloué
<b>OBJECTIF 8</b>	<b>Renforcer la professionnalisation des centres d'éducation populaire et de sport (CREPS) et la qualité de leurs prestations</b>
INDICATEUR 8.1	Nombre de CREPS certifiés ISO 9001 / nombre de CREPS
INDICATEUR 8.2	Pourcentage de CREPS pour lesquels le taux de subventionnement par le ministère est inférieur ou égal à 25%
INDICATEUR 8.3	Taux d'occupation des capacités des hébergements dans les CREPS

**Sport**

Programme n° 219 PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

**PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES****2009 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS DEMANDÉS****2009 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT**

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2009	FDC et ADP attendus en 2009
01	Promotion du sport pour le plus grand nombre	2 341 000		19 483 000	<b>21 824 000</b>	3 810 000
02	Développement du sport de haut niveau	13 216 471	17 300 000	112 703 000	<b>143 219 471</b>	7 870 000
03	Prévention par le sport et protection des sportifs	550 000		14 369 000	<b>14 919 000</b>	50 000
04	Promotion des métiers du sport	10 307 000		8 937 000	<b>19 244 000</b>	
Totaux		<b>26 414 471</b>	<b>17 300 000</b>	<b>155 492 000</b>	<b>199 206 471</b>	<b>11 730 000</b>

**2009 / CRÉDITS DE PAIEMENT**

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2009	FDC et ADP attendus en 2009
01	Promotion du sport pour le plus grand nombre	2 341 000		19 483 000	<b>21 824 000</b>	3 810 000
02	Développement du sport de haut niveau	13 320 471	38 467 529	112 703 000	<b>164 491 000</b>	7 600 000
03	Prévention par le sport et protection des sportifs	550 000		14 369 000	<b>14 919 000</b>	50 000
04	Promotion des métiers du sport	10 307 000		8 937 000	<b>19 244 000</b>	
Totaux		<b>26 518 471</b>	<b>38 467 529</b>	<b>155 492 000</b>	<b>220 478 000</b>	<b>11 460 000</b>

## 2008 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LOI DE FINANCES INITIALE)

## 2008 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2008	Prévisions FDC et ADP 2008
01	Promotion du sport pour le plus grand nombre	2 867 591		24 535 361	<b>27 402 952</b>	1 000 000
02	Développement du sport de haut niveau	10 213 167	15 100 000	101 226 192	<b>126 539 359</b>	6 137 919
03	Prévention par le sport et protection des sportifs	550 000		14 716 972	<b>15 266 972</b>	150 000
04	Promotion des métiers du sport	9 612 305		8 210 632	<b>17 822 937</b>	
Totaux		<b>23 243 063</b>	<b>15 100 000</b>	<b>148 689 157</b>	<b>187 032 220</b>	<b>7 287 919</b>

## 2008 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2008	Prévisions FDC et ADP 2008
01	Promotion du sport pour le plus grand nombre	2 867 591		24 535 361	<b>27 402 952</b>	1 000 000
02	Développement du sport de haut niveau	10 317 167	35 874 806	101 226 192	<b>147 418 165</b>	9 613 633
03	Prévention par le sport et protection des sportifs	550 000		14 716 972	<b>15 266 972</b>	150 000
04	Promotion des métiers du sport	9 612 305		8 210 632	<b>17 822 937</b>	
Totaux		<b>23 347 063</b>	<b>35 874 806</b>	<b>148 689 157</b>	<b>207 911 026</b>	<b>10 763 633</b>

## PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR TITRE ET CATÉGORIE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Consommées en 2007	Ouvertes en LFI pour 2008	Demandées pour 2009	Consommés en 2007	Ouverts en LFI pour 2008	Demandés pour 2009
<b>Titre 3. Dépenses de fonctionnement</b>		23 243 063	26 414 471		23 347 063	26 518 471
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		6 439 617	8 710 471		6 543 617	8 814 471
Subventions pour charges de service public		16 803 446	17 704 000		16 803 446	17 704 000
<b>Titre 5. Dépenses d'investissement</b>		15 100 000	17 300 000		35 874 806	38 467 529
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État		15 100 000	17 300 000		35 874 806	38 467 529
<b>Titre 6. Dépenses d'intervention</b>		148 689 157	155 492 000		148 689 157	155 492 000
Transferts aux ménages		19 233 662	19 962 000		19 233 662	19 962 000
Transferts aux entreprises		36 186 705	33 204 000		36 186 705	33 204 000
Transferts aux collectivités territoriales		374 296	374 000		374 296	374 000
Transferts aux autres collectivités		92 894 494	101 952 000		92 894 494	101 952 000
<b>Totaux hors FDC et ADP prévus</b>		<b>187 032 220</b>	<b>199 206 471</b>		<b>207 911 026</b>	<b>220 478 000</b>
FDC et ADP prévus		7 287 919	11 730 000		10 763 633	11 460 000
<b>Totaux y.c. FDC et ADP</b>		<b>194 320 139</b>	<b>210 936 471</b>		<b>218 674 659</b>	<b>231 938 000</b>

DÉPENSES FISCALES<sup>1</sup>

## Avertissement

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, les chiffrages des dépenses fiscales ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.

Les chiffrages présentés pour 2009 ont été réalisés sur la base des seules mesures votées avant le dépôt du projet de loi de finances pour 2009. L'impact des dispositions fiscales de ce dernier sur les recettes 2009 est, pour sa part, présenté dans les tomes I et II de l'annexe « Évaluation des Voies et Moyens ».

## DÉPENSES FISCALES PRINCIPALES SUR IMPÔTS D'ÉTAT (2)

(En millions d'euros)

Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière principale		Chiffre pour 2007	Chiffre pour 2008	Chiffre pour 2009
160205	<b>Exonération, dans la limite de 14,5 % d'un plafond révisable chaque année, des sommes perçues par les arbitres et juges sportifs</b> Impôt sur le revenu <i>Objectif : Aider les arbitres</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 0 ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 2006 - Dernière modification : 2006 - CGI : 93-10</i>	-	15	15
160303	<b>Déduction des dépenses exposées par les sportifs en vue de l'obtention d'un diplôme ou d'une qualification pour leur insertion ou conversion professionnelle</b> Impôt sur le revenu <i>Objectif : Aider les sportifs à se réinsérer</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) ménages - Création : 1948 - Dernière modification : 2000 - CGI : 93</i>	nc	nc	nc
<b>Coût total des dépenses fiscales<sup>2</sup></b>		<b>0</b>	<b>15</b>	<b>15</b>

<sup>1</sup> Les dépenses fiscales ont été associées à ce programme conformément aux finalités poursuivies par ce dernier.

« ε » : coût inférieur à 0,5 million d'euros ; « - » : dépense fiscale supprimée ou non encore créée ; « nc » : non chiffrable.

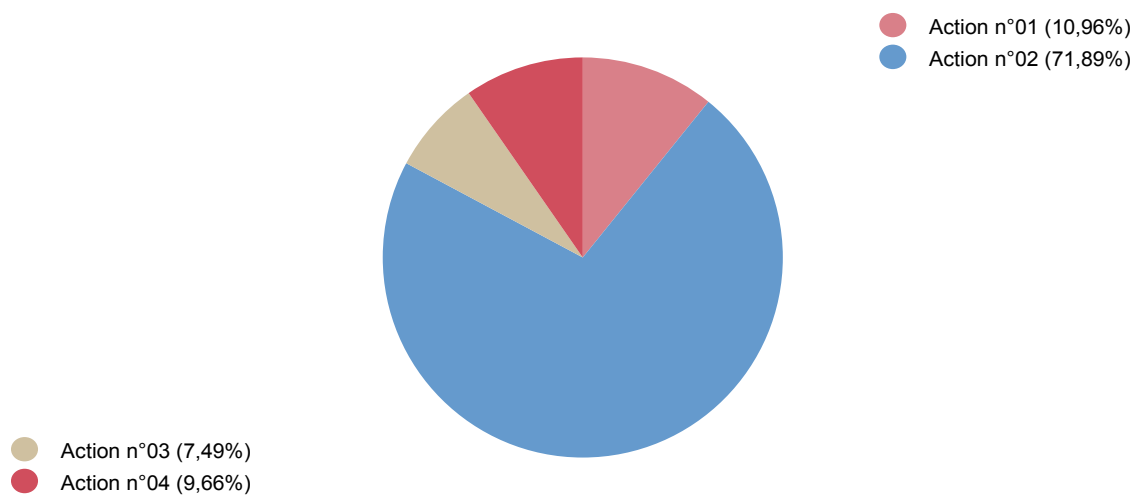
<sup>2</sup> Le « Coût total des dépenses fiscales » constitue une somme de dépenses fiscales dont les niveaux de fiabilité peuvent ne pas être identiques (cf. caractéristique « Fiabilité » indiquée pour chaque dépense fiscale). Il ne prend pas en compte les dispositifs inférieurs à 0,5 million d'euros (« ε »). Par ailleurs, afin d'assurer une comparabilité d'une année sur l'autre, lorsqu'une dépense fiscale est non chiffrable (« nc »), le montant pris en compte dans le total correspond au dernier chiffrage connu (montant 2008 ou 2007) ; si aucun montant n'est connu, la valeur nulle est retenue dans le total. La portée du total s'avère enfin limitée en raison des interactions éventuelles entre dépenses fiscales. Il n'est donc indiqué qu'à titre d'ordre de grandeur et ne saurait être considéré comme une véritable sommation des dépenses fiscales du programme.

## PRÉSENTATION DU PROGRAMME ET DES ACTIONS

## PRÉSENTATION PAR ACTION DES CRÉDITS DEMANDÉS

Numéro et intitulé de l'action		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
01	Promotion du sport pour le plus grand nombre	21 824 000	21 824 000
02	Développement du sport de haut niveau	143 219 471	164 491 000
03	Prévention par le sport et protection des sportifs	14 919 000	14 919 000
04	Promotion des métiers du sport	19 244 000	19 244 000
<b>Totaux</b>		<b>199 206 471</b>	<b>220 478 000</b>

Répartition par action des autorisations d'engagement demandées pour 2009



## PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Les finalités du programme « Sport » résultent directement des dispositions des articles L.100-1 et L.100-2 du code du sport : « Les activités physiques et sportives constituent un élément important de l'éducation, de la culture, de l'intégration et de la vie sociale. Elles contribuent notamment à la lutte contre l'échec scolaire et à la réduction des inégalités sociales et culturelles, ainsi qu'à la santé. La promotion et le développement des activités physiques et sportives pour tous, notamment pour les personnes handicapées, sont d'intérêt général. L'État, les collectivités territoriales et leurs groupements, les associations, les fédérations sportives, les entreprises et leurs institutions sociales contribuent à la promotion et au développement des activités physiques et sportives. L'État et les associations et fédérations sportives assurent le développement du sport de haut niveau, avec le concours des collectivités territoriales, de leurs groupements et des entreprises intéressées. »

La finalité du programme « Sport » est donc de contribuer au développement du sport dans ses composantes « sport pour tous » et « sport de haut niveau », dans des conditions de sécurité et d'encadrement permettant le respect de l'intégrité des personnes et des valeurs éthiques, valeurs qui élèvent le sport au rang d'outil d'éducation et d'insertion sociale.

Placé au cœur d'un système dans lequel les intervenants sont multiples, le ministère de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative fait jouer à plein les « effets de levier » : ses actions et interventions contribuent directement à la mobilisation concertée et cohérente des financements publics et privés complémentaires, très au-delà de son apport initial, environ 2% de la dépense sportive nationale, laquelle représente 1,8% du produit intérieur brut. Les principaux financeurs du sport sont les ménages (50%) et les collectivités locales (30%).

### Acteurs et pilotage du programme

La directrice des sports, responsable du programme sous l'autorité du ministre de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative, prépare et met en œuvre la politique ministérielle relative aux activités physiques et sportives et à la pratique des sports. Elle dispose, à cet effet, des moyens de la direction des sports et exerce sa mission en concertation et en collaboration étroite avec les autres directions ou services de l'administration centrale. Elle s'appuie sur les réseaux des services déconcentrés et des établissements (institut, écoles et centres d'éducation populaire et de sport -CREPS-, Centre national pour le développement du sport, Musée national du sport). Les dépenses de personnel œuvrant pour ce programme sont inscrites au programme « conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative ».

Le ministère de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative assure sa mission dans le domaine du sport en étroite partenariat avec les autres acteurs du développement du sport, publics et privés : mouvement sportif, collectivités territoriales et leurs groupements, entreprises,...

Le partenariat avec les collectivités territoriales est particulièrement marqué en matière de coordination de l'offre sportive, de construction ou de rénovation d'équipements sportifs et d'organisation de grands événements sportifs. Avec le mouvement sportif, il est manifeste en matière de développement de la pratique des activités physiques et sportives et de haut niveau. Le partenariat avec les entreprises concerne principalement l'insertion professionnelle des sportifs de haut niveau et leur éventuelle association à la gouvernance des fédérations sportives.

### Modalités de gestion

La direction des sports a le souci et la volonté d'adapter son organisation et ses modes d'intervention aux besoins et attentes de ses interlocuteurs. Elle intervient, en la matière, sur cinq axes : fonctions observation-analyse-prospective ; information-conseil ; formation/qualification des responsables et acteurs ; définition et contrôle de la réglementation ; promotion. Tel est notamment le cas depuis quelques années dans les secteurs de la protection des usagers, de l'observation et de l'analyse des réalités actuelles et des évolutions à prévoir des activités physiques et sportives, de la lutte contre le dopage et de sa prévention, de l'adaptation du cadre légal et réglementaire aux besoins des pratiquants et des usagers.

La prise en compte des évolutions passe, au plan du droit, par la publication régulière de textes législatifs et réglementaires, mais aussi par la diffusion de très nombreux documents techniques d'information et de conseil, grâce à l'usage renforcé des technologies de l'information et de la communication. Ces textes et documents sont toujours établis à l'issue de concertations approfondies et directes avec les partenaires (collectivités territoriales, mouvement sportif) et les autres acteurs (monde économique).

L'essentiel des moyens inscrits au programme « Sport » concerne des interventions au bénéfice des fédérations sportives agréées dans le cadre de conventions d'objectifs, des subventions ou des investissements en direction des établissements sous tutelle du ministère impliqués dans les filières d'accès au sport de haut niveau et les actions de

formation d'encadrants. Une partie des moyens est déconcentrée dans le cadre de budgets opérationnels de programme (régionaux) pour la mise en œuvre territoriale de la politique nationale. Le programme « Sport » comprend également la subvention versée pour le fonctionnement de l'Agence française de lutte contre le dopage (AFLD), autorité publique indépendante dotée de la personnalité morale créée par la loi n°2006-405 du 5 avril 2006 relative à la lutte contre le dopage et à la protection des sportifs et chargée de définir et de mettre en œuvre les actions de lutte contre le dopage.

Le Centre national pour le développement du sport (CNDS), établissement public administratif, intervient en tant qu'opérateur de l'État rattaché au programme « Sport » pour le soutien financier aux actions territoriales et à la construction ou rénovation d'équipements sportifs réalisés par les collectivités locales ou les associations sportives.

### Structuration en actions

Quatre actions structurent le programme :

1) Promotion du sport pour le plus grand nombre

Il s'agit d'accroître la pratique d'activités physiques et sportives, tout particulièrement au sein des clubs, en renforçant la dimension éducative et le rôle du sport en matière d'insertion et de cohésion sociale.

2) Développement du sport de haut niveau

Le maintien de la France à un rang très élevé dans le concert des grandes nations sportives passe par une contribution spécifique et significative de l'État à l'organisation et au financement du sport de haut niveau.

3) Prévention par le sport et protection des sportifs

Le ministère chargé des sports assure la promotion du sport en faveur de la santé. Il cherche à réduire les risques sanitaires des activités physiques et sportives et porte une attention particulière à la sécurité des pratiques, au respect de l'éthique sportive et à la lutte contre le dopage.

4) Promotion des métiers du sport

Cette action concerne l'économie du sport, les emplois et qualifications, les certifications ainsi que les formations. En effet, le sport, au-delà de ses dimensions éducative et sociale, a un impact économique significatif et croissant. Il revient à l'État de contrôler et de développer une action structurante.

### RÉCAPITULATION DES ACTIONS

- ACTION n° 01 : Promotion du sport pour le plus grand nombre
- ACTION n° 02 : Développement du sport de haut niveau
- ACTION n° 03 : Prévention par le sport et protection des sportifs
- ACTION n° 04 : Promotion des métiers du sport



## PRÉSENTATION DES ACTIONS

### ACTION n° 01

Promotion du sport pour le plus grand nombre

11 %



Il s'agit d'accroître la pratique d'activités physiques et sportives, tout particulièrement au sein des clubs, en renforçant la dimension éducative et le rôle du sport en matière d'insertion et de cohésion sociale.

Par l'attribution de subventions via le CNDP mais, d'abord et avant tout, par l'action structurante de ses personnels en matière d'analyse de l'offre sportive et de propositions d'actions aux acteurs locaux, le ministère chargé des sports incite les associations et les fédérations sportives, ainsi que leurs organes déconcentrés départementaux et régionaux, à mettre en place de nouvelles offres de pratiques, plus diversifiées, pour les différents publics, en portant une attention spécifique aux jeunes défavorisés, aux femmes et aux familles, ainsi qu'aux personnes handicapées. La pratique sportive des jeunes est encouragée au plan local dans le cadre de politiques contractuelles visant à valoriser le rôle éducatif et social du sport, prenant bien en compte l'intercommunalité (projets éducatifs locaux par exemple) et, au travers d'aides à l'intention des plus défavorisés, leur permettant d'adhérer plus aisément à des associations sportives agréées. Il revient aux services déconcentrés d'arbitrer entre ces dispositifs en fonction du contexte local.

Un soutien financier est apporté aux fédérations sportives agréées dans le cadre de conventions d'objectifs, pour la mise en œuvre de leurs projets qui entrent dans les priorités du ministère en matière de développement du sport (actions vers des publics cible, politique d'ouverture des clubs, pratiques compétitives) et de promotion des disciplines sportives. Ces conventions peuvent être pluriannuelles. Leur négociation prend en compte également l'environnement économique des différents sports.

L'organisation du sport repose sur l'investissement personnel de centaines de milliers de bénévoles. Le bénévolat est facteur de cohésion sociale. Il est aussi vecteur de citoyenneté. L'État soutient les projets portés par les bénévoles par des subventions et en prenant des mesures relatives à la reconnaissance sociale de leur action ainsi qu'à la prise en charge, sous forme d'une déduction du revenu imposable, d'une partie des frais occasionnés par leur activité associative.

Les pratiquant(e)s attendent une qualification affirmée et une forte disponibilité de la part des personnes encadrant « leurs » activités sportives. Ce programme intervient pour structurer et soutenir la professionnalisation de l'encadrement des associations par des aides spécifiques.

La mise aux normes de sécurité des équipements sportifs, propriété, pour la plupart, des collectivités territoriales, est contrôlée par les services du ministère. Ceux-ci soutiennent, au moyen d'aides financières, l'adaptation de ces équipements à l'évolution de la demande sociale, aux nouvelles formes de pratiques et aux besoins appréhendés dans le schéma de services collectifs du sport, ainsi que le recensement national exhaustif des équipements sportifs, sites et espaces de pratique. Les concours financiers du ministère prennent en compte le double objectif du développement du sport et de l'aménagement harmonieux du territoire national en relation avec les stratégies de développement établies par les fédérations sportives. C'est le Centre national pour le développement du sport (CNDP) qui est, depuis 2006, l'opérateur pour la gestion des subventions d'équipement aux collectivités locales et associations.

Le Musée national du sport permet d'appréhender la place et les évolutions du phénomène sportif dans la vie de la société française. Il contribue à la promotion des activités sportives et à la mémoire du sport par la collecte, la conservation, la restauration et l'exposition au public de documents ou objets. Il a été érigé en établissement public administratif par décret du 2 mars 2006.

Le ministère participe, en outre, à « l'échange de bonnes pratiques sportives » en matière de développement du sport et de valeurs éducatives et sociales du sport, par le biais de programmes de coopération sportive bilatérale avec de nombreux partenaires ainsi que dans des forums internationaux, dans le cadre notamment de l'Union européenne, du Conseil de l'Europe, de la Conférence des ministres de la jeunesse et des sports ayant le français en partage (CONFEJES), de l'UNESCO et du Comité international des jeux de la francophonie. Cette action vise également à coordonner les réglementations au plan international et à promouvoir de manière volontariste la place de la France et

de la langue française dans les instances sportives internationales élues, ainsi que le savoir-faire français en matière de réalisation d'équipements et de matériels sportifs et d'organisation de grands événements sportifs.

Le ministère peut accorder un soutien financier aux fédérations et associations qu'il a agréées (article L.131-14 du code du sport). Il exerce la tutelle sur les fédérations sportives. Le ministère (administration centrale et services déconcentrés) s'attache à ce que le fonctionnement des fédérations et associations reste compatible avec les dispositions statutaires sur lesquelles il a fondé son agrément. En cas de dysfonctionnement, il peut offrir sa médiation, retirer son agrément ou saisir le juge. Il apporte également un soin attentif à l'évolution de la situation financière des fédérations.

Les montants clés de ces interventions financières, sur la base des crédits du projet de loi de finances 2009, concernent le financement de la partie « promotion du sport » des conventions d'objectifs passées entre le ministère et les fédérations sportives (**21,55 M€**) ainsi que l'action internationale (**1,28 M€**).

#### ACTION n° 02

#### Développement du sport de haut niveau



Le maintien du sport français à un rang international très élevé passe par une contribution spécifique et significative de l'État à l'organisation et au financement du sport de haut niveau. Différents textes législatifs et réglementaires définissent le sport de haut niveau. La charte du sport de haut niveau consacre l'exemplarité du sportif de haut niveau, l'exigence d'une intégrité morale et physique, dans le respect du double projet, sportif et professionnel, de l'athlète.

Le champ du sport de haut niveau repose sur des critères bien établis qui sont : la reconnaissance du caractère de haut niveau des disciplines sportives ; les compétitions de référence ; la liste des sportifs de haut niveau ; les filières d'accès au sport de haut niveau.

La commission nationale du sport de haut niveau (CNSHN), instituée par l'article L. 221-1 du code du sport, est l'instance de concertation institutionnelle où se prennent toutes les grandes orientations en matière de sport de haut niveau. Elle est présidée par le ministre chargé des sports et comprend des représentants de l'État, du Comité national olympique et sportif français (CNOSF), des sportifs de haut niveau, des entraîneurs, un arbitre ou juge sportif de haut niveau et des élus des collectivités territoriales. Elle procède à un examen périodique du fonctionnement des dispositifs du sport de haut niveau.

La population de sportifs concernés par cette politique est d'environ 7 000 sportifs de haut niveau, à laquelle s'ajoutent les sportifs inscrits dans les filières d'accès au sport de haut niveau ou classés « espoirs » (8 500).

Les interventions du ministère concernent tant les filières d'accès au sport de haut niveau (il existe notamment, à l'heure actuelle, des pôles « France » et « Espoirs » labellisés, implantés pour certains d'entre eux dans le réseau des établissements nationaux [instituts, écoles, CREPS] du ministère chargé des sports) que les aides directes aux sportifs de haut niveau en matière financière (aides personnalisées), d'orientation, de formation et d'insertion professionnelle, ou le soutien financier aux fédérations sportives pour la préparation et la participation aux grandes compétitions sportives par le biais des conventions d'objectifs. Une attention particulière est apportée au soutien à l'encadrement sanitaire des équipes de France et au suivi médical des sportifs de haut niveau ou inscrits dans les filières d'accès au sport de haut niveau dont les fédérations sportives ont la responsabilité. Les agents exerçant les missions de conseillers techniques sportifs auprès des fédérations sportives jouent un rôle essentiel dans la mise en œuvre de la politique du sport de haut niveau, rôle précisé par le décret n°2005-1718 du 28 décembre 2005. La direction des sports, en liaison avec les autres services du ministère et l'INSEP, pilote leur formation en l'adaptant sans cesse à l'évolution de l'environnement technique et socio-économique du sport.

Le ministère soutient des projets de recherche appliquée à la performance sportive émanant des fédérations, des établissements jeunesse et sports ou de partenaires extérieurs (universités).

L'État soutient également l'organisation en France de grandes manifestations sportives internationales, championnats du monde, championnats d'Europe, en particulier par le biais d'aides financières à la réalisation d'équipements d'envergure mondiale, ainsi qu'aux organisateurs (fédérations, associations, groupements d'intérêt public constitués spécifiquement). La direction des sports contrôle la bonne exécution du contrat de concession du stade de France.

Les montants clés des interventions financières en faveur du sport de haut niveau, sur la base des crédits du projet de loi de finances 2009, peuvent être regroupés comme suit : les conventions d'objectifs avec les fédérations sportives et les aides personnalisées (**77,2 M€**), les dépenses liées à la concession du stade de France (**6,38 M€**), les interventions déconcentrées, y compris au bénéfice des établissements (**5,05 M€**), et les investissements dans les établissements

(17,3 M€ en AE et 38,47 M€ en CP), qui sont en majeure partie consacrés au plan de refondation et de modernisation de l'INSEP, le financement du loyer du PPP relatif à la rénovation de l'INSEP (4,78 M€), le financement du coût de la compensation des exonérations de charges sociales accordées au titre de la rémunération du droit à l'image des sportifs professionnels (26 M€).

#### ACTION n° 03

Prévention par le sport et protection des sportifs

7,5 %



Le ministère chargé des sports assure la promotion du sport en faveur de la santé. Il cherche à réduire les risques sanitaires liés aux activités physiques et sportives.

C'est pourquoi il encourage les pratiques sportives non compétitives développées par les fédérations et celles des personnes de plus de 55 ans dans le cadre du programme « bien vieillir ». Il apporte son expertise technique à la mise en place de « parcours de santé ».

#### La lutte contre le dopage

La lutte contre le dopage ne peut trouver sa pleine efficacité qu'au niveau international. Le ministère a conduit une action déterminée en faveur d'une harmonisation des réglementations et pratiques de lutte contre le dopage au sein du Conseil de l'Europe, de l'UNESCO et fera de même, au sein de l'Union européenne. Cette politique volontariste a permis de rapprocher des vues françaises de nombreux gouvernements et instances sportives ainsi que l'Agence mondiale antidopage (AMA). La création (loi n°2006-405 du 5 avril 2006) de l'Agence française de lutte contre le dopage (AFLD), autorité publique indépendante dotée de la personnalité morale, financée par le ministère chargé des sports, a traduit à cet égard la volonté de rationaliser et moderniser le dispositif français de lutte contre le dopage (contrôles, sanctions, recherche et prévention) et à le rendre cohérent avec des dispositifs internationaux.

L'AFLD, qui effectue les analyses de 9.000 prélèvements en moyenne annuelle, met en œuvre des « techniques de pointe » et jouit d'une compétence internationalement reconnue. Mis en place et soutenus par le ministère chargé des sports, des antennes médicales de prévention et de lutte contre le dopage (AMPLD), des médecins conseillers et un numéro vert « Allo-Écoute dopage » contribuent à promouvoir la santé des sportifs et à prévenir les risques de dopage. Des commissions régionales de prévention et de lutte contre les trafics de produits dopants ont été instituées courant 2004 dans chaque région. De nature interministérielle, ces commissions, présidées par les préfets de région et les procureurs de la République, sont animées par les directeurs régionaux de la jeunesse et des sports.

#### La prévention des accidents

Avec ses partenaires, le ministère participe, par ailleurs, à la réalisation d'actions de prévention des accidents liés aux diverses formes de pratiques sportives (loisirs nautiques, activités sportives en montagne, sports urbains, port du casque à vélo...). Il conçoit une réglementation visant à sécuriser la pratique sportive, en relation avec les administrations et les fédérations concernées, et développe des actions de contrôle des établissements d'activités physiques et sportives ainsi que des autorisations d'exercer des éducateurs sportifs.

#### La prévention des incivilités

Facteur de cohésion sociale, le sport n'est pas pour autant à l'abri des incivilités ou d'actes de violence. Face à la montée de ces déviances, le ministère chargé des sports met en place des actions de veille et d'alerte, des programmes d'accompagnement éducatif et de formation dans le cadre notamment de conventions ou d'avenants « sports » aux contrats locaux de sécurité passés avec les collectivités territoriales ou avec les fédérations sportives. Il apporte son concours aux administrations concernées par l'élaboration des réglementations relatives à la sécurité des installations recevant du public et des manifestations sportives.

Hors personnel, les chiffres clés des moyens consacrés à cette action sont : le financement de l'AFLD (7,6 M€), de l'Agence mondiale antidopage (0,56 M€), le soutien au développement de la médecine fédérale au sein de fédérations sportives (2,2 M€), les actions de recherche, de prévention, de lutte contre les trafics de produits dopants et de promotion de la santé par le sport (4,16 M€).

**ACTION n° 04****Promotion des métiers du sport****9,7 %****Observation des différents aspects du sport et de son évolution ; économie du sport**

Un soutien est apporté aux initiatives qui concourent à la promotion du sport, à l'aménagement du territoire et au développement durable. Une meilleure connaissance en matière d'offre et de demande des pratiques physiques et sportives et d'équipements sportifs est recherchée. La contribution économique du secteur sport à la richesse nationale et au développement de l'emploi sera mesurée, à court terme, dans le cadre d'un compte économique (« compte satellite »). Un soutien sera également apporté aux actions conduisant à un rapprochement des acteurs de l'économie marchande, des associations et des collectivités territoriales, de nature à valoriser leurs actions et à encourager l'offre non marchande de services.

Le recensement intégral des équipements sportifs, sites et espaces de pratique a été mené à bien fin 2005. Ses résultats et leur exploitation fournissent une connaissance très précise de l'état du patrimoine sportif de notre pays et contribuent à la définition et la mise en œuvre de stratégies mieux adaptées. Un rapport déposé au Parlement au mois de juin 2008 en rend compte.

**Observation de l'évolution des emplois et veille stratégique sur l'évolution des besoins de qualification**

Des études prospectives quantitatives et qualitatives en matière d'emploi et de formation dans le domaine des métiers du sport sont menées par, d'une part, l'observatoire national des métiers de l'animation et du sport (ONMAS), créé par arrêté conjoint du 8 mars 2002 du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche et de la ministre de la jeunesse et des sports, et, d'autre part, des observatoires régionaux présents au sein de chaque direction régionale de la jeunesse et des sports. Ces observations apportent des éléments stratégiques permettant d'apprécier l'évolution des métiers dans le champ du sport. Ils contribuent à évaluer l'opportunité d'adapter ou de créer de nouvelles spécialités ou qualifications.

**Création, mise en œuvre et contrôle des certifications adaptées aux besoins des branches professionnelles**

Les certifications sont créées en lien avec les partenaires sociaux de la commission professionnelle consultative (CPC) des métiers du sport et de l'animation, afin de favoriser leur reconnaissance sur le marché du travail. Les services déconcentrés mettent en œuvre et contrôlent les dispositifs de certification, validation des acquis de l'expérience professionnelle et organisation des examens (jurys) conduisant à l'ensemble des diplômes délivrés par le ministère.

**Mise en œuvre et contrôle des actions de formation professionnelle**

La formation professionnelle initiale et continue conduisant aux qualifications du sport permet aux associations de s'attacher le concours de personnels qualifiés. L'accent est mis, pour les établissements en relation avec les services associés de formation, d'une part sur la formation professionnelle initiale des jeunes, dans le cadre de leur mission de service public, d'autre part sur l'apprentissage et la formation professionnelle continue en tant qu'opérateurs contractuels pour les conseils régionaux et les organismes paritaires collecteurs agréés (OPCA). L'objectif est de renforcer l'expertise mise au service du ministère chargé des sports et de ses partenaires.

Les montants clés de ces interventions financières, sur la base des crédits du projet de loi de finances 2009, concernent les subventions pour charges de service public pour les trois écoles (**6,63 M€**), le financement des aides à la formation initiale conduisant aux qualifications sportives (**3,86 M€**), le dispositif « Parcours Animation Sport » (**3,7 M€**) et l'organisation des examens conduisant aux diplômes d'Etat (**2,45 M€**).

## OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

### OBJECTIF n° 1 : Accroître la pratique sportive, notamment au sein des clubs, en apportant une attention particulière aux publics cible

Conformément aux dispositions du code du sport (article L.100-2), l'État, les collectivités territoriales et leurs groupements, les fédérations sportives, les associations et les clubs locaux participent au développement de la pratique sportive. Le Ministère de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative intervient, au nom de l'État, pour initier et mettre en œuvre cette politique en faveur du sport en renforçant la connaissance et l'analyse des pratiques sportives, en attribuant des concours financiers et en personnels, en assurant la qualité de l'encadrement, en contribuant à la réalisation d'équipements sportifs et en soutenant l'organisation de grands événements internationaux qui ont un impact certain sur le nombre des licences.

Les licences sont délivrées par les fédérations sportives qui entretiennent avec l'État des liens étroits.

Ces relations sont d'abord **d'ordre juridique**. Le code du sport dispose ainsi : « l'État exerce la tutelle des fédérations sportives » (article L.111-1). En outre, « un **agrément** peut être délivré par le ministre chargé des sports aux fédérations qui, en vue de participer à l'exécution d'une mission de service public, ont adopté des statuts comportant certaines dispositions obligatoires et un règlement disciplinaire conforme à un règlement type (...) » (article L.131-8). Le code du sport dispose également : « dans chaque discipline sportive et pour une durée déterminée, une seule fédération agréée reçoit **délégation** du ministre chargé des sports. Un décret en Conseil d'État détermine les conditions d'attribution et de retrait de la délégation, après avis du Comité national olympique et sportif français. » (article L.131-14).

Le ministère chargé des sports entretient également des **relations financières** importantes avec les fédérations sportives. Elles reçoivent de l'État un concours financier dans des conditions fixées par une **convention d'objectifs**. En 2006, le montant total des subventions versées aux fédérations sportives unisport par le ministère s'est ainsi élevé à 84,6 M€, soit un taux de soutien moyen de 12 %. Toutefois, cette proportion d'aides publiques dépasse 50 % pour certaines fédérations (cf. objectif n°2, indicateur n°2).

Enfin, en termes **d'appui en personnel**, 1.680 agents exerçant des missions de conseiller technique sportif (CTS) sont placés auprès des fédérations, au niveau national ou régional (ligues régionales). Ils assurent des missions de développement de la pratique sportive, de promotion de la performance des sportifs français et de formation des cadres en vue des compétitions internationales. Le décret n°2005-1710 du 28 décembre 2005 relatif à l'exercice des missions de conseillers techniques sportifs auprès des fédérations sportives est venu, comme souhaité par le Parlement et les organismes de contrôle budgétaire, clarifier les missions prioritaires - et leurs modalités d'exercice - de ces agents du ministère.

Un indicateur de résultat associé à l'objectif de développement du nombre de licences délivrées par les fédérations sportives constitue un instrument pertinent de mesure de l'efficacité de l'action publique conduite par le ministère chargé des sports. Ce nombre permet d'apprécier, in fine, l'impact des actions volontaristes de développement menées par le ministère (information, formation, réglementation visant à garantir la qualité de l'offre...) ou soutenues par lui, d'une part, au plan national, par le biais de projets faisant l'objet de conventions d'objectifs, d'autre part, au plan local, par le biais des plans de développement proposés par les échelons déconcentrés des fédérations sportives. Pour chacune des fédérations, c'est un élément permettant d'apprécier l'évolution des disciplines concernées et d'en déduire, après analyse des contextes particuliers (démographie, répartition territoriale, coût des pratiques et financement des fédérations, sécurité,...) des plans d'action pour augmenter le nombre de licences ou, si nécessaire, enrayer des baisses.

La stratégie volontariste suivie depuis plusieurs années par le ministère se traduit par un appui humain, matériel et financier aux fédérations et aux clubs sportifs. Le ministère soutient très prioritairement la pratique sportive licenciée, car le club est porteur de valeurs (essentielles dans la « construction » des jeunes) et outil de la « mixité sociale » (il est espace de rencontres de personnes que rien ne prédestinait à se côtoyer).

L'indicateur « nombre de licences délivrées par les fédérations sportives » mesure l'efficacité socio-économique de la politique publique. Il fait l'objet de séries statistiques depuis 1945 et d'un suivi rigoureux de la part du ministère. Il est reconnu au plan international et permet des comparaisons.

En un demi-siècle, le nombre de licences a été multiplié par 8 alors que la population n'augmentait que de 43%. Sur la période 1987-2006, le taux de croissance annuel est de 1% (alors que la population n'augmentait en moyenne que de 0,5 % par an).

Parallèlement, le ministère a mis en place en 2008 un indicateur de l'évolution du coût public de la licence sportive qui permet de mesurer l'effet des concours financiers qu'il attribue en vue du développement de la pratique licenciée.

Longtemps la pratique sportive en club a été essentiellement centrée sur la compétition et sa préparation. L'élargissement de l'accès aux pratiques sportives nécessite une action spécifique du ministère.

Un des objectifs du ministère est de rapprocher le taux actuel de licences des jeunes filles et des femmes (1/3 environ) de la proportion de femmes dans la population (1/2). Au-delà de la contrainte fixée aux fédérations sportives par voie réglementaire (articles R. 131-3 à 131-12 du code du sport), le ministère a lancé des opérations permettant d'infléchir ces tendances : appels à projets, concours (national et régionaux), mise en commun, valorisation et diffusion de « bonnes pratiques », création d'un pôle ressources national.

De même, l'objectif de favoriser l'insertion des personnes handicapées passe par un soutien aux projets des fédérations « spécialisées » mais aussi par une incitation des autres fédérations et des clubs qui leur sont affiliés à intégrer dans leurs activités les personnes handicapées.

Les études réalisées par le ministère montrent que les personnes socialement défavorisées pratiquent moins le sport. C'est pourquoi le ministère apporte un soutien particulier aux projets permettant de toucher ce type de public. Trois indicateurs sont associés à cet objectif :

- Un indicateur mesurant la part des montants affectés à des actions en direction des « publics cible » dans le total des aides attribuées, en distinguant les projets en direction :
  - des personnes handicapées ;
  - des jeunes filles et des femmes ;
  - de publics socialement défavorisés.
- Un indicateur concernant l'évolution du nombre de licences féminines par rapport au nombre de licences délivrées au plan national ;
- Un indicateur concernant l'évolution du nombre de licences en Zones urbaines sensibles (ZUS) par rapport au nombre de licences délivrées au plan national.

#### INDICATEUR 1.1 : Nombre de licences délivrées par les fédérations sportives

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Nombre de licences	Million	15,91	16,25	16,23	16,4	16,6	16,9

##### Précisions méthodologiques :

Ces données sont obtenues à partir d'une enquête annuelle effectuée par le ministère auprès des fédérations sportives. La cohérence interne et l'évolution des données transmises par les fédérations sont contrôlées par la mission des études, de l'observation et des statistiques (MEOS) du ministère. Les chiffres indiqués regroupent les licences stricto sensu et les autres titres de participation délivrés, par exemple, pour une pratique sportive occasionnelle. Les données définitives sont disponibles au mois de septembre de l'année n + 1. Les prévisions et valeur cible se basent sur une progression annuelle de 2009 à 2011 du nombre de licences de +1% chaque année soit un chiffre près de deux fois supérieur au taux d'accroissement de la population (+0,5% à +0,6% par an).

Cet indicateur rend compte de la pratique sportive licenciée dans un club sportif affilié à une fédération française sportive agréée. Mais il ne permet pas de mesurer la totalité de la pratique sportive. Ainsi, l'enquête réalisée en 2003 estimait que « 2/3 des pratiquants de plus de 15 ans ont une pratique entièrement autonome » (hors clubs affilié ou non). Le ministère envisage de mettre en œuvre une nouvelle enquête sur la pratique sportive qui permettrait de mieux identifier les différents modes de pratique et de cibler certains publics.

Sources des données : Mission des Etudes, de l'Observation et des Statistiques (MEOS) – MSJSVA



**INDICATEUR 1.2 : Coût public de la licence sportive**

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Montant des subventions pour le sport de masse allouées par le ministère et le CNDS aux fédérations dans le cadre des conventions d'objectifs et rémunération des CTS engagés dans le sport de masse / nombre de licences délivrées par les fédérations sportives	€	6,40	6,26		5,94	5,82	5,31

**Précisions méthodologiques :**

Pour 2007, il a été alloué l'équivalent de 6,26 € de financement de l'État pour chacune des licences délivrées (101,65 M€ / 16,25 millions de licences sportives). Pour 2009, il est prévu d'allouer l'équivalent de 5,82 € par licence sportive (97,37 M€ / 16,74 millions de licences sportives). Dans le calcul du montant des subventions pour le sport de masse, il n'a pas été intégré la part des subventions des conventions d'objectifs ciblées sur les volets « relations internationales » et « recherche » (1,5M€), l'allocation de ces moyens dépendant d'autres logiques que celles relevant du sport de masse (protocoles bilatéraux, actions de recherche).

La consolidation avec les crédits de rémunération des conseillers techniques sportifs proposée a été effectuée sur la base d'une réalisation d'une enquête temps auprès des DTN et responsables des services sur les missions de ces personnels. Pour 2007, il est estimé que l'équivalent de 1020 CTS sur un total de 1662 se consacrent au sport de masse pour un coût unitaire d'environ 63,6 K€ ce qui représente une somme de 64,9 millions d'euros.

L'orientation à la baisse de cet indicateur atteste d'une amélioration de l'efficacité globale de la politique de développement du sport de masse du ministère. Toutefois, il convient, pour chaque fédération, de corréler ces résultats avec des éléments relatifs aux caractéristiques du public accueilli. Ainsi, à titre d'illustration, alors même que le nombre de licences diminuerait pour une fédération donnée, le maintien de l'aide de l'État pourrait se justifier par le travail spécifique qu'elle réaliserait, en proportion du public accueilli, en direction des publics cible : publics socialement défavorisés, jeunes filles et femmes, handicapés.

Le ministère réorientera progressivement de 2009 à 2011 les modalités de financement des actions pour le sport de masse (notamment en faveur des publics cible) en accentuant le financement via la part territoriale du CNDS. Cette révision des modalités de financement du sport de masse favorisera le développement de projets de proximité plus facilement évaluable et ayant davantage d'impact au niveau local. Ces nouvelles modalités de financement et une dynamique favorable de l'évolution du nombre de licences expliquent la baisse de l'indicateur sur la période. Parallèlement, l'engagement de l'État via l'action structurante permise par les moyens en CTS sera maintenu sur la période 2009-2011.

Source des données : Bureau des fédérations unisport et du sport professionnel et Bureau des fédérations multisports, des activités sportives de nature et des pôles ressources – MSJSVA

**INDICATEUR 1.3 : Moyens affectés aux publics "cible"**

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Moyens financiers consacrés à des actions en direction des personnes handicapées / total des moyens mobilisés	%	3,36	3,7	3,7	3,7	3,8	4
Moyens financiers consacrés à des actions en direction des jeunes filles et des femmes / total des moyens mobilisés	%	4,62	5,3	5,3	5,3	5,5	6
Moyens financiers consacrés à des actions en direction des publics socialement défavorisés / total des moyens mobilisés	%	15,48	19,3	18,5	19,5	22,5	23

**Précisions méthodologiques :**

- Sous-indicateur 1.3.1 : Le sous-indicateur relatif aux personnes handicapées recense les montants consacrés par les services déconcentrés du MSJSVA aux actions en faveur de ce public : 5,47 M€ en 2007 contre 4,85 M€ en 2006 soit une augmentation de 12,6%. Le total des moyens mobilisés en 2007 est estimé à 145,64 M€ dont 118,82 M€ issus de la part territoriale du CNDS (hors COM) et 26,82 M€ de subventions issus des BOP régionaux.

- Sous-indicateur 1.3.2 : Les moyens mobilisés par les services déconcentrés pour les jeunes filles et les femmes s'élèvent en 2007 à 7,68 M€ contre 6,67 M€ en 2006 soit une progression de 15% par rapport à 2006. Le total des moyens mobilisés en 2007 est le même que pour le sous-indicateur relatif aux handicapés soit 145,64 M€.

- Sous-indicateur 1.3.3 : Les moyens mobilisés au niveau territorial en 2007 s'élèvent à 29,21 M€ contre 22,36 M€ en 2006, soit une hausse de plus de 30% par rapport à 2006. Le total des moyens mobilisés en 2007 est estimé à 151,08 M€, soit 145,64 M€ correspondant au dénominateur des deux premiers sous-indicateurs auquel il est rajouté les crédits dédiés au dispositif « Parcours Animation Sport » versés via le PNDS (1,64 M€) et les crédits correspondant aux 323 emplois aidés accueillant des diplômés STAPS » quartiers (3,8 M€ en 2007). Ce retraitement est justifié par le caractère local

de ces deux mesures : les crédits PAS issus du PNDS complètent les crédits PAS des BOP régionaux et les 323 emplois STAPS intégrés dans le calcul sont dédiés au développement de la pratique sportive dans les quartiers. Le sous-indicateur identifie des actions en direction des publics situés en zone urbaine sensible (ZUS) et dans les secteurs bénéficiant de la dotation de solidarité rurale (DSR). Le choix de retenir comme critère d'imputation la référence à des territoires fragilisés, s'avère pertinent et conduit à une grande fiabilité en ce qui concerne les actions financées en ZUS. En revanche, le critère de ruralité s'avère plus difficile à manier (DSR /ZRR). En conséquence, la standardisation de recueil des données pour le renseignement de ce sous-indicateur n'est pas encore totalement effective.

Pour information, hors champ de l'indicateur, des moyens sont mobilisés au niveau national en direction des publics cible : 9,4 M€ pour les handicapés et 4,3 M€ pour les jeunes filles et les femmes :

- handicapés : soutien apporté au plan humain par l'intervention de 22 CTS placés auprès des « fédérations spécialisées » dans le sport pour personnes handicapées (soit 1,386 M€). Au plan financier, il convient de prendre, également, en compte les subventions d'investissement dans les établissements nationaux du MSJSVA, notamment au titre de l'accessibilité des personnes handicapées (4 M€ en 2007 contre 2,5 M€ en 2006). S'y ajoutent les subventions aux collectivités territoriales, ainsi que le soutien aux actions du pôle ressources national (PRN) « sport et handicap » implanté au CREPS de la région Centre (0,3 M€ en 2007 pour le PRN et les autres actions soutenues au plan national). A noter également que les fédérations spécialisées ont été aidées à hauteur de 3 M€ dans le cadre des conventions d'objectifs en 2007. Les fédérations dites « valides » concentrent aussi leurs efforts pour permettre l'accessibilité aux personnes handicapées et ont bénéficié en 2007 de plus de 0,757 M€ d'aide dans le cadre des conventions d'objectifs. Il convient, enfin, de souligner que les données fournies ne traduisent que partiellement la réalité du soutien du ministère à la pratique sportive des personnes handicapées. En effet, beaucoup de personnes handicapées pratiquent une activité sportive au sein de nombreuses fédérations dites « valides ».

- jeunes filles et femmes : 1,41 M€ alloués dans le cadre des conventions d'objectifs 2007. En outre, 14 fédérations bénéficient, à partir du dernier trimestre 2007, de 47 emplois aidés (2,961 M€) financés pendant deux ans par le Ministère de la cohésion sociale et le MSJSVA (CNDS).

Source des données : Bureau des fédérations multisports, des activités sportives de nature et des pôles ressources – MSJSVA.

#### INDICATEUR 1.4 : Ecart entre le taux de licences féminines et le taux de licences au plan national

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Ecart entre le taux de licences féminines et le taux de licences au plan national	indice	1,46	1,46	1,45	1,44	1,42	1,39
Taux de licences féminines	%	17	17,3	17,2	17,6	17,9	18,4
Taux de licences au plan national (hors COM)	%	24,9	25,2	25	25,3	25,4	25,6

##### Précisions méthodologiques :

L'écart entre le taux de licences féminines et le taux de licences au plan national est présenté sous forme d'indice c'est-à-dire sous forme du rapport entre le taux de licences au plan national et le taux de licences féminines. Ainsi, pour 2007, le taux de licences au plan national est près de 1,5 fois plus élevé (+146%) que le taux de licences féminines (25,2% / 17,3% -> 146%).

Le champ géographique est la France métropolitaine et les départements d'outre mer hors collectivités d'outre mer (COM).

Le taux de licences féminines est estimé en 2007 à 17,3% (5,68 millions de licences féminines hors COM / 32,77 millions de femmes hors COM) alors que le taux de licences au plan national, en 2007, est estimé à 25,2% (16,05 millions de licences hors COM / 63,75 millions de personnes).

Il est rappelé que pour 100 licences délivrées en 2007, 35,4 l'ont été à des femmes et 64,6 à des hommes.

Sources des données : Insee Bilan démographique 2006 – MEOS Licences sportives, recensement 2007.

#### INDICATEUR 1.5 : Ecart entre le taux de licences dans les quartiers sensibles et le taux de licences au plan national

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Ecart entre taux de licences en ZUS et taux de licences au plan national	indice	2,44	2,42	2,40	2,43	2,42	2,40
Taux de licences en ZUS	%	10,2	10,4	10,4	10,4	10,5	10,7
Taux de licences au plan national (hors COM)	%	24,9	25,2	25	25,3	25,4	25,6

##### Précisions méthodologiques :

Cet indicateur est présenté sous forme d'indice c'est-à-dire sous forme du rapport entre le taux de licences au plan national et le taux de licences en ZUS. Ainsi, pour 2007, le taux de licences au plan national est près de 2,5 fois plus élevé (+2,42) que le taux de licences en ZUS (25,2% / 10,4% -> 242%).



Ces données ont été élaborées d'une part à partir d'enquêtes spécifiques de terrain effectuées – à la demande de la responsable du programme Sport – de décembre 2007 à février 2008 par les services déconcentrés du ministère auprès des clubs sportifs répertoriés, en très étroite relation avec les communes et comités départementaux sportifs et d'autre part à partir du géocodage des fichiers licences fournis par les comités départementaux et ligues régionales.

Un changement de méthodologie est envisagé à terme, qui consisterait soit à recenser les données relatives à la domiciliation des licenciés qui seraient fournies au niveau national par les fédérations sportives et les faire géocoder par l'INSEE, soit intégrer le calcul de l'indicateur dans une enquête sur la pratique sportive qui serait réalisée par sondage tous les trois ou quatre ans.

Le taux de licences en ZUS, en 2007, est estimé à 10,4% (489 667 licences ZUS / 4,7 millions de personnes en ZUS) alors que le taux de licences au plan national, en 2007, est estimé à 25,2% (16,05 millions de licences hors COM / 63,75 millions de personnes). Ce résultat ne doit être considéré que comme un ordre de grandeur. L'évolution du taux de licences ZUS entre 2006 et 2007 traduit essentiellement une amélioration de la collecte, une meilleure appropriation de la méthode par les services déconcentrés, un taux de réponse plus important des comités et ligues et le travail important mené par les services déconcentrés pour mieux cerner la délimitation des ZUS accroît la fiabilité de l'indicateur.

Le taux de licences en ZUS a été calculé, jusqu'à 2007, en utilisant la population en ZUS du recensement de la population de 1999, seule donnée disponible actuellement. Les données issues du recensement rénové de la population seront disponibles à la fin de l'année 2008 et seront prises en compte lors du calcul de l'indicateur 2008 ce qui mécaniquement, par effet d'actualisation, pourrait provoquer une diminution ou au mieux une stabilisation de l'indicateur.

Les prévisions 2009 (fixées à 2,42) et 2011 (à 2,40) prennent en compte ce phénomène de réactualisation de la population en ZUS.

Source des données : Mission des Etudes, de l'Observation et des Statistiques (MEOS) – MSJSVA.

## OBJECTIF n° 2 : Promouvoir la rigueur financière et l'efficacité des fédérations sportives

89 fédérations sportives unisport sont agréées.

82 bénéficient d'un soutien financier du ministère chargé des sports et sont dotées d'instruments de gestion efficaces (comptabilité analytique, règlement financier,...) imposés et suivis par le ministère (Direction des Sports). Par ailleurs, 10 évaluateurs (agents de la direction des sports ayant suivi une formation spécifique) assurent un contrôle régulier de la situation financière d'un portefeuille de plusieurs fédérations sportives.

Deux indicateurs d'efficience sont associés à cet objectif :

- nombre de fédérations sportives, parmi les fédérations unisport bénéficiant d'un concours financier du ministère (soit 82 fédérations), qui présentent des difficultés financières ; la situation des fédérations dénombrées dans ce tableau est telle qu'elle ne permet pas d'augurer un redressement suffisant pour sortir à court terme des critères. Des améliorations dans leur gestion demeurent toutefois l'objectif prioritaire du ministère ;
- pourcentage de fédérations sportives unisport présentant un taux d'autofinancement inférieur à 50 % et à 90 %.

Cet indicateur mesure l'effort propre réalisé par les fédérations sportives pour améliorer leur gestion, indépendamment de l'action publique. Pour cela, elles peuvent notamment chercher à accroître le nombre de licenciés et développer des partenariats privés, même si certains sports peu médiatisés auront des difficultés à trouver par eux-mêmes de nouvelles ressources.

Afin de renforcer son influence sur la rigueur financière et l'efficacité des fédérations sportives, le ministère s'est engagé, dans le cadre de la campagne 2008 des conventions pluri-annuelles d'objectifs, à mettre en œuvre les préconisations suivantes :

- retenir un plus grand nombre d'indicateurs financiers pour affiner la situation financière de chaque fédération sportive, ce travail étant effectué par la cellule de veille financière du ministère ;
- inciter les fédérations sportives en situation financière fragile ou dégradée, ou bénéficiant d'un fort taux de subvention du ministère chargé des sports, à négocier leur convention d'objectifs dans les premiers mois de l'année ;
- modifier la fiche financière jointe au dossier de demande de subvention (conventions d'objectifs) pour en faire un outil d'analyse financière et de dialogue partagé avec les fédérations sportives ;
- mettre en place un module de formation à la compréhension des comptes financiers dans le cadre la formation continue des personnels de l'administration centrale et de la formation initiale d'adaptation à l'exercice de leurs missions des directeurs techniques nationaux nouvellement nommés.

## Sport

Programme n° 219 | OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

**INDICATEUR 2.1 : Nombre de fédérations sportives présentant une situation financière fragile ou dégradée**

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Situation financière fragile	nombre	8	9	7	7	8	6
Situation financière dégradée	nombre	8	9	5	7	5	3

**Précisions méthodologiques :**

La rigueur financière des fédérations sportives est appréciée à travers le ratio total des fonds propres / total du bilan :

- ratio négatif : la situation financière de la fédération est considérée comme dégradée ;
- ratio compris entre 0% et 10% : la situation financière de la fédération est considérée comme fragile.

Ne sont prises en compte que les fédérations unisport.

Les données financières des fédérations unisport agréées bénéficiant d'un soutien financier du ministère chargé des sports sont communiquées au ministère dans les 6 mois suivant la clôture de leur exercice comptable. Les données de synthèse ne sont pas disponibles avant la fin du mois de septembre n+1. Les données présentées en réalisation d'une année n sont élaborées à partir des comptes financiers de l'année n-1.

Le nombre de fédérations sportives présentant une situation financière fragile ne peut baisser dans de fortes proportions sur la période. L'amélioration de l'indicateur passe avant tout par la baisse du nombre de fédérations présentant une situation dégradée (de 5 à 3, soit une division par 3 du nombre entre 2007 et 2011). La situation financière des fédérations s'améliorant selon un processus continu, elles passent d'une situation dégradée à une situation fragile, expliquant de fait la faible baisse du nombre de fédérations présentant une situation financière fragile.

Sources des données : Comptabilités des fédérations recueillies au cours de la campagne de conventions d'objectifs par la cellule de veille financière du bureau des fédérations unisport et du sport professionnel – MSJSVA.

**INDICATEUR 2.2 : Taux d'autofinancement des fédérations sportives**

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Pourcentage des fédérations sportives présentant un taux d'autofinancement inférieur à 50%	%	12,3	9,8	9,8	9,8	9,8	8,5
Pourcentage des fédérations sportives présentant un taux d'autofinancement inférieur à 90%	%	79	76,8	71,9	71,9	71,9	69,5

**Précisions méthodologiques :**

Nombre de fédérations sportives présentant un taux d'autofinancement inférieur à 50% : prévisions 2009 : 8 sur 82 fédérations

Nombre de fédérations sportives présentant un taux d'autofinancement inférieur à 90% : prévisions 2009 : 59 sur 82 fédérations

Le taux d'autofinancement d'une fédération correspond au pourcentage des ressources ne provenant pas des subventions du ministère rapporté à l'ensemble des ressources de cette fédération.

Les données financières des fédérations unisport agréées bénéficiant d'un soutien financier du ministère chargé des sports sont communiquées au ministère dans les 6 mois suivant la clôture de leur exercice comptable. Les données de synthèse ne sont pas disponibles avant la fin du mois de septembre n+1. Les données présentées en réalisation d'une année n sont élaborées à partir des comptes financiers de l'année n-1.

Sources des données : Comptabilités des fédérations recueillies au cours de la campagne de conventions d'objectifs par la cellule de veille financière du bureau des fédérations unisport et du sport professionnel – MSJSVA.

**OBJECTIF n° 3 : Apporter une attention particulière à une répartition équilibrée des équipements sportifs sur le territoire national**

Cet objectif est la composante géographique de l'objectif précédent visant à agir en faveur d'un développement harmonieux de la pratique sportive sur l'ensemble du territoire.

Un indicateur de résultat est associé à cet objectif.

**INDICATEUR 3.1 : Répartition des équipements sportifs sur le territoire**

(du point de vue de l'usager)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Courts de tennis	nombre	15	15	14	14	13	12
Salles spécialisées	nombre	30	29	27	27	25	24
Gymnases	nombre	24	24	22	22	21	20
Terrains de grands jeux	nombre	19	21	18	18	18	17
Plateaux d'EPS	nombre	39	34	35	33	32	31
Piscines (bassins de 250 m²)	nombre	36	32	34	31	30	29

**Précisions méthodologiques :**

L'unité considérée est le nombre de départements dont le nombre d'équipements sportifs rapporté à la population est inférieur à 80% du taux moyen au plan national.

La notion d'équipement sportif recèle une grande diversité et une forte hétérogénéité. Seul un raisonnement à partir de catégories homogènes d'équipements sportifs peut donc avoir du sens. Ainsi, l'indicateur est calculé sur la base de 6 familles d'équipements sportifs regroupant 39 des 166 types d'équipements différents recensés.

Les calculs sont établis sur le nombre d'équipements et non sur le nombre d'installations, une installation pouvant comporter un ou plusieurs équipements (par exemple, une piscine avec deux bassins).

La répartition des équipements sportifs sur le territoire national est appréciée au regard du nombre de départements dont le taux d'équipements sportifs est inférieur à 80 % du taux d'équipements national moyen pour 10.000 habitants. Ce taux moyen s'établit (à la date du 2 janvier 2008) respectivement à 6,64 pour les courts de tennis, 1,99 pour les salles spécialisées, 2,62 pour les gymnases, 6,91 pour les terrains de grand jeu, 2,66 pour les plateaux d'EPS et 0,98 pour les piscines (NB : la base de calcul de cet indicateur est égal au nombre total de m² de bassin divisé par 250 m²). Ce résultat donne un nombre moyen de bassins (de 250 m²) qui est ensuite rapporté à la population pour calculer un taux d'équipement pour 10 000 habitants. Ces chiffres recouvrent toutefois de fortes disparités, quelques départements se situant très en-dessous de ce taux moyen national.

Le ministère a mené depuis août 2004 une démarche de recensement national de l'intégralité des équipements sportifs, espaces et sites de pratiques (RES). La première phase de collecte des données a été réalisée entre le lancement de l'opération et le 31 décembre 2005. Le recensement s'appuie aujourd'hui sur une actualisation permanente, fondée sur l'article L.312-2 du code du sport qui donne l'obligation à tout propriétaire d'un équipement sportif d'en faire la déclaration (de création, de modification, de suppression, de cession ou de changement d'affectation) à l'administration en vue de l'établissement d'un recensement des équipements.

Toutes familles confondues, le recensement des équipements sportifs a permis de comptabiliser 254 317 équipements sportifs et 78 768 espaces et sites de pratiques de sports de nature (à la date du 2 janvier 2008) sur l'ensemble du territoire national (métropolitain et d'outre-mer), dont 137 273 équipements concernant les 6 familles retenus par l'indicateur (54%). Chacun d'eux est défini par plus de 100 variables clés.

3 outils d'exploitation (statistiques et cartographiques) des données du RES sont accessibles respectivement au grand public, aux partenaires du recensement et aux agents du ministère, sur internet ([www.res.jeunesse-sports.gouv.fr](http://www.res.jeunesse-sports.gouv.fr)) depuis le 29 mai 2006.

Cette démarche a pour but de dresser un état des lieux exhaustif, fiable et actualisé du patrimoine sportif de notre pays, afin de permettre à chacun des partenaires du RES (collectivités territoriales et mouvement sportif), dans le respect de leurs compétences réciproques, de définir et mettre en œuvre les politiques et stratégies de développement sportif les mieux adaptées aux besoins de leur territoire, à leurs ambitions et aux attentes des pratiquants tant associatifs qu'individuels. Elle vise également à favoriser une meilleure prise en compte de la pratique sportive sous ses différentes formes, dans les projets d'aménagements concertés du territoire entre les différents intervenants, que la finalité de ces projets soit spécifiquement sportive, à vocation touristique et/ou sociale.

Les services du ministère sont mobilisés pour faciliter l'appropriation de l'outil par leurs partenaires et piloter l'actualisation en continu des données recueillies (Cf. Instruction n°06-154 JS du 21 septembre 2006). L'article R.312-2 du code du sport précise les obligations incombant aux propriétaires d'équipement sportifs en matière de déclaration.

L'année 2007 a été consacrée à la collecte de l'ensemble des coordonnées GPS de chacun des équipements sportifs, par les services du ministère. Ces informations ouvrent de nouvelles perspectives d'analyse spatiale sur la répartition des équipements pour le ministère et ses partenaires.

Outre l'exploitation de l'outil du RES, le ministère dispose, par l'intermédiaire du CNDS, en concertation avec les représentants du mouvement sportif et des collectivités territoriales, d'un levier d'action financier pour favoriser les investissements relatifs aux équipements sportifs dans une approche respectueuse de l'équilibre entre les territoires. Dans le cadre de ses missions, le CNDS met en valeur les possibilités offertes par le RES et par son outil d'exploitation en tant qu'aide à la décision publique en matière de politiques sportives. Les analyses et les actions ainsi conduites sont destinées au ministère, à ses services et établissements (dont le CNDS), ainsi qu'aux partenaires de l'« accord-cadre » du RES (mouvement sportif et collectivités territoriales).

Le ministère travaille également avec l'Institut géographique national (IGN) et l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) afin d'intégrer dès 2008 les données du RES au Référentiel à Grande Echelle (RGE®) ainsi qu'à la base permanente des équipements (BPE).

Source des Données : Mission Recensement national des équipements sportifs (RES) du bureau des équipements sportifs – MSJSVA - Recensement général de la population INSEE 1999 pour l'indicateur 2005 et 2006. Pour la réalisation 2007, est prise en compte l'estimation de la population au 1er janvier 2007 publié par l'INSEE en janvier 2008.

**OBJECTIF n° 4 : Maintenir le rang de la France dans le sport de compétition au niveau mondial**

Le sport de compétition mondial est l'objet d'une concurrence toujours plus forte : augmentation du nombre de compétitions ayant une incidence pour les qualifications aux grands championnats ou jeux Olympiques, augmentation du nombre de pays compétitifs, en particulier ceux dont la population est importante (Chine, Etats-Unis, Russie, Japon,...), progression importante des moyens (humains, matériels, financiers) mobilisés. C'est pourquoi l'objectif retenu s'inscrit dans une logique de maintien et non de progression.

La qualité de « sportif(ve) de haut niveau » fait l'objet d'une reconnaissance juridique (articles L.221-2 à L.221-13 du code du sport). Sont sportif(ve)s de haut niveau – stricto sensu – les sportif(ve)s classés par le ministère chargé des sports dans les catégories « Elite », « Senior », « Jeune » et « Reconversion », soit 7 252 sportifs au 1er mai 2008. Cette définition s'accompagne de l'octroi de certains droits : faire acte de candidature aux concours administratifs sans remplir les conditions de diplôme exigées, accéder aux grades et emplois publics de l'Etat et des collectivités territoriales sans se voir opposer de limite d'âge, .... L'efficacité du dispositif repose sur un contingentement du nombre de sportif(ve)s inscrit(e)s sur les listes établies par le ministère chargé des sports.

Un indicateur de résultat est associé à cet objectif concernant l'évolution du rang sportif de la France apprécié à partir des résultats des finalistes (dans les huit premiers) aux Jeux Olympiques d'hiver et d'été ; il est complété par l'indication du classement mondial de la France établi sur la base d'un panel de fédérations représentatives au plan de l'impact médiatique.

**INDICATEUR 4.1 : Rang sportif de la France**

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Apprécié à partir des résultats des finalistes aux Jeux olympiques : hiver + été	rang	6	6	6	6	6	6
Apprécié à partir des résultats mondiaux d'un panel de fédérations : 25 sports les plus médiatisés dans le monde	rang	6	6	6	6	6	6

**Précisions méthodologiques :****Sous-indicateur 4.1.1**

Un nombre de points est attribué à chaque nation ayant des représentants parmi les 8 premiers de chacune des 301 épreuves olympiques disputées à Athènes en 2004 et des 84 épreuves disputées à Turin en 2006 selon le barème suivant : 8 points au 1er, 7 au 2e, 6 au 3e, ..., 1 au 8e. La nation classée au 1er rang est celle qui a obtenu le plus grand nombre de points sur l'ensemble des épreuves disputées aux cours de ces 2 compétitions. Le classement complet des nations est établi par ordre décroissant du nombre de points obtenus. Cette méthode est appelée « indice POP » (du nom de la Préparation Olympique et Paralympique, service à compétence nationale placée auprès du ministre chargé des sports, qui a conçu ce barème).

En l'espèce, la France se classait au 6ème rang mondial en 2006 (l'indicateur n'évolue pas lors des années impaires, la valeur reste en 2007 la même qu'en 2006 par convention). Elle était devancée par les Etats-Unis, la Russie, l'Allemagne, la Chine et l'Australie (dans cet ordre). Elle précédait le Japon, le Royaume-Uni, l'Italie et la Corée du Sud (dans cet ordre). La France se plaçait au 6ème rang, à la fois chez les hommes et chez les femmes. Elle était, à chaque fois, devancée par les cinq mêmes nations précédant notre pays au classement global. Aux Jeux Olympiques de Pékin en 2008, la France ambitionne de conserver son rang. Il s'agit d'un objectif élevé compte tenu d'une concurrence internationale de plus en plus vive à chaque échéance olympique.

**Sous-indicateur 4.1.2**

Le sous-indicateur porte sur les résultats obtenus dans les 25 sports les plus médiatisés dans le monde (source : Eurodata TV - Médiamétrie, 2005). Chaque sport est considéré sur un pied d'égalité. Les épreuves masculines et féminines sont également appréhendées sur une base égalitaire.

Pour évaluer la performance de la France, les modalités du renseignement de ce sous-indicateur ont été profondément remaniées depuis 2006 dans le sens d'une plus grande rigueur, d'une plus grande précision et d'une harmonisation des modalités de renseignement. Les résultats ne sont plus lissés sur les quatre dernières années mais portent sur la seule année considérée (sauf en l'absence de compétition de niveau mondial).

La méthode est fondée, non plus sur une moyenne de rangs, mais sur la répartition entre les nations, pour chacun des 25 sports considérés, d'un total de 100 points. L'attribution des points prend en compte, pour l'essentiel, le classement mondial des nations par la fédération internationale (quand ce classement existe) et / ou les résultats de la compétition mondiale majeure de l'année. Les barèmes appliqués sont généralement l'indice POP, les points attribués par les fédérations internationales dans leur classement mondial ou des barèmes ad hoc. Pour chaque sport, la méthode de renseignement du sous-indicateur a fait l'objet d'une validation par la Direction Technique Nationale (DTN). La nation classée au 1er rang est celle qui a obtenu le plus grand nombre de points sur un total de 2500 points attribués pour l'ensemble des pays. Le classement complet des nations est établi par ordre décroissant du nombre de points obtenus.

En 2007, d'après ce sous-indicateur, la France se situait au 6ème rang mondial des nations. Elle était devancée, dans l'ordre, par les Etats-Unis, la Chine, l'Allemagne, la Russie et l'Australie. Elle précédait le Japon, la Corée du Sud, les Pays-Bas et le Royaume-Uni (dans cet ordre). La très bonne place de la France s'explique, non pas par une domination forte dans quelques disciplines, mais au contraire par une grande homogénéité d'ensemble des performances obtenues dans les compétitions internationales organisées par les 25 fédérations du panel. Ainsi, notre pays ne se situe dans les deux premières places pour aucun des sports considérés, mais à 12 reprises parmi les 10 meilleures nations mondiales. Elle n'est devancée sur ce point que par les Etats-Unis (17 fois classés dans les 10 premières nations), l'Allemagne (17 également) et la Russie (13). Ce très bon résultat d'ensemble constitue un puissant encouragement pour la politique ministérielle de soutien à l'ensemble des fédérations sportives à travers les conventions d'objectifs, et justifie le choix d'accomplir un effort général en faveur du sport de haut niveau plutôt que de se focaliser sur quelques fédérations. Compte tenu des efforts sans cesse croissants déployés par de plus en plus de pays pour progresser dans la hiérarchie des nations sportives, l'objectif du maintien de la France au 6ème rang mondial en 2008 doit être considéré comme ambitieux eu égard à l'importance des moyens que peuvent mobiliser les cinq premiers pays du classement.

Il convient de noter la grande cohérence entre les résultats des deux sous-indicateurs, la France se situant à chaque fois au 6e rang mondial et étant devancée par les cinq mêmes pays, selon un ordre très voisin.

Source des Données : Bureau du sport de haut niveau, des filières et des établissements nationaux - MSJSVA

## OBJECTIF n° 5 : Renforcer le respect de l'éthique dans le sport et préserver la santé des sportifs

Le désir d'obtenir des résultats sportifs au plus haut niveau peut parfois conduire à des comportements déviants contraires aux vertus humanistes dont le sport est porteur. Le ministère entend que les sportif(ve)s de haut niveau ne cherchent pas la réussite à n'importe quel prix, préservent leur intégrité physique et « montrent l'exemple » : l'impact de l'image du sportif de haut niveau auprès du public, et notamment des plus jeunes, nécessite que l'État veille au respect des valeurs du sport.

L'État met en place une réglementation, ainsi que des actions d'information et de formation dont le but est de garantir une qualité de l'offre de services sportifs au plan de l'hygiène, de la sécurité des pratiques et de veiller à la préservation de la santé des sportifs. Les services déconcentrés du ministère procèdent à des contrôles sur place. En outre, la préservation de la santé des pratiquants passe par une politique de prévention et de répression du dopage.

Quatre indicateurs sont associés à cet objectif.

Le premier indicateur retrace l'évolution du nombre de sportifs de haut niveau ou espoirs ayant satisfait aux obligations de suivi médical au cours de l'année rapporté au nombre total de sportifs de haut niveau ou espoirs.

Le second vise à établir le coût moyen des contrôles et des analyses anti-dopage.

Le troisième évalue la proportion de contrôles effectués en dehors des compétitions. Les analyses réalisées à l'occasion des contrôles hors compétition ne produisent qu'une fraction minimale de résultats positifs, en raison de la liste de produits interdits plus limitée à l'entraînement qu'en compétition (excluant notamment le cannabis, les corticoïdes, les stimulants,...).

Le quatrième indicateur mesure le nombre de cas déclarés positifs aux contrôles anti-dopage. L'amélioration de la qualité des contrôles devrait produire un effet dissuasif sur le recours aux produits dopants et donc conduire à une diminution progressive du nombre de cas positifs, traduisant ainsi une efficacité accrue de la politique de prévention et de répression.

## Sport

Programme n° 219 | OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

**INDICATEUR 5.1 : Nombre de sportifs de haut niveau ou « espoirs » ayant satisfait aux obligations de suivi médical complet au cours de l'année rapporté au nombre total de sportifs de haut niveau ou espoirs**

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Nombre de sportifs de haut niveau ayant bénéficié d'un suivi médical complet / nombre de sportifs de haut niveau sur la liste du ministère	%	72	77	95	88	95	100
Nombre de sportifs « espoirs » ayant bénéficié d'un suivi médical complet / nombre de sportifs « espoirs » sur la liste du ministère	%	61	73	90	83	90	100

**Précisions méthodologiques :**

Le nombre de sportif(ve)s de haut niveau est celui des inscrits sur la liste arrêtée par le ministre chargé des sports. A compter de 2004, le suivi s'est étendu progressivement aux espoirs inscrits dans les filières d'accès au sport de haut niveau. Compte tenu des décalages temporels entre la proposition (par la fédération) et la décision (par le ministre) d'inscription, le nombre de sportifs bénéficiant d'un suivi médical peut être plus important que le nombre de sportif(ve)s inscrit(e)s. Par ailleurs, certaines fédérations n'inscrivent pas autant de sportifs de haut niveau que le quota qui leur est alloué par le ministre.

Le recensement du nombre de sportif(ve)s de haut niveau ayant bénéficié d'un suivi médical est issu des déclarations des fédérations sportives, qui sont compétentes pour organiser ce suivi, lors des discussions annuelles des conventions d'objectifs. Une enquête spécifique a été menée début 2008 pour les données 2007 et les prévisions 2009, portant sur la réalisation des bilans médicaux complets. Un suivi médical complet compte de 6 à 11 examens en fonction de la discipline sportive et de l'âge du sportif. Dès lors qu'il en manque un, le suivi médical est considéré comme partiel.

Le but est qu'au plus tard en 2010 l'ensemble des sportif(ve)s de haut niveau et des sportif(ve)s classé(e)s espoirs ait pu bénéficier d'un suivi médical complet.

Le taux de sportifs de haut niveau ayant bénéficié d'un suivi médical complet en 2007 est, après exploitation de l'ensemble des réponses des fédérations sportives, de 77% (Il était mentionné un chiffre provisoire dans le RAP 2007 de 74%). Le taux de sportifs « espoirs » ayant bénéficié d'un suivi médical complet en 2007 est évalué à 73% (Il était mentionné un chiffre provisoire dans le RAP 2007 de 67%).

Source des données : Bureau de la protection du public, de la promotion de la santé et de la prévention du dopage – MSJSVA sur la base d'une enquête réalisée auprès des fédérations sportives

**INDICATEUR 5.2 : Coût moyen global des contrôles et des analyses anti-dopage**

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Coût moyen global des contrôles et des analyses anti-dopage	€	N.D	604	N.D	622	640	676
Coût moyen global des contrôles et des analyses anti-dopage en compétition	€	N.D	N.D	N.D	N.D	N.D	N.D
Coût moyen global des contrôles et des analyses anti-dopage hors compétition	%	N.D	N.D	N.D	N.D	N.D	N.D

**Précisions méthodologiques :**

L'Agence française de lutte contre le dopage dispose d'une compétence sur l'ensemble de la chaîne disciplinaire (prélèvement, analyse, sanctions disciplinaires) et bénéficie à cet effet d'une subvention unique dans le cadre du programme sport.

En 2007, le coût moyen global des contrôles et des analyses est évalué par l'AFLD à 604 €.

Ce coût se décompose en :

- 132 € au titre des contrôles (1,13 M€ de dépenses répertoriées / 8 597 prélèvements) ;
- 472 € au titre des analyses (4,33 M€ de dépenses répertoriées / 9 169 analyses).

S'agissant des prévisions pour 2008 et 2011 du coût moyen global des contrôles et des analyses, elles ont été établies par l'AFLD en se basant sur une hausse de 18 € par année, soit une hausse de +3% pour 2009 et une hausse d'environ +2,8% pour les années 2009, 2010 et 2011.

Pour la partie « analyses », la prévision 2008 est fondée sur l'augmentation prévue des postes de dépenses, pondérée par leur part respective dans le budget « analyses » (Personnels, réactifs et consommables, maintenance des installations techniques, autres), soit + 14 €

Pour la partie « contrôles », la prévision 2008 repose sur une estimation de +3%, soit + 4€.

En tout état de cause, le nombre des analyses a atteint depuis plusieurs années le plafond de la capacité technique de traitement par le laboratoire (environ 9000 analyses par an), cependant que les éléments constituant le coût des analyses évoluent essentiellement avec des facteurs externes (coût des consommables, réactifs, maintenance, ...) ou avec les coûts de personnel, et que l'amélioration des analyses et du périmètre des substances recherchées tendent à accroître le prix total des analyses. En conséquence, les coûts des analyses ont une dynamique de hausse structurelle.

Afin de permettre la distinction des activités d'analyses et de contrôles en et hors compétition (sous-indicateurs 5.2.2 et 5.2.3), l'AFLD a décidé la mise en place de nouveaux codes d'activités budgétaires à compter de l'exercice 2008. Cette comptabilité analytique permettra pour le PLF 2010 de différencier les coûts respectifs en et hors compétition, ce qui n'est pas le cas à ce jour et de renseigner les 2 sous-indicateurs.

Source des données : Agence française de lutte contre le dopage (AFLD).

### INDICATEUR 5.3 : Nombre de contrôles hors compétition / nombre total de contrôles

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Nombre de contrôles hors compétition / nombre total de contrôles	%	13,5	12,5	-	16,5	18	20

#### Précisions méthodologiques :

Les chiffres figurant dans le tableau établissent la proportion des contrôles hors compétition par rapport nombre total des contrôles, en incluant pour l'année 2006 les contrôles effectués lors de compétitions internationales. Ces données sont élaborées par l'agence française de lutte contre le dopage qui a proposé les valeurs cibles 2009 et 2011. Les contrôles hors compétition sont tous, par définition, des contrôles inopinés,

L'indicateur ne présente de réelle signification que pour les contrôles réalisés à l'initiative de l'Agence, à l'exclusion de tous ceux qui lui sont demandés par des fédérations internationales ou des organisateurs d'événements internationaux. Dans ce cas en effet, l'Agence n'a pas la maîtrise de son action mais répond (ou non) à une demande externe, en qualité de simple prestataire de service. Le secrétariat général de l'AFLD n'est d'ailleurs en principe pas même destinataire des résultats des analyses, conformément aux règles du standard international des laboratoires accrédités par l'AMA que le département des analyses doit respecter.

Cette distinction a été retenue pour l'indicateur 5.3 à compter de 2007, année à partir de laquelle l'AFLD n'a plus accepté de réaliser de contrôles internationaux sans contrepartie financière. En conséquence, la série des valeurs subit une discontinuité en 2007, qui complexifie toute comparaison avec les années antérieures.

Pour les années suivantes, l'objectif retenu en 2007 pour 2008 et 2010 était de 20%. Cet objectif ne peut raisonnablement être maintenu. En effet, la concentration des contrôles à l'entraînement sur les sportifs faisant l'objet d'une obligation individuelle de localisation conduira à une multiplication du nombre de contrôles individuels plus onéreux puisque le coût du contrôle n'est pas réparti sur plusieurs contrôles dans le cadre de la même mission. Dans ces conditions, à budget égal, l'AFLD ne peut conserver un objectif de 20% avant l'année 2011. Les valeurs de 20% prévues de 2008 à 2010 ne pourraient être obtenues qu'au prix d'une diminution parallèle du nombre de contrôles en compétition (et donc du nombre total de contrôles, ce que l'AFLD souhaiterait naturellement éviter).

Il est donc proposé une évaluation réaliste de la montée en charge progressive des contrôles localisés, avec un objectif de 16,5% en 2008, 18% en 2009, 19% en 2010 et 20% en 2011.

Source des données : Agence française de lutte contre le dopage (AFLD)

### INDICATEUR 5.4 : Nombre de cas déclarés positifs aux contrôles antidopage / nombre de contrôles

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Nombre de cas déclarés positifs aux contrôles antidopage / nombre de contrôles	%	3,7	3,4	2,5	3,1	2,9	2,7

#### Précisions méthodologiques :

La loi n°2006-405 du 5 avril 2006 relative à la lutte contre le dopage et à la protection de la santé des sportifs confiée à l'Agence française de lutte contre le dopage la définition et la mise en œuvre des actions de lutte contre le dopage. Cet indicateur ne concerne que les contrôles réalisés à l'initiative de l'Agence, car les résultats de ceux réalisés pour les Fédérations internationales lors de compétitions internationales ne sont souvent pas transmis à l'Agence en raison des règles de confidentialité prévues par le code mondial antidopage, le standard international des laboratoires accrédités et les réglementations des fédérations internationales. La notion de sportif a été remplacée par celle de contrôlé, car le système d'information de l'Agence ne lui permet pas aujourd'hui d'établir les statistiques par individu.

L'interprétation des résultats doit être faite avec précaution. En effet, l'indicateur évolue de manière exogène en raison :

- des modifications de la liste des substances interdites – fixée au plan international et non par les pouvoirs publics français, qu'il s'agisse du Gouvernement ou de l'AFLD –, ainsi que celle des seuils d'instruction fixés par l'AMA, souvent en dehors de la liste elle-même et de manière non publique, pour les laboratoires. Ainsi, l'instauration d'un seuil d'instruction de 500 ng/ml pour le salbutamol à compter du 1er janvier 2007 a pour effet une baisse du nombre de cas positifs. De même, si les corticoïdes par injection venaient à faire l'objet d'une libéralisation substantielle, ainsi que le prévoit le récent projet de révision du standard pour les AUT, le taux de contrôle diminuerait mécaniquement d'une fraction encore significative ;
- de l'évolution du progrès technique. Ainsi, dès que l'hormone de croissance et les EPO biosimilaires pourront être détectées, le taux de positifs devrait normalement augmenter de lui-même.



- un tel taux calculé de manière brute, après analyses, mais avant examen médical du dossier notamment, et, pour l'avenir, avant prise en compte de l'existence éventuelle d'AUT, est contesté au plan international. Il ne reflète pas la réalité du dopage, qui doit être confirmé après instruction des dossiers. Il ne reflète pas non plus la diversité de la gravité des substances détectées, alors que le code mondial et le droit national font tous deux une distinction claire entre les substances dites spécifiques (cannabis, corticoïdes, certains stimulants, bêta-bloquants, ...) et les autres plus graves (hormones, stimulants lourds, ...);

- ce taux peut faire l'objet de manipulations. En effet, il suffit d'accroître légèrement la part des contrôles portant sur les disciplines présentant un taux moyen de contrôles positifs élevés, pour augmenter la valeur de cet indicateur sans modifier substantiellement la réalité de l'efficacité de l'Agence ;

- enfin et surtout, sur le plan des principes, cet indicateur peut être interprété de deux manières totalement opposées et contradictoires au regard de l'appréciation de l'efficacité de la lutte antidopage. A liste de produits interdits inchangée, la diminution du taux peut tout d'abord signifier, à long terme, un effet dissuasif de la politique de répression menée jusqu'à présent, ce qui apparaît notamment dans les contrôles en compétition. Cela peut également témoigner de la capacité croissante des sportifs dopés à échapper à la détection des produits interdits en utilisant des produits non détectables.

L'objectif pour 2008 et 2010 avait été fixé à 2,5%, dans l'anticipation de la poursuite des tendances d'origine exogènes évoquées pour 2007.

L'AFLD propose d'asseoir l'indicateur 5.4 et les valeurs prévisionnelles sur deux sous-indicateurs : le taux de contrôles positifs à l'entraînement et le taux de contrôles positifs en compétition. L'indicateur 5.4 constitue alors une combinaison, pondérée par l'indicateur 5.3, de ces deux sous-indicateurs. C'est, en tout état de cause, le seul moyen de définir des objectifs qui aient un sens.

Les objectifs du premier indicateur peuvent être fixés pour 2008 à 0,8 % (valeur de 2006), pour 2009 à 0,9%, pour 2010 et 2011 à 1,0%. En tout état de cause, la valeur de cet indicateur ne peut croître de manière rapide ni substantielle, puisqu'elle est limitée par le périmètre de la liste des produits interdits à l'entraînement.

- les objectifs du second indicateur peuvent être fixés pour 2008 à 3,5%, pour 2009 à 3,30%, pour 2010 et 2011 à 3,15%, en décroissance ralentie grâce à l'augmentation de la proportion de contrôles inopinés y compris en compétition ;

- les objectifs de l'indicateur global pondéré sont alors : en 2008, de 3,05% ; en 2009, de 2,9% ; en 2010 et 2011, de 2,7%.

Source des données : Agence française de lutte contre le dopage (AFLD).

## OBJECTIF n° 6 : Adapter l'offre de formation aux évolutions des métiers

La finalité première des formations professionnelles dans le champ du sport (BPJEPS, BEES,...) est de conduire à une insertion professionnelle réussie. L'évaluation doit donc reposer sur une observation des débuts de carrière afin d'identifier toutes les situations traversées par les diplômés entre leur sortie du système éducatif et la date de l'enquête : emploi, chômage, inactivité, formation ou études.

### INDICATEUR 6.1 : Proportion de diplômés qui occupent effectivement un emploi en rapport avec la qualification obtenue après la délivrance du diplôme

(du point de vue de l'usager)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Proportion de diplômés qui occupent effectivement un emploi en rapport avec la qualification obtenue après la délivrance du diplôme	%	68	64	73	67	68	70

#### Précisions méthodologiques :

Depuis 2005, un système de recueil annuel de données du MSJSVA auprès des services déconcentrés « Jeunesse et Sport » a été mis en place sur la base de questionnaires auto-administrés via courrier postal ou internet pour mesurer l'insertion professionnelle des diplômés de niveau IV du champ sport (BEES 1er degré et les spécialités sportives du BP JEPS) et plus particulièrement la proportion de ceux qui au sein de leur emploi, exercent les qualifications obtenues lors de la délivrance du diplôme considéré.

Sont comptabilisés comme occupant effectivement un emploi en rapport avec la qualification obtenue après la délivrance du diplôme les individus occupant des postes d'animateur sportif, d'animateur socioculturel, de responsable de structure d'animation, de personnel pédagogique dans une structure d'animation ou de responsable de projet d'animation ou relatif à la jeunesse, aux sports ou à la vie associative.

Les services déconcentrés interrogent les titulaires d'un de ces diplômes délivrés par leurs soins au cours d'une période de référence et ce sept mois après la conclusion des dernières sessions. Pour l'année 2007, la période de référence de délivrance va de mai 2006 à avril 2007 et la période d'interrogation va de décembre 2007 à février 2008.

Les diplômés sont interrogés également sur leur insertion professionnelle, toutes fonctions confondues, ce qui permet de noter que le taux d'emploi global a progressé de plus de deux points par rapport à 2007, atteignant 79,6%.

Il est important de souligner qu'avec la rénovation des diplômes et les résultats très contrastés de cet indicateur selon le type de diplôme (BEES 1er degré ou BP JEPS « sport »), il est nécessaire d'attendre la fin du processus de rénovation ou tout du moins de disposer de quelques années d'observation supplémentaires pour établir des cibles cohérentes.

La cible pour 2011 est revue à la baisse et est fixée à 70% afin de prendre en compte notamment la baisse du nombre d'emplois aidés, dont le champ du sport avait largement bénéficié, particulièrement au moment où les premières cibles ont été calculées. L'objectif est de proposer une cible réaliste d'insertion dans des emplois pour lesquels le soutien pourrait être marginal.

Source des données : Mission des Etudes, de l'Observation et des Statistiques (MEOS) – MSJSVA.



**OBJECTIF n° 7 : Optimiser les coûts de gestion des subventions allouées aux associations**

Les subventions allouées par les services déconcentrés du ministère pour un montant inférieur à 5.000 € constituent un soutien à de petites associations locales dont l'action met en œuvre les priorités ministérielles (exemple : plan banlieues, développement du sport en milieu rural). Ces petites associations locales constituent le maillage le plus adapté à des politiques de proximité.

L'aide de l'État s'inscrit dans un cadre partenarial avec les collectivités locales. De nombreuses collectivités conditionnent leur aide financière aux associations locales à celle attribuée, par ailleurs, par l'État. Ainsi, à titre d'illustration, la mise en œuvre du plan « banlieues » a-t-elle justifié une instruction aux services déconcentrés, préconisant une aide de l'État conditionnée par une contractualisation associant la collectivité concernée.

Toutefois, il convient de limiter, dans la mesure du possible, le nombre de ces « micro-subventions » afin d'optimiser les coûts de gestion et de donner un effet de levier suffisant à l'action de l'État. Ainsi, le CNDS a approuvé par délibération de son conseil d'administration du 11 octobre 2007 qu'à partir de 2008, « le montant de chacune des subventions attribuées ne peut être inférieur à 450 euros ». Ce seuil sera progressivement relevé et atteindra 750 € en 2011.

**INDICATEUR 7.1 : Répartition de subventions déconcentrées par montant alloué**

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Part des subventions déconcentrées inférieures à 750 €	%	N.D	32,6	N.D	32	30	0
Part des subventions déconcentrées comprises entre 750 € et 2500 €	%	N.D	42,9	N.D	42	42	68
Part des subventions déconcentrées comprises entre 2 500 € et 5 000 €	%	16	14	18	15	16	18
Part des subventions déconcentrées supérieures à 5 000 €	%	18	10,5	21	11	12	14

**Précisions méthodologiques :**

La part des subventions dans chaque tranche est calculé en référence au nombre de subventions attribué à chaque tranche par rapport au total des subventions attribuées. Le champ de l'indicateur couvre les subventions versées aux associations par le CNDS et les services déconcentrés du ministère.

Le champ de l'indicateur couvre les subventions versées aux associations pour leur fonctionnement et/ou à la réalisation de projets et exclue les aides directes ou indirectes aux ménages (aides aux sportifs de haut niveau ou à la formation par exemple). Les amendements parlementaires sont exclus également du champ de l'indicateur car ils ne constituent pas des dotations globales venant s'ajouter aux crédits du programme « sport » pour participer à la mise en œuvre des politiques que le ministère entend conduire. Il s'agit bien plutôt de dotations affectées très spécifiquement par les parlementaires à des associations - très généralement locales et parfois non agréées par le ministère - pour lesquelles le ministère ne dispose d'aucune marge de manœuvre.

46 486 subventions ont été accordées à des associations en 2007 au titre de la part territoriale du CNDS (Hors Wallis et Futuna, Polynésie Française et Corse) et 6 132 au titre du BOP Sport (hors COM) pour des montants estimés à 120,8 millions d'euros pour le CNDS et à 17,1 millions pour le BOP sport.

Les prévisions prennent en compte le seuil plancher de subvention édicté par le CNDS, soit 450 € à partir de l'exercice 2008 et son relèvement progressif jusqu'à 2011 où il ne sera plus attribué de subvention inférieure à 750 €.

Source des données : extraction des données de gestion de l'application ORASSAMIS sous la responsabilité du Centre National pour le Développement du Sport (CNDS) et du bureau des fédérations multisports, des activités sportives de nature et des pôles ressources – MSJSVA.

**OBJECTIF n° 8 : Renforcer la professionnalisation des centres d'éducation populaire et de sport (CREPS) et la qualité de leurs prestations**

Les centres d'éducation populaire et de sport (CREPS) sont des établissements publics nationaux à caractère administratif qui exercent des missions de service public dans le domaine des formations aux métiers du sport et de l'animation ainsi que dans l'accueil des sportifs de haut niveau, et qui contribuent à la formation initiale et continue des personnels de l'administration « jeunesse et sports » du ministère.

Ces établissements sont aujourd'hui engagés dans un important programme de réformes qui vise à améliorer leur efficacité au travers d'une meilleure organisation de certaines de leurs fonctions logistiques (externalisation), de la qualité du service rendu (certification) et de la recherche d'une plus grande maîtrise de leur coût (tarification de leur activité).

L'objectif consiste à suivre et à mesurer la performance des établissements, appréciée à partir des trois éléments correspondant respectivement à la qualité des prestations offertes, à l'amélioration du taux de leurs ressources propres, au taux d'occupation de leurs capacités d'hébergement.

Consécutif au transfert de la tutelle des CREPS à la direction des sports réalisée en 2008, cet objectif précédemment inscrit sur le programme 210 fait l'objet d'une inscription sur le programme 219 à compter de 2009.

Les indicateurs qui figuraient sur le programme 210 ont été maintenus en 2009 dans l'attente de leur évolution pour tenir compte de la stratégie de performance du programme 219.

**INDICATEUR 8.1 : Nombre de CREPS certifiés ISO 9001 / nombre de CREPS**

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Nombre de CREPS certifiés ISO 9001 / nombre de CREPS	%	20,83	33	54,16	54,16	67	100

**Précisions méthodologiques :**

L'indicateur permet de mesurer la proportion du nombre de CREPS engagés dans la démarche de certification ISO 9001. La démarche s'assigne pour objectif de certifier l'ensemble des CREPS concernés à l'horizon 2011.

Cette démarche a été engagée en 2003 par onze établissements publics nationaux volontaires, dont trois écoles nationales (ENE, ENSA, ENV). Au 1<sup>er</sup> juillet 2008, 19 CREPS sont engagés dans une démarche de certification. Parmi ceux-ci 9 sont d'ores et déjà certifiés. La valeur cible (2011), exprimée en pourcentage, a été maintenue à ce stade, sans préjuger des conclusions du processus d'évaluation des CREPS qui vient d'être engagé (CMPP du 4 avril 2008).

Le numérateur du ratio correspond au nombre de certifications effectives, le dénominateur au nombre total de CREPS concernés.

Source des données : Bureau du sport de haut niveau, des filières et des établissements nationaux - MSJSVA.

**INDICATEUR 8.2 : Pourcentage de CREPS pour lesquels le taux de subventionnement par le ministère est inférieur ou égal à 25%**

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Pourcentage de CREPS pour lesquels le taux de subventionnement par le ministère est inférieur ou égal à 25 %	%	59,1	55,6	77,27	77,27	86,4	100

**Précisions méthodologiques :**

L'indicateur mesure la proportion du nombre de CREPS justifiant d'un taux de subvention pour charges de service public (compte 741) inférieur ou égal à 25%. L'objectif est de veiller à ce que les CREPS s'attachent à rechercher des ressources hors subventions du ministère en développant des stratégies appropriées (accroissement d'activités, élargissement des partenariats, politique tarifaire).

L'analyse montre que cette proportion était en 2007 de 55,6%, résultat sensiblement inférieur à celui de 2006 en raison de la dégradation temporaire de la situation financière d'un établissement.

Une valeur cible de 100% de CREPS se situant en dessous de ce seuil est fixée pour 2011. A ce stade également les valeurs cibles, exprimées en pourcentage ont été calculées, pour éviter les effets de rupture, sur la base du réseau des CREPS existant, dans l'attente de connaître les évolutions qui résulteront des conclusions du processus d'évaluation de ces établissements, engagé au titre de la révision générale des politiques publiques (RGPP).

Source des données : Ces données sont issues des comptes financiers des établissements. -Bureau du sport de haut niveau, des filières et des établissements nationaux - MSJSVA.

### INDICATEUR 8.3 : Taux d'occupation des capacités des hébergements dans les CREPS

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Taux d'occupation des capacités des hébergements dans les CREPS	%	57,50	56,2	65	60	62	66

#### Précisions méthodologiques :

Cet indicateur est un outil de pilotage qui permet, après la satisfaction par les CREPS de l'ensemble des missions qui leur sont confiées d'optimiser leurs capacités d'hébergement, d'accroître l'efficacité de leur gestion et d'obtenir ainsi des recettes complémentaires.

L'objectif consiste à ce que le taux d'occupation moyen des CREPS augmente de 8 points environ sur la période 2006-2011.

Les données sont obtenues à partir d'enquêtes réalisées auprès des établissements.

Deux CREPS ne sont pas concernés, aujourd'hui, par cet indicateur (le CREPS du Limousin qui ne possède pas de bâtiment d'hébergement et le CREPS de Mâcon dont l'activité est essentiellement tournée vers la formation initiale des agents du ministère).

L'indicateur peut cependant être orienté par des facteurs exogènes à la politique des CREPS qui ont conduit à infléchir la valeur cible :

- compte tenu de la diversité des publics accueillis par les CREPS (sportifs de haut niveau, public mineur, stagiaires de la formation professionnelle continue...) et/ou de la nature des prestations fournies, certaines chambres comportant plusieurs capacités de couchage peuvent n'être occupées que partiellement, sans que cela ne reflète une sous-utilisation des capacités d'hébergement ;
- dans certains cas, la rénovation des hébergements a pour effet de diminuer temporairement la capacité d'hébergement des CREPS (plusieurs établissements sont concernés durant la période considérée).

Comme pour les deux premiers indicateurs de l'objectif 2, les valeurs cibles exprimées en pourcentage ont été calculées, pour éviter les effets de rupture, sur la base du réseau des CREPS existant, dans l'attente de connaître les évolutions qui résulteront des conclusions du processus d'évaluation engagé au titre de la révision générale des politiques publiques (RGPP).

Source de données : Bureau du sport de haut niveau, des filières et des établissements nationaux - MSJSVA.

## JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

## ÉLÉMENTS TRANSVERSAUX AU PROGRAMME

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
		Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total	Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total
01	Promotion du sport pour le plus grand nombre		21 824 000	21 824 000		21 824 000	21 824 000
02	Développement du sport de haut niveau		143 219 471	143 219 471		164 491 000	164 491 000
03	Prévention par le sport et protection des sportifs		14 919 000	14 919 000		14 919 000	14 919 000
04	Promotion des métiers du sport		19 244 000	19 244 000		19 244 000	19 244 000
Totaux			199 206 471	199 206 471		220 478 000	220 478 000

## GRANDS PROJETS TRANSVERSAUX ET CRÉDITS CONTRACTUALISÉS

## PARTENARIATS PUBLIC PRIVÉ

## CONTRATS DE PARTENARIAT DÉFINIS PAR L'ORDONNANCE DU 17 JUIN 2004

## Présentation générale du projet

Un contrat de partenariat public-privé a été signé par l'État et le groupement Sport Partenariat le 21 décembre 2006 pour une durée de trente ans. Ce contrat porte sur la construction, la réhabilitation puis l'exploitation et la gestion des bâtiments de la partie nord de l'INSEP.

Consommations		2006 (réalisé)	2007 (réalisé)	2008	2009	2010	2011	2012 et après	Total achevé
(En millions d'euros)									
Autorisations d'engagement	Investissement *	87,99		1,00				31,60	120,59
	Fonctionnement		0,44	2,47	4,78	6,91	6,91	172,86	194,38
Crédits de paiement	Investissement *		20,00	1,77	3,09	4,28	4,28	87,17	120,59
	Fonctionnement		0,44	2,47	4,78	6,91	6,91	172,86	194,38

\* comprenant le dédit.

## Périmètre du projet et son état d'avancement

Le projet porte sur la rénovation de 12 bâtiments situés dans la partie nord du site de l'INSEP. Ces bâtiments, d'une surface de 34 000m<sup>2</sup>, sont destinés essentiellement à l'hébergement, à la restauration, à la formation, à la recherche, aux services médicaux et à l'administration. La maîtrise d'ouvrage relève de la société Sport Partenariat (40% GTM Construction, 60% BEIL-Barclays European Infrastructure Limited) et la maîtrise d'œuvre du cabinet Barthélémy & Griño. Le coût de construction assumé par les cocontractants s'élève à 77,165 M€, y compris les frais financiers et annexes, toutes taxes comprises. L'État s'engage de son côté à verser pendant les trente ans un loyer annuel d'un montant de 11,195 M€ TTC, à compter de 2010. En 2007, après épuisement des délais de recours sur le permis de construire, il a versé au titulaire du contrat une contribution financière de 20 M€ de CP après avoir engagé, en décembre 2006, 88M€ d'AE dont 10,8 M€ pour couvrir un éventuel dédit lors de la signature du contrat.

Le loyer est financé sur le programme « sport ». Selon les termes du contrat, il sera diminué d'une partie des recettes annexes que tirera directement le cocontractant de l'exploitation du site (accueil de séjours loisirs sportifs, de

séminaires et de soirées d'entreprises principalement). Les montants rétrocédés à l'État devraient s'accroître au fil du temps. Il convient de tenir compte également de l'allègement de charges que représentera pour le ministère le départ envisagé de près de 30 % des agents de l'INSEP à l'horizon 2009 du fait de la reprise des missions de gestion et d'entretien par les prestataires. Ces départs permettront in fine une économie de masse salariale de 4 M€.

La phase d'obtention des autorisations administratives s'est déroulée dans le respect global du calendrier initial. L'installation du village provisoire a été effectuée dès le début du mois de juillet 2007. Le premier bâtiment d'hébergement (70 chambres) a été réceptionné fin février 2008 et est d'ores et déjà occupé par les sportifs. Les services d'accueil, d'hôtellerie, d'entretien, de ménage et de maintenance se mettent en place. Un retard de 2 mois est annoncé sur la livraison de quelques bâtiments de la phase 1 par rapport à l'échéance de septembre 2008, suite à des aléas de chantiers et intempéries. Ce retard intermédiaire n'est pas incompatible avec une livraison finale de la zone nord en janvier 2009 comme prévu au contrat (3 ans de travaux).

### Objectif de performance assigné au partenaire privé

Des critères de performance sont définis au contrat de partenariat pour les prestations de services qui seront à la charge du partenaire, les économies d'énergie ainsi que les recettes annexes enregistrées par le partenaire. L'état d'avancement des travaux ne permet pas encore à ce jour de les mettre en œuvre.

Le contrat prévoit par ailleurs une procédure dite de « Benchmark » (analyse comparative des coûts) permettant de s'assurer que la prestation fournie par le titulaire du contrat est conforme à celle réalisée par d'autres prestataires dans des conditions économiques similaires.

### Raisons d'éventuelles modifications au contrat

A la suite d'un recours, le Tribunal administratif de Paris a considéré, par un jugement en date du 12 mars 2008, devenu définitif, que :

- le contrat devait être signé tant par le ministère de la Santé, de la Jeunesse, des Sports et de la Vie Associative que par le Directeur de l'INSEP ;
- le comité technique paritaire de l'établissement ainsi que le comité technique paritaire ministériel de la Jeunesse et des Sports auraient dû être consultés sur la passation de ce contrat avant sa signature.

Le Tribunal a toutefois considéré que cette situation était régularisable et a donc enjoint le Ministre de la Santé, de la Jeunesse, des Sports et de la Vie Associative de signer un avenant, avec le Directeur de l'INSEP, après avoir préalablement soumis cet avenant à l'avis des comités techniques paritaires. La consultation des CTP a été engagée au mois de juin 2008.

Un avenant est également en cours d'étude pour préciser les conditions de livraison de la phase 1 et l'amélioration des installations de récupération destinées aux sportifs.

## CONTRATS DE PROJETS ÉTAT-RÉGION (CPER)

### Génération CPER 2007-2013 :

Action	CPER 2007-2013 (rappel du montant initial)	AE engagées au 31/12/2008	CP réalisés au 31/12/2008	AE demandés pour 2009	CP demandés pour 2009	CP sur engage- ments à couvrir après 2009
02 Développement du sport de haut niveau	2 800 000	0	0	400 000	400 000	0
<b>Totaux</b>	<b>2 800 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>400 000</b>	<b>400 000</b>	<b>0</b>

### Totaux des crédits de paiement pour ce programme :

CP demandés pour 2009	CP sur engagements à couvrir après 2009
<b>400 000</b>	<b>0</b>

Des travaux à engager au centre d'éducation populaire et de sport (CREPS) de Pointe-à-Pitre et à l'école nationale d'équitation (ENE) de Saumur ont été proposés au titre des contrats de projet État-régions conclus sur la période 2007-2013. La charge moyenne envisagée s'élève à 0,4 M€ par an en AE ; toutefois, la mobilisation des crédits dépendra du lancement effectif des travaux ; les crédits de paiement seront mis en place au fur et à mesure de leur exécution.

## SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

<div> <div>AE LFI 2008 + reports 2007 vers 2008</div> <div>(1)</div> <div>218 637 402</div> </div>		<div> <div>CP LFI 2008 + reports 2007 vers 2008</div> <div>(2)</div> <div>216 109 382</div> </div>			
Engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2007	<b>AE demandées pour 2009</b>	CP demandés sur AE antérieures à 2009 *	CP demandés sur AE nouvelles en 2009	<b>Total des CP demandés pour 2009</b>	<b>Prévision du solde des engagements non couverts par des CP au 31/12/2009</b>
(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)
125 792 618	<b>199 206 471</b>	182 114 471	38 363 529	<b>220 478 000</b>	<b>107 049 109</b>
					<div> <div>Estimation des CP 2010 sur engagements non couverts au 31/12/2009</div> <div>(9)</div> <div>22 900 000</div> </div>
					<div> <div>Estimation des CP 2011 sur engagements non couverts au 31/12/2009</div> <div>(10)</div> <div>8 000 000</div> </div>
					<div> <div>Estimation du montant maximal de CP nécessaires après 2011 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2009 **</div> <div>(11) = (8) - (9) - (10)</div> <div>76 149 109</div> </div>

\* Cette case n'a pas vocation à correspondre à un calcul théorique de la tranche des CP 2009 pouvant couvrir les engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2008.

\*\* Ces données constituent un calcul arithmétique maximal ne prenant pas en compte les désengagements de crédits rendus nécessaires en gestion.

Pour l'essentiel, l'écart entre les AE (199,2 M€) et les CP (220,48 M€) demandés en 2009 provient de l'échéancier prévisionnel des crédits d'équipement (investissements) sportifs dont ceux demandés pour la modernisation et la rénovation de l'INSEP (AE = 10 M€, CP = 29,7 M€) établis selon l'avancement prévisionnel du projet, et ceux relatifs à la modernisation des CREPS (12 M€ en AE et 13,7 M€ en CP).

## JUSTIFICATION PAR ACTION

## ACTION n° 01 : Promotion du sport pour le plus grand nombre

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement		21 824 000	<b>21 824 000</b>
Crédits de paiement		21 824 000	<b>21 824 000</b>

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

## DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	710 000	710 000
Subventions pour charges de service public	1 631 000	1 631 000

## DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT COURANT

**Développement des pratiques sportives pour tous : AE = 0,59 M€ ; CP = 0,59 M€**

Il s'agit des dépenses de fonctionnement en relation avec la promotion sportive : prestations d'études juridiques, frais de déplacements d'experts missionnés par le ministère, achat de documentations et de publications pour un montant de **0,59 M€ en AE=CP**.

**Participation de l'État à la création d'équipements d'activités physiques et sportives et d'espaces, sites et itinéraires relatifs aux sports de nature : AE = 0,120 M€ ; CP = 0,120 M€**

L'actualisation en 2009 du recensement des équipements sportifs reposera sur la mise à jour en continu des déclarations obligatoires des propriétaires d'équipement et sur une révision exhaustive des fiches descriptives d'un quart des équipements. L'objectif est de conduire par cycle de quatre ans une révision totale des données du recensement.

En 2009, seront poursuivis la formation des agents ayant en charge cette mission, la promotion de l'outil d'exploitation auprès du mouvement sportif et des collectivités locales et le renseignement du classement fédéral des équipements. Les études initiées en 2008 sur l'état du parc de piscines et la méthodologie d'élaboration de schémas directeurs seront diffusées.

Les coûts de ces opérations est estimé à **0,120M€** en AE et en CP (hors dépenses de personnel imputées sur le programme Conduite et pilotage).

## SUBVENTIONS POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC

**Développement des pratiques sportives pour tous : AE = 0,89 M€ ; CP = 0,89 M€**

Il est prévu une subvention pour charges de service public au Musée National du Sport (MNS), érigé en établissement public par décret n°2006-254 du 2 mars 2006, d'un montant de **0,89 M€ en AE=CP** ; cette dotation est destinée à couvrir les charges de service public du Musée qui est opérateur secondaire du programme « sport », ainsi que le fonctionnement du nouvel espace d'exposition des collections du Musée, situé avenue de France à Paris, ouvert au public depuis le mois de juin 2008. L'effectif de l'établissement se compose de 18 ETPT dont 15 en fonction sous plafond d'emplois du ministère, 2 rémunérés sur le budget de l'établissement et 1 ETPT mis à disposition par le ministère chargé de la culture.

### Accès de publics spécifiques (dits « publics-cibles ») à la pratique sportive et activités physiques et sportives du sport : AE = 0,61 M€; CP = 0,61 M€

Une enveloppe de **0,61 M€ en AE=CP** permet de financer les actions et le fonctionnement de 3 pôles ressources nationaux « sport et handicaps », « sport, famille et pratiques féminines » et « sport, éducation, insertion » respectivement installés dans les établissements suivants : C.R.E.P.S. du Centre, CREPS PACA (Site d'Aix-en-Provence), CREPS de Franche-Comté. Les pôles ressources nationaux sont des outils de conseil et d'expertise qui agissent comme tête de réseaux non seulement entre les établissements et les services du ministère mais aussi avec les fédérations sportives, les associations, les collectivités territoriales et les autres ministères. Leur vocation prioritaire est de diffuser des savoir-faire et de valoriser les bonnes pratiques et les actions innovantes.

### Action internationale : AE = 0,13 M€; CP = 0,13 M€

Des subventions sont versées aux écoles et à l'INSEP pour la mise en œuvre d'actions entrant dans le champ des protocoles et accords intergouvernementaux : **0,13 M€ en AE=CP** sont programmés à cet effet. Ces accords ont pour objet de favoriser la formation de formateurs, de développer des échanges d'experts (entraîneurs,...), et d'étendre la connaissance réciproque de l'organisation du sport.

## DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux autres collectivités	19 483 000	19 483 000

Dans le cadre de la **révision générale des politiques publiques (RGPP)**, le conseil de modernisation a décidé de rationaliser la répartition des compétences entre l'État et le Centre National pour le Développement du Sport (CNDS) placé sous sa tutelle. Cette mesure se traduit, dès 2009, par le recentrage de l'action du CNDS sur le développement du sport pour tous au plan territorial. Cet établissement en sera ainsi le financeur exclusif. Le ministère chargé des sports conserve des fonctions d'observation, d'analyse et de prospective pour assurer le pilotage national des pratiques sportives pour tous (et en particulier dans l'accès des publics spécifiques à la pratique sportive) en lien avec les fédérations sportives avec lesquelles il négocie des conventions d'objectifs.

### Développement des pratiques sportives pour tous : AE = 0,43 M€; CP = 0,43 M€

Le ministère propose de se doter de **0,4 M€ en AE=CP** pour soutenir des projets de développement de la recherche et de la connaissance des réalités et de leurs évolutions dans le domaine sportif. Ces crédits seront alloués sous la forme de subventions à des organismes spécialisés dans les méthodes d'entraînement ou d'apprentissage, soit dans le cadre de programmes pluriannuels, soit au cas par cas pour des projets spécifiques portant sur des innovations technologiques.

### Développement durable et préservation de l'environnement : AE = 0,15 M€; CP = 0,15 M€

Une enveloppe de **0,15 M€ en AE=CP** est prévue pour des projets sportifs prenant en compte le développement durable et la préservation de l'environnement : une dizaine de projets menés, par des fédérations sportives et des associations locales, sont soutenus à hauteur de 15 000 € en moyenne.

### Soutien à l'activité et au fonctionnement du mouvement sportif national : AE = 17,74 M€; CP = 17,74 M€

Les fédérations sportives agréées (30 fédérations olympiques, 55 fédérations unisport non olympiques et 45 fédérations multisports) reçoivent de l'État un concours financier dans des conditions fixées par une convention d'objectifs. L'attribution d'une subvention est le résultat de l'instruction, par les services de la direction des sports, du dossier déposé par la fédération. Ce dossier fait ressortir les objectifs prioritaires de la fédération et les actions ou projets qu'elle entend réaliser pour les atteindre. Une phase de rencontres entre les services de la direction des sports et la fédération permet de préciser dans quelle mesure ces objectifs s'inscrivent dans les priorités sportives du ministère chargé des sports, condition première du soutien financier de l'État.



Les négociations entre les fédérations et la direction des sports prennent en compte les éléments relatifs au fonctionnement général, à la gestion et à la « santé financière » de la fédération, à la stratégie sportive définie, aux résultats enregistrés (en matière de développement de la pratique, de sport de haut niveau, de sécurité des pratiques, de lutte contre le dopage et de formation/emploi) et aux moyens (humains, matériels et financiers) mobilisés. La convention d'objectifs finalement signée précise la destination des subventions et les objectifs du partenariat.

L'année 2009 sera la première année d'application d'une nouvelle génération de conventions à conclure avec les fédérations dans la perspective des jeux olympiques de 2012 ; les conventions d'objectifs devraient se limiter à une durée annuelle en 2009 avant la formalisation de conventions triennales à compter de 2010.

Les actions nationales des fédérations subventionnées sur le budget à hauteur de **16,74 M€ en AE=CP** seront celles destinées à la promotion du sport pour le plus grand nombre et notamment en faveur des publics cibles (femmes, personnes handicapées...). L'arrivée à échéance du Programme National de Développement du Sport (PNDS) en 2008 a conduit le ministère à abonder cette ligne de 14M€ en vue de poursuivre le financement des priorités gouvernementales engagées en 2008. Financées jusqu'en 2008 par le Centre national pour le développement du sport (CNDS) dans le cadre du PNDS, elles le seront en 2009 sur le programme « sport ». Cette dotation devrait, par ailleurs être complétée par 3,8 M€ issus d'un fonds de concours alimenté en 2009 par le CNDS sur le reliquat de recettes issues pour une part des recettes non utilisées du PNDS et, pour une autre part, de crédits annulés sur des opérations de subventions d'équipements sportifs initiées par l'État antérieurement au 31 décembre 2005. Cette mesure s'inscrit dans le cadre de la clarification des compétences entre le CNDS et le ministère prévue par la R.G.P.P.

Par ailleurs, **1 M€ en AE=CP** sera consacré au financement de manifestations exceptionnelles qui contribuent à la promotion des disciplines concernées.

#### Action internationale : AE = 1,16 M€ ; CP = 1,16 M€

Les projets relevant des programmes d'intervention annuels de la CONFEJES (Conférence des ministres de la jeunesse et des sports ayant le français en partage) (participation aux politiques nationales des sports, formation des cadres, développement durable) et de la Francophonie seront soutenus à hauteur de **0,53 M€ en AE=CP**.

Les moyens demandés représentent environ 20% des dépenses engagées dans ces programmes. En outre, des subventions sont versées aux fédérations et associations pour la mise en œuvre d'actions entrant dans le champ des protocoles et accords intergouvernementaux (**0,63 M€ d'AE et de CP** prévus à cet effet).

#### PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

Les principales mesures de l'année 2009 s'inscrivent dans le cadre de la révision générale des politiques publiques accordant :

- au Centre National pour le Développement du Sport (CNDS), le financement de la promotion du sport pour tous au plan territorial,
- au ministère, le pilotage national (en liaison avec les fédérations sportives qui bénéficieront en 2009 sur le programme sport d'une dotation de 14M€) du développement de la pratique sportive des jeunes scolaires et des habitants des quartiers défavorisés et plus particulièrement des zones franches urbaines, dispositif financé en 2008 par le Centre national pour le Développement du Sport (CNDS) dans le cadre du Programme National pour le Développement du Sport (PNDS).

#### ACTION n° 02 : Développement du sport de haut niveau

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement		143 219 471	<b>143 219 471</b>
Crédits de paiement		164 491 000	<b>164 491 000</b>

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

## DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	4 826 471	4 930 471
Subventions pour charges de service public	8 390 000	8 390 000

## DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT COURANT

**Préparation aux compétitions de haut niveau: AE = 4,826 M€ ; CP = 4,826 M€**

Diverses dépenses de fonctionnement courant sont nécessaires à la mise en œuvre des interventions en faveur du sport de haut niveau : frais d'organisation de réunions, frais de déplacement d'experts conviés à participer à des réunions organisées par la direction des sports, documentation, études diverses... Elles sont évaluées à **0,048 M€ en AE=CP** pour 2009.

En application du contrat de partenariat public-privé signé en 2006 pour la rénovation de l'INSEP, le ministère chargé des sports devra verser en 2009 **en AE=CP 4,778 M€** de loyer au prestataire chargé de la rénovation. Ce loyer est destiné à couvrir l'ensemble des dépenses de fonctionnement, de maintenance courante, d'exploitation technique et de gestion des services durant la période de mise à disposition des ouvrages. Le ministère envisage la mise en place, en 2009, d'une procédure d'attribution de produits pour permettre à l'Etat de recouvrer une partie des recettes de pensions des sportifs de haut niveau perçus par l'établissement pour des prestations financées par le ministère dans le cadre de ce loyer.

**Participation de l'État à la mise en œuvre de grands événements sportifs: CP = 0,104 M€**

Par un marché signé pour 3 ans débutant en 2007, le ministère s'est associé les services de la SEM Plaine commune développement pour assurer le suivi de l'exploitation de la concession du Stade de France. En 2009, **0,104 M€ en CP** ont été provisionnés à ce titre.

## SUBVENTIONS POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC

**Préparation aux compétitions de haut niveau: AE = 8,39 M€ ; CP = 8,39 M€**

Il est prévu une subvention pour charge de service public à l'Institut National du Sport et de l'Éducation Physique (I.N.S.E.P.) d'un montant de **3,5 M€ en AE=CP**. Cette dotation est destinée à couvrir les charges de service public de l'établissement qui est opérateur principal du programme « sport ». Une description détaillée des missions et du budget est présentée dans la partie « Opérateurs » du programme.

Il est également prévu d'allouer **2,32 M€ en AE=CP** de subvention pour charges de service public pour permettre le soutien au fonctionnement des filières d'accès au sport de haut niveau au sein des opérateurs principaux (INSEP, Écoles nationales, CREPS) du programme « sport » (Décret n°2002-1010 du 18 juillet 2002). S'agissant plus particulièrement des CREPS, ces subventions sont attribuées par les directions régionales de la jeunesse et des sports après analyse des budgets spécifiques des établissements intéressés : le coût moyen pour le ministère est estimé à 714 € par sportif pour une population de 3 100 sportifs.

Le ministère participe également au financement de la recherche scientifique dans le domaine du sport de haut niveau. Le budget moyen par projet soutenu est de 25.000 €. **En AE=CP 0,1 M€** sont prévus en 2009 pour soutenir les projets spécifiques portés par des écoles et l'institut, visant l'amélioration des techniques d'entraînement et des matériels pour le sport de haut niveau.

Des éléments de justification complémentaires figurent dans la partie « Opérateurs » du projet annuel de performances.

Dans le cadre de la **révision générale des politiques publiques**, le ministère doit s'engager vers un renforcement de la tutelle des opérateurs. Dans cette perspective, la tutelle administrative et financière des opérateurs du programme

« sport » dépend désormais de la direction des sports. Les crédits afférents à l'exercice de cette tutelle, antérieurement inscrits sur le programme « conduite & pilotage » figurent donc, à compter de 2009, sur le programme « sport » :

- **0,752 M€ (AE=CP)** correspondent à la mise en œuvre de la politique d'externalisation des fonctions logistiques assurées par des personnels techniques, ouvriers et de service des établissements. Cette politique a conduit chaque année à des fermetures de postes dont les dernières sont intervenues en 2006. Elles font l'objet d'une compensation financière dégressive dans le temps (-20% par an). Il restera à couvrir 0,376 M€ pour les années 2010 et 2011 en application de cet échéancier;
- **1,303 M€ (AE=CP)** correspondent au soutien qu'entend apporter le ministère à la réalisation de travaux de petit entretien au sein des CREPS ; ce montant représente une augmentation de 0,15 M€ par rapport à 2008.
- **0,410 M€ (AE= CP)** sont programmés pour, d'une part, verser des subventions ponctuelles à certains CREPS connaissant des difficultés passagères et, d'autre part, contribuer à des actions de formation au progiciel de comptabilité budgétaire et générale et au module de comptabilité analytique qui lui est associé.

## ■ DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	17 300 000	38 467 529

### Préparation aux compétitions de haut niveau: AE = 17,3 M€ ; CP = 38,467 M€

La majeure partie des dépenses est destinée à l'INSEP. Ces dépenses concernent la poursuite du plan de refondation et de modernisation qui comporte trois objectifs :

- une meilleure insertion au sein du bois de Vincennes, en exploitant au mieux ses atouts ;
- la réorganisation fonctionnelle de l'Institut en distinguant les lieux de vie (hébergement et restauration), les terrains d'entraînement et les lieux de formation en mettant à niveau ces équipements au bénéfice des athlètes ;
- la prise en compte du développement durable.

La rénovation de la partie Nord du site, qui comprend les locaux d'hébergement et de formation, a été confiée à la société Sport Partenariat dans le cadre d'un contrat de Partenariat-Public-Privé (PPP) signé fin 2006 et pour lequel 88 M€ d'AE ont été engagés en 2006 (dont 10,8 M€ pour permettre, conformément aux règles de budgétisation applicables en matière de PPP, de couvrir un éventuel dédit de l'État dans l'hypothèse la plus défavorable). Selon les termes de ce contrat, le ministère doit verser à la société Sport Partenariat un loyer destiné à compenser l'investissement et la maintenance/exploitation du bâtiment (s'agissant de la prestation de maintenance/exploitation, le loyer est assimilé d'un point de vue comptable à une dépense de fonctionnement – voir *supra*) jusqu'à la prise de possession définitive des bâtiments. Le loyer couvrant l'investissement correspond au remboursement de la dette et à la rémunération des fonds propres ayant servi au financement de la réalisation des ouvrages. Pour 2009, ce loyer s'élève à **3,09 M€** en crédits de paiement.

La partie Sud du site où sont situés les équipements sportifs est financée par le budget de l'État. Le montant initial a été ré-évalué pour tenir compte de la situation actuelle du secteur du BTP. Le retard subi en 2007 dans l'obtention du permis de construire du nouveau pôle sportif a eu des répercussions sur le rythme des travaux et a conduit à étaler de 2008 à 2011 la mise en place des autorisations d'engagement et le versement des CP ; le montant 2009 s'élève à **5,3 M€ en AE** et à **21,7 M€ en CP**.

	Années antérieures à 2009		2009		2010-2011		Total	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Partie Sud	69,60	47,60	5,30	21,70	1,80	7,40	76,70	76,70
Partie Nord	89,00	21,70	0,00	3,09	0,00	8,57	89,00	33,36
Totaux	158,60	69,30	5,30	24,79	1,80	15,97	165,70	110,06

(\*) : Dont 10,80 M€ d'AE prévues pour un éventuel dédit. Déduction faite de ce dédit, le montant total de l'opération est de 154,90 M€.

Les autres dépenses d'investissement, d'un montant de **12 M€ en AE** et de **13,68 M€ en CP**, concernent les travaux de modernisation à effectuer dans les centres d'éducation populaire et de sport (CREPS) et les écoles nationales qui

accueillent, notamment, des pôles des filières d'accès au sport de haut niveau. Ces travaux sont rendus nécessaires en raison de l'âge de ces établissements construits majoritairement dans les années 70 et techniquement « en fin de vie ».

Les propositions de programmation des travaux de rénovation, issues d'enquêtes réalisées fin 2006 et début 2007, tiennent compte de la nécessité de mise en conformité des normes sanitaires et de sécurité ainsi que de la cartographie des pôles des filières d'accès au sport de haut niveau implantés dans ces établissements. Le ministère devrait disposer en 2009 de 6,97 M€ d'AE et de 6,7 M€ de CP en fonds de concours issus de la participation de collectivités locales à des travaux sous maîtrise d'ouvrage de l'Etat réalisés dans certains de ces établissements.

## ■ DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux ménages	11 994 000	11 994 000
Transferts aux entreprises	33 204 000	33 204 000
Transferts aux collectivités territoriales	374 000	374 000
Transferts aux autres collectivités	67 131 000	67 131 000

### Préparation aux compétitions de haut niveau: AE = 63,82 M€ ; CP = 63,82 M€

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux ménages	3 050 000	3 050 000
Transferts aux autres collectivités	60 774 000	60 774 000

Au titre de la mise en œuvre de la politique du sport de haut niveau, le ministère attribue des subventions aux fédérations sportives dans le cadre de conventions d'objectifs (cf. action n°01) pour un montant prévisionnel global de **60,38 M€ en AE=CP**. 70,8% des crédits sont affectés aux fédérations olympiques, 29,2% aux fédérations unisport et au sport pour personnes handicapées. Ces subventions concernent principalement la préparation et la participation aux stages et compétitions sportives des équipes de France.

L'arrivée à échéance, fin 2008, du Programme National de Développement du Sport (P.N.D.S.) a conduit le ministère à inscrire au budget 17,5 M€ supplémentaires afin de maintenir à un niveau identique à 2008 le soutien qu'il entend accorder à la politique du sport de haut niveau. Ce soutien s'effectuera par une modulation de l'aide en fonction des projets présentés et sur la base d'indicateurs de performance pertinents.

Par ailleurs, le ministère verse à une soixantaine de fédérations **3,05 M€ en AE=CP** correspondant à l'activité d'encadrement sportif de 589 agents (directeurs techniques nationaux, entraîneurs nationaux, CTS) exerçant dans ces structures.

Le ministère participe également au financement de la recherche scientifique dans le domaine du sport de haut niveau. Le budget moyen par projet soutenu est de 25 000€. **En AE=CP 0,4 M€** sont prévus en 2009 pour soutenir les projets spécifiques portés par des fédérations sportives, visant l'amélioration des techniques d'entraînement et des matériels pour le sport de haut niveau.

### Formation, insertion sociale et professionnelle des sportifs de haut niveau: AE = 11,68 M€ ; CP = 11,68 M€

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux ménages	8 944 000	8 944 000
Transferts aux entreprises	824 000	824 000
Transferts aux collectivités territoriales	374 000	374 000
Transferts aux autres collectivités	1 537 000	1 537 000

Les conventions d'objectifs avec les fédérations sportives intègrent également des aides personnalisées aux sportifs de haut niveau (**8,94 M€ en AE=CP** prévus pour 2009), dont les montants sont déterminés par le Directeur Technique National (DTN) dans le strict respect des orientations (manque à gagner du sportif, aides sociales, primes de résultat, remboursements de frais) déterminées et contrôlées par le ministère chargé des sports (3 190 bénéficiaires en 2007 pour un montant moyen de 2 863 €).

L'insertion professionnelle des sportifs de haut niveau est favorisée par le biais de conventions nationales signées entre le ministère chargé des sports et les employeurs (entreprises privées et publiques, associations, collectivités locales, administrations) en application de l'article L.221 du code du sport, permettant aux sportifs de haut niveau de bénéficier d'un emploi du temps aménagé. Les subventions versées dans ce cadre, atteignent en moyenne 1 300 € par an. Près de 400 sportif(ve)s en ont bénéficié en 2007. **En AE=CP 0,5 M€ sont provisionnés à cet effet.** Une enveloppe régionale de **0,32 M€ en AE=CP** est également prévue pour le financement des conventions d'insertion professionnelle signées au niveau local (plus de 200 sportif(ve)s concerné(e)s en 2007).

Les services déconcentrés régionaux (directions régionales et départementales de la jeunesse et des sports) financent également des actions de formation des sportifs, d'insertion professionnelle de sportifs dans le tissu économique local, de soutien aux structures des filières d'accès au sport de haut niveau situées en dehors des établissements. Les moyens prévus à cet effet s'élèvent à **1,91 M€ en AE=CP**, la répartition par service déconcentré s'effectue dans le cadre du dialogue de gestion présidant à l'élaboration des budgets opérationnels de programme (BOP) régionaux.

#### Suivi de la santé des sportifs: AE = 4,82 M€; CP = 4,82 M€

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux autres collectivités	4 820 000	4 820 000

Depuis 1999, la réglementation impose aux fédérations sportives l'organisation d'un suivi médical pour les sportifs de haut niveau et les sportifs inscrits dans les filières d'accès au sport de haut niveau. A travers les conventions d'objectifs conclues avec les fédérations sportives, le ministère chargé des sports souhaite aider les fédérations à lever les obstacles à l'amélioration de leur structuration médicale (encadrement, logistique, secrétariat, informatique), et soutenir la prise en charge du coût de ces examens, non pris en charge par la sécurité sociale.

Ainsi, depuis 8 ans (2000-2007) le ministère chargé des sports a consacré 19,54 M€ à cet effet.

En 2009, l'aide apportée au suivi médical des sportifs de haut niveau par le ministère, d'un montant de **4,82 M€ en AE=CP**, comprend les moyens (2 M€) précédemment alloués dans le cadre du Programme National de Développement du Sport (P.N.D.S.) arrivé à échéance fin 2008.

#### Participation de l'État à la mise en œuvre de grands évènements sportifs: AE = 32,38 M€; CP = 32,38 M€

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux entreprises	32 380 000	32 380 000

#### Stade de France : 6,38 M€ en AE=CP

L'article 39 du contrat de concession du 29 avril 1995 précise que l'État garantit au concessionnaire du Stade de France un revenu contractuel qui devrait être apporté par la présence d'un club résident de football (de niveau européen). La somme ainsi garantie est de 14,74 M€ par an, en valeur actualisée prévisionnelle 2009, de laquelle est déduite, par compensation, la redevance due à l'État en cas de réalisation d'un bénéfice supérieur à celui prévu dans la simulation financière de référence du contrat. Pour déterminer le montant de la redevance que l'Etat percevra en 2009, le ministère s'est rapproché du concessionnaire du Stade pour ajuster les prévisions budgétaires à la programmation la plus actualisée des manifestations organisées au Stade durant la saison 2007-2008. La somme nette à verser pour 2009 est évaluée à **6,2 M€ en AE=CP**.

Par ailleurs, un crédit de **0,18 M€ en AE=CP** est réservé au financement de l'exploitation du dispositif de dépollution des terrains assurée par le concessionnaire, dispositif incombant à la charge de l'Etat conformément au contrat de concession du Stade.

**Sport**

Programme n° 219 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

**Droit à l'image des sportifs professionnels: 26 M€ en AE=CP**

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux entreprises	26 000 000	26 000 000

Le ministère chargé des sports entend soutenir les clubs sportifs professionnels en assurant le financement du coût de la compensation auprès de l'agence centrale des organismes de sécurité sociale (ACOSS) des exonérations de charges sociales accordées au titre de la rémunération du droit à l'image des sportifs professionnels (DIC), prévues par la loi du 15 décembre 2004 portant diverses dispositions relatives au sport professionnel. Le remboursement des cotisations exonérées à ce titre par l'État est évalué par l'ACOSS à **26 M€ en AE=CP** pour l'exercice 2009.

**PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE**

Les principales mesures nouvelles du projet de loi de finances pour 2009 sont :

- la poursuite du financement du plan de rénovation et de modernisation de l'INSEP,
- le renforcement de la tutelle des établissements (mesure RGPP) assurée par la Direction des sports.

**ACTION n° 03 : Prévention par le sport et protection des sportifs**

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement		14 919 000	<b>14 919 000</b>
Crédits de paiement		14 919 000	<b>14 919 000</b>

**ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE****DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT**

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	350 000	350 000
Subventions pour charges de service public	200 000	200 000

**Prévention du dopage, recherche et lutte contre les trafics : AE = 0,55 M€; CP = 0,55 M€**

**DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT COURANT**

**Sécurité de l'usager et actions diverses : AE = 0,35 M€; CP = 0,35 M€**

Les dépenses de fonctionnement, qui s'élèvent en 2009 à **0,35 M€ en AE=CP**, concernent la réalisation de campagnes de communication visant à promouvoir la sécurité des pratiquant(e)s sportif(ve)s (campagne montagne (hiver et été), campagne de sécurité des loisirs nautiques, ...), des actions de prévention des accidents avec des partenaires administratifs et privés (conseil supérieur de la montagne, commission de sécurité des consommateurs, Institut de veille sanitaire, ... : un fonds de concours devrait permettre au ministère de disposer de la participation financière de ces partenaires pour une campagne de prévention des accidents en montagne à hauteur de 0,05M€ en AE et en CP en 2009), l'établissement des cartes professionnelles pour tous les éducateurs sportifs qualifiés, rémunérés et déclarés par les services déconcentrés du ministère chargé des sports.

## SUBVENTIONS POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC

**IRMES : AE = 0,2 M€ ; CP = 0,2 M€**

Des actions de recherche sont menées au niveau national avec l'Institut de Recherche Médicale et d'Epidémiologie du Sport (IRMES) rattaché à l'INSEP. Il est prévu, en 2009, une enveloppe de **0,2 M€ en AE=CP** pour soutenir ces actions.

## ■ DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux autres collectivités	14 369 000	14 369 000

**Agence Française de Lutte contre le Dopage (A.F.L.D.) : AE = 7,61 M€ ; CP = 7,61 M€**

Créée par la loi n°2006-405 du 5 avril 2006 relative à la lutte contre le dopage et à la protection des sportifs, l'agence française de lutte contre le dopage (A.F.L.D.), autorité publique indépendante dotée de la personnalité morale, définit et met en œuvre les actions de lutte contre le dopage. L'A.F.L.D. n'est pas un opérateur de l'Etat. Le budget initial 2008 de l'agence est fixé à 7,8 M€ dont 47% représentent les dépenses de personnel de l'agence.

**Médecine et prévention du dopage : AE = 6,4 M€ ; CP = 6,4 M€**

Des subventions sont attribuées aux fédérations sportives dans le cadre des conventions d'objectifs, pour la structuration et le développement des activités médicales pour un montant de **2,2 M€ en AE=CP** (ces subventions permettent d'apporter un soutien au suivi médical des sportifs de haut niveau, l'aide inscrite sur l'action 3 du programme visant au suivi médical des sportifs classés « espoirs »). Ces subventions sont réparties en fonction des projets fédéraux.

La contribution annuelle de la France au fonctionnement de l'Agence mondiale antidopage (AMA) est prévue pour **0,56 M€ en AE=CP**. Elle représente 3% du budget voté par cette institution (18,9 M€ en 2007).

Des actions de recherche sont menées au niveau national. Il est prévu, en 2008, une enveloppe de **0,47 M€ en AE=CP** permettant de financer environ une vingtaine d'études pour un coût variant de 5 000 à 70 000 €. Les projets subventionnés sont proposés par des laboratoires de recherche, des universités, des fédérations et des associations. La sélection des dossiers se base sur des thématiques prioritaires définies par le ministère. Ainsi, les recherches menées permettent d'améliorer les connaissances en matière d'épidémiologie, de déterminants du dopage, d'évaluation des actions de prévention, de traumatologie liée aux entraînements intensifs,...

Des actions nationales de prévention pour un montant de **0,53 M€ en AE=CP** sont destinées au fonctionnement du numéro vert « Écoute dopage », au fonctionnement du dispositif d'accompagnement et de soutien des victimes de violences sexuelles et à l'organisation de regroupements (prévention du dopage et lutte contre les trafics). Il s'agit aussi de mettre en place et de développer des réseaux de santé, des outils de prévention, des formations d'éducateurs en matière de promotion de la santé par le sport pour la prise en charge de populations spécifiques (personnes sédentaires, seniors, jeunes obèses, diabétiques,...) conformément aux recommandations des programmes nationaux « Nutrition Santé » (PNNS2) et « Bien vieillir ».

Des interventions déconcentrées assurées au niveau régional (directions régionales et départementales de la jeunesse et des sports), à hauteur de **2,6 M€ en AE=CP** (soit un peu plus de 100 000 € par région et DOM), sont prévues en matière de médecine du sport, prévention du dopage, fonctionnement des commissions régionales de lutte contre les trafics de produits dopants, promotion de la santé par le sport.

**Prévention et lutte contre les incivilités et la violence dans le sport : AE = 0,39 M€ ; CP = 0,39 M€**

Le ministère de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative apporte un soutien financier au niveau local, en particulier dans le cadre des contrats locaux de sécurité. Par ailleurs, au niveau national, le ministère mène une action partenariale dans le cadre des conventions d'objectifs notamment avec la fédération des associations de supporters et la fédération française de football (à titre indicatif, le montant de l'aide du ministère en 2007 s'élève, pour ces deux fédérations, à 0,056 M€).



**Sport**

Programme n° 219 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

**PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE**

Poursuite de la lutte contre le dopage dans ses trois dimensions : prévention, recherche, contrôle.

**ACTION n° 04 : Promotion des métiers du sport**

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement		19 244 000	<b>19 244 000</b>
Crédits de paiement		19 244 000	<b>19 244 000</b>

**ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE****DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT**

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 824 000	2 824 000
Subventions pour charges de service public	7 483 000	7 483 000

**DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT COURANT****Observation des métiers : AE = 0,16 M€ ; CP = 0,16 M€**

Pour 2009, il est prévu 0,16 M€ en AE=CP pour recueillir des données régionales sur l'emploi et sur les pratiques socio-éducatives dans le champ de l'animation sportive, afin de faciliter l'identification et l'analyse des besoins en matière de formation, en cohérence avec les données des conseils régionaux et des partenaires sociaux.

**Organisation des certifications (examens diplômes d'Etat) : AE = 2,45 M€ ; CP = 2,45 M€**

Un peu plus de 10 400 diplômes sont délivrés chaque année dans le champ du sport.

Le coût moyen par diplômé en 2009 est estimé à 235 € pour 10 400 diplômés, soit 2,45 M€ en AE=CP.

**Moyens d'accompagnement de la promotion des métiers du sport : AE = 0,218 M€ ; CP = 0,218 M€**

Diverses dépenses de fonctionnement courant sont nécessaires à la mise en œuvre des actions de formation et de promotion des métiers du sport : frais d'organisation de regroupements et groupe de travail notamment investis dans la rénovation des formations, fonctionnement et prise en charge des déplacements de la Commission Professionnelle Consultative (CPC) des métiers de l'animation et du sport, achat de documentation, études...

**SUBVENTIONS POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC****Subvention versée à l'École nationale d'équitation (ENE) : AE = 6,56 M€ ; CP = 6,56 M€**

Pour 2009, il est prévu une subvention de 6,56 M€ en AE=CP pour la prise en charge des rémunérations des personnels de l'école. Le montant de la subvention est majorée de 231 096 € pour tenir compte de l'augmentation au 1<sup>er</sup> janvier 2009 du taux de contribution aux charges de pensions des fonctionnaires de l'Etat versées par les établissements publics au titre des agents qu'ils emploient qui est porté de 50% à 60,44%. La dotation intègre également 42 237 € au titre de la compensation dégressive des postes supprimés dans le cadre de la politique d'externalisation des fonctions logistiques et 40 209 € de subvention d'équilibre.



**Subventions versées à l'École nationale de ski et d'alpinisme (ENSA) et à l'École nationale de voile et des sports nautiques (ENVSN) : AE = 0,3 M€ ; CP = 0,3 M€**

Pour 2009, il est prévu des subventions pour les deux écoles d'un montant total de 0,3 M€ en AE=CP dont 0,08 M€ versées au titre de la compensation dégressive des postes supprimés dans le cadre de la politique d'externalisation des fonctions logistiques et 0,22 M€ de subventions d'équilibre.

**Subventions aux établissements désignés pour assurer les formations préparant à un diplôme en environnement spécifique : AE = CP = 0,1 M€**

Près de 380 000 heures de formation pour préparer à un diplôme relatif à une activité s'exerçant dans un environnement spécifique sont assurées par 13 CREPS et 2 écoles nationales pour 3 700 stagiaires. La subvention de 0,1 M€ en AE=CP permettra à des établissements désignés comme référents de prendre en charge une partie des surcoûts liés à cette mission.

**Conventions avec les Écoles et l'INSEP : AE=0,27 M€ ; CP=0,27 M€**

Il s'agit des actions prioritaires menées au niveau national dans les domaines de la recherche, de l'emploi et de la formation en partenariat avec les Écoles et l'INSEP. En 2009, il est prévu 0,27 M€ en AE=CP (50% recherche, 30% emploi, 20% formation).

**Démarche qualité : AE = 0,245 M€ ; CP = 0,245 M€**

Le ministère réalise un accompagnement technique pour une démarche qualité dans les établissements nationaux visant à atteindre la certification ISO 9001 qui contribuera à l'amélioration du pilotage des établissements et à celles des prestations délivrées. Pour 2009, il est prévu un montant de 0,245 M€ (AE = CP) pour cet accompagnement.

## — DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux ménages	7 968 000	7 968 000
Transferts aux autres collectivités	969 000	969 000

Les crédits d'intervention de cette action s'élèvent à **8,94 M€ en AE=CP**

## TRANSFERTS AUX MÉNAGES

**Formation initiale conduisant aux qualifications sportives : AE=3,86 M€ ; CP=3,86 M€**

Entre 30 et 60% des stagiaires inscrits dans les établissements du ministère préparent un diplôme au titre de leur formation initiale, dans la continuité d'un cursus scolaire ou universitaire, soit plus de 6 500 stagiaires concernés.

Le prix moyen d'un cursus complet permettant d'accéder à un brevet d'État d'éducateur sportif est d'environ 4 500 €.

Il est prévu pour 2009 un montant de **3,86 M€ en AE=CP** permettant la prise en charge partielle des frais de formation pour 2.412 stagiaires de formation initiale sur la base d'un taux moyen par stagiaire d'environ 1 600 €.

**Rémunération de stagiaires de l'INSEP, de l'ENSA et de l'ENE au titre de la formation professionnelle : AE=0,4 M€ ; CP=0,4 M€**

Les stagiaires sont inscrits dans des formations à recrutement national et sont prioritairement des sportifs se destinant au haut niveau. Pour 2009, il est prévu **0,4 M€ en AE=CP** sur la base de 727 mois stagiaires pour un coût moyen du mois stagiaire de 550 €.

**Parcours Animation Sport (PAS) : AE=3,7 M€ ; CP=3,7 M€**

Le programme dit « parcours animation sport » (PAS) permet à des jeunes issus notamment des 752 zones urbaines sensibles (ZUS) d'acquérir une formation pour accéder à un emploi d'animateur ou d'éducateur dans le champ du sport et de l'animation, tout en bénéficiant d'un contrat aidé prévu par le plan de cohésion sociale. Le parcours de formation est susceptible de durer de 18 mois à 24 mois pour les jeunes nécessitant des actions de pré qualification.

**3,7 M€ en AE=CP** sont prévus en 2009 permettant d'envisager le financement d'environ 462 500 heures de formation sur la base d'un coût de l'heure stagiaire évalué à 8 €. Un parcours type comprend 240 h de pré qualification et 500 h en centre de formation, soit l'équivalent de 625 parcours complets.

#### TRANSFERTS AUX AUTRES COLLECTIVITÉS

**Accompagnement de l'emploi et professionnalisation de l'encadrement des associations sportives : AE=0,32M€ ; CP=0,32 M€**

Il est prévu au total **0,32 M€ en AE=CP** pour l'accompagnement d'environ 950 contrats aidés pour un coût moyen proche de 305 €.

**Conception des certifications (ingénierie) : AE=0,19 M€ ; CP=0,19 M€**

Le travail d'ingénierie consiste en la définition des métiers, la construction des diplômes, l'élaboration des référentiels professionnels et de certification, l'élaboration de documents méthodologiques, la formation de formateurs et l'organisation de sessions de regroupement des partenaires impliqués dans la réforme. **En AE=CP 0,19 M€** prévus en 2009, dont 80% pour les niveaux III et supérieurs (0,15 M€) et 20% pour le niveau IV (0,04 M€).

**Observation des métiers : AE=0,19 M€ ; CP=0,19 M€**

Recueil des données nationales sur l'emploi et sur les pratiques socio-éducatives dans les champs de l'animation menés par l'Observatoire national des métiers de l'animation et du sport (ONMAS) afin de faciliter la définition de besoins en matière de formation. Ces études sont effectuées en lien avec le réseau associatif et des établissements publics. Pour 2009, il est prévu **0,19 M€ en AE=CP**.

**Conventions avec les fédérations sportives : AE=0,28 M€ ; CP=0,28 M€**

Il s'agit des actions prioritaires menées dans les domaines de la recherche, de l'emploi et de la formation en partenariat avec les fédérations et associations sportives. En 2009, il est prévu **0,28 M€ en AE=CP** (50% recherche, 30% emploi, 20% formation).

#### PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

Consolidation du dispositif « parcours animation sport », en partie financé en 2008 dans le cadre du programme national de développement du sport.

## OPÉRATEURS

## RÉCAPITULATION DES CRÉDITS DESTINÉS AUX OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

Nature de la dépense	Exécution 2007		LFI 2008		PLF 2009	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public (titre 3-2)			16 803 446	16 803 446	17 704 000	17 704 000
Dotations en fonds propres (titre 7-2)						
Transferts (titre 6)			387 000	387 000	5 528 000	5 528 000
<b>Totaux</b>			<b>17 190 446</b>	<b>17 190 446</b>	<b>23 232 000</b>	<b>23 232 000</b>

## CONSOLIDATION DES EMPLOIS

## Avertissement

A compter du 1er janvier 2009, le plafond des autorisations d'emplois des opérateurs de l'État est fixé chaque année en loi de finances (article 64 de la LFI 2008).

	Réalisation 2007	Budget prévisionnel 2008 *	Prévision 2009
Rappel du total des emplois (ETPT) rémunérés par le programme (inclus dans le plafond d'emplois du ministère)			
Emplois (ETPT) des opérateurs rémunérés par le programme (inclus dans le plafond d'emplois du ministère)			
Emplois rémunérés par les opérateurs (hors plafond d'emplois du ministère)	746		
Emplois (ETP) rémunérés par les opérateurs (hors plafond d'emplois du ministère)		744	740
dont sous plafond d'emplois opérateurs		741	737
dont hors plafond d'emplois opérateurs		3	3

\* Les emplois rémunérés par les opérateurs sont présentés à titre indicatif pour 2008 selon les modalités prévues pour 2009.

## EMPLOIS DES OPÉRATEURS

## EMPLOIS PRIS EN COMPTE POUR LE PLAFOND D'EMPLOIS DES OPÉRATEURS

Intitulé de l'opérateur	Réalisation 2007 (RAP)				Prévision 2008 (Budget prévisionnel)			Prévision 2009			
	Rémunérés par le programme ETPT (1)	Rémunérés par les opérateurs			Rémunérés par le programme ETPT (1)	Rémunérés par les opérateurs ETP (2)		Rémunérés par le programme ETPT (1)	Rémunérés par les opérateurs ETP		
		ETPT	ETP	Effectifs		"sous plafond"	"hors plafond"		"sous plafond" (3)	"hors plafond" (4)	Total
Centres d'éducation populaire et de sport			520			520			517		517
CNDS - Centre national pour le développement du sport		20				20			20		20

## Sport

Programme n° 219 OPÉRATEURS

Intitulé de l'opérateur	Réalisation 2007 (RAP)				Prévision 2008 (Budget prévisionnel)				Prévision 2009			
	Rémunérés par le programme	Rémunérés par les opérateurs			Rémunérés par le programme	Rémunérés par les opérateurs			Rémunérés par le programme	Rémunérés par les opérateurs		
	ETPT (1)	ETPT	ETP	Effectifs	ETPT (1)	"sous plafond"	"hors plafond"	Total	ETPT (1)	"sous plafond" (3)	"hors plafond" (4)	Total
Ecoles nationales des sports		180				180	3	183		179	3	182
INSEP - Institut national du sport et de l'éducation physique		24				19	0	19		19	0	19
MNS - Musée national du sport		2				2		2		2		2
<b>Totaux</b>		<b>226</b>	<b>520</b>			<b>741</b>	<b>3</b>	<b>744</b>		<b>737</b>	<b>3</b>	<b>740</b>

(1) Emplois des opérateurs inclus dans le plafond d'emplois du ministère.

(2) Emplois rémunérés par les opérateurs présentés à titre indicatif pour 2008 selon les modalités prévues pour 2009.

(3) Emplois (ETP) sous plafond d'emplois des opérateurs.

(4) Emplois (ETP) hors plafond d'emplois des opérateurs.

## PRÉSENTATION DES PRINCIPAUX OPÉRATEURS

## CENTRES D'ÉDUCATION POPULAIRE ET DE SPORT

Les centres d'éducation populaire et de sport (CREPS), au nombre de 24, sont des établissements publics nationaux à caractère administratif dotés de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Ils sont régis par le décret n° 86-581 du 14 mars 1986 modifié qui fixe les dispositions relatives à l'organisation administrative et financière de ces établissements. Les CREPS sont placés sous la tutelle du ministère de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative.

Les centres d'éducation populaire et de sport (CREPS) ont vocation à accueillir les pôles relevant des filières d'accès au sport de haut niveau, et à ce titre participent à la préparation sportive des athlètes, mais aussi à leur future insertion professionnelle. Les CREPS sont les opérateurs du ministère de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative dans le champ des formations initiales aux métiers du sport et sont des opérateurs de droit commun dans le champ de la formation professionnelle continue.

Ils participent à la formation des agents des différentes collectivités publiques et des cadres bénévoles ou permanents des associations, ainsi qu'à l'animation sportive régionale. Ils entreprennent également des actions d'études, de recherche et de documentation, en liaison avec l'ensemble des partenaires concernés et concourent au développement de la communication sociale. Certains CREPS constituent des pôles ressources nationaux pour la conception et l'application d'orientations politiques prioritaires nationales.

La ventilation de l'ensemble des financements prévus pour les CREPS en 2009 par action du programme « Sport » est la suivante : 0,61 M€ sur l'action 1 (financement des 3 pôles ressources nationaux « sport et handicaps », « sport, famille et pratiques féminines » et « sport, éducation, insertion ») ; 4,4 M€ sur l'action 2 (dont 0,41 M€ de subventions ponctuelles, 1,303 M€ pour la mise aux normes et la sécurisation du patrimoine et 0,752 M€ pour la politique d'externalisation) ; 0,345 M€ sur l'action 4 (dont 0,245 M€ au titre de l'accompagnement pour la démarche qualité visant à atteindre la certification ISO 9001 et 0,1 M€ pour les établissements référents dans les formations en environnement spécifique) ; 5,173 M€ de crédits d'intervention sous forme d'aides à la formation principalement au titre des bourses de formation initiale conduisant aux qualifications sportives et du dispositif « Parcours Animation sport » mis en œuvre pour partie au sein des CREPS.

Par ailleurs, il est prévu en 2009 des subventions à hauteur de 0,558 M€ imputées sur le programme « conduite et pilotage » destinées à financer des actions de formation des personnels et des subventions à hauteur de 0,81 M€ imputées sur le programme « jeunesse et vie associative » destinées à financer des aides à la formation dans le champ jeunesse relevant principalement du dispositif « Parcours Animation Sport ».

## FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(En milliers d'euros)

Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Exécution 2007		LFI 2008		PLF 2009	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
<b>Action n° 01 : Promotion du sport pour le plus grand nombre</b>	<b>1 821</b>	<b>1 821</b>	<b>1 220</b>	<b>1 220</b>	<b>610</b>	<b>610</b>
Subventions pour charges de service public	99	99	1 220	1 220	610	610
Transferts	1 722	1 722				
<b>Action n° 02 : Développement du sport de haut niveau</b>	<b>2 625</b>	<b>2 625</b>	<b>2 547</b>	<b>2 547</b>	<b>4 400</b>	<b>4 400</b>
Subventions pour charges de service public	284	284	1 682	1 682	4 400	4 400
Transferts	2 341	2 341	865	865		

## Sport

Programme n° 219 OPÉRATEURS

(En milliers d'euros)

Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Exécution 2007		LFI 2008		PLF 2009	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
<b>Action n° 03 : Prévention par le sport et protection des sportifs</b>	<b>86</b>	<b>86</b>				
Subventions pour charges de service public	19	19				
Transferts	67	67				
<b>Action n° 04 : Promotion des métiers du sport</b>	<b>3 535</b>	<b>3 535</b>	<b>3 098</b>	<b>3 098</b>	<b>5 518</b>	<b>5 518</b>
Subventions pour charges de service public	502	502	100	100	345	345
Transferts	3 033	3 033	2 998	2 998	5 173	5 173
<b>Totaux pour ce programme</b>	<b>8 067</b>	<b>8 067</b>	<b>6 865</b>	<b>6 865</b>	<b>10 528</b>	<b>10 528</b>
<b>Programme 163 : Jeunesse et vie associative</b>	<b>812</b>	<b>812</b>	<b>1 120</b>	<b>1 120</b>	<b>810</b>	<b>810</b>
Transferts	812	812	1 120	1 120	810	810
<b>Programme 210 : Conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative</b>	<b>4 637</b>	<b>4 596</b>	<b>6 221</b>	<b>6 221</b>	<b>558</b>	<b>558</b>
Subventions pour charges de service public	4 637	4 596	6 221	6 221	558	558
<b>Totaux</b>	<b>13 516</b>	<b>13 475</b>	<b>14 206</b>	<b>14 206</b>	<b>11 896</b>	<b>11 896</b>

## BUDGET PRÉVISIONNEL 2008 DE L'OPÉRATEUR

## Compte de résultat

(En milliers d'euros)

Dépenses	Exécution 2007	Budget prévisionnel 2008	Recettes	Exécution 2007	Budget prévisionnel 2008
Personnel	17 348	19 173	Ressources de l'État	15 402	12 328
Fonctionnement	43 457	45 179	- subventions de l'État	15 402	12 328
Intervention			- ressources fiscales		
			Autres subventions	10 298	9 922
			Ressources propres et autres	38 792	42 396
<b>Total des dépenses</b>	<b>60 805</b>	<b>64 352</b>	<b>Total des recettes</b>	<b>64 492</b>	<b>64 646</b>
Résultat : bénéfice	3 687	294	Résultat : perte		
Total équilibre du CR	<b>64 492</b>	<b>64 646</b>	Total équilibre du CR	<b>64 492</b>	<b>64 646</b>

## Tableau de financement abrégé

(En milliers d'euros)

Emplois	Exécution 2007	Budget prévisionnel 2008	Ressources	Exécution 2007	Budget prévisionnel 2008
Insuffisance d'autofinancement	86	400	Capacité d'autofinancement	5 818	3 414
Investissements	4 589	6 183	Ressources de l'État	1 125	697
			Autres subv. d'investissement et dotations		
			Autres ressources	252	101
<b>Total des emplois</b>	<b>4 675</b>	<b>6 583</b>	<b>Total des ressources</b>	<b>7 195</b>	<b>4 212</b>
Apport au fonds de roulement	2 520		Prélèvement sur le fonds de roulement		2 371

## DÉPENSES 2008 DE L'OPÉRATEUR PRÉSENTÉES PAR DESTINATION

Avertissement : Les dépenses 2008 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actif.

### Dépenses 2008 de l'opérateur

(En milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
Sport de haut niveau, formation et dépenses non ventilées	19 173	41 851		6 183	67 207

## CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2007	Budget prévisionnel 2008 *	Prévision 2009
Emplois rémunérés par l'opérateur	520		
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur		520	517
<i>dont emplois sous plafond opérateurs</i>		520	517
Autres emplois (ETPT) en fonction dans l'opérateur	915	911	911
<i>dont emplois rémunérés par l'État par les autres programmes de rattachement</i>	915	911	911

\* Les emplois rémunérés par les opérateurs sont présentés à titre indicatif pour 2008 selon les modalités prévues pour 2009.

## CNDS - CENTRE NATIONAL POUR LE DÉVELOPPEMENT DU SPORT

Le décret n° 2006-248 du 2 mars 2006, désormais intégré au Code du sport, a créé le Centre national pour le développement du sport, établissement public national à caractère administratif, placé sous la tutelle du ministre chargé des sports. Cet établissement public national a pour mission générale de contribuer au développement du sport et de la pratique sportive par l'attribution de concours financiers, sous forme de subventions d'équipement ou de fonctionnement, notamment aux associations sportives, aux collectivités territoriales, ainsi qu'aux associations et groupements d'intérêt public qui interviennent dans le domaine des activités physiques et sportives. Cet établissement a repris pour partie les attributions du Fonds national pour le développement du sport (FNDS), compte d'affectation spéciale clos au 31 décembre 2005 dont les natures de recettes ne répondaient pas aux règles posées par la loi organique relative aux lois de finances du 1<sup>er</sup> août 2001 (LOLF) entrée en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006. Les opérations en cours au titre du chapitre 12 de ce compte (subventions d'équipement aux collectivités territoriales et associations) ainsi que des subventions d'équipement sportif aux collectivités territoriales ou à leurs établissements publics relevant des crédits de la mission Sport, jeunesse et vie associative ont été transférées au CNDS (articles 45 et 53 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006). L'introduction d'un article au projet de loi de finances pour 2009 permet de régulariser le transfert de la totalité des compétences du CNDS.

Dans le cadre de la **révision générale des politiques publiques**, le ministère chargé des sports entend clarifier les compétences du CNDS par rapport à celles de l'Etat. L'établissement devrait ainsi voir ses missions recentrées sur trois domaines principaux :

- le développement du sport pour tous au plan territorial ;
- le soutien financier à la construction et à la rénovation des équipements sportifs ;
- le financement des actions du CNOSF et du Comité Paralympique français.

Le Programme national de développement du sport (PNDS) mis en œuvre par le CNDS depuis 2006 est arrivé à échéance fin 2008.

L'établissement bénéficie de recettes affectées :

- le produit de la contribution de 5% sur la cession à un service de télévision des droits de diffusion de manifestations ou de compétitions sportives (article 302bis ZE du code général des impôts dont l'assiette a été élargie en 2008 et article 53 de la loi de finances pour 2006) évalué à 43 M€ ;

- et un prélèvement de 1,8% sur les sommes mises sur les jeux exploités en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer par la Française des jeux dans la limite d'un plafond en 2008 de 163 millions d'euros indexé, chaque année, sur la prévision de l'indice des prix à la consommation hors tabac.

Les ressources prévisionnelles affectées au CNDS s'élèvent à 208,6 M€ pour 2009 contre 203 M€ en 2008 (hors recettes spécifiques liées au financement du PNDS, s'élevant à 63 M€ en 2008). Les dépenses prévisionnelles de l'établissement pour 2008 s'élèvent à 278 M€. Elles comprenaient 2,5 M€ pour le fonctionnement et le personnel, 86,2 M€ pour les subventions d'équipement, 130,2 M€ pour la part territoriale (subventions de fonctionnement aux associations sportives attribuées après avis des commissions régionales ou départementales associant des représentants de l'Etat, du mouvement sportif et des collectivités territoriales) et 59,1 M€ pour des financements nationaux (subventions aux fédérations sportives et établissements correspondant à la mise en œuvre du PNDS, la subvention au Comité national olympique et sportif français et au Comité paralympique et sportif français, y compris le soutien aux délégations françaises aux Jeux olympiques et paralympiques de Pékin).

Les subventions accordées par le CNDS constituent un instrument essentiel de financement de la politique du sport. Elles prennent en compte les grands objectifs correspondant aux orientations générales fixées par le ministre chargé des sports en particulier pour le développement de la pratique sportive en direction de publics prioritaires : jeunes scolarisés, habitants des quartiers en difficulté, jeunes filles et femmes, personnes handicapées, familles...

Pour l'attribution des subventions d'équipement, un comité de programmation composé de représentants de l'État, du mouvement sportif et d'élus locaux donne un avis sur les opérations à subventionner. Par convention avec l'État, l'établissement bénéficie des données du recensement des équipements sportifs, espaces et sites de pratique (RES) et contribue à son actualisation et à son exploitation.

Le CNDS collaborera à la mise en œuvre des réformes inscrites dans le cadre de la révision générale des politiques publiques.

1) s'agissant des subventions de fonctionnement et d'équipement :

- le CNDS ciblera davantage les subventions de fonctionnement distribuées sur des projets de développement de la pratique du sport assortis d'indicateurs de résultats ;
- il veillera à réduire le nombre de micro-subventions par un relèvement du seuil minimum de versement (fixé à 450 € en 2008) ;
- parmi les projets de construction et de rénovation d'équipements sportifs, le CNDS s'attachera à retenir les opérations les plus structurantes, susceptibles d'accueillir des compétitions internationales ou présentant un intérêt régional, interrégional ou national. Cette sélectivité accrue permettra un relèvement du taux de financement des projets, qui devrait passer de 10% en 2008 à 15-20% en 2012.

2) s'agissant de la nouvelle architecture des services déconcentrés du ministère chargé des sports :

Le CNDS s'adaptera à cette nouvelle architecture et simplifiera sa gouvernance territoriale en privilégiant le pilotage des politiques à l'échelon régional. Cette évolution permettra de recentrer les subventions sur les actions les plus structurantes et sur certaines « têtes de réseau » sans méconnaître pour autant les préoccupations départementales et infra-départementales.

Le contrat de performance triennal, actuellement en cours de finalisation, s'appliquera dès 2009. Les principaux objectifs poursuivis par cette démarche sont :

- de mesurer le niveau de contribution du CNDS dans l'atteinte de certains objectifs du programme sport (licences délivrées par les fédérations sportives, moyens affectés aux « publics-cible » et répartition de subventions déconcentrées par montant alloué) ;
- de déterminer les indicateurs de performance propres à l'établissement et de définir les cibles à atteindre pour chacun d'eux (coûts de gestion, délais de paiement, contrôle des liquidations et des procédures,...).

En 2009, le CNDS contribuera à hauteur de 3,8 M€, par la voie d'un fonds de concours au budget de l'Etat, au financement des politiques fédérales de développement de la pratique sportive en direction des publics cibles. Ce mode opératoire a été choisi pour respecter le principe de clarification des compétences entre l'Etat et le CNDS, qui prévoit notamment que l'Etat négocie la totalité des conventions d'objectifs avec les fédérations. La somme ainsi réemployée provient d'un reliquat de crédits issu pour une part des recettes non utilisées du PNDS et, pour une autre



part de crédits annulés sur des opérations de subventions d'équipement sportif initiées par l'Etat antérieurement au 31/12/2005, sur crédits budgétaires ou dans le cadre du FNDS.

## FINANCEMENT DE L'ÉTAT

En 2008, le CNDS prélève 10M€ sur son fonds de roulement. Cette situation exceptionnelle est liée à la mise en paiement à hauteur de 35M€ des engagements pluriannuels de subventions d'équipement en cours au 31/12/2005, transférés au CNDS par l'Etat dans le cadre de la loi de finances 2006.

## BUDGET PRÉVISIONNEL 2008 DE L'OPÉRATEUR

### Compte de résultat

(En milliers d'euros)

Dépenses	Exécution 2007	Budget prévisionnel 2008	Recettes	Exécution 2007	Budget prévisionnel 2008
Personnel	1 178	1 348	Ressources de l'État	234 063	266 000
Fonctionnement	997	1 160	- subventions de l'État		
Intervention	215 112	275 540	- ressources fiscales	234 063	266 000
			Autres subventions		
			Ressources propres et autres	10 169	2 000
<b>Total des dépenses</b>	<b>217 287</b>	<b>278 048</b>	<b>Total des recettes</b>	<b>244 232</b>	<b>268 000</b>
Résultat : bénéfice	26 945		Résultat : perte		10 048
Total équilibre du CR	<b>244 232</b>	<b>278 048</b>	Total équilibre du CR	<b>244 232</b>	<b>278 048</b>

### Tableau de financement abrégé

(En milliers d'euros)

Emplois	Exécution 2007	Budget prévisionnel 2008	Ressources	Exécution 2007	Budget prévisionnel 2008
Insuffisance d'autofinancement		9 798	Capacité d'autofinancement	27 080	
Investissements	238	240	Ressources de l'État		
			Autres subv. d'investissement et dotations		
			Autres ressources		
<b>Total des emplois</b>	<b>238</b>	<b>10 038</b>	<b>Total des ressources</b>	<b>27 080</b>	
Apport au fonds de roulement	26 842		Prélèvement sur le fonds de roulement		10 038

## DÉPENSES 2008 DE L'OPÉRATEUR PRÉSENTÉES PAR DESTINATION

Avertissement : Les dépenses 2008 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actif.

### Dépenses 2008 de l'opérateur

(En milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
Logistique et autre	1 348	910		240	<b>2 498</b>
Subvention de fonctionnement "Part nationale"			59 100		<b>59 100</b>
Subventions d'équipements			86 240		<b>86 240</b>
Subventions de fonctionnement "Part territoriale"			130 200		<b>130 200</b>
<b>Totaux</b>	<b>1 348</b>	<b>910</b>	<b>275 540</b>	<b>240</b>	<b>278 038</b>

**Sport**

Programme n° 219 | OPÉRATEURS

**CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR**

	Réalisation 2007	Budget prévisionnel 2008 *	Prévision 2009
Emplois rémunérés par l'opérateur	20		
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur		20	20
<i>dont emplois sous plafond opérateurs</i>		20	20

\* Les emplois rémunérés par les opérateurs sont présentés à titre indicatif pour 2008 selon les modalités prévues pour 2009.

**CONTRATS DE PROJETS ÉTAT-RÉGION (CPER)****Crédits de paiement de la la génération CPER 2000-2006 :**

CP demandés pour 2009	CP sur engagements à couvrir après 2009
0	0

**Génération CPER 2007-2013 :**

CPER 2007-2013 (rappel du montant initial)	AE engagées au 31/12/2008	CP réalisés au 31/12/2008	AE demandées pour 2009	CP demandés pour 2009	CP sur engagements à couvrir après 2009
53 440 000	12 105 571	4 133 365	8 934 115	7 000 000	9 906 321

**Totaux des crédits de paiement :**

CP demandés pour 2009	CP sur engagements à couvrir après 2009
7 000 000	9 906 321

S'agissant du financement des équipements sportifs outre-mer par le CNDS, il fait l'objet de contrats pluriannuels de développement ou de contrats de projet à hauteur 16,41 M€ se répartissant entre la Nouvelle Calédonie (contrat 2006-2010 à hauteur de 9,92 M€), Wallis et Futuna (contrat 2007-2011 de 1,91 M€), Mayotte (contrat 2008-2014 de 4 M€) et Saint Pierre et Miquelon (contrat 2007-2013 de 0,58 M€). Ces financements accompagnent la préparation d'événements sportifs appelés à se dérouler outre-mer tels que les 14èmes jeux du Pacifique en Nouvelle Calédonie en 2011.

**ÉCOLES NATIONALES DES SPORTS**

Trois écoles nationales sont placées sous la tutelle du ministère : l'Ecole nationale d'équitation, l'Ecole nationale de ski et d'alpinisme et l'Ecole nationale de voile et des sports nautiques.

La mise en place d'un contrat de performance entre le ministère chargé des sports et chacune de ces écoles est prévu pour 2009 en ce qui concerne l'ENSA et pour 2010 pour les deux autres écoles.

**L'Ecole nationale d'équitation (ENE) a pour principales missions :**

- de contribuer à l'élaboration pédagogique et à la conduite des formations dans le champ de l'enseignement de l'équitation ;
- de concourir, en liaison avec la Fédération française d'équitation, au développement du sport de haut niveau en équitation. A ce titre, 3 pôles France et 3 pôles Espoirs sont implantés à l'école ;
- d'assurer le maintien et le rayonnement de l'équitation française, notamment en assurant la gestion et la promotion du « Cadre noir ».

Des programmes de recherche appliquée, technique et pédagogique et la constitution d'un fonds documentaire contribuent à la réalisation de ces missions.

Ainsi, l'activité de l'école s'inscrit principalement dans l'action n°4 du programme sport (promotion des métiers du sport) et, dans une moindre mesure, dans l'action n°2 (développement du sport de haut niveau).

Dans le cadre de la conduite de ses missions, l'ENE développe des partenariats avec le ministère de la défense et le ministère de l'agriculture et de la pêche ainsi qu'avec le mouvement sportif national : fédération française d'équitation, fédération française handisport.

**L'Ecole nationale de ski et d'alpinisme (ENSA)** œuvre principalement dans le champ de la formation et de la certification des professionnels de la montagne. A ce titre, l'école élabore les méthodes d'enseignement en matière de ski et de sports de montagne. Elle met en œuvre les actions de formation à destination des candidats aux différents diplômes d'Etat nécessaires pour enseigner ces disciplines sur le territoire national.

L'activité de l'ENSA s'inscrit essentiellement dans l'action n°4 du programme sport.

De plus, en développant son centre de documentation (plus de 41 000 documents sont en cours de numérisation), en conduisant des actions de recherche dans les secteurs technologique et médical, en assurant le secrétariat du conseil supérieur des sports de montagne (CSSM) et en accueillant les services du système national d'observation de la sécurité en montagne (SNOM), l'ENSA se positionne en véritable pôle d'expertise des sports de montagne.

Enfin, en accueillant régulièrement les membres des équipes de France de ski, des alpinistes de haut niveau ainsi que les entraîneurs de haut niveau de ces disciplines, l'école contribue au développement du sport de haut niveau.

**L'Ecole nationale de voile et des sports nautiques (ENVSN)** a pour mission la formation et le perfectionnement des professionnels et des autres acteurs du nautisme dans les domaines de l'animation, de l'entraînement, du développement sportif et de la gestion des structures nautiques.

L'ENVSN contribue également à la mise en œuvre des politiques sportives des fédérations nautiques, au développement du nautisme en général et à la protection de ses usagers. Par son action, elle contribue au respect de l'espace naturel littoral dans une politique de développement durable.

Pour ce faire, elle développe des recherches appliquées dans les domaines de la performance sportive et de l'ingénierie de formation ; elle anime et enrichit un centre de ressources techniques, scientifiques, pédagogiques et juridiques indispensables à la pratique sportive nautique.

Ainsi, l'activité de l'ENVSN s'inscrit principalement dans l'action n°4 du programme sport (promotion des métiers du sport). En accueillant un pôle France et un pôle Espoirs de voile dans ses murs, l'école concourt au perfectionnement des sportifs et à l'amélioration des performances internationales obtenus dans ce sport.

Au-delà des moyens de fonctionnement globaux à hauteur de 6,863 M€, le ministère financera, sur le programme « Sport », en 2009, les trois écoles pour leur participation aux dispositifs suivants : relations internationales (0,05 M€ prévus sur l'action 1) ; filières de haut niveau (0,25 M€ prévus sur l'action 2) ; bourses de formation initiale conduisant aux qualifications sportives (0,205 M€ prévus sur l'action 4) et actions de formation et d'ingénierie pédagogique (0,174 M€ prévus sur l'action 4).

## FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(En milliers d'euros)

Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Exécution 2007		LFI 2008		PLF 2009	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
<b>Action n° 01 : Promotion du sport pour le plus grand nombre</b>	<b>55</b>	<b>55</b>	<b>80</b>	<b>80</b>	<b>50</b>	<b>50</b>
Subventions pour charges de service public	30	30	80	80	50	50
Transferts	25	25				
<b>Action n° 02 : Développement du sport de haut niveau</b>	<b>751</b>	<b>751</b>	<b>304</b>	<b>304</b>	<b>250</b>	<b>250</b>
Subventions pour charges de service public	751	751	304	304	250	250
<b>Action n° 03 : Prévention par le sport et protection des sportifs</b>	<b>22</b>	<b>22</b>				
Subventions pour charges de service public	22	22				
<b>Action n° 04 : Promotion des métiers du sport</b>	<b>6 702</b>	<b>6 702</b>	<b>6 915</b>	<b>6 915</b>	<b>7 242</b>	<b>7 242</b>
Subventions pour charges de service public	6 702	6 702	6 668	6 668	7 037	7 037
Transferts			247	247	205	205
<b>Totaux</b>	<b>7 530</b>	<b>7 530</b>	<b>7 299</b>	<b>7 299</b>	<b>7 542</b>	<b>7 542</b>

## BUDGET PRÉVISIONNEL 2008 DE L'OPÉRATEUR

## Compte de résultat

(En milliers d'euros)

Dépenses	Exécution 2007	Budget prévisionnel 2008	Recettes	Exécution 2007	Budget prévisionnel 2008
Personnel	6 053	6 698	Ressources de l'État	7 079	7 261
Fonctionnement	8 473	8 797	- subventions de l'État	7 079	7 261
Intervention			- ressources fiscales		
			Autres subventions	684	840
			Ressources propres et autres	7 677	7 403
<b>Total des dépenses</b>	<b>14 526</b>	<b>15 495</b>	<b>Total des recettes</b>	<b>15 440</b>	<b>15 504</b>
Résultat : bénéfice	914	9	Résultat : perte		
Total équilibre du CR	<b>15 440</b>	<b>15 504</b>	Total équilibre du CR	<b>15 440</b>	<b>15 504</b>

## Tableau de financement abrégé

(En milliers d'euros)

Emplois	Exécution 2007	Budget prévisionnel 2008	Ressources	Exécution 2007	Budget prévisionnel 2008
Insuffisance d'autofinancement			Capacité d'autofinancement	1 751	668
Investissements	1 600	1 889	Ressources de l'État	489	409
			Autres subv. d'investissement et dotations	179	183
			Autres ressources	59	222
<b>Total des emplois</b>	<b>1 600</b>	<b>1 889</b>	<b>Total des ressources</b>	<b>2 478</b>	<b>1 482</b>
Apport au fonds de roulement	878		Prélèvement sur le fonds de roulement		407

## DÉPENSES 2008 DE L'OPÉRATEUR PRÉSENTÉES PAR DESTINATION

Avertissement : Les dépenses 2008 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actif.

## Dépenses 2008 de l'opérateur

(En milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
Formation	3 046	4 066		559	<b>7 671</b>
Non ventilé	3 224	2 841		1 148	<b>7 213</b>
Sport de haut niveau	428	437		182	<b>1 047</b>
<b>Totaux</b>	<b>6 698</b>	<b>7 344</b>		<b>1 889</b>	<b>15 931</b>

Les écoles exercent leur activité principalement dans le domaine de la formation (48,2% des dépenses cumulées), la part du haut niveau étant beaucoup plus modeste (6,6% des dépenses cumulées). Les dépenses non ventilées (45,2%) concernent d'abord l'activité du cadre noir (2,7 M€), puis le développement des pratiques sportives conduit par l'ENE et l'ENVSU et enfin des dépenses générales de fonctionnement et d'investissement non ventilables par destination.

## CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2007	Budget prévisionnel 2008 *	Prévision 2009
Emplois rémunérés par l'opérateur	180		
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur		183	182
<i>dont emplois sous plafond opérateurs</i>		180	179
<i>dont emplois hors plafond opérateurs</i>		3	3
Autres emplois (ETPT) en fonction dans l'opérateur	137	136	136
<i>dont emplois rémunérés par l'État par les autres   programmes de rattachement</i>	137	136	136

\* Les emplois rémunérés par les opérateurs sont présentés à titre indicatif pour 2008 selon les modalités prévues pour 2009.

## INSEP - INSTITUT NATIONAL DU SPORT ET DE L'ÉDUCATION PHYSIQUE

**L'institut national du sport et de l'éducation physique (INSEP)**, en tant qu'opérateur du programme « sport », participe à la mise en œuvre de la politique nationale de développement des activités physiques et sportives, particulièrement dans le domaine du sport de haut niveau. Son intervention s'inscrit principalement dans les actions n°2 et 4 du programme sport, avec pour objectifs principaux :

- d'améliorer le rang de la France dans les grandes compétitions internationales ;
- de contribuer à la préservation de la santé des sportifs ;
- de rendre plus efficace le double projet réussite sportive et réussite professionnelle que l'Institut développe de manière emblématique au profit des sportifs de haut niveau.

De plus, l'INSEP effectue des recherches et participe à la diffusion des connaissances dans le champ des activités physiques et sportives, conçoit et met en œuvre des actions de formation au bénéfice des sportifs et des cadres de haut niveau. Il assure également un service de traitement, de traumatologie sportive et de rééducation au sein du département médical. L'implantation de l'Institut de recherche biomédicale et d'épidémiologie du sport (IRMES) et de l'unité de soutien à la préparation olympique et paralympique (POP) au sein même de l'INSEP renforce le rayonnement national et international de cet établissement dans les secteurs de la recherche liée au sport et de l'excellence sportive.

Sur la saison 2007/2008, 720 sportifs ont bénéficié des services de l'INSEP, dont 620 en qualité d'inscrit dans l'un des 26 pôles France des filières d'accès au sport de haut niveau des disciplines olympiques. En 2008-2009, les effectifs de l'INSEP resteront stables notamment en raison de la poursuite du programme de rénovation de l'établissement, engagé en 2007, et qui ne s'achèvera qu'en 2010.

Le programme de rénovation de l'établissement poursuit trois objectifs :

- une meilleure insertion au sein du bois de Vincennes (30 hectares), en exploitant au mieux ses atouts ;
- la réorganisation fonctionnelle de l'Institut en distinguant les lieux de vie (hébergement et restauration), les terrains d'entraînement et les lieux de formation et en mettant à niveau ces équipements au bénéfice des athlètes ;
- la prise en compte du développement durable.

Le financement est majoritairement public : les équipements sportifs sont financés par l'État (programme Sport) totalisant près de 70 M€, tandis que la rénovation et la construction des équipements fonctionnels et logistiques font l'objet d'un contrat de partenariat public-privé avec la société Sport-Partenariat (GTM) pour un montant total de 88 M€ en AE, sur lesquels 20 M€ de CP sont avancés par l'État. En contrepartie de l'investissement et de l'exploitation des équipements fonctionnels et logistiques, l'Etat verse un loyer, depuis 2008, qui atteindra environ 11 M€ par an en régime de croisière pour une période de 30 ans.

Le contrat de performance, actuellement en cours de finalisation, va s'appliquer dès 2009 pour une durée de trois ans. Les principaux objectifs poursuivis par cette démarche sont :

- de mesurer le niveau de contribution de l'institut dans l'atteinte de certains objectifs du programme sport (rang de la France et préservation de la santé des sportifs) ;

- de déterminer les indicateurs de performance propres à l'établissement et de définir les cibles à atteindre pour chacun d'eux ;
- de procéder à une ventilation par activité du budget de l'établissement, en recettes et en dépenses, et des moyens humains disponibles dans l'établissement.

La subvention de fonctionnement de l'établissement, imputée sur l'action 2, reste en 2009 à un niveau élevé avec un montant prévisionnel de 3,5 M€ afin de couvrir les dépenses supplémentaires et pertes de recettes prévues pendant la période des travaux de rénovation.

La ventilation des 4,4 M€ de financement prévu pour l'établissement en 2009 par action du programme « Sport » est la suivante : 0,075 M€ sur l'action 1 (relations internationales, documentation) ; 3,74 M€ sur l'action 2 (dont 3,5 M€ de subvention de fonctionnement et 0,24 M€ pour les filières de haut niveau et la recherche) ; 0,2 M€ pour la recherche médicale sur l'action 3 (IRMES) ; 0,25 M€ sur l'action 4 (dont 0,15 M€ de bourses de formation initiale conduisant aux qualifications sportives et 0,1 M€ d'actions de formation et d'ingénierie pédagogique). Par ailleurs, il est prévu une subvention de 0,15 M€ imputée sur le programme « conduite et pilotage » destinée à financer des actions de formation des personnels organisées et/ou accueillies par l'établissement dans le cadre du Plan national de Formation (PNF) des personnels du ministère.

La subvention de fonctionnement de l'établissement, imputée sur l'action 2, reste en 2009 à un niveau élevé avec un montant prévisionnel de 3,5 M€ afin de couvrir les dépenses supplémentaires et pertes de recettes prévues pendant la période des travaux de rénovation.

## FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(En milliers d'euros)

Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Exécution 2007		LFI 2008		PLF 2009	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
<b>Action n° 01 : Promotion du sport pour le plus grand nombre</b>	<b>113</b>	<b>91</b>	<b>90</b>	<b>90</b>	<b>75</b>	<b>75</b>
Subventions pour charges de service public	113	91	90	90	75	75
<b>Action n° 02 : Développement du sport de haut niveau</b>	<b>3 247</b>	<b>3 247</b>	<b>5 481</b>	<b>5 481</b>	<b>3 740</b>	<b>3 740</b>
Subventions pour charges de service public	3 247	3 247	5 481	5 481	3 740	3 740
<b>Action n° 03 : Prévention par le sport et protection des sportifs</b>	<b>101</b>	<b>101</b>	<b>200</b>	<b>200</b>	<b>200</b>	<b>200</b>
Subventions pour charges de service public	101	101	200	200	200	200
<b>Action n° 04 : Promotion des métiers du sport</b>	<b>268</b>	<b>268</b>	<b>230</b>	<b>230</b>	<b>250</b>	<b>250</b>
Subventions pour charges de service public	268	268	90	90	100	100
Transferts			140	140	150	150
<b>Totaux pour ce programme</b>	<b>3 729</b>	<b>3 707</b>	<b>6 001</b>	<b>6 001</b>	<b>4 265</b>	<b>4 265</b>
<b>Programme 210 : Conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative</b>	<b>710</b>	<b>710</b>	<b>184</b>	<b>184</b>	<b>150</b>	<b>150</b>
Subventions pour charges de service public	710	710	184	184	150	150
<b>Totaux</b>	<b>4 439</b>	<b>4 417</b>	<b>6 185</b>	<b>6 185</b>	<b>4 415</b>	<b>4 415</b>

## BUDGET PRÉVISIONNEL 2008 DE L'OPÉRATEUR

## Compte de résultat

(En milliers d'euros)

Dépenses	Exécution 2007	Budget prévisionnel 2008	Recettes	Exécution 2007	Budget prévisionnel 2008
Personnel	695	1 304	Ressources de l'État	4 428	5 111
Fonctionnement	8 099	12 277	- subventions de l'État	4 428	5 111
Intervention			- ressources fiscales		
			Autres subventions	1 299	3 180
			Ressources propres et autres	5 294	5 290
<b>Total des dépenses</b>	<b>8 794</b>	<b>13 581</b>	<b>Total des recettes</b>	<b>11 021</b>	<b>13 581</b>
Résultat : bénéfice	2 227		Résultat : perte		
Total équilibre du CR	<b>11 021</b>	<b>13 581</b>	Total équilibre du CR	<b>11 021</b>	<b>13 581</b>

## Tableau de financement abrégé

(En milliers d'euros)

Emplois	Exécution 2007	Budget prévisionnel 2008	Ressources	Exécution 2007	Budget prévisionnel 2008
Insuffisance d'autofinancement			Capacité d'autofinancement	3 118	893
Investissements	1 096	5 240	Ressources de l'État		801
			Autres subv. d'investissement et dotations	107	364
			Autres ressources	1	
<b>Total des emplois</b>	<b>1 096</b>	<b>5 240</b>	<b>Total des ressources</b>	<b>3 226</b>	<b>2 058</b>
Apport au fonds de roulement	2 130		Prélèvement sur le fonds de roulement		3 182

Les tableaux, ci-dessus, sont renseignés en intégrant notamment les éléments de la décision modificative n° 1 (+22% par rapport au BP 2008)

## DÉPENSES 2008 DE L'OPÉRATEUR PRÉSENTÉES PAR DESTINATION

Avertissement : Les dépenses 2008 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actif.

## Dépenses 2008 de l'opérateur

(En milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
Formation	391	3 391		1 572	<b>5 354</b>
Logistique	130	1 130		524	<b>1 784</b>
Sport de haut niveau	783	6 782		3 144	<b>10 709</b>
<b>Totaux</b>	<b>1 304</b>	<b>11 303</b>		<b>5 240</b>	<b>17 847</b>

La répartition par destination s'appuie sur les travaux en cours relatif au contrat de performance avec l'INSEP qui font état d'une clé de répartition des dépenses de l'établissement de 60% pour le sport de haut niveau, 30% pour la formation et 10% pour la logistique.

## ■ CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2007	Budget prévisionnel 2008 *	Prévision 2009
Emplois rémunérés par l'opérateur	24		
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur		19	19
<i>dont emplois sous plafond opérateurs</i>		19	19
Autres emplois (ETPT) en fonction dans l'opérateur	361	311	293
<i>dont emplois rémunérés par l'État par les autres programmes de rattachement</i>	361	311	293

\* Les emplois rémunérés par les opérateurs sont présentés à titre indicatif pour 2008 selon les modalités prévues pour 2009.

La diminution des emplois correspond au départ des personnels administratifs et TOS dans le cadre du plan d'externalisation des métiers de service prévu par le contrat de partenariat public-privé signé en fin d'année 2006.



## ANALYSE DES COÛTS DU PROGRAMME ET DES ACTIONS

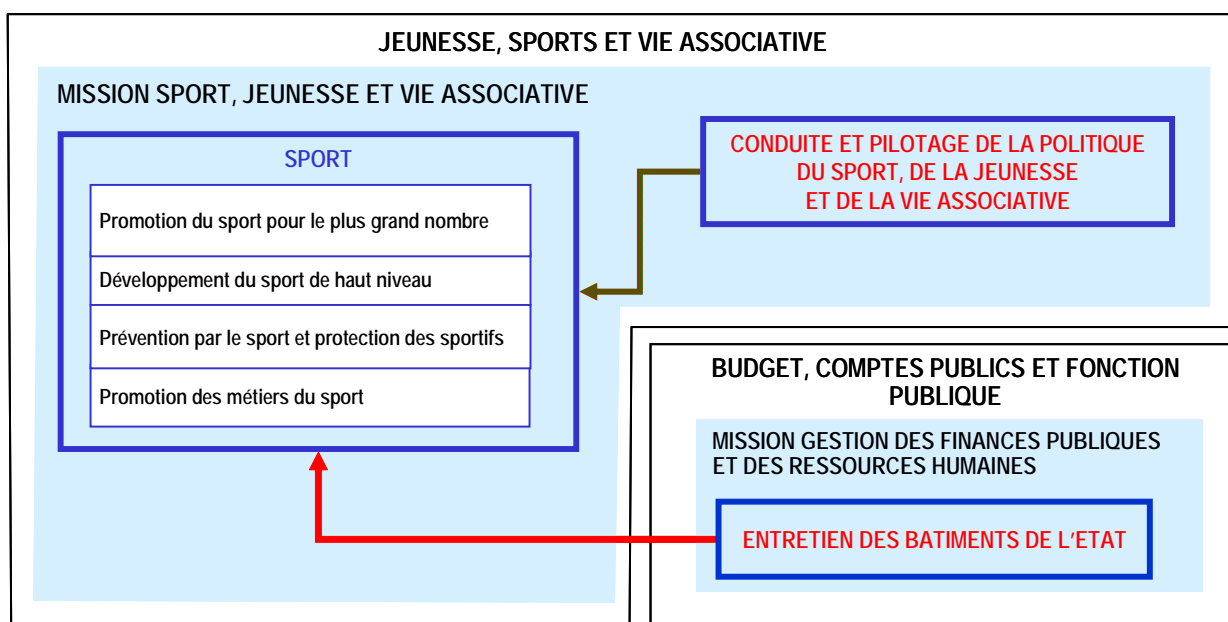
### Avertissement

Sont décrites ici les dépenses prévisionnelles pour chaque action, après ventilation des crédits (comprenant autant que de besoin les évaluations de fonds de concours et attributions de produits) des actions de conduite, pilotage, soutien ou de services polyvalents vers les actions de politique publique. Cette description comporte trois volets : la cartographie des liens vers ou depuis les actions du programme, un tableau de synthèse et les commentaires explicatifs. Les données ont été élaborées par les ministères en charge des programmes, en concertation avec le ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique.

S'appuyant sur des principes et des méthodes définis au plan interministériel, la démarche pragmatique adoptée pour les projets de loi de finances précédents, faisant porter l'effort sur l'identification des enjeux pertinents en termes politiques et financiers, est reconduite et approfondie. L'analyse des coûts doit être envisagée comme une démarche progressive, dont la précision évoluera au fil des exercices, dès lors que les phases d'exécution permettront de valider les méthodes et de se référer à des données comptables.

### SCHEMA DE DEVERSEMENT ANALYTIQUE DU PROGRAMME

Ce schéma représente les liens entre les actions du programme et avec des actions d'autres programmes.



## PRÉSENTATION DES CRÉDITS DE PAIEMENT CONCOURANT À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE

Intitulé de l'action	PLF 2009 crédits directs (y.c. FDC et ADP)	Ventilation des crédits de pilotage, de soutien et/ou de polyvalence		PLF 2009 après ventilation (y.c. FDC et ADP)	LFI 2008 après ventilation (y.c. FDC et ADP)
		au sein du programme	entre programmes		
Promotion du sport pour le plus grand nombre	25 634 000		+120 303 181	+145 937 181	+145 998 622
Développement du sport de haut niveau	172 091 000	-1 225 000	+85 930 843	+256 796 843	+238 992 092
Prévention par le sport et protection des sportifs	14 969 000		+41 246 805	+56 215 805	+55 735 487
Promotion des métiers du sport	19 244 000	+1 225 000	+96 242 545	+116 711 545	+113 936 086
<b>Totaux</b>	<b>231 938 000</b>	<b>0</b>	<b>+343 723 374</b>	<b>575 661 374</b>	<b>554 662 287</b>

Ventilation des crédits de pilotage, de soutien et/ou de polyvalence vers (+) ou en provenance (-) d'autres programmes	<b>-343 723 374</b>
Conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative (Mission « Sport, jeunesse et vie associative »)	-343 553 279
Entretien des bâtiments de l'État (Mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines »)	-170 095

## OBSERVATIONS

Le programme « Sport » a pour finalité de contribuer au développement du sport dans ses composantes « sport pour tous » et « sport de haut niveau », dans des conditions de sécurité et d'encadrement permettant le respect de l'intégrité des personnes et des valeurs éthiques, valeurs qui élèvent le sport au rang d'outil d'éducation et d'insertion sociale.

La subvention pour charges de service public versée à l'INSEP (Institut national du sport et de l'éducation physique) est rattachée à l'action 02.

Cependant, l'établissement utilisant une partie (35 %) de ses ressources de fonctionnement à des actions de formation, il peut donc être envisagé de déverser 35 % de la subvention allouée par le ministère sur l'action 04 du programme (Promotion des métiers du sport).

Ce déversement interne, assis sur des éléments budgétaires, permet de donner une lisibilité plus fidèle et représentative de la réalité du travail mené par les agents de l'INSEP, notamment quant à la formation, qui relève des missions prioritaires du secteur jeunesse, sport et vie associative du ministère.

Par ailleurs, les crédits de personnels et de fonctionnement concourant à la mise en œuvre de la politique publique du sport sont regroupées pour des raisons essentiellement techniques au sein du programme « Conduite et pilotage de la politique, du sport, de la jeunesse et de la vie associative ».

Aussi est-il nécessaire, en analyse des coûts, de déverser au sein du programme « Sport » la part correspondante du programme « Conduite et pilotage de la politique, du sport, de la jeunesse et de la vie associative » afin d'en améliorer la lisibilité et la cohérence pour les parlementaires.

Pour ce déversement externe, à l'instar de ce qui avait été proposé pour les PLF 2006, 2007 et 2008, des clefs de répartition sont nécessaires pour procéder à ce déversement. Elles ont été définies sur la base des résultats issus d'enquêtes spécifiques permettant d'apprécier la ventilation du temps de travail des agents du secteur jeunesse, sport et vie associative du ministère par programme et même par action. L'ensemble des structures concernées (services déconcentrés et établissements) a été destinataire, pour se faire, d'une instruction accompagnée d'un guide méthodologique.

Ces enquêtes « temps » ont, de plus, été étendues aux contrats de préparation olympique comme l'avait demandé le CIAP dans son audit de décembre 2005, reflétant ainsi le poids relatif de tous les personnels.

Ces enquêtes ont confirmé les clefs arrêtées pour le PLF 2007 et ont été reconduites pour les PLF 2008 et 2009.

Ainsi, sont déversés dans le programme « Sport » les crédits de rémunération des personnels dont l'activité concourt à la mise en œuvre du programme sport, soit :

- 94 % des crédits de l'action 01 « Personnels du programme Sport » du programme « Conduite et pilotage de la politique, du sport, de la jeunesse et de la vie associative »,
- 7 % des crédits de l'action 02 « Personnels du programme Jeunesse et vie associative » du programme « Conduite et pilotage de la politique, du sport, de la jeunesse et de la vie associative ».

Par ailleurs, les crédits des actions 03, « Personnels du programme conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative », 04, « Recrutement, formation et action sociale des personnels du ministère » et 05, « Logistique, investissements et moyens généraux de l'administration centrale et des services déconcentrés » sont déversés à hauteur de 32 %.

Ils correspondent au nombre d'heures travaillées pour ce programme par l'ensemble des agents de la mission.

Un programme 309 «Entretien des bâtiments de l'État » (qui relève de la mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines ») ayant été créé en 2009, sous la responsabilité du service France Domaine, un BOP ministériel "Sport, Jeunesse et Vie associative" est ouvert au sein de ce programme 309. Il sera doté de 0,25 M€ en 2009.

En conséquence, un déversement les crédits correspondant du programme «Entretien des bâtiments de l'État » est effectué en analyse des coûts directement sur les programmes de politique publique de la mission. Ce déversement représente 0,17 M€ pour le programme « Sport ».

Au sein du programme « Sport », les crédits du programme «Conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative » et du programme «Entretien des bâtiments de l'État» se répartissent comme suit :

Intitulé de l'action	
Promotion du sport pour le plus grand nombre	21 %
Développement du sport de haut niveau	15 %
Prévention par le sport et protection des sportifs	7 %
Promotion des métiers du sport	17 %

Le tableau ci-dessous permet de comparer la part des crédits de chaque action après les déversements des programmes « Conduite et pilotage » et «Entretien des bâtiments de l'État», au sein du programme « Sport » :

#### Part des crédits du programme par action

Intitulé de l'action	avant ventilation	après ventilation
Promotion du sport pour le plus grand nombre	11 %	25 %
Développement du sport de haut niveau	74 %	45 %
Prévention par le sport et protection des sportifs	6 %	10 %
Promotion des métiers du sport	8 %	20 %



## PROGRAMME 163

**JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE**

MINISTRE CONCERNÉ : ROSELYNE BACHELOT-NARQUIN, MINISTRE DE LA SANTÉ, DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE LA VIE ASSOCIATIVE

Présentation stratégique du projet annuel de performances	78
Présentation des crédits et des dépenses fiscales	80
Présentation du programme et des actions	88
Objectifs et indicateurs de performance	94
Justification au premier euro	100
Opérateurs	113
Analyse des coûts du programme et des actions	117

## PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DU PROJET ANNUEL DE PERFORMANCES

Yann DYEUVRE

Directeur de la jeunesse, l'éducation populaire et de la vie associative

Responsable du programme n° 163 : Jeunesse et vie associative

La stratégie du programme « jeunesse et vie associative » est poursuivie selon deux axes :

1er axe : aider les jeunes à devenir des citoyens actifs.

Permettre aux jeunes d'accomplir dans les meilleures conditions le parcours qui les mène de l'enfance à l'âge adulte constitue l'une des finalités poursuivie par le ministère à travers les politiques menées pour que les jeunes puissent connaître les possibilités qui s'offrent à eux, participer aux grands débats et aux choix de société, avoir accès aux divers aspects de la culture et faire reconnaître leurs engagements.

L'effort sera maintenu en 2009 dans les quatre domaines suivants: l'information jeunesse, par le biais d'un réseau structuré, notamment aux échelons national et régional et bien adapté aux attentes des publics jeunes, le soutien à la mobilité européenne et internationale avec l'objectif de favoriser leur insertion professionnelle et sociale, le soutien à la participation à la vie publique par le biais des conseils de la jeunesse et enfin le soutien à l'engagement par le biais d'un dispositif « Envie d'agir » rénové.

2e axe : favoriser le maintien du lien social en aidant l'action des associations et les projets éducatifs des collectivités territoriales.

Le maintien comme le développement du lien social sont largement assurés grâce à l'action menée par les associations dans les domaines de l'accès à la culture sous toutes ses formes, de la lutte contre les discriminations et l'exclusion des personnes handicapées. Les associations, qui agissent au plus près du terrain et au contact direct de ceux et celles auxquels elles s'adressent, doivent être soutenues car leurs actions constituent de précieux auxiliaires des politiques publiques. Par ailleurs, la participation à la vie d'une association constitue une véritable école de la démocratie et de l'engagement en même temps qu'elle peut permettre l'acquisition de compétences susceptibles de validation.

Les collectivités territoriales, autres acteurs essentiels des politiques de cohésion sociale, apportent également leur soutien aux projets associatifs et aux politiques éducatives locales.

L'effort sera poursuivi en 2009, d'une part, en direction du tissu associatif national ou local, via des mesures de soutien aux projets, à l'emploi et à la qualification de l'encadrement, et d'autre part, au profit de politiques éducatives territoriales orientées en priorité vers les quartiers les plus défavorisés et les territoires ruraux enclavés.

Dans le cadre de la révision générale des politiques publiques, un certain nombre de mesures ont été identifiées pour améliorer l'efficacité de la dépense publique en matière de jeunesse et de vie associative. Il s'agit notamment des actions visant à éviter le saupoudrage des aides ou la dispersion des moyens avec une coordination insuffisante entre les différents acteurs. Ces choix stratégiques se traduisent par des économies dans le budget triennal 2009-2011.

La principale difficulté du programme porte sur les moyens d'identifier l'impact réel de l'action. Le choix d'indicateurs susceptibles de valoriser précisément l'impact du programme sur les populations est rendu délicat car ce dernier n'a pas le monopole d'action en matière de politiques de la jeunesse ou de la vie associative. Il s'avère donc souvent difficile de dégager une spécificité des actions impulsées par le ministère en charge de la jeunesse ou encore de définir des cibles proportionnées à son intervention.

## RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

<b>OBJECTIF 1</b>	<b>Fournir une information de qualité aux jeunes et aux usagers institutionnels</b>
INDICATEUR 1.1	Qualité de service rendu pour l'information relative à la vie associative
INDICATEUR 1.2	Qualité de service rendu par le réseau d'information jeunesse
<b>OBJECTIF 2</b>	<b>Soutenir les projets et les échanges internationaux de jeunes</b>
INDICATEUR 2.1	Développement des projets à finalité professionnelle dans le cadre du dispositif "Envie d'agir"
INDICATEUR 2.2	Rapport du coût de fonctionnement des offices au nombre de jeunes échangés
<b>OBJECTIF 3</b>	<b>Rechercher l'optimisation des postes FONJEP</b>
INDICATEUR 3.1	Nombre de départements ayant une dotation en postes FONJEP comprise entre 80% et 120% d'une dotation théorique
INDICATEUR 3.2	Taux de rotation des postes FONJEP du programme "jeunesse et vie associative"
<b>OBJECTIF 4</b>	<b>Améliorer la sécurité des mineurs accueillis collectivement à l'occasion des vacances scolaires et des loisirs</b>
INDICATEUR 4.1	Nombre de contrôles / nombre d'accueils déclarés
INDICATEUR 4.2	Nombre d'injonctions / nombre de contrôles
<b>OBJECTIF 5</b>	<b>Adapter l'offre de formation afin de favoriser l'insertion professionnelle</b>
INDICATEUR 5.1	Proportion de diplômés qui occupent effectivement un emploi en rapport avec la qualification obtenue après la délivrance du diplôme
<b>OBJECTIF 6</b>	<b>Optimiser les coûts de gestion des subventions allouées aux associations</b>
INDICATEUR 6.1	Répartition des subventions déconcentrées par montant alloué

## Jeunesse et vie associative

Programme n° 163 PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

## PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

## 2009 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS DEMANDÉS

## 2009 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2009	FDC et ADP attendus en 2009
01	Développement de la vie associative	700 000		15 060 000	15 760 000	
02	Promotion des actions en faveur de la jeunesse	4 601 000		44 900 000	49 501 000	
03	Promotion des actions en faveur de l'éducation populaire	2 418 000		41 700 000	44 118 000	
05	Promotion de l'animation et de l'encadrement associatif	800 000		8 300 000	9 100 000	
Totaux		8 519 000		109 960 000	118 479 000	

## 2009 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2009	FDC et ADP attendus en 2009
01	Développement de la vie associative	700 000		15 060 000	15 760 000	
02	Promotion des actions en faveur de la jeunesse	4 600 000		45 440 000	50 040 000	
03	Promotion des actions en faveur de l'éducation populaire	2 418 000	106 000	41 700 000	44 224 000	
05	Promotion de l'animation et de l'encadrement associatif	800 000		8 300 000	9 100 000	
Totaux		8 518 000	106 000	110 500 000	119 124 000	



## 2008 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LOI DE FINANCES INITIALE RETRAITÉE)

## 2008 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2008	Prévisions FDC et ADP 2008
01	Développement de la vie associative	848 284	17 438 192	18 286 476	
02	Promotion des actions en faveur de la jeunesse	6 105 261	52 939 204	59 044 465	
03	Promotion des actions en faveur de l'éducation populaire	2 411 245	44 678 300	47 089 545	
05	Promotion de l'animation et de l'encadrement associatif	823 754	8 926 666	9 750 420	
Totaux		10 188 544	123 982 362	134 170 906	

## 2008 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2008	Prévisions FDC et ADP 2008
01	Développement de la vie associative	848 284	17 438 192	18 286 476	
02	Promotion des actions en faveur de la jeunesse	6 105 261	52 788 545	58 893 806	
03	Promotion des actions en faveur de l'éducation populaire	2 411 245	44 678 300	47 089 545	
05	Promotion de l'animation et de l'encadrement associatif	823 754	8 926 666	9 750 420	
Totaux		10 188 544	123 831 703	134 020 247	

## PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR TITRE ET CATÉGORIE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Consommées en 2007	Ouvertes en LFI pour 2008 retraitée	Demandées pour 2009	Consommés en 2007	Ouverts en LFI pour 2008 retraitée	Demandés pour 2009
<b>Titre 3. Dépenses de fonctionnement</b>		10 188 544	8 519 000		10 188 544	8 518 000
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		5 012 372	3 719 000		5 012 372	3 718 000
Subventions pour charges de service public		5 176 172	4 800 000		5 176 172	4 800 000
<b>Titre 5. Dépenses d'investissement</b>						106 000
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État						106 000
<b>Titre 6. Dépenses d'intervention</b>		123 982 362	109 960 000		123 831 703	110 500 000
Transferts aux ménages		14 173 000	8 800 000		14 173 000	8 800 000
Transferts aux collectivités territoriales		8 645 504	8 000 000		8 645 504	8 000 000
Transferts aux autres collectivités		101 163 858	93 160 000		101 013 199	93 700 000
<b>Totaux</b>		<b>134 170 906</b>	<b>118 479 000</b>		<b>134 020 247</b>	<b>119 124 000</b>

DÉPENSES FISCALES<sup>3</sup>

## Avertissement

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, les chiffrages des dépenses fiscales ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.

Les chiffrages présentés pour 2009 ont été réalisés sur la base des seules mesures votées avant le dépôt du projet de loi de finances pour 2009. L'impact des dispositions fiscales de ce dernier sur les recettes 2009 est, pour sa part, présenté dans les tomes I et II de l'annexe « Évaluation des Voies et Moyens ».

## DÉPENSES FISCALES PRINCIPALES SUR IMPÔTS D'ÉTAT (14)

(En millions d'euros)

Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière principale		Chiffre pour 2007	Chiffre pour 2008	Chiffre pour 2009
110201	<b>Réduction d'impôt au titre des dons</b> Impôt sur le revenu <i>Objectif : Aider les associations d'intérêt général</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 5 175 000 ménages - Méthode de chiffrage : Simulation - Fiabilité : Très bonne - Création : 1948 - Dernière modification : 2008 - CGI : 200</i>	835	950	950
210309	<b>Réduction d'impôt au titre des dons faits par les entreprises à des œuvres ou organismes d'intérêt général</b> Impôt sur le revenu et impôt sur les sociétés <i>Objectif : Aider les associations d'intérêt général</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 12 000 entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 2003 - Dernière modification : 2008 - CGI : 238 bis-1 et 4</i>	235	250	250
400203	<b>Réduction d'impôt au titre de certains dons</b> Impôt de solidarité sur la fortune <i>Objectif : Aider les associations d'intérêt général</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 0 ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Changement de méthode - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 2007 - Dernière modification : 2008 - CGI : 885-0 V bis A-I, II, IV et V</i>	-	40	40
300211	<b>Exonération en matière d'impôt sur les sociétés des revenus patrimoniaux perçus par les fondations reconnues d'utilité publique et les fonds de dotation au titre des activités non lucratives</b> Impôt sur les sociétés <i>Objectif : Aider les organismes sans but lucratif</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 2004 - Dernière modification : 2008 - CGI : 206-1 bis</i>	30	30	30
520121	<b>Exonération au bénéfice du donataire des dons ouvrant droit, pour le donateur, à la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune</b> Droits d'enregistrement et de timbre <i>Objectif : Aider les organismes d'intérêt général</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 2007 - Dernière modification : 2007 - CGI : 757 C</i>	5	10	10
320105	<b>Taxation à un taux réduit des produits de titres de créances négociables sur un marché réglementé, perçus par des organismes sans but lucratif</b> Impôt sur les sociétés <i>Objectif : Aider les organismes sans but lucratif</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 1951 - Dernière modification : 2004 - CGI : 219 bis</i>	10	10	10

<sup>3</sup> Les dépenses fiscales ont été associées à ce programme conformément aux finalités poursuivies par ce dernier.

« ε » : coût inférieur à 0,5 million d'euros ; « - » : dépense fiscale supprimée ou non encore créée ; « nc » : non chiffrable.

## Jeunesse et vie associative

Programme n° 163 PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

(En millions d'euros)

Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière principale		Chiffre pour 2007	Chiffre pour 2008	Chiffre pour 2009
720203	<b>Exonération des publications des collectivités publiques et des organismes à but non lucratif</b> Taxe sur la valeur ajoutée <i>Objectif : Aider les collectivités locales et les organismes à but non lucratif</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 1976 - Dernière modification : 1976 - CGI : 298 duodecies</i>	1	1	1
530209	<b>Exonération du droit d'enregistrement de 1,10 % pour les ventes publiques d'objet d'art, d'antiquité ou de collection réalisées au profit de certains organismes d'intérêt général ayant une vocation humanitaire d'assistance ou de bienfaisance</b> Droits d'enregistrement et de timbre <i>Objectif : Aider les organismes d'intérêt général ayant une vocation humanitaire, d'assistance ou de bienfaisance</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 1963 - Dernière modification : 2000 - CGI : 733-2°</i>	€	€	€
520114	<b>Abattement sur la part nette de l'héritier à concurrence du montant des dons effectués au profit de fondations, de certaines associations, de certains organismes reconnus d'utilité publique, des organismes mentionnés à l'article 794 du C.G.I., de l'Etat et de ses établissements publics</b> Droits d'enregistrement et de timbre <i>Objectif : Aider les organismes d'utilité publique</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 1973 - Dernière modification : 2006 - CGI : 788-III</i>	€	€	€
320106	<b>Franchise et décote applicables à l'impôt dû par les organismes sans but lucratif</b> Impôt sur les sociétés <i>Objectif : Aider les organismes sans but lucratif</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 1965 - Dernière modification : 2000 - CGI : 219 bis-II</i>	€	€	€
740105	<b>Franchise en base pour les activités lucratives accessoires des associations sans but lucratif lorsque les recettes correspondantes n'excèdent pas 60 000 €</b> Taxe sur la valeur ajoutée <i>Objectif : Aider les organismes sans but lucratif</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) entreprises - Création : 1975 - Dernière modification : 2002 - CGI : 261-7-1°</i>	nc	nc	nc
520104	<b>Exonération des mutations en faveur de certaines collectivités locales, de certains organismes ou établissements publics ou d'utilité publique</b> Droits d'enregistrement et de timbre <i>Objectif : Aider certains organismes publics et collectivités locales</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) ménages - Création : 1923 - Dernière modification : 2008 - CGI : 794, 795-2°, 4°, 5°, 11° et 14°</i>	nc	nc	nc
420105	<b>Exonération de l'imposition forfaitaire annuelle des associations qui participent à l'animation de la vie sociale locale, des centres de gestion et associations agréés et des groupements d'employeurs</b> Imposition forfaitaire annuelle <i>Objectif : Aider les associations d'animation de la vie sociale locale, les centres de gestion et associations agréés et les groupements d'employeurs</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) entreprises - Création : 1980 - Dernière modification : 2005 - CGI : 223 octies</i>	nc	nc	nc
320116	<b>Franchise d'IS pour les activités lucratives accessoires des associations sans but lucratif lorsque les recettes correspondantes n'excèdent pas 60 000 €</b> Impôt sur les sociétés <i>Objectif : Aider les organismes sans but lucratif</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) entreprises - Création : 1948 - Dernière modification : 2000 - CGI : 206-1 bis</i>	nc	nc	nc
<b>Coût total des dépenses fiscales<sup>4</sup></b>		<b>1 116</b>	<b>1 291</b>	<b>1 291</b>

<sup>4</sup> Le « Coût total des dépenses fiscales » constitue une somme de dépenses fiscales dont les niveaux de fiabilité peuvent ne pas être identiques (cf. caractéristique « Fiabilité » indiquée pour chaque dépense fiscale). Il ne prend pas en compte les dispositifs inférieurs à 0,5 million d'euros (« € »). Par ailleurs, afin d'assurer une comparabilité d'une année sur l'autre, lorsqu'une dépense fiscale est non chiffrable (« nc »), le montant pris en compte dans le total correspond au dernier chiffrage connu (montant 2008 ou 2007) ; si aucun montant n'est connu, la valeur nulle est retenue dans le total. La portée du total s'avère enfin limitée en raison des interactions éventuelles entre dépenses fiscales. Il n'est donc indiqué qu'à titre d'ordre de grandeur et ne saurait être considéré comme une véritable sommation des dépenses fiscales du programme.

## DÉPENSES FISCALES SUBSIDIAIRES SUR IMPÔTS D'ÉTAT (1)

(En millions d'euros)

Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière subsidiaire		Chiffrage pour 2007	Chiffrage pour 2008	Chiffrage pour 2009
920101	<b>Exonération de taxe sur les messages passés pour le compte d'œuvres d'utilité publique à l'occasion de grandes campagnes nationales</b> Taxe sur la publicité télévisée <i>Objectif : Favoriser les dons aux organismes d'utilité publique</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) entreprises - Création : 1981 - Dernière modification : 2004 - CGI : 302 bis KA</i>	nc	nc	nc
<b>Coût total des dépenses fiscales</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

## ÉVALUATION DES DÉPENSES FISCALES À FORTS ENJEUX

### RÉDUCTION D'IMPÔT AU TITRE DES DONIS (110201)

#### OBJECTIF VISÉ

L'objectif de cette dépense fiscale créée en 1948 est de développer la part des ressources des œuvres et organismes issues de la générosité privée.

Cette mesure, a fait l'objet de très nombreuses modifications concernant :

- la forme de l'incitation : déduction du revenu imposable puis réduction d'impôt ;
- les bénéficiaires : œuvres, associations reconnues d'utilité publique, organismes d'intérêt général ;
- le plafond des dons : en fonction du revenu ou en valeur absolue.

Les principales modifications récentes ont été adoptées par la loi du 1er août 2003 sur le mécénat.

#### PERTINENCE ET NIVEAU D'ATTEINTE DE L'OBJECTIF

Il est difficile d'évaluer l'effet incitatif de la mesure. Toutefois, le volume des dons et leur part dans le financement des associations permettent de mesurer l'importance des dons, que cette mesure cherche à favoriser.

Les dons des particuliers et des entreprises comptabilisés par les associations (déclarés ou non par les donateurs) se sont élevés à 3 Mds € en 2005 contre 2,4 Mds € en 1998 soit + 25 %.

Leur part dans le budget des associations est modeste : environ 5% des budgets des associations, estimés à 60 Mds € en 2005. La répartition par secteur associatif est la suivante\* :

#### Pourcentage des dons dans chaque budget par secteur

Action caritative et humanitaire	Action sociale et santé	Culture	Sports	Loisirs et éducation populaire	Défense des droits et des causes	Éducation, formation, insertion	Défense des intérêts économiques	Autres
26	4	5	6	2	7	2	2	9

\*Source : Etude « le paysage associatif français » de V. TCHERNONOG, données 2005, publiée en 2007 et éditée chez Dalloz.

#### Éléments complémentaires :

- nombre de foyers déclarant des dons : 5,6 millions en 2006 (4,8 millions en 2003) : + 15 % ;
- montant des dons déclarés : 1,535 Md € en 2006 (1,137 Md € en 2003) : + 35 %.

**Jeunesse et vie associative**

Programme n° 163 | PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

**COÛT POUR LES FINANCES PUBLIQUES ET NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES**

Année des dons	2003		2005		2006	
Taux de réduction d'impôt	60%	66%	66%	75%	66%	75%
Dépense fiscale en M€	590 M€		700 M€		820 M€	
Montant total des dons des particuliers déclarés en M€	1 137 M€		1 468 M€		1 535,2 M€	
Répartition des dons par catégorie en M€	961 M€	176 M€	1 142 M€	326 M€	1 169,8 M€	365,4 M€
Nombre de foyers déclarant des dons	4,8 M		5,7 M		5,5 M	
Nombre de foyers déclarants par catégorie	3,6 M	1,2 M	3,7 M	1,9 M	3,6 M	1,9 M

\* Source : Direction générale des Impôts, chiffres publiés sur le site Internet « [www.impots.gouv.fr](http://www.impots.gouv.fr) » (déclarations agrégées)

\*\* Il convient de préciser toutefois que seuls les foyers imposables bénéficient de la réduction d'impôt. Le CERPHI évalue à 800 000 le nombre de foyers non imposables déclarant des dons et ne bénéficiant donc pas de la mesure d'incitation.

S'agissant des dons déclarés au titre des revenus 2006, le coût moyen\*\* par bénéficiaire s'établit donc à 149 € pour chacun des 5,5 millions de foyers concernés. La fiabilité du chiffrage de la mesure est jugée très satisfaisante.

## ■ RÉDUCTION D'IMPÔT AU TITRE DES DONNÉS FAITS PAR LES ENTREPRISES À DES ŒUVRES OU ORGANISMES D'INTÉRÊT GÉNÉRAL (210309)

**OBJECTIF VISÉ**

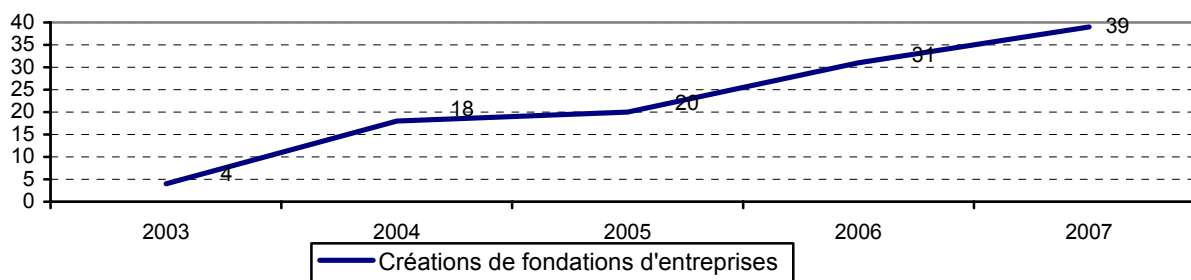
L'objectif est d'augmenter la part des ressources issues du mécénat des entreprises dans les budgets des organismes bénéficiaires.

**PERTINENCE ET NIVEAU D'ATTEINTE DE L'OBJECTIF**

Depuis l'adoption de la loi du 1er août 2003 relative au mécénat, aucune étude officielle ne permet d'apprécier la pertinence de cette mesure pour atteindre l'objectif fixé.

Une publication du secteur associatif évalue en 2008 le mécénat sous toutes ses formes (financier, en nature et de compétences) à 2,5 Md €, réalisé par 23 % des entreprises de plus de 20 salariés soit près de 30 000 entreprises\* (\*Source: ADMICAL CSA étude « le mécénat d'entreprise en France » publiée en juillet 2008). L'objectif de la mesure cité précédemment produit donc ses effets d'un point de vue fiscal, tout en considérant que toutes les dépenses éligibles au mécénat ne sont pas encore déclarées comme telles : selon cette étude, la moitié seulement des entreprises mécènes déclare bénéficier de la réduction d'impôt.

Ainsi, l'essor rapide de la création de fondations d'entreprises tend à montrer que la loi de 2003 précitée produit un effet sensible. 108 fondations ont vu le jour depuis 2004.



## COÛT POUR LES FINANCES PUBLIQUES ET NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES

Récente évolution croisée de la dépense fiscale et du nombre d'entreprises déclarants :

Années PLF	2006	2007	2008
Dépense fiscale en M€	170	235	250
Nombre d'entreprises bénéficiaires	7 400	nd	nd

Le coût moyen par bénéficiaire de la dépense fiscale 2006 s'établit donc à 22 973 € selon les chiffres du PLF 2008 (derniers chiffres disponibles). Le chiffrage de la mesure par « *Reconstitution de base taxable à partir de données DGI* » est jugé « bon » au PLF 2008<sup>5</sup>.

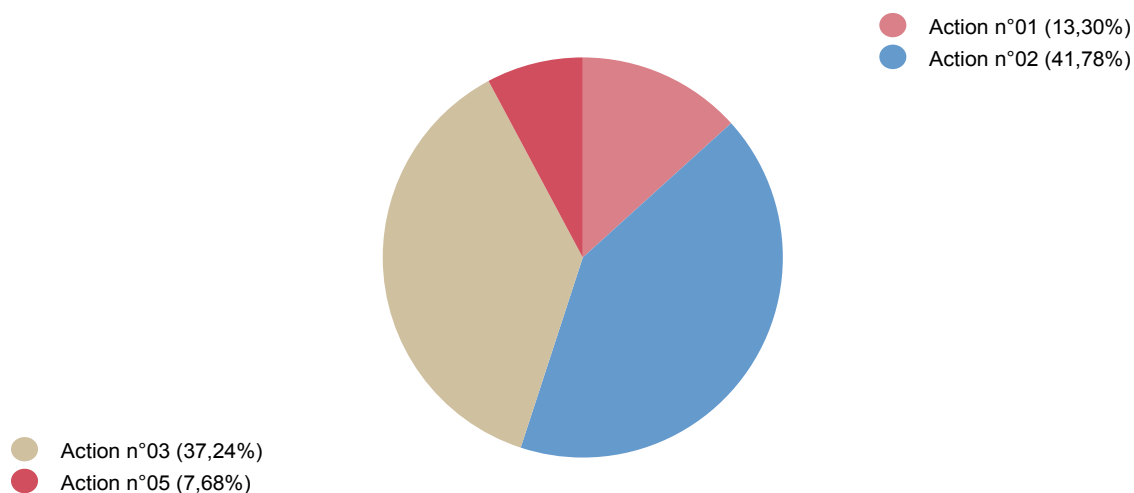
<sup>5</sup> Le chiffrage par simulation était jugé « très bon » au PLF 2006.

## PRÉSENTATION DU PROGRAMME ET DES ACTIONS

## PRÉSENTATION PAR ACTION DES CRÉDITS DEMANDÉS

Numéro et intitulé de l'action		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
01	Développement de la vie associative	15 760 000	15 760 000
02	Promotion des actions en faveur de la jeunesse	49 501 000	50 040 000
03	Promotion des actions en faveur de l'éducation populaire	44 118 000	44 224 000
05	Promotion de l'animation et de l'encadrement associatif	9 100 000	9 100 000
<b>Totaux</b>		<b>118 479 000</b>	<b>119 124 000</b>

Répartition par action des autorisations d'engagement demandées pour 2009





## PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme n'a pas vocation à prendre en compte l'ensemble des politiques publiques orientées vers la jeunesse, beaucoup d'entre elles étant pilotées par d'autres ministères (éducation nationale, logement etc...). Il regroupe des activités visant à soutenir la participation des jeunes à la vie citoyenne, à assurer leur information, leur protection en accueils collectifs de mineurs, leur mobilité internationale, leur engagement dans une société qui a besoin de leur dynamisme, de leur générosité et de leur imagination. Bien que les 6-28 ans constituent la tranche d'âge prioritairement visée, le programme comporte également des activités s'inscrivant dans une démarche d'éducation populaire, c'est-à-dire d'éducation non formelle. Ces activités s'adressent à un public intergénérationnel qui souhaite accéder, en dehors des circuits institutionnels, à diverses formes de loisirs culturels qui lui sont généralement proposées par des associations. Ces associations, implantées sur tous les territoires (citadins et ruraux), sont les partenaires privilégiés du ministère qui s'appuie sur elles pour mettre en œuvre sa politique.

Au-delà du seul champ de la jeunesse et de l'éducation populaire, le ministre, au titre de la vie associative, a compétence pour prendre en charge des dossiers transversaux permettant de faire reconnaître le rôle majeur des associations en France et ainsi de soutenir leur développement.

La politique menée en faveur de la jeunesse ainsi que la politique de soutien aux associations à vocation éducative et de développement de la vie associative revêtent une forte dimension interministérielle. Les ministères chargés de l'éducation, de la culture, des affaires sociales, de la justice et du tourisme ainsi que les collectivités territoriales et les caisses d'allocations familiales participent à leur financement et à leur mise en œuvre.

Le responsable du programme est le directeur de la jeunesse et de l'éducation populaire. Il s'appuie, outre sur l'administration centrale, sur les services déconcentrés (directions régionales et directions départementales) ainsi que sur des établissements publics (Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire et centres d'éducation populaire et de sport).

Des personnels techniques et pédagogiques (conseillers d'éducation populaire et de jeunesse principalement) y exercent des missions de formation, de conseil, d'expertise, d'expérimentation et de recherche. Des délégués à la vie associative soutiennent, au niveau départemental, le développement de la vie associative.

Pour la mise en œuvre de la politique ministérielle, le directeur de la jeunesse et de l'éducation populaire établit des partenariats avec les associations de jeunesse et d'éducation populaire.

Le programme est structuré en quatre actions, qui correspondent, pour trois d'entre elles à des actions en faveur de la vie associative :

- action n° 1 (développement de la vie associative) ;
- action n° 3 (promotion des actions en faveur de l'éducation populaire) ;
- action n° 5 (promotion de l'animation et de l'encadrement associatif) ;

et pour la quatrième à une politique qui s'adresse à la jeunesse :

- action n° 2 (promotion des actions en faveur de la jeunesse).

[pour mémoire : l'ancienne action n° 4 a été intégrée dans l'action n° 2 conformément à une recommandation du Parlement.]

Il a deux cibles essentielles :

- aider les jeunes à devenir des citoyens actifs ;
- favoriser le maintien du lien social à travers la promotion de la vie associative.

## RÉCAPITULATION DES ACTIONS

- ACTION n° 01 : Développement de la vie associative
- ACTION n° 02 : Promotion des actions en faveur de la jeunesse
- ACTION n° 03 : Promotion des actions en faveur de l'éducation populaire
- ACTION n° 05 : Promotion de l'animation et de l'encadrement associatif

---

## PRÉSENTATION DES ACTIONS

---

**ACTION n° 01****13,3 %****Développement de la vie associative**

L'existence d'un tissu associatif vivant, diversifié, ancré dans la réalité des territoires, est pour notre pays un élément essentiel de préservation et de développement de la cohésion sociale. Fondée sur un projet collectif, sur lequel tous les membres ont vocation à s'exprimer, l'association est pour ses adhérents et pour ses bénévoles une école de démocratie et d'engagement. Par leur capacité à détecter les besoins nouveaux et à apporter une réponse adaptée aux demandes des publics les plus divers, les associations constituent un relais efficace des politiques publiques qu'elles complètent ou enrichissent.

L'action a pour objectifs :

- de créer les conditions favorables au développement des associations ;
- d'aider les associations à disposer de bénévoles qualifiés.

**Promotion de la vie associative**

Concernant les associations, le Gouvernement souhaite améliorer les dispositifs juridiques et fiscaux, renforcer le contrôle et l'évaluation de leurs activités, promouvoir l'engagement bénévole et volontaire, renforcer l'emploi associatif et favoriser l'accès des femmes aux responsabilités. La deuxième conférence de la vie associative qui se déroulera en fin d'année portera notamment sur le thème de la reconnaissance et de la place des associations dans le pays.

Il s'agit pour cela, dans un cadre institutionnel rénové, d'améliorer les dispositifs juridiques et fiscaux, de renforcer le contrôle et l'évaluation de leurs activités, de promouvoir l'engagement bénévole et volontaire, de renforcer l'emploi associatif et de favoriser l'accès des femmes aux responsabilités.

**Soutien à la qualification des bénévoles**

Le financement de ce soutien s'inscrit dans le cadre du dispositif du conseil du développement de la vie associative (CDVA). L'essentiel de ces crédits est dédié à la formation des bénévoles associatifs et, de façon accessoire, à la réalisation d'études ou à la mise en œuvre d'expérimentations dans le domaine de la vie associative. Ces crédits ont vocation à bénéficier à l'ensemble du champ associatif, au delà des seuls domaines de la jeunesse et de l'éducation populaire. La déconcentration du dispositif au niveau régional engagée en 2008 se poursuivra en 2009. Elle permettra de répondre au plus près des besoins des associations locales en assurant une meilleure cohérence des politiques de subventionnement de l'Etat. Elle doit également servir de levier au développement de partenariats locaux.

**ACTION n° 02****41,8 %****Promotion des actions en faveur de la jeunesse**

L'action a pour objectifs de favoriser l'information, la prise d'initiative et la participation des jeunes, de leur permettre d'accéder à des loisirs collectifs de qualité et d'encourager les échanges internationaux.

**Information des jeunes**

Le réseau information jeunesse a pour mission de mettre à la disposition des jeunes une information généraliste et fiable dans 1600 structures de proximité réparties sur l'ensemble du territoire. L'offre de ce réseau répond à une réelle attente d'information exprimée par les jeunes. Le ministère subventionne le centre d'information et de documentation jeunesse (CIDJ), tête de réseau nationale, ainsi que les centres régionaux d'information jeunesse (CRIJ), qui animent un réseau régional financé par les collectivités territoriales constitué de bureaux et de points information jeunesse (BIJ-PIJ). Le CIDJ et les CRIJ agissent tous en partenariat étroit avec l'ensemble des collectivités territoriales, qui cofinancent leurs actions.

### Prise d'initiatives et participation des jeunes

De nombreux jeunes sont prêts, dès lors qu'existe un environnement favorable, à s'engager dans des actions à caractère culturel, sportif, humanitaire ou civique. L'opération « Envie d'agir ! » a été mise en place afin de leur permettre de mieux connaître les initiatives auxquelles ils peuvent s'associer et pour les aider à réaliser les projets qu'ils élaborent eux-mêmes, en leur apportant une aide méthodologique et financière (sous la forme de chèques conseils ou de bourses décernées par des jurys régionaux ou nationaux).

Par ailleurs, afin de favoriser le dialogue entre les jeunes et les pouvoirs publics, ont été prévues dans les conseils départementaux de la jeunesse, des sports et de la vie associative et le conseil national de la jeunesse, des formations restreintes. Ces formations sont composées notamment de représentants des associations et de mouvements de jeunesse dans leur diversité. Elles constituent des lieux de dialogue et de prises d'initiatives tant au niveau national que local.

Le ministère prend en charge les dépenses de fonctionnement des conseils ainsi que l'animation du conseil national de la jeunesse.

### Insertion des jeunes et cohésion sociale par l'accès à des loisirs éducatifs de qualité

L'accès à des loisirs éducatifs de qualité est, en particulier pour les enfants et les jeunes les plus défavorisés, un complément indispensable à l'éducation reçue en milieu scolaire. Le ministère intervient, en liaison avec d'autres ministères, pour rendre accessibles aux enfants d'âge scolaire et aux jeunes des loisirs de qualité.

Acteur du lien social, le ministère participe à l'élaboration et au financement de dispositifs destinés à intervenir dans les quartiers défavorisés et les territoires enclavés, notamment au moyen de contrats éducatifs locaux (CEL) signés avec les collectivités territoriales.

Il mène des actions de prévention en dehors du temps scolaire en partenariat avec les associations de jeunesse et d'éducation populaire et les collectivités locales.

Le soutien financier apporté par le ministère à ces projets orientés vers la cohésion sociale ne constitue pas leur seule source de financement mais vise à créer un effet « label » en vue de conforter la participation des collectivités territoriales, principaux financeurs.

### Échanges internationaux des jeunes

Le ministère encourage les échanges interculturels et la mobilité des jeunes en s'appuyant sur l'Office franco-allemand pour la jeunesse (OFAJ) et l'Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ). Dans le cadre de la conférence des ministres de la jeunesse et des sports des pays ayant le français en partage (CONFESJES), il soutient la formation d'experts et favorise l'insertion économique et sociale des jeunes des pays du Sud.

### Protection des jeunes

Il appartient à l'État d'assurer la sécurité physique et morale et la protection des mineurs accueillis collectivement hors du domicile parental à l'occasion des vacances scolaires, des congés professionnels et des loisirs.

Le ministre chargé de la jeunesse a compétence pour élaborer la réglementation applicable en ce domaine et pour veiller à son respect.

Il apporte une aide financière à la rénovation du patrimoine bâti accueillant des séjours de vacances.

Le secteur des séjours de vacances et des accueils de loisirs représente une activité importante d'un point de vue social et économique. Environ 1.100.000 enfants encadrés par 110.000 animateurs bénéficient chaque année d'un séjour avec hébergement d'une durée de plus de cinq nuits. Les accueils sans hébergement concernent chaque année quelques 3.500.000 enfants et environ 310.000 animateurs.

**ACTION n° 03**  
Promotion des actions en faveur de l'éducation populaire

37,2 %



Dans le domaine de la jeunesse et de l'éducation populaire, l'action directe de l'État est une exception. L'État ne peut tout réaliser en direct, ni agir seul. La politique publique passe par le soutien aux projets des acteurs réels, collectivités territoriales et associations.

L'action a pour objectifs de :

- permettre aux associations agréées de disposer de structures pérennes. Sans un minimum de structuration, il leur est impossible d'inscrire leur action dans une durée suffisante pour qu'elle produise des résultats perceptibles ;
- établir un partenariat durable avec les associations pour mieux les aider à la réalisation de leurs projets.

### Soutien à la structuration des associations

Le ministère utilise le Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP) comme prestataire pour soutenir les projets associatifs. Celui-ci permet de financer partiellement la rémunération des personnels permanents remplissant des fonctions d'animation et de gestion, qui sont employés par des mouvements de jeunesse, des associations d'éducation populaire ou des organismes qualifiés à but non lucratif concourant à l'action sociale.

### Soutien aux projets associatifs

Le ministère attribue des subventions à des associations nationales de jeunesse et d'éducation populaire dont l'activité correspond aux orientations de sa politique. Par ailleurs, les associations locales dont les projets n'entrent pas directement dans le champ des politiques éducatives territoriales concertées et partenariales sont aidées spécifiquement dans le cadre de cette action, s'agissant par exemple de formation tout au long de la vie, d'aide à la parentalité ou du lancement de très petites associations dans les territoires. Considérant l'importance du tissu associatif local et de son action essentielle au service du lien social, le ministère mène une politique de subventionnement adaptée, qui peut aller jusqu'au versement de montants modestes mais pertinents au regard des projets présentés.

Le ministère est particulièrement attentif à évaluer les actions entreprises, au niveau national comme au niveau local.

#### ACTION n° 05

#### Promotion de l'animation et de l'encadrement associatif

7,7 %



L'action a pour objectifs de :

- prendre en compte l'évolution des pratiques ;
- développer l'emploi par une meilleure adéquation des qualifications aux futurs métiers ;
- insérer le dispositif de diplômes et de formation dans l'évolution du système français de la formation professionnelle ;
- favoriser le dialogue social en associant les partenaires sociaux à la définition des qualifications. Ces objectifs se traduisent dans les six axes suivants :

### Observation des différents aspects de l'animation et de son évolution ; économie de l'animation

Un soutien est apporté aux initiatives qui concourent à la promotion des filières économiques de l'animation, à l'aménagement du territoire et au développement durable. Une meilleure connaissance en matière d'offre et de demande des pratiques de l'animation est recherchée.

La contribution des filières de l'animation à la richesse nationale et au développement de l'emploi sera mesurée à court terme, dans le cadre d'un compte économique (« compte satellite »).

Un soutien sera également apporté aux actions conduisant à un rapprochement des acteurs de l'économie marchande, des associations et des collectivités territoriales, de nature à valoriser leurs actions et à encourager l'offre non marchande de services.

### Observation de l'évolution des emplois et veille stratégique sur l'évolution des besoins de qualification

Des études prospectives qualitatives et quantitatives en matière d'emploi et de formation dans le domaine des métiers de l'animation sont menées par, d'une part, l'observatoire national des métiers de l'animation et du sport (ONMAS), créé par arrêté conjoint du 8 mars 2002 du ministre de l'éducation nationale et de la recherche et de la ministre de la jeunesse et des sports, et, d'autre part, des dispositifs régionaux d'observation présents au sein de chaque direction régionale de la jeunesse et des sports.

Ces observatoires apportent des éléments stratégiques permettant d'apprécier l'évolution des métiers dans le champ de l'animation. Ils contribuent à évaluer l'opportunité d'adapter ou de créer de nouvelles spécialités ou qualifications.

### Création, mise en œuvre et contrôle des certifications adaptées aux besoins des branches professionnelles

Les certifications sont créées en lien avec les partenaires sociaux de la commission professionnelle consultative (CPC) des métiers du sport et de l'animation, afin de favoriser leur reconnaissance sur le marché du travail. Les services déconcentrés mettent en œuvre et contrôlent les dispositifs de certification, validation des acquis de l'expérience professionnelle et organisation des examens (jurys) conduisant à l'ensemble des diplômes délivrés par le ministère.

**Création, mise en œuvre et contrôle des actions de formation professionnelle**

Une ingénierie de formation permet d'accompagner la création de nouvelles spécialités adaptées à l'évolution de la formation professionnelle.

La formation professionnelle initiale et continue conduisant aux qualifications du champ de l'animation permet aux associations de s'attacher le concours de personnels qualifiés. L'accent est mis, pour les établissements en relation avec les services associés de formation, d'une part, sur la formation professionnelle initiale des jeunes, dans le cadre de leur mission de service public et, d'autre part, sur l'apprentissage et la formation professionnelle, continue, en tant qu'opérateurs contractuels pour les conseils régionaux et les organismes paritaires collecteurs agréés (OPCA).

**Soutien de la professionnalisation du mouvement associatif**

La professionnalisation de l'encadrement du secteur associatif est une réponse adaptée à un environnement de plus en plus complexe et à des exigences sociales contraignantes permettant de garantir la sécurité des pratiques et la qualité des prestations offertes. Pour accompagner ce mouvement de professionnalisation, les services du ministère :

- soutiennent des dynamiques territoriales et partenariales de développement de l'emploi cohérentes avec les politiques des branches professionnelles ;
- valorisent les nouvelles formes d'emploi et d'organisation du travail dans une perspective de consolidation des emplois ;
- participent à la formation et au soutien des dirigeants bénévoles des associations employeuses ainsi qu'à la valorisation de leur parcours ;
- aident à la professionnalisation de l'encadrement visant prioritairement les personnes embauchées grâce au concours financier de l'État.

**Soutien de la qualification de l'encadrement occasionnel des centres de vacances et des centres de loisirs**

Le brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur (BAFA) et le brevet d'aptitude aux fonctions de directeur (BAFD) sont destinés aux personnes qui interviennent occasionnellement dans ces centres.

Les services déconcentrés apportent une aide financière sous forme de bourses aux jeunes qui souhaitent préparer ces diplômes.

## OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

## OBJECTIF n° 1 : Fournir une information de qualité aux jeunes et aux usagers institutionnels

Le développement de la vie associative repose sur la connaissance du secteur par les institutionnels et le grand public. Les pouvoirs publics contribuent à favoriser un accès simple et équitable des usagers à une information de haute qualité. Le ministère (DVAEF) mène cette mission tant au niveau national qu'au niveau local avec des centres de ressources publics et privés (les délégués départementaux à la vie associative, les centres de ressources et d'information des bénévoles (CRIB), autres points d'appui et gros réseaux associatifs). L'information claire des usagers institutionnels (élus, syndicats, fédérations,...) permet la diffusion de renseignements de qualité auprès des usagers et du grand public (indicateur 1.1).

Le réseau information jeunesse a pour mission de mettre à la disposition des jeunes une information objective et cohérente dans des structures de proximité réparties sur l'ensemble du territoire, au nombre d'environ 1.600. Le ministère subventionne le centre d'information et de documentation jeunesse (CIDJ), tête de réseau nationale ainsi que les centres régionaux d'information jeunesse (CRIJ), têtes de réseau régionales. Ces organismes ont le statut juridique d'associations. Il est important pour le MSJSVA de vérifier et maintenir à haut niveau la qualité de l'accueil et de l'information fournis par ce réseau généraliste, très connu et particulièrement apprécié des jeunes (indicateur 1.2).

## INDICATEUR 1.1 : Qualité de service rendu pour l'information relative à la vie associative

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Proportion des usagers institutionnels très satisfaits des informations délivrées relatives à la vie associative	%	-	45	60	47	50	55

## Précisions méthodologiques :

Source/méthode : enquête nationale annuelle sur l'accessibilité et la qualité de l'information menée chaque année via les DDJS auprès des usagers institutionnels que sont les élus, les mairies, les conseils régionaux et généraux, les fédérations associatives et les points d'appui locaux comme les CRIB qui ont été demandeurs d'informations (instruction 07-138 JS). Un ratio de base pour chacun des deux critères retenus et dans chacun des trois domaines investigués est établi. Le ratio final est la consolidation des ces ratios intermédiaires.

Actualisation du taux : Compte tenu des résultats de l'expérimentation nationale de cet indicateur en 2007, les anciennes prévisions 2008-2010 sont irréalistes. Par conséquent, les cibles sont modifiées pour le PAP 2009.

## INDICATEUR 1.2 : Qualité de service rendu par le réseau d'information jeunesse

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Proportion des usagers du réseau d'information jeunesse satisfaits des informations délivrées	%	-	91	80	91	91	91
Développement de l'information jeunesse dématérialisée (Taux de progression du nombre de connexions Internet uniques sur les sites du réseau d'information jeunesse)	% base 2006	-	83,3	25	85	86	88
Fréquentation physique du réseau information jeunesse (nombre de personnes renseignées)	en millions	4,622	-	-	-	-	-

**Précisions méthodologiques**

- Premier sous-indicateur : réalisation d'enquêtes de satisfaction des usagers menées par chaque DRDJS en relation avec les CRIJ (400 usagers du réseau information jeunesse sondés par région de façon aléatoire), sur deux semaines réparties dans l'année (mai-juin et septembre-octobre) ; le calcul se fait par extrapolation statistique à partir de l'échantillon de départ. Cette méthodologie sera appliquée chaque année.

- Deuxième sous-indicateur : le développement de l'information jeunesse dématérialisée (addition des sites développés par les CRIJ régionaux et le CIDJ tels que : CIDJ.com, info/jeune.net, crij.org, etc.) est calculé par rapport à 2006 (base 2006 : 3,6 millions de connexions - objectif 2011 : 6,77 millions de connexions), soit une augmentation de 88% sur 5 ans) – cible modifiée en raison d'une accélération du phénomène).

- Troisième sous-indicateur : une enquête est en cours de réalisation pour mesurer la fréquentation physique au sein du réseau information jeunesse pour l'année 2007, ces données permettront de déterminer l'évolution et la cible 2011.

**OBJECTIF n° 2 : Soutenir les projets et les échanges internationaux de jeunes**

Le ministère chargé de la jeunesse conduit une politique de soutien à l'initiative et à l'engagement des jeunes de 11 à 30 ans, qui se traduit notamment par une aide aux projets de jeunes. Le programme « Envie d'agir » fédère deux dispositifs : projets jeunes et DEFI-jeunes.

L'indicateur 2.1 choisi répond aux préoccupations de performance de cette politique de soutien à l'initiative et à l'engagement des jeunes en matière d'insertion professionnelle. Il vise à suivre le nombre de projets de jeunes à finalité professionnelle au regard du nombre de projets recevables et suivis par les directions départementales de la jeunesse et des sports. Les jeunes concernés font en effet l'objet d'un accompagnement avant jury par les services déconcentrés du ministère relayés par le réseau des 900 points d'appui Envie d'agir. Selon la nature des projets, cet accompagnement méthodologique et technique, peut s'échelonner sur une durée de plusieurs mois. Il se poursuit après la décision favorable du jury de manière à s'assurer de la bonne mise en œuvre du projet.

Le ministère soutient également les échanges interculturels de jeunes. Il assure à cet égard le financement de la contribution gouvernementale à deux organismes bi-gouvernementaux destinés à promouvoir la mobilité des jeunes : l'Office franco-allemand pour la jeunesse (OFAJ) et l'office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ).

A la demande de chacun des deux gouvernements contributeurs, ces deux organismes sont entrés dans un processus de réforme important visant à les rendre plus performants, notamment en diminuant la part des coûts de fonctionnement dans leur budget et augmentant ainsi la part des programmes destinés aux jeunes.

L'indicateur 2.2 retenu vise à déterminer le coût moyen de fonctionnement de ces deux structures par rapport au nombre de jeunes bénéficiant d'échanges internationaux. Les deux organismes se distinguent cependant sur trois points :

- l'OFAJ est un office intégré, l'évaluation portera sur l'ensemble des jeunes français et allemands bénéficiaires de cette structure. L'OFQJ dispose d'une section française et d'une section québécoise ; l'évaluation ne s'appliquera qu'aux jeunes français bénéficiant d'échanges soutenus par la section française de l'OFQJ,
- l'OFAJ soutient principalement des échanges de groupes, tandis que l'OFQJ concentre son action sur les échanges individuels.
- les dépenses liées au transport international représentent une part importante du coût des projets pour l'OFQJ (25 % des dépenses globales et 60 % des dépenses programmes), ce qui n'est pas le cas pour l'OFAJ. Le prix moyen du billet d'avion Paris/Montréal ne cesse d'augmenter.

**Jeunesse et vie associative**

Programme n° 163 | OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

**INDICATEUR 2.1 : Développement des projets à finalité professionnelle dans le cadre du dispositif "Envie d'agir"**

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Part des dossiers à finalité professionnelle sur l'ensemble des dossiers recevables	%	40	30	45	35	40	50
Taux de projets de création d'activités économiques réalisés parmi les projets recevables du dispositif "Envie d'agir"	%	11	27	15	30	33	39

**Précisions méthodologiques :**

Un projet recevable est un projet éligible à l'un des trois dispositifs d'aide aux projets de Envie d'agir (Envie d'agir - Défi-jeunes et Envie d'agir - Projets jeunes), dont la candidature a été actée par le correspondant Envie d'agir et ayant donné lieu à au moins un contact méthodologique entre le responsable du projet et le service déconcentré ou le réseau d'appui.

Un projet réalisé est un projet financé puis mis en œuvre en cohérence avec le projet initial. La « certification » de la réalisation appartient au correspondant Envie d'agir (direction départementale de la jeunesse et des sports). La réalisation est donc postérieure à la décision du jury, elle peut être opérée dans un délai allant de quelques semaines jusqu'à deux ans (règlement défi-jeunes) après cette décision. Cette certification se fait selon plusieurs modalités : transmission d'un rapport d'activité ou d'un document de bilan, visite sur site du projet par le correspondant...

A compter de 2009, le taux de projets de création économique réalisés sera calculé non parmi la totalité des projets recevables dans Envie d'agir mais parmi les projets recevables dans Défi jeunes.

**INDICATEUR 2.2 : Rapport du coût de fonctionnement des offices au nombre de jeunes échangés**

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Office franco-québécois pour la jeunesse	€	777	774	750	<800	<800	<800
Office franco-allemand pour la jeunesse	€	28,5	27,2	28	27	27	27

**Précisions méthodologiques :**

Les données sont fournies par chaque Office.

Modalités de calcul de l'indicateur : Coût de fonctionnement de l'Office / nombre de jeunes échangés

Le ministère a été attentif à ce que le résultat du ratio résulte bien d'une diminution du coût de fonctionnement et non d'une diminution de la durée et de la qualité des séjours.

Concernant l'OFQJ, la forte augmentation des prix du carburant hypothèque la performance. Soit le surcoût est imputé aux jeunes et risque ainsi de dissuader les moins favorisés d'entre eux, soit il est pris en charge par l'Office et détériorera les performances de celui-ci. Le Conseil d'administration de l'Office réfléchit actuellement à la meilleure position, y compris un mixte des deux solutions.

**OBJECTIF n° 3 : Rechercher l'optimisation des postes FONJEP**

Une meilleure répartition est recherchée :

- Entre départements

Une analyse de la répartition des postes FONJEP entre les départements fait apparaître que les dotations attribuées au fil des années n'ont pas suffisamment pris en compte les critères démographiques.

L'objectif est de rechercher une répartition plus équilibrée des postes sur le territoire, qui tienne compte de la population et des inégalités territoriales constatées à partir de données socio-économiques.

- Entre associations

Le poste FONJEP est un soutien au projet associatif par une aide à l'emploi. Il est attribué pour une durée renouvelable de 3 ans.

L'objectif est de veiller à ce que le pourcentage d'associations qui bénéficient pour la première fois d'une subvention versée par l'intermédiaire du FONJEP reste au moins constant.



**INDICATEUR 3.1 : Nombre de départements ayant une dotation en postes FONJEP comprise entre 80% et 120% d'une dotation théorique**

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Nombre de départements compris dans la fourchette (80% à 120% de la dotation théorique).	Nombre	55	66	69	69	72	75

**Précisions méthodologiques :**

Une dotation théorique de postes FONJEP est calculée en fonction de critères démographiques corrigés par les critères d'attribution de la dotation solidarité rurale (DSR) et de la dotation solidarité urbaine (DSU) établis par le ministère de l'intérieur.

Dotation théorique départementale =  $\frac{\text{Nombre total de postes FONJEP} \times \text{Population par département corrigée}}{\text{Population totale corrigée des départements}}$

L'application de critères démographiques dans l'attribution des postes FONJEP est pondérée par la prise en compte des champs d'actions prioritaires déterminés par le Ministre chaque année.

Exemple : réponses aux difficultés et spécificités des quartiers et des territoires ruraux.

Cette pondération justifie l'introduction d'une variable d'ajustement de + ou - 20% dans le rapprochement entre la répartition effective et la dotation théorique de postes FONJEP calculée sur la base de critères démographiques.

**INDICATEUR 3.2 : Taux de rotation des postes FONJEP du programme "jeunesse et vie associative"**

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Taux de rotation des postes FONJEP du programme JVA	%	-	-	13	13	14	15

**Précisions méthodologiques**

Le taux de rotation est le rapport entre le nombre de subventions allouées à des structures associatives ne bénéficiant pas de poste FONJEP et le nombre total de subventions soumises à renouvellement ou créées.

**OBJECTIF n° 4 : Améliorer la sécurité des mineurs accueillis collectivement à l'occasion des vacances scolaires et des loisirs**

Les accueils collectifs de mineurs offrent aux participants des vacances éducatives de qualité dans un environnement sécurisé. Le nombre d'accidents ou d'infractions constatés y reste marginal. Les contrôles opérés par différents services de l'État selon leurs domaines d'intervention participent de cette situation.

Le MSJSVA oriente particulièrement ses contrôles sur la qualité de l'encadrement qui est sujet à une forte rotation. Il est donc nécessaire de maintenir un nombre suffisant de contrôles et, le cas échéant, de l'augmenter. Plusieurs leviers d'action peuvent être utilisés à cette fin : la mise en œuvre d'un plan pluriannuel de visite des accueils et la mobilisation de l'ensemble des fonctionnaires des services déconcentrés pour accomplir cette action prioritaire.

L'indicateur 4.1 donne le pourcentage de contrôles effectués par rapport au nombre d'accueils déclarés.

L'indicateur 4.2 évalue la qualité des accueils de mineurs contrôlés par le nombre d'injonctions prononcées compte tenu du nombre de contrôles effectués. L'évolution souhaitée du rapport devra aller dans le sens d'une diminution, ce qui correspondrait à une amélioration de la qualité constatée des accueils.

## Jeunesse et vie associative

Programme n° 163 | OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

## INDICATEUR 4.1 : Nombre de contrôles / nombre d'accueils déclarés

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Lors des accueils avec hébergement	%	17,4	20,3	21	21	22	25
Lors des accueils sans hébergement	%	18,6	18,6	19	19	19	20

**Précisions méthodologiques :**

Pour les accueils avec hébergement, seuls seront pris en compte les accueils d'au moins 7 mineurs et pour une durée de 4 nuits ou plus.

**Source des données :** Informations communiquées par les directions départementales de la jeunesse et des sports.

## INDICATEUR 4.2 : Nombre d'injonctions / nombre de contrôles

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Lors des accueils avec hébergement	%	7,2	6,0	6,5	6,0	5,5	6
Lors des accueils sans hébergement	%	6,0	6,9	4	5,0	4,0	4

**Précisions méthodologiques :**

on entend par :

- injonction toute demande expresse et écrite, faite par le service déconcentré de la jeunesse et des sports à un organisateur ; cette demande étant généralement assortie d'un délai de mise en conformité.

- contrôles toutes les visites et inspections réalisées, dans un département, au cours d'une même année civile, par tout fonctionnaire d'un même service déconcentré du ministère de la jeunesse, des sports et de la vie associative.

La hausse ou la baisse reste à analyser au regard de divers facteurs (nouveau cadre réglementaire, ciblage spécifique lié à un contexte local,...).

La hausse de cet indicateur suivie d'une baisse pourrait être interprétée comme le résultat d'une efficacité de l'intervention des services.

Une hausse ponctuelle de cet indicateur pourrait être interprétée comme le résultat d'un meilleur ciblage des contrôles effectués par les services (volonté de mise aux normes de pratiques dans un secteur précis d'activités).

**Source des données :** Informations communiquées par les directions départementales de la jeunesse et des sports.

## OBJECTIF n° 5 : Adapter l'offre de formation afin de favoriser l'insertion professionnelle

La finalité première des formations professionnelles dans le champ de l'animation conduisant au Brevet d'Aptitude Professionnel d'Assistant Animateur Technique (BAPAAT), au Brevet d'État d'Animateur Technique de l'Éducation Populaire et de la jeunesse (BEATEP), au Brevet Professionnel de la Jeunesse de l'Éducation Populaire et du Sport (BPJEPS -nouveau diplôme), au Diplôme d'État aux Fonctions d'Animateurs (DEFA) et au Diplôme d'État de Directeur de Projet d'Animation et de Développement (DE-DPAD) est de conduire à une insertion professionnelle réussie. L'évaluation doit donc reposer sur une observation des débuts de carrière afin d'identifier toutes les situations traversées par les diplômés entre leur sortie du système éducatif et la date de l'enquête : emploi, chômage, inactivité, formation ou études.

## INDICATEUR 5.1 : Proportion de diplômés qui occupent effectivement un emploi en rapport avec la qualification obtenue après la délivrance du diplôme

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Proportion de diplômés qui occupent effectivement un emploi en rapport avec la qualification obtenue après la délivrance du diplôme	%	82	83	79	83	83	85

**Précisions méthodologiques :**

Champ : diplômes de l'animation de niveau IV (à savoir les BEATEP) et depuis 2004 les spécialités de l'animation du BP JEPS qui constituent le niveau de référence du ministère délivrés par le MSJSVA.

Depuis 2005, un système de recueil annuel de données MSJSVA auprès des services déconcentrés a été mis en place sur la base de questionnaires postaux et non sur des entretiens qui est le système retenu pour l'enquête CEREQ. Il faut prendre en compte cette différence de méthode ainsi que la difficulté rencontrée en 2005 pour obtenir des résultats complets et utilisables auprès des services. Cela amène à relativiser les différences et les évolutions constatées. La mise en œuvre d'une nouvelle enquête CEREQ, ainsi que l'amélioration de la fiabilité du recueil des données auprès des services, devraient permettre dans les années à venir d'obtenir des résultats plus sûrs et d'apprécier des évolutions qui, en tout état de cause, n'ont vraiment de sens qu'à moyen terme.

**OBJECTIF n° 6 : Optimiser les coûts de gestion des subventions allouées aux associations**

Le ministère fait le choix d'une intervention de proximité en faveur des associations locales par le biais du versement de subventions qui peuvent être de faible montant. Il estime que ces petites associations locales répondent, en effet, à des besoins réels. Le maintien du lien social et de la cohésion dans les quartiers passe également souvent par de petits projets et de petites associations.

Il est cependant nécessaire d'optimiser le coût de gestion de ces subventions et de donner un effet de levier suffisant à l'action de l'État. La subsidiarité avec l'action des collectivités territoriales doit également être recherchée. Le nouveau logiciel interministériel SUBVNET contribuera à faire baisser le coût de gestion au sein des services.

En parallèle, une meilleure adaptation de la répartition des montants des subventions sera recherchée.

**INDICATEUR 6.1 : Répartition des subventions déconcentrées par montant alloué**

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Part des subventions déconcentrées inférieures à 2 500 €	%	56	62,8		58,5	54	46
Part des subventions déconcentrées comprises entre 2 500 € et 5 000 €	%	21	22		24	26,5	31
Part des subventions déconcentrées supérieures à 5 000 €	%	23	15,2		17,5	19,5	23

**Précisions méthodologiques :**

L'objectif est de recenser le nombre d'associations subventionnées et non le nombre de versements.

La cible a été fixée a minima à titre transitoire. Elle sera revue pour le PLF 2010.

Sources des données : Les données figurant en réalisation 2006 sont issues d'une enquête menée conjointement par le contrôleur budgétaire et comptable ministériel et par les contrôleurs financiers de 21 régions en 2007. Celles figurant en réalisation 2007 proviennent d'une enquête effectuée auprès des responsables de BOP régionaux en janvier 2008. Il est probable que les chiffres communiqués comprennent des versements afférents à une même association (avance et reliquat notamment). Dans cette incertitude liée au recueil, les prévisions ont été légèrement majorées.

## JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

## ÉLÉMENTS TRANSVERSAUX AU PROGRAMME

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
		Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total	Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total
01	Développement de la vie associative		15 760 000	15 760 000		15 760 000	15 760 000
02	Promotion des actions en faveur de la jeunesse		49 501 000	49 501 000		50 040 000	50 040 000
03	Promotion des actions en faveur de l'éducation populaire		44 118 000	44 118 000		44 224 000	44 224 000
05	Promotion de l'animation et de l'encadrement associatif		9 100 000	9 100 000		9 100 000	9 100 000
Totaux			118 479 000	118 479 000		119 124 000	119 124 000

# SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

<div>AE</div> <div>LFI 2008 + reports 2007 vers 2008</div> <div>(1)</div> <div>134 182 386</div>		<div>CP</div> <div>LFI 2008 + reports 2007 vers 2008</div> <div>(2)</div> <div>137 199 032</div>			
<div>Engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2007</div> <div>(3)</div> <div>6 360 330</div>	<div>AE demandées pour 2009</div> <div>(4)</div> <div>118 479 000</div>	<div>CP demandés sur AE antérieures à 2009 *</div> <div>(5)</div> <div>1 506 000</div>	<div>CP demandés sur AE nouvelles en 2009</div> <div>(6)</div> <div>117 618 000</div>	<div>Total des CP demandés pour 2009</div> <div>(7) = (5) + (6)</div> <div>119 124 000</div>	<div>Prévision du solde des engagements non couverts par des CP au 31/12/2009</div> <div>(8)</div> <div>2 698 684</div>
					<div>Estimation des CP 2010 sur engagements non couverts au 31/12/2009</div> <div>(9)</div> <div>1 640 000</div>
					<div>Estimation des CP 2011 sur engagements non couverts au 31/12/2009</div> <div>(10)</div> <div>1 058 684</div>
					<div>Estimation du montant maximal de CP nécessaires après 2011 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2009 **</div> <div>(11) = (8) - (9) - (10)</div> <div>0</div>

\* Cette case n'a pas vocation à correspondre à un calcul théorique de la tranche des CP 2009 pouvant couvrir les engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2008.

\*\* Ces données constituent un calcul arithmétique maximal ne prenant pas en compte les désengagements de crédits rendus nécessaires en gestion.

Le financement de l'ensemble des dispositifs inscrits au programme « jeunesse et vie associative » correspond à un montant de crédits de paiement identique au montant des autorisations d'engagement. Deux dispositifs font toutefois figure d'exception : la rénovation des centres de vacances et des centres de loisirs (action 04) et la contribution au conseil de l'Europe pour la rénovation du centre européen de la jeunesse de Strasbourg (action 02).

S'agissant de la rénovation des centres de vacances, l'importance des travaux à entreprendre nécessite le versement des crédits de paiement sur plusieurs années :

- 0,3 M€ sont nécessaires pour solder les opérations engagées les années antérieures à 2007;
- 0,3 M€ au titre des AE 2007;
- 0,5 M€ au titre des AE 2008 ;
- 0,9 M€ au titre des AE 2009
- soit un total de CP de 1,94 M€.

S'agissant de la rénovation du centre européen de la jeunesse de Strasbourg, la contribution de la France s'élève en 2008 à 0,3 M€ en autorisations d'engagement. Les CP correspondants seront versés en 2009.

## JUSTIFICATION PAR ACTION

## ACTION n° 01 : Développement de la vie associative

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement		15 760 000	<b>15 760 000</b>
Crédits de paiement		15 760 000	<b>15 760 000</b>

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

## DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	700 000	700 000

## DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT COURANT

## SOUS ACTION « Promotion de la vie associative » : 0,7 M€ en AE et CP

**Les crédits de fonctionnement des délégués départementaux à la vie associative (DDVA).** Le montant de l'enveloppe 2009 est évalué à **0,7 M€** en AE et CP. Le coût moyen annuel s'élève à 6 808 € par DDVA : il est de 7 000 € pour les départements de métropole, à l'exception de Paris qui bénéficie d'une dotation de 8 000 € de même que les DOM-COM. L'objectif ainsi fixé est de parvenir à un accès plus simple et plus équitable des associations à une information de haute qualité et de rassembler les missions complémentaires de plusieurs services au profit des associations dans un lieu unique. L'enveloppe globale doit permettre aux 104 DDVA d'assurer leur fonctionnement correspondant aux frais de déplacement, d'animation et de communication des missions d'accueil et d'information des associations (notamment la diffusion, en direction des associations, de l'information sur l'accès aux fonds communautaires, la couverture en responsabilité civile des bénévoles et le volontariat associatif).

## DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux autres collectivités	15 060 000	15 060 000

## TRANSFERT AUX AUTRES COLLECTIVITÉS

## SOUS ACTION « Promotion de la vie associative » : 6,06 M€ en AE et CP

**Subventions aux fédérations nationales et régionales sur projets relatifs à la vie associative.**

Les crédits prévus sont de **1,2 M€** en AE et en CP. 12 conventions pluriannuelles à 50 000 € en moyenne et 30 conventions annuelles à 20 000 € en moyenne sont prévues. Ces subventions allouées aux fédérations nationales et régionales sont réparties en fonction des priorités du ministre en charge de la vie associative, à savoir le développement du bénévolat et l'engagement associatif.

### **Remboursement des cotisations forfaitaires dues par les associations au titre de la protection des volontaires civils de cohésion sociale et de solidarité** (décrets n°2000-1159 et n°2000-1160 du 30 novembre 2000).

Compte tenu de la mise en œuvre du volontariat associatif, le nombre de volontaires au titre du volontariat civil de cohésion sociale et de solidarité engagés par les associations décroît sensiblement. Il est estimé à 135 volontaires pour 2009. Les textes réglementaires prévoient que l'État doit rembourser sur demande des associations les cotisations d'assurance maladie, maternité et accidents du travail. Les montants forfaitaires de ces cotisations sont les suivants : 295 € (maladie/maternité) et 74,5 € (accidents du travail). Les crédits prévus à cet effet en 2009 s'élèvent donc à **0,05 M€ en AE=CP**.

### **Centres de ressources et d'information des bénévoles (CRIB).**

Le soutien aux dirigeants bénévoles dans leurs tâches et démarches administratives, comptables et juridiques s'effectue par le biais de subventions du FONJEP pour la création d'emplois pérennes au profit des centres de ressources et d'information des bénévoles (CRIB). Il s'agit de 134 postes FONJEP X 7 441 € = **1 M€**

### **Volontariat associatif**

La loi relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif institue un nouveau statut au volontariat dont le dispositif plus souple doit permettre de remédier aux difficultés rencontrées lors de la mise en œuvre du volontariat civil de cohésion sociale et de solidarité, qui, sur la période 2004-2006, n'a pas dépassé un effectif global de 400 volontaires. Le contrat de volontariat, qui ne relève pas du Code du travail, est conclu par écrit entre une association ou fondation reconnue d'utilité publique, poursuivant un but d'intérêt général et agréée par l'État, et une personne majeure soit de nationalité française (le volontariat s'adresse également aux jeunes à partir de 16 ans ; une autorisation parentale étant nécessaire pour les mineurs) soit ressortissant européen ou résidant régulièrement en France depuis plus d'un an. Une mission de volontariat durera au maximum deux ans (une même personne ne pourra accomplir plus de trois ans de volontariat au cours de sa vie) et pourra s'exercer en France, ainsi que dans les pays de l'Union européenne, afin d'encourager la mobilité des jeunes.

La compensation à l'Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale (ACOSS) est détaillée ci-après :

Le dispositif légal prévoit que l'indemnité versée aux volontaires n'est pas assujettie aux cotisations et contributions sociales pour ce qui concerne le volontaire et que ce dernier est affilié obligatoirement aux assurances sociales du régime général, moyennant le versement par « l'employeur » des cotisations maladie, maternité, invalidité, décès, accidents du travail, maladies professionnelles et vieillesse. Par ailleurs, pour les personnes volontaires titulaires de contrats de volontariat conclus pour une durée minimale continue de trois mois, l'État prend à sa charge le versement des cotisations complémentaires nécessaires.

L'État a l'obligation de compenser intégralement à l'ACOSS ces allègements et exonérations de charges sociales. La compensation est imputée sur le programme Jeunesse et vie associative. Les calculs prévisionnels ci-après sont réalisés à partir des modes de calculs spécifiques prévus par le décret n°2006-1749 du 23 décembre 2006 relatif à la protection sociale du volontaire associatif et modifiant le code de la sécurité sociale.

Pour 2009 comme en 2008, **3,81 M€** sont prévus à cet effet pour environ 4 900 volontaires déclarés (prévision de stock + entrées 2009) auprès des organismes de sécurité sociale et d'assurance vieillesse et indemnisés en moyenne à hauteur de 600 € par les associations. Cette somme se décompose de la façon suivante :

- au titre de la compensation pour la cotisation maladie : 0,10 M€ (4 900 volontaires X 22 € de cotisation moyenne par volontaire) ;
- au titre de l'exonération de CSG/CRDS : 1,25 M€ (4 900 volontaires X 256 € de cotisation moyenne par volontaire) ;
- au titre de la prise en charge par l'État des cotisations complémentaires nécessaires pour valider les trimestres : 2,46 M€ (4 900 volontaires X 502,60 € de cotisation moyenne par volontaire).

Un dispositif de pilotage du nombre maximal de contrats de volontaires signés chaque année est mis en place par le ministère pour ne pas excéder l'enveloppe de compensation prévue.

### **SOUS ACTION « Formation des bénévoles » : 9 M€ en AE et CP**

Subventions dans le cadre du Conseil du développement de la vie associative (CDVA)

Le Conseil du développement de la vie associative a pour mission de proposer au ministre chargé de la vie associative les priorités dans l'attribution aux associations de subventions destinées à titre principal au financement d'actions de formation tournées vers la conduite du projet associatif au bénéfice des bénévoles responsables élus, responsables d'activité ou adhérents.



- Volet formation (8,5 M€ en AE=CP) : le coût unitaire d'une journée de formation est de 23 € ; 391 500 journées de formation sont financées. Les subventions relatives aux actions de formation sont intégralement financées dans l'année au cours de laquelle elles sont accordées. Le montant des autorisations d'engagement correspond donc à celui des crédits de paiement.

- Volets études et actions expérimentales (0,5 M€ en AE=CP) : les subventions proposées par le Conseil sont également destinées à la réalisation d'études ou d'actions expérimentales de nature à contribuer à une meilleure connaissance de la vie associative et à son développement.

## ACTION n° 02 : Promotion des actions en faveur de la jeunesse

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement		49 501 000	<b>49 501 000</b>
Crédits de paiement		50 040 000	<b>50 040 000</b>

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

### DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 601 000	1 600 000
Subventions pour charges de service public	3 000 000	3 000 000

### DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT COURANT

#### SOUS ACTION « Prise d'initiative et participation des jeunes » : 1,2 M€ en AE et CP

**Participation des jeunes à la vie publique** : pour permettre aux jeunes de disposer d'espaces de dialogue où échanger des idées, mûrir des propositions et les adresser aux pouvoirs publics, le ministère de la santé, de la jeunesse et des sports favorise la participation citoyenne des jeunes à diverses instances consultatives (notamment les conseils départementaux de la jeunesse, du sport et de la vie associative (CDJSVA) et les conseils locaux de jeunes). **0,7 M€** en AE et CP sont prévus à cet effet : matériels, communication, animation, déplacements, congés de représentation, etc. à raison de 2 à 3 réunions par département et par an.

**Dispositif « Envie d'agir »** : **0,5 M€** en AE et CP sont consacrés à la refonte du site internet Envie d'agir et de l'outil de gestion, à l'animation et à la formation du réseau départemental et régional, à la diffusion de l'information aux services déconcentrés, à l'extension des partenariats techniques ainsi qu'à la communication du programme intégrant la valorisation des lauréats Envie d'agir, notamment à l'occasion du jury national et de la remise officielle des Prix.

#### SOUS ACTION « Accès à des loisirs de qualité » : 0,4 M€ en AE et CP

**Soutiens logistiques aux activités de jeunesse** : **0,4 M€** en AE et CP sont consacrés aux frais de documentation, communication, abonnement, remboursement des frais de déplacements des représentants associatifs aux instances consultatives nationales et à l'organisation de colloques et séminaires.

### SUBVENTIONS POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC

#### SOUS ACTION « Accès à des loisirs de qualité » : 3 M€ en AE et CP

**L'institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (I.N.J.E.P.)**, établissement public administratif, a pour mission de « promouvoir l'éducation populaire sous toutes ses formes, de favoriser le développement de la vie

associative et de participer à la mise en œuvre des actions en faveur de la jeunesse ». Il concourt également « au développement de la coopération internationale dans le domaine de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative ».

Les crédits alloués à l'INJEP inscrits aux actions 2 et 3 du programme « jeunesse et vie associative » ont été réduits par rapport à 2008 dans le cadre d'un resserrement de l'INJEP sur son cœur de métier. Ils permettent de financer la rémunération des personnels dits « État » de l'établissement (soit 86 équivalents temps plein travaillé au lieu de 89 en 2008) et d'assurer son fonctionnement. 60% des actions mises en place par l'institut sont destinées à la jeunesse. En appliquant cette proportion aux crédits de rémunération des personnels de l'établissement (2 M€) et aux crédits de fonctionnement (0,32 M€), le coût de ces deux postes sur l'action n° 02 du programme représente **2,325 M€ en AE et CP**.

Par ailleurs le ministère chargé de la jeunesse assure le financement de dispositifs mis en place et suivis par l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire. Une subvention de **0,675 M€** est affectée à ce financement. Les axes d'action sont les suivants : renforcer l'information des jeunes et leur participation à la vie citoyenne, renforcer les actions tournées vers l'engagement et l'initiative des jeunes, consolider le positionnement du ministère sur les problématiques « jeunes », renforcer les actions du ministère en faveur des échanges internationaux de jeunes et d'experts jeunesse, enfin, renforcer la politique en matière de loisirs éducatifs dans les temps péri et extra scolaires. Des éléments de justification complémentaires figurent dans la partie « Opérateurs » du projet annuel de performances.

## ■ DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux ménages	2 700 000	2 700 000
Transferts aux collectivités territoriales	8 000 000	8 000 000
Transferts aux autres collectivités	34 200 000	34 740 000

## TRANSFERTS AUX MÉNAGES

### SOUS ACTION « Prise d'initiative et participation des jeunes » : 2,7 M€ en AE et CP

Le MSJSVA consacre en 2009 **2,7 M€ d'AE et de CP** au soutien à l'engagement et aux initiatives des jeunes. C'est dans le cadre d'Envie d'agir que ce soutien est opéré par le versement aux jeunes de 11 à 30 ans de bourses leur permettant de réaliser leurs projets.

Envie d'agir dispose de 2 dispositifs complémentaires qui répondent de manière adaptée et différenciée à la diversité des attentes des jeunes selon la nature, la maturité et l'envergure de leur projet, (d'une première action de proximité vers un projet structuré qui engage le parcours professionnel d'un jeune).

3 052 projets ont été soutenus en 2007 partout en France, soit plus de 15 000 bénéficiaires directs et 45 000 jeunes touchés. Le montant moyen de l'aide publique versée aux porteurs de projet varie selon le dispositif : il est de 768 € pour les Projets jeunes et 4 153 € pour Défi Jeunes. 39% des projets sont à finalité professionnelle dont 430 créations d'activité économique.

Le resserrement de l'enveloppe budgétaire s'explique par le choix de cibler, en priorité, les jeunes les plus en difficulté sur l'ensemble du territoire et par le redéploiement des montants moyens des bourses décernées aux projets par les jurys départementaux et régionaux.

## TRANSFERTS AUX COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

### SOUS ACTION « Accès à des loisirs de qualité » : 8 M€ en AE et CP

**Projets éducatifs locaux** : l'aide aux projets éducatifs locaux sur le programme « jeunesse et vie associative », à hauteur de 14,5 M€. Ces crédits se répartissent entre les projets intéressant le milieu urbain pour 54% (7,8 M€) et intéressant le milieu rural pour 46% (6,7 M€). Cette aide prend la forme de contrats signés avec les collectivités territoriales pour 3 ans. Le coût moyen d'un projet éducatif local est de 120 000 €. Toutefois, seuls 56% des contrats signés avec les collectivités territoriales stipulent un transfert direct des crédits à la collectivité signataire, les autres contrats prévoyant un transfert à des associations partenaires. Le coût des transferts directs aux collectivités peut donc être évalué à **8 M€**.

## TRANSFERTS AUX AUTRES COLLECTIVITÉS

### SOUS ACTION « Information des jeunes » : 8,46 M€ en AE et CP

**Information jeunesse** : le ministère accorde une subvention de **2,46 M€** au centre d'information et de documentation jeunesse (C.I.D.J.), partenaire du ministère en matière de diffusion de l'information jeunesse non seulement au titre de sa participation au fonctionnement de l'association (2 M€) mais également pour contribuer au financement d'actions spécifiques telles que le développement d'une base de données documentaires ou la diffusion d'une encyclopédie de l'information des jeunes aux structures du réseau information jeunesse. Les 30 centres régionaux d'information jeunesse (C.R.I.J.) seront aidés par le ministère à hauteur de **6 M€ en AE et en CP**. La subvention accordée à chacun de ces centres est calculée en fonction du nombre de jeunes de 15 à 28 ans de la région et du nombre de départements de la région dans laquelle le CRIJ a son siège. Cette subvention permet l'accueil des jeunes, l'animation, mais non le financement, du réseau régional des structures information jeunesse de la région (Bureaux information jeunesse et points information jeunesse) à travers le financement de documentations, de formations des personnels et des actions concertées du réseau. Sur ces 6 M€, une dotation de 200 000 € est allouée aux 30 centres régionaux d'information jeunesse pour développer l'information des jeunes dans le domaine de la création d'activité économique.

### SOUS ACTION « Accès à des loisirs de qualité » : 10,9 M€ en AE et CP

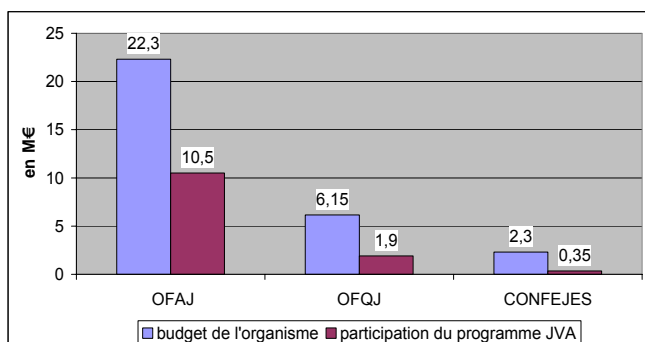
**Actions partenariales locales** : les services déconcentrés disposent de **4,40 M€ en AE et en CP** de crédits d'intervention pour le soutien aux politiques locales de jeunesse. Ils permettent d'accorder une subvention moyenne de 4 400 € à environ 1 000 associations locales pour la mise en place de projets tels que des chantiers de jeunes, des pratiques amateurs collectives, des actions en faveur du livre et de la lecture, dans une logique de lien social.

**Projets éducatifs locaux** : 44% des projets éducatifs locaux prévoient un financement de cette aide sous forme de transferts à des associations représentant un montant de **6,5 M€** sur les 14,5 M€ budgétés sur le programme « jeunesse et vie associative » dans ce secteur d'intervention.

### SOUS ACTION « Échanges internationaux des jeunes » : 13,14 M€ en AE et 13,44 M€ en CP

**Relations internationales** : sont ici regroupés les crédits accordés par le ministère à l'office franco-allemand pour la jeunesse (O.F.A.J.) pour **10,55 M€ d'AE et de CP**, à l'office franco-québécois pour la jeunesse (O.F.Q.J.) pour **1,97 M€ d'AE et de CP**, à la conférence des ministres de la jeunesse et des sports ayant le français en partage (CONFEJES) pour **0,334 M€ d'AE et de CP**.

Les réformes engagées sur l'OFAJ et la section française de l'OFQJ depuis quelques années doivent permettre une réduction significative des coûts de fonctionnement, en particulier en ce qui concerne la masse salariale de chacune des structures et augmenter ainsi la part des programmes destinés aux jeunes.



Le ministère chargé de la jeunesse développe une coopération bilatérale avec des pays méditerranéens, d'Europe centrale et orientale et d'Asie. Des protocoles sont signés sous l'égide du ministère des affaires étrangères dans les domaines de la jeunesse ou, sur des arrangements administratifs, signés par le seul ministère chargé de la jeunesse. Selon leur nature (protocole ou arrangement administratif), ces accords mobilisent des moyens budgétaires divers, ministériels ou interministériels. Toutefois, le coût moyen annuel d'une coopération bilatérale pour le ministère peut être estimé à environ 8 000 €. Avec une dotation de **0,285 M€ d'AE et de CP**, le ministère peut ainsi financer environ 45 actions de coopération. Enfin, en 2009, la France apportera une contribution au Conseil de l'Europe de **0,3 M€ en CP** pour la rénovation du centre européen de la jeunesse à Strasbourg engagée en 2008.

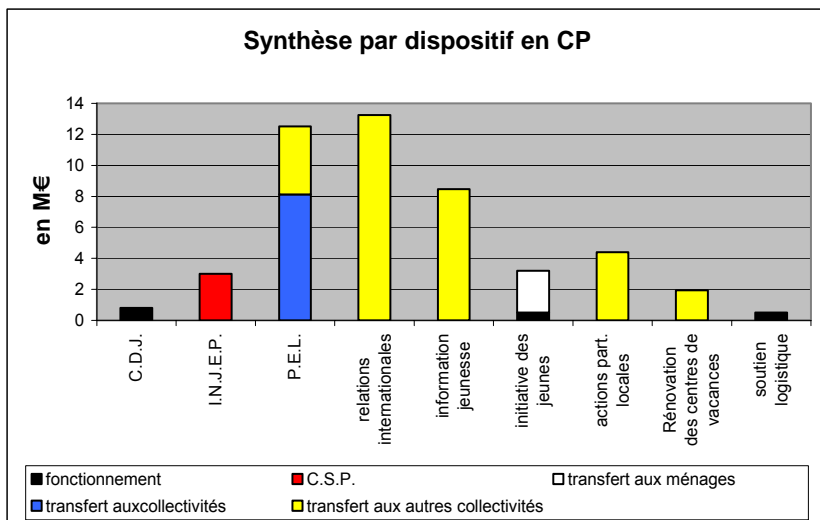
**SOUS ACTION « Protection des jeunes » : 1,7 M€ en AE et 1,94 M€ en CP****Rénovation des centres de vacances :**

Le patrimoine bâti permettant l'accueil des séjours de vacances collectifs des mineurs est la propriété d'associations ou de collectivités territoriales. Il est constitué de bâtiments pour la plupart de plus de 20 ans. Dans le cadre d'une action de soutien à la mise aux normes de ces bâtiments et à l'amélioration de leur accessibilité aux personnes handicapées (conformément notamment aux dispositions de la loi n°2005-102 du 11 février 2005), le ministère alloue un montant global de **1,7 M€** d'autorisations d'engagement à ces organismes. Ces aides permettent de soutenir environ 170 projets de rénovation par an correspondant à une subvention moyenne de l'ordre de 10 000 € par centre.

En ce qui concerne les crédits de paiement :

- 0,3 M€ sont nécessaires pour solder les opérations engagées les années antérieures à 2007
- 0,3 M€ au titre des AE 2007
- 0,5 M€ au titre des AE 2008
- 0,9 M€ au titre des AE 2009, soit un total de CP de **1,94 M€**

Les crédits destinés à la rénovation des centres d'accueils avec ou sans hébergement sont principalement versés à des associations chargées d'assurer la gestion des séjours de vacances et des accueils de loisirs.

**ACTION n° 03 : Promotion des actions en faveur de l'éducation populaire**

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement		44 118 000	<b>44 118 000</b>
Crédits de paiement		44 224 000	<b>44 224 000</b>

**ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE****DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT**

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	618 000	618 000
Subventions pour charges de service public	1 800 000	1 800 000

## DÉPENSE DE FONCTIONNEMENT COURANT

**SOUS ACTION « Soutien aux projets associatifs » : 0,62 M€ en AE et CP**

**Soutien logistique:** le ministère consacre **0,62 M€ d'AE et de CP** pour le soutien logistique aux activités d'éducation populaire se décomposant de la façon suivante :

- Une enveloppe de 40 000 € d'AE et de CP pour prendre en charge les frais de sténotypie et assurer le remboursement des frais de déplacement, d'hébergement et de restauration des représentants associatifs du **conseil national de l'éducation populaire et de la jeunesse (C.N.E.P.J.)** qui est une instance consultative placée auprès du ministre chargé de la jeunesse. Ce conseil comprend deux commissions spécialisées : la commission d'agrément et la commission d'habilitation. Le conseil national compte environ 72 membres.

- **Un budget de communication**, fixé à 0,360 M€ en AE et en CP. Le ministère est soucieux de marquer directement son soutien à certaines manifestations dans le domaine de l'éducation populaire. Il entend notamment financer lui-même des actions d'envergure nationale pour susciter une plus grande participation de la société civile et pour assurer une plus grande visibilité des actions menées dans ce champ d'intervention, à titre d'exemple : la campagne « Tous différents tous égaux », la campagne de soutien aux séjours de vacances, la participation du ministère à des festivals, remise des prix littéraires, etc.

- **Un budget de 0,22 M€** afin d'assurer le fonctionnement et les études menées par la mission statistique (MEOS) dans le cadre d'un transfert du programme 210 vers le programme 163 suite au rattachement à la DJEP des services vie associative et statistiques de la DVAEF (mesure RGPP).

## SUBVENTIONS POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC

**SOUS ACTION « Soutien aux projets associatifs » : 1,8 M€ en AE et CP**

Les crédits inscrits à l'action 03 alloués à l'INJEP s'élèvent à **1,8 M€ en AE et CP** permettant de financer d'une part la rémunération des personnels de l'établissement pour un montant de 1,5 M€ (soit 40% des crédits totaux de rémunération des personnels de l'INJEP pour 86 équivalents temps plein travaillé au lieu de 89 en 2008), et d'autre part d'allouer 0,2 M€ en AE et en CP pour le fonctionnement courant de l'établissement. Le ministère accorde enfin une subvention de 0,1 M€ d'AE et de CP à l'Institut pour permettre à cet opérateur de constituer une documentation accessible aux associations et aux professionnels de l'animation, et de concevoir et de réaliser des formations destinées aux fonctionnaires intervenant en matière d'éducation populaire.

Des éléments de justification complémentaires figurent dans la partie « Opérateurs » du projet annuel de performances.

## DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État		106 000

Dans le cadre de la RGPP et du transfert de la tutelle des établissements de la direction de support vers les directions opérationnelles, 0,11 M€ en CP sont transférés du programme 210 vers le programme 163 afin de solder les opérations d'investissement engagées les années antérieures à l'INJEP.

## DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux autres collectivités	41 700 000	41 700 000

## TRANSFERTS AUX AUTRES COLLECTIVITÉS

**SOUS ACTION « Soutien aux structures de l'emploi associatif » : 26,2 M€ en AE et CP**

**Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP) :** le ministère assure la promotion des actions en faveur de l'éducation populaire à travers son soutien à l'emploi d'animateurs dans le secteur associatif. Conformément aux dispositions de la convention pluriannuelle conclue avec le FONJEP dans le cadre des dispositions de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, il lui confie la gestion de **26,2 M€** correspondant au financement d'un maximum de 3 521 « postes FONJEP » (participation de l'État à la rémunération des personnels permanents employés par une association) au profit d'environ 2 500 associations bénéficiaires de l'agrément jeunesse et éducation populaire.

**SOUS ACTION « Soutien aux projets associatifs » : 15,5 M€ en AE et CP**

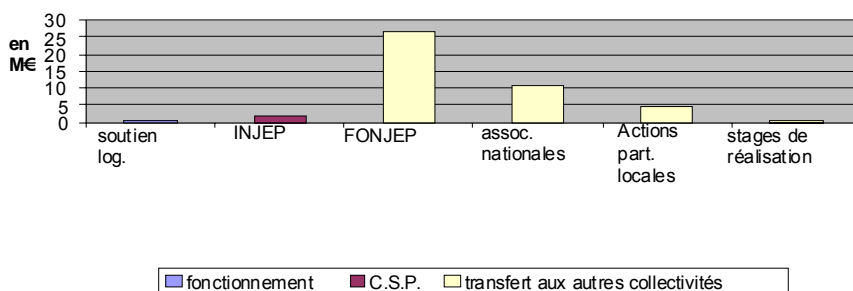
**Soutien national aux associations agréées jeunesse et éducation populaire :** le ministère apporte également une aide au secteur associatif à travers les subventions qu'il alloue aux associations agréées de jeunesse et d'éducation populaire pour un montant global de **10,5 M€**. Les associations nationales agréées, qui ont à l'égard de leurs réseaux des fonctions d'information, de formation, de coordination et d'impulsion, sont des acteurs fondamentaux et structurants du domaine. Les associations de jeunesse et d'éducation populaire ont vocation à intervenir en direction de la jeunesse et /ou à développer des actions intergénérationnelles dans des domaines qui concernent notamment les vacances, les loisirs de proximité (ex : scoutisme, chantiers de jeunes, maisons des jeunes et de la culture), le développement de la citoyenneté, les actions de prévention et celles en direction de publics spécifiques (ex : handicapés) et la formation des animateurs. Les subventions sont allouées soit sur projet annuel donnant éventuellement lieu à convention, soit dans le cadre de conventions pluriannuelles.

En 2008, 79 conventions pluriannuelles d'objectifs (CPO) sur 82 arrivent à échéance et sont en cours d'évaluation. Environ 80 CPO devraient être conclues en 2009 pour la période 2009-2011 pour un montant prévu de 7,2 M€.

Par ailleurs, 15 subventions annuelles vont être accordées en 2008. Un nombre comparable le sera en 2009.

**Actions partenariales locales en faveur de l'éducation populaire :** le ministère alloue également à ses services déconcentrés **5 M€ d'AE et de CP** de crédits d'intervention pour le soutien aux associations bénéficiant d'un agrément local, le financement d'actions en faveur de l'éducation populaire ou le soutien aux très petites associations et aux « juniors associations », dispositif permettant à des mineurs de créer leur association dans le cadre d'une pépinière (réseau national des juniors associations). Ces crédits d'intervention permettent d'accorder une subvention moyenne de 4.400 € à environ 1 200 associations locales.

synthèse par dispositifs

**ACTION n° 05 : Promotion de l'animation et de l'encadrement associatif**

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement		9 100 000	9 100 000
Crédits de paiement		9 100 000	9 100 000

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

## DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	800 000	800 000

## DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT COURANT

## SOUS ACTION « Certification et VAE » : 0,8 M€ en AE et CP

**Organisation des certifications (examens diplômes d'État) :** Brevet d'aptitude de l'animation socio-éducative (BASE) ; Brevet d'aptitude professionnel d'assistant animateur technicien (BAPAAT) ; Brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport (BPJEPS) ; Brevet d'État d'animateur technicien de l'éducation populaire et de la jeunesse (BEATEP) ; Diplôme d'État relatif aux fonctions d'animateur (DEFA) ; Diplôme d'État de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport (DEJEPS) ; Diplôme d'État de Directeur de Projet d'Animation et de Développement (DEDPAD) ; Diplôme d'État supérieur de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport (DESJEPS) ; Le coût moyen d'un diplômé (fonctionnement de jury) est estimé à 195 €. La prévision 2009 est la suivante : 4 100 diplômés x 195 € = **0,8 M€** en AE et CP.

## DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux ménages	6 100 000	6 100 000
Transferts aux autres collectivités	2 200 000	2 200 000

## TRANSFERTS AUX MÉNAGES

## SOUS ACTION « Accompagnement de la formation des bénévoles » : 3,3 M€ en AE et CP

**Soutien de la qualification de l'encadrement occasionnel des centres de vacances et de loisirs :** le ministère délivre des bourses individuelles pour les stagiaires préparant le BAFA ou le BAFD. Le montant de cette aide modulable est fixé à 305 € maximum par stagiaire BAFA et à 500 € maximum par stagiaire BAFD pour l'ensemble de la formation. Les candidats éligibles à une bourse sont en priorité : les demandeurs d'emplois non indemnisés, les bénéficiaires du RMI, les lycéens et étudiants boursiers, les candidats dont les parents ne sont pas imposables. Le taux moyen des bourses constaté est de 210 € pour le BAFA et de 280 € pour le BAFD. La prévision de dépense 2009 est de **3,3 M€** en AE et CP.

## SOUS ACTION « Accompagnement de l'emploi, formation et professionnalisation de l'encadrement » : 2,8 M€ en AE et CP

**Parcours Animation Sport (PAS) :** le programme dit « parcours animation sport » (PAS) permet à des jeunes issus notamment des zones urbaines sensibles (ZUS) d'acquérir une formation pour accéder à un emploi d'animateur ou d'éducateur dans le champ du sport et de l'animation, tout en bénéficiant d'un contrat aidé prévu par le plan de cohésion sociale. Le parcours de formation est susceptible de durer de 18 à 24 mois pour les jeunes nécessitant des actions de pré-qualification.

**2,8 M€** en AE et CP sont prévus en 2009 permettant d'envisager le financement d'environ 350 000 heures de formation sur la base d'un coût de l'heure stagiaire évalué à 8 €. Un parcours type comprend 240 h de pré-qualification et 500 h en centre de formation permettant d'envisager le financement de l'équivalent de 472 parcours complets. Il sera recherché des cofinancements notamment avec l'agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances pour accroître le nombre de bénéficiaires.

## TRANSFERTS AUX AUTRES COLLECTIVITÉS

**SOUS ACTION « Accompagnement de l'emploi, formation et professionnalisation de l'encadrement » : 1,4 M€ en AE et CP**

**Pour l'accompagnement de l'emploi et la professionnalisation de l'encadrement associatif : 1,4 M€** d'AE et de CP sont prévus pour financer 88 actions d'accompagnement des associations pour un montant moyen de subvention de 3 400 €, ainsi que pour accompagner 4 260 bénéficiaires de contrats-aidés pour un coût moyen de 305 €.

**SOUS ACTION « Observation des différents aspects de l'animation » : 0,7 M€ en AE et CP**

**Observation des métiers :**

Recueil des données nationales sur l'emploi et sur les pratiques socio éducatives dans les champs de l'animation mené par l'observatoire national des métiers de l'animation et du sport (ONMAS) afin de faciliter les besoins en matière de formation. Ces études sont effectuées en lien avec le réseau associatif et des établissements publics. **0,5 M€** sont prévus en 2009.

**Recherche autour des métiers de l'animation :** 4 conventions ministérielles prévues pour 2009 avec le réseau associatif sur des thématiques centrées sur la recherche autour des métiers de l'animation avec un coût moyen unitaire de 50 000 € soit **0,20 M€** au total.

**SOUS ACTION « Certification et VAE » : 0,1 M€ en AE et CP**

**Valorisation des parcours des bénévoles et accompagnement de la validation des acquis de l'expérience :** l'intervention du ministère se centre sur les bénévoles. Pour 2009, il est prévu un accompagnement de 625 bénévoles pour un coût moyen unitaire proche de 160 € soit **0,1 M€**



## OPÉRATEURS

## RÉCAPITULATION DES CRÉDITS DESTINÉS AUX OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

Nature de la dépense	Exécution 2007		LFI 2008		PLF 2009	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public (titre 3-2)			5 176 172	5 176 172	4 800 000	4 800 000
Dotations en fonds propres (titre 7-2)						
Transferts (titre 6)						
<b>Totaux</b>			<b>5 176 172</b>	<b>5 176 172</b>	<b>4 800 000</b>	<b>4 800 000</b>

## CONSOLIDATION DES EMPLOIS

## Avertissement

A compter du 1er janvier 2009, le plafond des autorisations d'emplois des opérateurs de l'État est fixé chaque année en loi de finances (article 64 de la LFI 2008).

	Réalisation 2007	Budget prévisionnel 2008 *	Prévision 2009
Rappel du total des emplois (ETPT) rémunérés par le programme (inclus dans le plafond d'emplois du ministère)			
Emplois (ETPT) des opérateurs rémunérés par le programme (inclus dans le plafond d'emplois du ministère)			
Emplois rémunérés par les opérateurs (hors plafond d'emplois du ministère)	116		
Emplois (ETP) rémunérés par les opérateurs (hors plafond d'emplois du ministère)		117	114
<i>dont sous plafond d'emplois opérateurs</i>		99	96
<i>dont hors plafond d'emplois opérateurs</i>		18	18

\* Les emplois rémunérés par les opérateurs sont présentés à titre indicatif pour 2008 selon les modalités prévues pour 2009.

## EMPLOIS DES OPÉRATEURS

## EMPLOIS PRIS EN COMPTE POUR LE PLAFOND D'EMPLOIS DES OPÉRATEURS

Intitulé de l'opérateur	Réalisation 2007 (RAP)				Prévision 2008 (Budget prévisionnel)				Prévision 2009			
	Rémunérés par le programme ETPT (1)	Rémunérés par les opérateurs			Rémunérés par le programme ETPT (1)	Rémunérés par les opérateurs ETP (2)			Rémunérés par le programme ETPT (1)	Rémunérés par les opérateurs ETP		
		ETPT	ETP	Effectifs		"sous plafond"	"hors plafond"	Total		"sous plafond" (3)	"hors plafond" (4)	Total
INJEP - Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire		116				99	18	117		96	18	114
<b>Totaux</b>		<b>116</b>				<b>99</b>	<b>18</b>	<b>117</b>		<b>96</b>	<b>18</b>	<b>114</b>

(1) Emplois des opérateurs inclus dans le plafond d'emplois du ministère.

(2) Emplois rémunérés par les opérateurs présentés à titre indicatif pour 2008 selon les modalités prévues pour 2009.

(3) Emplois (ETP) sous plafond d'emplois des opérateurs.

(4) Emplois (ETP) hors plafond d'emplois des opérateurs.

## PRÉSENTATION DES PRINCIPAUX OPÉRATEURS

### INJEP - INSTITUT NATIONAL DE LA JEUNESSE ET DE L'ÉDUCATION POPULAIRE

L'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire, établissement public à caractère administratif, a pour missions, aux termes de l'article 1er du décret n°90-544 du 2 juillet 1990, de « promouvoir l'éducation populaire sous toutes ses formes, de favoriser le développement de la vie associative et de participer à la mise en œuvre des actions en faveur de la jeunesse ». Il concourt également « au développement de la coopération internationale dans le domaine de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative ». Il est enfin chargé dans les domaines de sa compétence « d'organiser et d'accueillir des actions de formations, en particulier à l'intention des responsables et cadres associatifs ».

Les crédits alloués à l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire sont inscrits à la fois à l'action 2 « promotion des actions en faveur de la jeunesse » et à l'action 3 « promotion des actions en faveur de l'éducation populaire ».

Les crédits inscrits à l'action 2 « promotion des actions en faveur de la jeunesse » visent à financer notamment des dispositifs qui permettent aux jeunes d'être mieux informés, de mieux connaître les projets auxquels ils peuvent s'associer. Le site Internet développé par l'INJEP s'inscrit dans cette démarche. L'INJEP participe également au fonctionnement du conseil national de la jeunesse, instance placée auprès du ministre chargé de la jeunesse et composé de représentants des associations et de mouvements de jeunesse de toutes tendances. Ce conseil constitue un lieu de dialogue et de prise d'initiative au niveau national destiné à favoriser les échanges entre les jeunes et les pouvoirs publics.

Les crédits inscrits à l'action 3 « promotion des actions en faveur de l'éducation populaire » permettent à l'INJEP de participer à la mise en œuvre des objectifs établis dans cette action c'est à dire d'aider les associations à la réalisation de leur projet. A cet effet, l'INJEP constitue une documentation accessible aux associations et aux professionnels de l'animation, conçoit et réalise des formations destinées aux fonctionnaires intervenant en matière d'éducation populaire.

L'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire est placé sous la tutelle du ministère en charge de la jeunesse. A ce titre, trois représentants du ministère siègent au conseil d'administration de l'établissement. Le ministère et l'Institut sont engagés depuis 1999 dans une démarche de contractualisation qui offre un dialogue de gestion équilibré et argumenté entre l'autorité de tutelle fixant des orientations politiques et affectant un ensemble de moyens et l'opérateur public.

En 2009 la subvention allouée par le ministère en charge de la jeunesse sur les crédits inscrits au programme « jeunesse et vie associative », s'élève à 4,8 M€ en AE et en CP.

-En premier lieu, cette subvention est destinée à couvrir la rémunération des personnels de l'établissement, à hauteur de 86 ETPT (au lieu de 89 en 2008), pour 3,5 M€. Les autres emplois sont financés par des ressources propres (10 ETPT) ou des ressources affectées (18 ETPT). La diminution de 3 ETPT s'explique par l'application de la règle du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux.

-En second lieu, la subvention permet d'allouer des moyens, à hauteur de 0,53 M€, pour le fonctionnement courant de l'établissement.

-En troisième lieu, en application de la convention conclue entre le ministère de tutelle et l'Institut, 0,77 M€ sont versés pour le financement d'actions pédagogiques. Parmi celles-ci figurent l'administration de 3 sites Internet à destination des jeunes (Site Droits des jeunes, Portail génération Cyb, site e-pop), l'organisation de colloques et de séminaires, la publication d'ouvrages et l'achat de documentation, la mise en place d'études et de recherches et le soutien aux actions internationales menées par l'opérateur.

Par ailleurs, 0,106 M€ en CP sont prévus en crédits d'investissement pour solder les opérations engagées les années antérieures.

Pour mémoire, 0,157 M€ sont alloués à l'INJEP sur le programme 210 « conduite et pilotage » pour la formation du personnel du Ministère (dont 20 000€ au titre de la formation continue du personnel de l'INJEP).

## FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(En milliers d'euros)

Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Exécution 2007		LFI 2008		PLF 2009	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
<b>Action n° 01 : Développement de la vie associative</b>	<b>21</b>	<b>21</b>	<b>21</b>	<b>21</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Subventions pour charges de service public	21	21	21	21	0	0
<b>Action n° 02 : Promotion des actions en faveur de la jeunesse</b>	<b>3 133</b>	<b>3 133</b>	<b>3 167</b>	<b>3 167</b>	<b>3 000</b>	<b>3 000</b>
Subventions pour charges de service public	3 133	3 133	3 167	3 167	3 000	3 000
<b>Action n° 03 : Promotion des actions en faveur de l'éducation populaire</b>	<b>1 999</b>	<b>1 999</b>	<b>1 911</b>	<b>1 911</b>	<b>1 800</b>	<b>1 800</b>
Subventions pour charges de service public	1 999	1 999	1 911	1 911	1 800	1 800
<b>Action n° 05 : Promotion de l'animation et de l'encadrement associatif</b>	<b>48</b>	<b>48</b>	<b>77</b>	<b>77</b>		
Subventions pour charges de service public	48	48	77	77		
<b>Totaux pour ce programme</b>	<b>5 201</b>	<b>5 201</b>	<b>5 176</b>	<b>5 176</b>	<b>4 800</b>	<b>4 800</b>
<b>Programme 210 : Conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative</b>	<b>157</b>	<b>157</b>	<b>157</b>	<b>157</b>	<b>157</b>	<b>263</b>
Subventions pour charges de service public	157	157	157	157	157	157
Transferts						106
<b>Totaux</b>	<b>5 358</b>	<b>5 358</b>	<b>5 333</b>	<b>5 333</b>	<b>4 957</b>	<b>5 063</b>

## BUDGET PRÉVISIONNEL 2008 DE L'OPÉRATEUR

## Compte de résultat

(En milliers d'euros)

Dépenses	Exécution 2007	Budget prévisionnel 2008	Recettes	Exécution 2007	Budget prévisionnel 2008
Personnel	5 119 283	5 368 739	Ressources de l'État	5 165 696	5 276 506
Fonctionnement	3 474 335	3 727 589	- subventions de l'État	5 165 696	5 276 506
Intervention	7 940 091	8 321 029	- ressources fiscales		
			Autres subventions	9 115 970	9 339 139
			Ressources propres et autres	2 636 119	2 599 753
<b>Total des dépenses</b>	<b>16 533 709</b>	<b>17 417 357</b>	<b>Total des recettes</b>	<b>16 917 785</b>	<b>17 215 398</b>
Résultat : bénéfice	384 076		Résultat : perte		201 959
Total équilibre du CR	<b>16 917 785</b>	<b>17 417 357</b>	Total équilibre du CR	<b>16 917 785</b>	<b>17 417 357</b>

## Tableau de financement abrégé

(En milliers d'euros)

Emplois	Exécution 2007	Budget prévisionnel 2008	Ressources	Exécution 2007	Budget prévisionnel 2008
Insuffisance d'autofinancement			Capacité d'autofinancement	546 651	15 375
Investissements	578 892	1 043 034	Ressources de l'État		
			Autres subv. d'investissement et dotations		
			Autres ressources		
<b>Total des emplois</b>	<b>578 892</b>	<b>1 043 034</b>	<b>Total des ressources</b>	<b>546 651</b>	<b>15 375</b>
Apport au fonds de roulement			Prélèvement sur le fonds de roulement	32 241	1 027 659

## ■ CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2007	Budget prévisionnel 2008 *	Prévision 2009
Emplois rémunérés par l'opérateur	116		
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur		117	114
<i>dont emplois sous plafond opérateurs</i>		99	96
<i>dont emplois hors plafond opérateurs</i>		18	18

\* Les emplois rémunérés par les opérateurs sont présentés à titre indicatif pour 2008 selon les modalités prévues pour 2009.

## ANALYSE DES COÛTS DU PROGRAMME ET DES ACTIONS

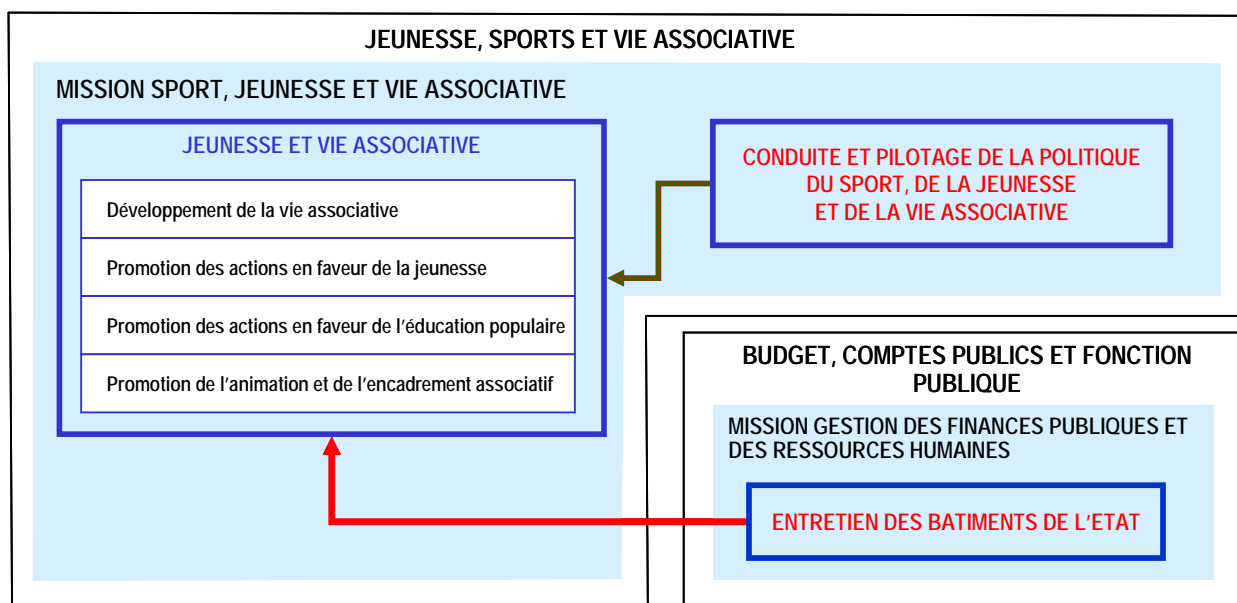
### Avertissement

Sont décrites ici les dépenses prévisionnelles pour chaque action, après ventilation des crédits (comprenant autant que de besoin les évaluations de fonds de concours et attributions de produits) des actions de conduite, pilotage, soutien ou de services polyvalents vers les actions de politique publique. Cette description comporte trois volets : la cartographie des liens vers ou depuis les actions du programme, un tableau de synthèse et les commentaires explicatifs. Les données ont été élaborées par les ministères en charge des programmes, en concertation avec le ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique.

S'appuyant sur des principes et des méthodes définis au plan interministériel, la démarche pragmatique adoptée pour les projets de loi de finances précédents, faisant porter l'effort sur l'identification des enjeux pertinents en termes politiques et financiers, est reconduite et approfondie. L'analyse des coûts doit être envisagée comme une démarche progressive, dont la précision évoluera au fil des exercices, dès lors que les phases d'exécution permettront de valider les méthodes et de se référer à des données comptables.

### SCHÉMA DE DÉVERSEMENT ANALYTIQUE DU PROGRAMME

Ce schéma représente les liens entre les actions du programme et avec des actions d'autres programmes.



## PRÉSENTATION DES CRÉDITS DE PAIEMENT CONCOURANT À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE

Intitulé de l'action	PLF 2009 crédits directs (y.c. FDC et ADP)	Ventilation des crédits de pilotage, de soutien et/ou de polyvalence		PLF 2009 après ventilation (y.c. FDC et ADP)	LFI 2008 après ventilation (y.c. FDC et ADP)
		au sein du programme	entre programmes		
Développement de la vie associative	15 760 000		+9 365 057	+25 125 057	+27 380 357
Promotion des actions en faveur de la jeunesse	50 040 000		+55 149 778	+105 189 778	+96 279 762
Promotion des actions en faveur de l'éducation populaire	44 224 000		+10 405 619	+54 629 619	+57 193 858
Protection des jeunes (ancien)					+16 166 900
Promotion de l'animation et de l'encadrement associatif	9 100 000		+29 135 732	+38 235 732	+38 042 495
<b>Totaux</b>	<b>119 124 000</b>		<b>+104 056 186</b>	<b>223 180 186</b>	<b>235 063 372</b>

Ventilation des crédits de pilotage, de soutien et/ou de polyvalence vers (+) ou en provenance (-) d'autres programmes	<b>-104 056 186</b>
Conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative (Mission « Sport, jeunesse et vie associative »)	-103 976 142
Entretien des bâtiments de l'État (Mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines »)	-80 044

## OBSERVATIONS

Le programme « Jeunesse et vie associative » regroupe des activités visant à permettre aux jeunes de participer pleinement à une société qui a besoin de leur dynamisme, de leur générosité et de leur imagination.

Au-delà du seul champ de la jeunesse et de l'éducation populaire, le programme a compétence pour prendre en charge des dossiers transversaux permettant de faire reconnaître le rôle majeur des associations en France et ainsi de soutenir leur développement et de renforcer la cohésion sociale.

Les dépenses de personnels et de fonctionnement concourant à la mise en œuvre de la politique publique de la jeunesse et de la vie associative sont regroupées pour des raisons essentiellement techniques au sein du programme « Conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative ».

Aussi est-il nécessaire, en analyse des coûts, de déverser au sein du programme « Jeunesse et vie associative », la part correspondante du programme « Conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative » afin d'en améliorer la lisibilité et la cohérence pour les parlementaires.

Pour ce faire, à l'instar de ce qui avait été proposé pour les PLF 2006, 2007 et 2008, des clefs de répartition sont nécessaires pour procéder à ce déversement. Elles ont été définies sur la base des résultats issus d'enquêtes spécifiques permettant d'apprécier la ventilation du temps de travail des agents du secteur jeunesse, sport et vie associative du ministère par programme et même par action. L'ensemble des structures concernées (services déconcentrés et établissements) a été destinataire, pour ce faire, d'une instruction accompagnée d'un guide méthodologique.

Ces enquêtes ont confirmé les clefs arrêtées pour le PLF 2007 et ont été reconduites pour les PLF 2008 et 2009.

Ainsi, sont déversés dans le programme « Jeunesse et Vie associative » les crédits de rémunération des personnels dont l'activité concourt à la mise en œuvre du programme jeunesse et vie associative, soit :

- 6 % des crédits de l'action 01 « Personnels du programme sport » du programme « Conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative » ;

- 93 % des crédits de l'action 02 « Personnels du programme jeunesse et vie associative » du programme « Conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative ».

Par ailleurs, les crédits des actions 03, « Personnels du programme conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative », 04, « Recrutement, formation et action sociale des personnels du ministère » et 05, « Logistique, investissements et moyens généraux de l'administration centrale et des services déconcentrés » sont déversés à hauteur de 68 %.

Ils correspondent au nombre d'heures travaillées pour ce programme par l'ensemble des agents de la mission.

Un programme 309 «Entretien des bâtiments de l'État » (qui relève de la mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines ») ayant été créé en 2009, sous la responsabilité du service France Domaine, un BOP ministériel "Sport, Jeunesse et Vie associative" est ouvert au sein de ce programme 309. Il sera doté de 0,25 M€ en 2009.

En conséquence, un déversement des crédits correspondant du programme 309 est effectué en analyse des coûts directement sur les programmes de politique publique de la mission. Ce déversement représente 0,08 M€ pour le programme « Jeunesse et vie associative ».

Au sein du programme «Jeunesse et vie associative », les crédits du programme « Conduite et pilotage de la politique, du sport, de la jeunesse et de la vie associative » et du programme « Entretien des bâtiments de l'État » se répartissent comme suit :

Intitulé de l'action	
Développement de la vie associative	4 %
Promotion des actions en faveur de la jeunesse	25 %
Promotion des actions en faveur de l'éducation populaire	5 %
Promotion de l'animation et de l'encadrement associatif	13 %

Le tableau ci-dessous permet de comparer la part des crédits de chaque action après le déversement du programme « Conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative » au sein du programme « Jeunesse et vie associative » :

#### Part des crédits du programme par action

Intitulé de l'action	avant ventilation	après ventilation
Développement de la vie associative	13 %	11 %
Promotion des actions en faveur de la jeunesse	42 %	47 %
Promotion des actions en faveur de l'éducation populaire	37 %	24 %
Promotion de l'animation et de l'encadrement associatif	8 %	18 %





## PROGRAMME 210

**CONDUITE ET PILOTAGE DE LA POLITIQUE DU SPORT, DE LA JEUNESSE ET DE LA VIE ASSOCIATIVE**

MINISTRE CONCERNÉ : ROSELYNE BACHELOT-NARQUIN, MINISTRE DE LA SANTÉ, DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE LA VIE ASSOCIATIVE

Présentation stratégique du projet annuel de performances	122
Présentation des crédits et des dépenses fiscales	124
Présentation du programme et des actions	127
Objectifs et indicateurs de performance	132
Justification au premier euro	137
Analyse des coûts du programme et des actions	152

## PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DU PROJET ANNUEL DE PERFORMANCES

Hervé CANNEVA

Directeur des ressources humaines, de l'administration et de la coordination générale

Responsable du programme n° 210 : Conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative

Le programme « conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative » regroupe les moyens humains et la majeure partie des moyens d'intérêt commun nécessaires à la mise en œuvre des politiques conduites en faveur du sport, de la jeunesse et de la vie associative.

Sa finalité globale est donc de venir en appui des autres programmes de la mission, en leur offrant les meilleures prestations (gestion des ressources humaines, logistique, politique immobilière...) en terme de qualité et d'efficacité.

Le contexte des importantes mutations engagées dans le cadre de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) affectera de façon particulière le programme « conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative ».

Le mouvement de rationalisation des structures et de mutualisation des services gérant les moyens d'intérêt commun autorisera tout d'abord un effort significatif de réduction des effectifs que traduit le schéma d'emploi pour 2009.

Les travaux de la RGPP relatifs à l'organisation des services faciliteront les mesures d'économies permettant ainsi de dégager les ressources nécessaires au financement des grandes priorités de l'action de l'Etat dans le secteur de la jeunesse, des sports et de la vie associative.

Enfin, les réformes nécessiteront un accompagnement étroit des évolutions engagées et un soutien actif aux démarches qui seront conduites tant dans le domaine des ressources humaines que dans le domaine de la reconfiguration des structures centrales et territoriales.

Le programme « conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative » subit en 2009 une modification de périmètre, consécutive au transfert de la tutelle des CREPS au profit du programme sport.

La mesure de sa performance s'exprime, pour ces raisons, à travers deux objectifs auxquels sont associés huit indicateurs.

- Assurer une gestion performante des ressources humaines (3 indicateurs).
- Moderniser et optimiser la gestion des moyens de fonctionnement des services (5 indicateurs).

A ce stade de la mise en œuvre de la révision générale des politiques publiques et en raison des difficultés d'évaluation des économies qui résulteront en particulier de la reconfiguration des services territoriaux, certaines variables ou certaines valeurs cibles présentent encore un caractère provisoire.

Les précisions méthodologiques font alors mention de ces difficultés pour chacun des indicateurs concernés.

Les valeurs cibles seront donc progressivement ajustées au rythme de la reconfiguration des services.

## RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

<b>■ OBJECTIF 1</b>	<b>Assurer une gestion performante des ressources humaines</b>
INDICATEUR 1.1	Nombre d'entretiens individuels de carrière réalisés en administration centrale pour les personnels de direction / nombre total des agents occupant ces emplois
INDICATEUR 1.2	Taux de formation continue des agents : nombre de personnels de toutes catégories ayant suivi une formation/nombre de personnels en fonction
INDICATEUR 1.3	Efficience RH (gérants/gérés)
<b>■ OBJECTIF 2</b>	<b>Moderniser et optimiser le fonctionnement des services</b>
INDICATEUR 2.1	Téléprocédures : taux de dématérialisation des procédures internes et externes
INDICATEUR 2.2	Dépense moyenne de fonctionnement/agent (hors loyers et charges immobilières)
INDICATEUR 2.3	Efficience bureautique
INDICATEUR 2.4	Taux d'occupation des locaux
INDICATEUR 2.5	Coût complet d'occupation des locaux par agent (ETPT)

## Conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative

Programme n° 210 PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

## PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

## 2009 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS DEMANDÉS

## 2009 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Total pour 2009	FDC et ADP attendus en 2009
01	Personnels du programme "Sport"	236 566 871			236 566 871	
02	Personnels du programme "Jeunesse et vie associative"	36 514 940			36 514 940	
03	Personnels du programme "Conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative"	120 505 512			120 505 512	
04	Recrutement dans les corps propres de l'administration de la jeunesse et des sports, formation et action sociale pour les personnels	885 677	3 600 000		4 485 677	
05	Logistique, investissements et moyens généraux de l'administration centrale, des services déconcentrés (libellé modifié)		85 521 032	2 353 829	87 874 861	50 000
Totaux		394 473 000	89 121 032	2 353 829	485 947 861	50 000

## 2009 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Total pour 2009	FDC et ADP attendus en 2009
01	Personnels du programme "Sport"	236 566 871			236 566 871	
02	Personnels du programme "Jeunesse et vie associative"	36 514 940			36 514 940	
03	Personnels du programme "Conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative"	120 505 512			120 505 512	
04	Recrutement dans les corps propres de l'administration de la jeunesse et des sports, formation et action sociale pour les personnels	885 677	3 600 000		4 485 677	
05	Logistique, investissements et moyens généraux de l'administration centrale, des services déconcentrés (libellé modifié)		47 158 532	2 247 889	49 406 421	50 000
Totaux		394 473 000	50 758 532	2 247 889	447 479 421	50 000

## 2008 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LOI DE FINANCES INITIALE)

## 2008 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Total pour 2008	Prévisions FDC et ADP 2008
01 Personnels du programme "Sport"	193 810 055			193 810 055	
02 Personnels du programme "Jeunesse et vie associative"	37 210 883			37 210 883	
03 Personnels du programme "Conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative"	152 695 020			152 695 020	
04 Recrutement dans les corps propres de l'administration de la jeunesse et des sports, formation et action sociale pour les personnels	885 677	4 291 851		5 177 528	
05 Logistique, investissements et moyens généraux de l'administration centrale, des services déconcentrés et des établissements		50 571 137	2 579 250	53 150 387	200 000
Totaux	384 601 635	54 862 988	2 579 250	442 043 873	200 000

## 2008 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Total pour 2008	Prévisions FDC et ADP 2008
01 Personnels du programme "Sport"	193 810 055			193 810 055	
02 Personnels du programme "Jeunesse et vie associative"	37 210 883			37 210 883	
03 Personnels du programme "Conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative"	152 695 020			152 695 020	
04 Recrutement dans les corps propres de l'administration de la jeunesse et des sports, formation et action sociale pour les personnels	885 677	4 291 851		5 177 528	
05 Logistique, investissements et moyens généraux de l'administration centrale, des services déconcentrés et des établissements		50 414 637	2 654 200	53 068 837	200 000
Totaux	384 601 635	54 706 488	2 654 200	441 962 323	200 000

## Conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative

Programme n° 210 PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

## PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR TITRE ET CATÉGORIE

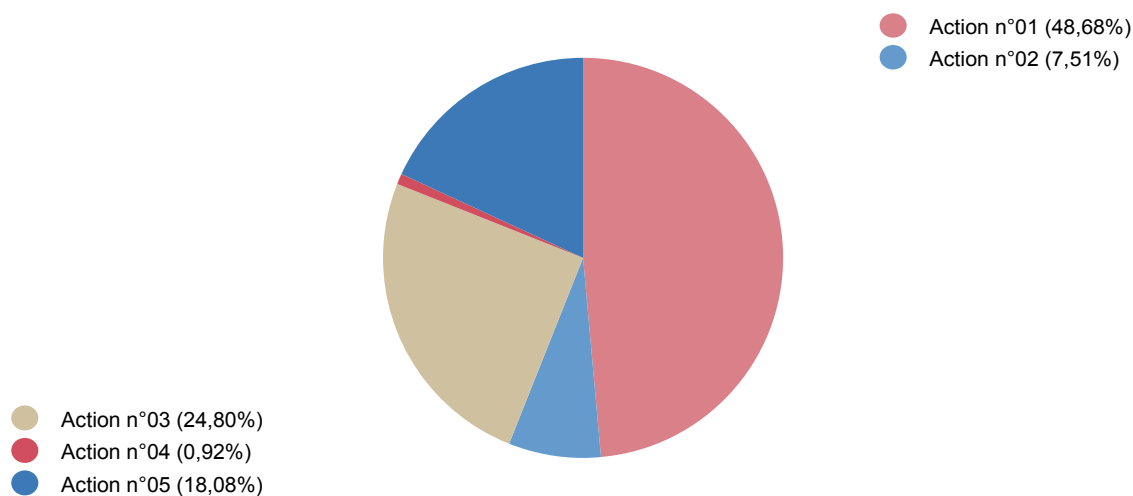
Titre et catégorie	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Consommées en 2007	Ouvertes en LFI pour 2008	Demandées pour 2009	Consommés en 2007	Ouverts en LFI pour 2008	Demandés pour 2009
<b>Titre 2. Dépenses de personnel</b>		384 601 635	394 473 000		384 601 635	394 473 000
Rémunérations d'activité		241 124 201	243 892 569		241 124 201	243 892 569
Cotisations et contributions sociales		140 016 151	147 955 656		140 016 151	147 955 656
Prestations sociales et allocations diverses		3 461 283	2 624 775		3 461 283	2 624 775
<b>Titre 3. Dépenses de fonctionnement</b>		54 862 988	89 121 032		54 706 488	50 758 532
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		48 300 448	88 297 032		48 143 948	49 934 532
Subventions pour charges de service public		6 562 540	824 000		6 562 540	824 000
<b>Titre 5. Dépenses d'investissement</b>		2 579 250	2 353 829		2 654 200	2 247 889
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État		2 579 250	2 353 829		2 654 200	2 247 889
<b>Totaux hors FDC et ADP prévus</b>		<b>442 043 873</b>	<b>485 947 861</b>		<b>441 962 323</b>	<b>447 479 421</b>
FDC et ADP prévus		200 000	50 000		200 000	50 000
<b>Totaux y.c. FDC et ADP</b>		<b>442 243 873</b>	<b>485 997 861</b>		<b>442 162 323</b>	<b>447 529 421</b>

## PRÉSENTATION DU PROGRAMME ET DES ACTIONS

## PRÉSENTATION PAR ACTION DES CRÉDITS DEMANDÉS

Numéro et intitulé de l'action		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
01	Personnels du programme "Sport"	236 566 871	236 566 871
02	Personnels du programme "Jeunesse et vie associative"	36 514 940	36 514 940
03	Personnels du programme "Conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative"	120 505 512	120 505 512
04	Recrutement dans les corps propres de l'administration de la jeunesse et des sports, formation et action sociale pour les personnels	4 485 677	4 485 677
05	Logistique, investissements et moyens généraux de l'administration centrale, des services déconcentrés (libellé modifié)	87 874 861	49 406 421
<b>Totaux</b>		<b>485 947 861</b>	<b>447 479 421</b>

Répartition par action des autorisations d'engagement demandées pour 2009



## PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme a pour finalité essentielle de favoriser la réussite des politiques publiques mises en œuvre au travers des deux programmes opérationnels de la mission « sport, jeunesse et vie associative ». Les crédits inscrits dans le programme « conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative » sont ainsi destinés à financer les moyens humains et de fonctionnement qui sont indispensables aux services centraux et déconcentrés - ainsi qu'aux établissements pour les moyens humains - relevant du ministère de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative pour exercer des missions dévolues à l'État dans le champ du secrétariat d'État chargé des sports, de la jeunesse et de la vie associative.

Le soutien apporté aux deux autres programmes par l'intermédiaire du programme « conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative » revêt ainsi trois formes :

- Mise à disposition d'outils d'expertise et de compétences en matière de gestion financière et de gestion des personnels ainsi que dans les domaines juridiques et de la gestion patrimoniale et des achats.
- Exercice d'une fonction de coordination et de synthèse permettant d'assurer la cohérence de la préparation et de l'exécution budgétaire de la mission.
- Allocation de ressources humaines, au travers d'une gestion complète pour les personnels appartenant aux corps spécifiques de jeunesse et sports ou d'une gestion partagée pour les personnels appartenant aux corps relevant du ministère chargé de l'éducation nationale.

La gestion du programme « conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative » sera marquée en 2009 par les décisions arrêtées dans le cadre de la révision générale des politiques publiques.

D'une façon générale, l'ensemble des mesures décidées en matière de réforme territoriale de l'État ainsi que dans le champ particulier de la « jeunesse et des sports » aura des conséquences en termes de gestion du programme dont les crédits seront fortement mobilisés, notamment ceux relevant du titre 2, pour contribuer à la réussite des réformes entreprises.

Par ailleurs, le pilotage du programme s'inscrira dans le cadre de l'ambitieuse réforme de l'administration centrale dans le domaine des « fonctions support » qui conduira le 1er janvier 2009 à la fusion des deux directions chargées de l'administration, à l'intérieur du périmètre « santé, jeunesse, sports et vie associative ».

### Contenu du programme et présentation de la structure en actions.

La spécificité du programme réside essentiellement dans son champ de mise en œuvre qui couvre la mission « sport, jeunesse et vie associative »

La structure interne du programme présente quant à elle deux caractéristiques :

a) Le programme regroupe en premier lieu l'ensemble des dépenses de personnels qui relèvent du titre 2. Le choix est certes discutable au regard des principes de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) mais repose fondamentalement sur des considérations pratiques liées principalement à la forte dispersion de la fonction de paye - pourtant concentrée à l'échelon régional - et au volume réduit des effectifs concernés. Ce choix de maintenir l'ensemble des dépenses de personnel sur le titre 2 se justifie par la nécessité :

- d'assurer avec le maximum d'efficacité, et ce dans un cadre très contraint, la maîtrise de la masse salariale. En effet, la répartition sur les 3 programmes des dépenses de personnel soulèverait, en l'état des outils de gestion disponibles, d'inévitables difficultés dans le calibrage des dotations,
- et d'éviter des disparités importantes, selon les programmes, entre populations relevant de statuts similaires (professeurs de sport et conseillers d'éducation populaire et de jeunesse) ou identique (conseillers techniques et pédagogiques supérieures) compte tenu des déséquilibres d'effectifs importants entre ces populations.

Pour autant, la gestion du titre 2 doit être fortement corrélée aux besoins et attentes liés à la mise en œuvre des politiques publiques. Ainsi le dialogue entre la direction chargée des ressources humaines et les directions « métier » doit-il être encore renforcé .



b) Le programme regroupe en second lieu les moyens support correspondant à la fois à l'exercice par les services centraux de fonctions d'état-major ainsi qu'au fonctionnement courant des services déconcentrés (ensemble des dispositifs de gestion relatifs au recrutement et à la formation des personnels, aux systèmes d'information et de communication ainsi qu'aux fonctions immobilière, juridique et logistique).

Les actions 01, 02 et 03 correspondent aux crédits des personnels de l'administration centrale, des services déconcentrés et des établissements publics administratifs qui concourent soit à la mise en œuvre des politiques publiques soit au pilotage des services ou à l'exercice des fonctions support.

L'action 04 comporte les crédits nécessaires aux actions de recrutement, de formation des personnels ainsi qu'à l'action sociale.

L'action 05 regroupe les dépenses de fonctionnement courant des services, les dépenses immobilières, d'informatique et de télécommunication, les frais de justice ainsi que les dépenses d'investissement dont le parc automobile des services.

### Pilotage du programme

La responsabilité du programme, confiée jusqu'à la fin de l'année 2008 au directeur des ressources humaines, de l'administration et de la coordination générale, sera redéfinie en 2009 pour tenir compte de la réorganisation des services centraux du ministère de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative et du rôle qui sera dévolu au secrétaire général.

Les budgets opérationnels du programme sont situés :

- au niveau de l'administration centrale pour la rémunération des personnels des services centraux, le financement des fonctions d'état-major et la gestion des crédits d'investissement et certains crédits de fonctionnement des services déconcentrés ;
- au niveau régional, pour les services déconcentrés.

### RÉCAPITULATION DES ACTIONS

- ACTION n° 01 : Personnels du programme "Sport"
- ACTION n° 02 : Personnels du programme "Jeunesse et vie associative"
- ACTION n° 03 : Personnels du programme "Conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative"
- ACTION n° 04 : Recrutement dans les corps propres de l'administration de la jeunesse et des sports, formation et action sociale pour les personnels
- ACTION n° 05 : Logistique, investissements et moyens généraux de l'administration centrale, des services déconcentrés

## PRÉSENTATION DES ACTIONS

## ACTION n° 01

Personnels du programme "Sport"

48,7 %



Cette action a vocation à regrouper principalement les dépenses de rémunération des agents exerçant les fonctions de conseiller d'animation sportive ou de conseiller technique sportif, ainsi que celles de l'ensemble des personnels de l'Institut national du sport et de l'éducation physique (INSEP), de l'Ecole nationale de voile et des sports nautiques, de l'Ecole nationale de ski et d'alpinisme ou bien placés auprès des fédérations sportives. Elle regroupe également en 2009 les dépenses de rémunération de l'ensemble des personnels des CREPS. Cette action est qualifiée d'action « miroir » car elle a vocation à être déversée automatiquement et en totalité dans le programme « sport » dans le cadre de la comptabilité d'analyse des coûts.

## ACTION n° 02

Personnels du programme "Jeunesse et vie associative"

7,5 %



Cette action a vocation à regrouper principalement les dépenses de rémunération des « personnels techniques et pédagogiques » (PTP) concourant à la mise en œuvre du programme opérationnel « jeunesse et vie associative » au sein des services déconcentrés. Cette action est qualifiée d'action « miroir » car elle a vocation à être déversée automatiquement et en totalité dans le programme « jeunesse et vie associative » dans le cadre de la comptabilité d'analyse des coûts.

## ACTION n° 03

Personnels du programme "Conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative"

24,8 %



Cette action a vocation à regrouper principalement les dépenses de rémunération des personnels d'encadrement et d'inspection, des personnels d'administration, de maintenance et de santé qui exercent leurs fonctions dans les services déconcentrés ainsi que celles de tous les personnels de l'administration centrale.

## ACTION n° 04

Recrutement dans les corps propres de l'administration de la jeunesse et des sports, formation et action sociale pour les personnels

0,9 %



Cette action inclut notamment les dépenses relatives à l'organisation des concours et celles qui contribuent à la mise en œuvre de la formation statutaire et continue. Y ont été ajoutées les dépenses d'action sociale.

**ACTION n° 05****Logistique, investissements et moyens généraux de l'administration centrale, des services déconcentrés****18,1 %**

Cette action qui comprend d'une part les dépenses générales de fonctionnement et d'investissement des services assure plusieurs finalités :

- mettre en œuvre dans les services centraux les prestations logistiques (maintenance, entretien, nettoyage, achats, reprographie, documentation, informatique...) ;
- fournir aux services déconcentrés les moyens de leur fonctionnement (dépenses immobilières, fournitures, dépenses informatiques, frais de déplacement) ;
- piloter la politique immobilière des services de la jeunesse, des sports et de la vie associative ;
- assurer le financement de l'essentiel de la fonction juridique et prendre en charge les dépenses d'État-major.

## OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

## OBJECTIF n° 1 : Assurer une gestion performante des ressources humaines

Les personnels de direction et d'inspection, les personnels techniques et pédagogiques ainsi que les personnels des filières administrative, ouvrière et de service jouent un rôle majeur dans la mise en œuvre des politiques en faveur du sport, de la jeunesse et de la vie associative.

Les enjeux importants liés à cette mise en œuvre justifient une politique des ressources humaines renouvelée prenant en compte les parcours de carrière, le renforcement des actions de formation comme outil majeur de la professionnalisation et le développement de la mobilité permettant de gérer avec efficacité les compétences et le potentiel des agents.

L'objectif consiste à mieux évaluer les potentiels des personnels de direction, à renforcer l'effort de formation en faveur de l'ensemble des agents et à améliorer l'efficacité de la fonction « ressources humaines ».

Le choix de l'entretien de carrière répond à la nécessité d'évaluer les personnels de direction et d'identifier parmi ces cadres les profils, à forte capacité d'adaptation, à forte compétence managériale, et justifiant d'une réelle aptitude à la conduite du changement, qualités exigées des personnels de direction dans le contexte des transformations en cours.

Le choix de la formation constitue un objectif majeur pour la gestion des ressources humaines dans le contexte de la formation tout au long de la carrière.

Le choix d'un indicateur d'efficacité de la fonction RH traduit pour sa part l'effort de productivité qui doit accompagner progressivement l'évolution qualitative de son contenu.

**INDICATEUR 1.1 : Nombre d'entretiens individuels de carrière réalisés en administration centrale pour les personnels de direction / nombre total des agents occupant ces emplois**

(du point de vue de l'usager)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Ratio : nombre d'entretiens individuels de carrière réalisés en administration centrale pour les personnels de direction / nombre total des agents occupant ces emplois.	%	22	22,6	27	27	28	33

**Précisions méthodologiques :**

L'indicateur rend compte de l'effort consenti pour permettre à chaque directeur de service déconcentré ou d'établissement de bénéficier d'un entretien de carrière tous les trois ans. Le ratio est calculé en rapportant le nombre d'entretiens réalisés en administration centrale chaque année par le nombre total d'agents occupant les fonctions de directeur régional, de directeur régional adjoint, de directeur départemental, de directeur et directeur adjoint d'établissement. Ces entretiens ont pour vocation d'identifier les potentiels des personnels de direction afin de proposer des orientations professionnelles en cohérence avec leurs compétences, leurs aspirations et les besoins de l'administration. Ils portent sur le parcours antérieur de l'agent, ses réalisations et projets professionnels permettant à l'administration centrale de formuler un avis ou des recommandations.

Cet indicateur ne saurait se réduire à un simple indicateur d'activité même s'il ne fait à ce stade que quantifier les entretiens.

Ces derniers constituent en effet un outil privilégié pour la connaissance des emplois et la gestion des parcours de carrière en particulier dans le contexte actuel de la réforme de l'administration territoriale (RGPP) :

- ils permettent une meilleure connaissance de la particularité de chacun des postes et des profils de direction les plus adaptés,
- ils facilitent la gestion prévisionnelle des emplois,
- ils améliorent le processus d'affectation sur les emplois de responsabilité en tenant compte du classement des postes,
- ils contribuent à la démarche d'évaluation de ces personnels.

L'évolution de la valeur de cet indicateur à l'horizon 2011 ne tient pas compte à ce stade de tous les effets du processus de reconfiguration des services déconcentrés décidés par les mesures des CMPP des 4 avril et 11 juin 2008. Les conséquences de ces reconfigurations seront progressivement traduites dans la projection au rythme des reconfigurations qui seront mises en œuvre.

La valeur cible 2011 renseignée a toutefois été ajustée pour tenir compte des évolutions prévisibles.

Source des données : Ministère - Les données sont issues des tableaux de bord de gestion de la direction chargée des ressources humaines.

### INDICATEUR 1.2 : Taux de formation continue des agents : nombre de personnels de toutes catégories ayant suivi une formation/nombre de personnels en fonction

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Nombre de personnels de toutes catégories ayant suivi une formation / nombre de personnels en fonction	%	17,67	17,85	18,5	18,5	19,18	20,71

#### Précisions méthodologiques :

Cet indicateur mesure l'effort consenti en matière de formation des personnels appartenant à l'administration « jeunesse et sport » du ministère. Il rapporte le nombre d'agents ayant suivi au moins une formation au cours de l'année au nombre total de personnels en fonction. Seules les formations inscrites au plan national de formation et au plan de formation de l'administration centrale sont, à ce stade, concernées. Le ratio est calculé sur la base des stages effectivement organisés dans le cadre du plan national de formation et du plan de formation de l'administration centrale.

Une meilleure adéquation de l'offre de formation aux besoins recensés - dans un contexte professionnel en mutation - constitue le principal levier d'action mis en œuvre pour atteindre la cible.

L'évolution du nombre de personnel en fonction qui constitue un des paramètres de cet indicateur intègre la règle de non-renouvellement d'un agent sur deux partant à la retraite. L'évaluation du nombre de personne en formation traduit pour sa part l'effort qui sera consenti pour accompagner les réformes en cours prévues par la révision générale des politiques publiques, et permettre une meilleure professionnalisation des agents ou dans quelques cas faciliter leurs reconversions.

Source des données : Ministère - Les données sont issues du système d'information des ressources humaines de l'administration et des tableaux de bord des gestionnaires.

### INDICATEUR 1.3 : Efficience RH (gérants/gérés)

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Efficience RH (gérants/gérés)	%	1,8	1,8	1,73	1,76	1,74	1,68
Effectifs gérés	Agent	4 336	4 333	4325	4 316	4 299	4 269
Effectifs gérants	Agent	78	78	75	76	75	72

#### Précisions méthodologiques :

Cet indicateur rapporte l'effectif affecté à la fonction RH (effectif gérant) dans les services centraux et déconcentrés aux effectifs gérés, constitués par l'ensemble des corps spécifiques et assimilés de l'administration « jeunesse et sport » du ministère (inspecteurs de la jeunesse et des sports, professeurs de sport, conseillers d'éducation populaire et de jeunesse, conseillers techniques et pédagogiques supérieurs, agents de la préparation olympique et paralympique, enseignants détachés...). Il s'agit d'un indicateur qui mesure l'efficience de la gestion mais qui doit être interprété avec prudence s'agissant de prestations complexes et d'une population caractérisée par une gestion individualisée plutôt que par une gestion de masse (cadres techniques sportifs notamment).

A compter de 2009, les effectifs gérés qui correspondent aux corps propres du ministère tiennent compte des prévisions d'évolution des effectifs envisagées pour ces corps dans le contexte des réformes qui seront engagées.

Les effectifs gérants tiennent compte pour leur part des efforts d'organisation et de productivité attendus dans le domaine des ressources humaines (mutualisation notamment), étant également précisé que l'importance des réformes dans ce domaine est de nature à constituer une limite à la décroissance de ces effectifs à très court terme.

Source des données : Ministère - Les données sont issues du système d'information des ressources humaines ministérielles (SIRHANO). Les données n'intègrent pas la population des ATOS qui relèvent pour leur gestion du ministère de l'éducation nationale.

**Conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative**

Programme n° 210

OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

**OBJECTIF n° 2 : Moderniser et optimiser le fonctionnement des services**

L'objectif est de renforcer la maîtrise des principales fonctions logistiques et des systèmes d'information, en vue d'accroître la performance du programme en optimisant les moyens disponibles. Les leviers d'action identifiés reposent sur le développement de la dématérialisation de procédures internes et externes ainsi que sur la recherche de la maîtrise des dépenses de fonctionnement et des coûts immobiliers.

En matière de systèmes d'information, l'objectif vise plus particulièrement à simplifier les relations avec les usagers et partenaires (monde sportif, associations) en offrant des services en ligne sur l'Internet, à accroître l'efficacité de l'administration par la dématérialisation de procédures internes et la production de bases de données.

La maîtrise des coûts est en effet un des éléments clés de la productivité des services et du respect des budgets qui leur sont alloués.

La rationalisation de l'organisation des services qui sera entreprise, la mutualisation des fonctions support, constituent un enjeu majeur de maîtrise des coûts des structures, tant pour l'administration centrale que pour les services territoriaux.

**INDICATEUR 2.1 : Téléprocédures : taux de dématérialisation des procédures internes et externes**

(du point de vue de l'usager)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Téléprocédures : taux de dématérialisation des procédures internes et externes.	%	58	76	88	88	94	100

**Précisions méthodologiques :**

Porté par la dynamique des plans et programmes achevés en 2007 (schéma directeur d'orientation stratégique des systèmes d'information et de télécommunication 2004-2007, programme ADELE...) dans lesquels était planifiée la dématérialisation de 22 procédures portant sur les domaines de la gestion, du sport et de la jeunesse, l'objectif est de poursuivre l'effort d'achèvement des projets encore ouverts, comme celui consacré à la gestion des cadres interdits « sport et jeunesse » ou encore celui du service d'instruction en ligne des subventions accordées aux associations.

L'indicateur est exprimé par le cumul des taux de réalisation des procédures dématérialisées ramené en pourcentage à l'ensemble des procédures. De nouveaux projets étant apparus depuis (brevet d'aptitude à la fonction d'animateur ou de directeur, activités physiques et sportives...), l'indicateur de mesure, dont la construction est à l'origine inspirée de plans ou programmes aujourd'hui terminés, devra à terme être adapté pour en tenir compte.

Source de données : Ministère

**INDICATEUR 2.2 : Dépense moyenne de fonctionnement/agent (hors loyers et charges immobilières)**

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Dépense moyenne de fonctionnement/agent (hors loyers et charges immobilières)	€	2286	2168	2270	2075	2085	2 007

**Précisions méthodologiques :**

Dans un contexte qui reste marqué par une forte proportion de dépenses inéluctables ou faiblement compressibles, l'objectif consiste à maîtriser les dépenses de fonctionnement, grâce à un effort accru de rationalisation des achats (fluides, mobilier, fournitures...). Une forte attention est portée de ce point de vue à toutes les expérimentations et initiatives permettant de rationaliser les achats. L'objectif de maîtrise des dépenses reste toutefois assez largement tributaire des dépenses exceptionnelles ou urgentes qui interviennent chaque année notamment au regard de la réglementation existante dans le domaine de l'hygiène et de la sécurité.

A partir de 2009, la maîtrise des dépenses de fonctionnement -que traduit l'indicateur- devrait résulter d'un double processus :

- la reconfiguration des services centraux et déconcentrés qui découlera, d'une part, de la rationalisation des directions centrales (fusion de la Direction de la Jeunesse et de l'Education Populaire et de la Direction de la Vie Associative, de l'Emploi et des Formations, fusion de la Direction des Ressources Humaines, de l'Administration et de la Coordination Générale et de la Direction de l'Administration Générale, du Personnel et du Budget) et, d'autre part, de la réorganisation de l'administration territoriale. Ces reconfigurations permettront de réduire les coûts fixes de fonctionnement et de gagner en efficience.
- la poursuite de la mutualisation des politiques d'achat (marché de carburant, de fourniture et de nettoyage) soit dans un cadre interministériel (agence centrale des achats), soit dans le cadre ministériel à partir des gains de productivité qui seront également réalisés sur les fonctions support.

L'évolution des dépenses de fonctionnement a été établie en tenant compte de ce double processus mais également de l'impact de l'évolution de l'indice des prix. Elle n'intègre pas toutefois à l'horizon 2011 le plein effet des économies qui résulteront de la réforme de l'administration territoriale, qui ne peuvent être totalement estimées à ce stade de la préfiguration de la recomposition des services.

L'évolution des ETPT tient compte du non renouvellement des effectifs.

Source de données : Ministère

Mode de calcul :

La dépense de fonctionnement concerne le réseau des services déconcentrés de l'administration « jeunesse et sports » et recouvre notamment les achats de matériels, de fournitures et divers services, les frais de déplacement, les coûts de fonctionnement et d'entretien du parc automobile, les frais de changement de résidence et de congés bonifiés ainsi que les travaux liés à l'hygiène et à la sécurité. Concernant le nombre d'ETPT pris en référence, le taux de 33% a été pris en compte pour les agents occupant partiellement les locaux (conseillers techniques sportifs).

### INDICATEUR 2.3 : Efficience bureautique

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Efficience bureautique	€	927	860	783	846	867	1072
Nombre de postes de travail		620	622	650	601	571	500

#### Précisions méthodologiques :

L'indicateur mesure les moyens consacrés à l'équipement bureautique et donc à l'effort consenti pour améliorer, d'une part, le parc et le maintenir à un niveau élevé et, d'autre part, accroître la productivité des services. Les coûts bureautiques intègrent, exclusivement les dépenses d'administration centrale relatives à l'achat de PC fixes et portables, de serveurs bureautiques, d'imprimantes, de consommables, de licences, de formations, ainsi que les dépenses de maintenance. La diminution importante de l'indice enregistrée en 2007 s'explique en particulier par l'arrêt du contrat dédié à la maintenance des postes de travail et des imprimantes, ce dans le cadre d'une optimisation de la politique d'achat visant à étendre à quatre ans la période de garantie des matériels acquis. C'est sur la base de ce nouveau mode de fonctionnement qu'ont été construits la prévision 2008 et le ciblage 2011. La hausse du ratio à l'horizon 2011 résulte du coût de remplacement sur les postes de travail du logiciel Windows XP dont la garantie de maintenance par la société Microsoft expire en 2011.

Il convient de préciser que ce ratio n'intègre pas à l'horizon 2011 le plein effet des économies qui résulteront progressivement de la rationalisation des structures de l'administration centrale et de la mutualisation des services.

Pour son interprétation, cet indicateur doit être corrélé à d'autres indicateurs liés à la politique du ministère tels que le taux de vétusté du parc ou celui de l'équipement des services en logiciel.

Source des données : Ministère

### INDICATEUR 2.4 : Taux d'occupation des locaux

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Administration centrale	m2	13,35	13,65	13,12	14,14	13,09	14,95
Services déconcentrés	m2	21,35	20,94	17,45	17,45	17,68	18,12

#### Précisions méthodologiques :

Cet indicateur est un outil de pilotage permettant d'optimiser les surfaces occupées par les services, en particulier à compter de 2009, dans le cadre des processus de réorganisation des services centraux et déconcentrés décidés par les CMPP des 4 avril et 11 juin 2008.

A compter de 2009, les superficies retenues pour l'administration centrale correspondent aux superficies 2008, réduites des superficies (1024 m2) du site annexe de la rue du Dessous des Berges dont le bail est résilié en 2009. Pour 2011, la valeur de ces superficies (7477 m2) a été maintenue sans préjuger du plein effet, dans la projection, des choix immobiliers qui seront jugés les plus adaptés pour permettre la rationalisation des superficies et la réduction des dépenses locatives conformément au schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI).

Concernant les services déconcentrés, la réduction des superficies découle, en 2009, des opérations de relogement mises en place après 2008 (DDJS de Quimper, DDJS d'Angoulême et DDJS de Fort-de-France). Elles résulteront également du rythme des regroupements des services qui seront décidés dans le cadre de la réorganisation des services territoriaux de l'Etat.

La valeur cible 2011 ne tient pas compte à ce stade de ces évolutions, les superficies occupées par les services ne pouvant être estimées, à ce stade de la préfiguration de leur recomposition. Toutefois, l'évolution des effectifs tient compte de l'effet de l'application de la norme de non renouvellement d'un agent sur deux partant à la retraite.

Source des données pour l'administration centrale : Ministère et schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI 2008-2012)

**Conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative**

Programme n° 210 OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

Source des données pour les services déconcentrés : Ministère**INDICATEUR 2.5 : Coût complet d'occupation des locaux par agent (ETPT)**

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Administration centrale	€	26 629	24 682	23 170	27 422	28 212	21 380
Services déconcentrés	€	2062	2582	1 668	2157	2248	2238

**Précisions méthodologiques :**

Les coûts complets d'occupation calculés pour cet indicateur ont trait aux dépenses relatives à l'usage des bâtiments utilisés : loyers, charges locatives, entretien, nettoyage, gardiennage, fluides.

A compter de 2009, l'évaluation des coûts a fait l'objet d'un retraitement qui intègre des données issues du plan comptable non prises en compte les années précédentes. L'ensemble des données de la série 2006-2011, issues de l'application INDIA LOLF a été recalculée sur cette base.

Les effectifs retenus sont exprimés en ETPT. Dans les deux cas, les données sont issues du système d'information INDIA pour la connaissance des dépenses et INDIA - ODE pour les effectifs.

Les coûts d'occupation de l'administration centrale tiennent compte, en 2009, de la résiliation du bail des locaux de la rue du Dessous des Berges et de la réduction des dépenses qui découlera de la mutualisation des fonctions supports qui sera engagée dans le cadre de la réorganisation des services. Ils intègrent néanmoins une revalorisation annuelle de la dépense de 4% pour les loyers et de 2 % pour les charges immobilières pour tenir compte de l'augmentation de l'indice du coût de la construction et de l'indice du coût de la vie.

A titre indicatif, pour l'administration centrale, la dépense estimée 10,46 M€ en 2011 traduit l'économie qui résultera de la rationalisation des structures et de leur impact sur les coûts de location.

Les coûts d'occupation des services déconcentrés résulteront, pour leur part, des économies qui découleront de la réorganisation des services territoriaux. Pour 2009, les prévisions de dépenses ont été évaluées 9, 842 M€.

Les prévisions d'effectifs 2009 et 2011 tiennent compte pour leur part de la règle de non renouvellement d'un agent sur deux partant à la retraite.

Source des données : Ministère



## JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

## ÉLÉMENTS TRANSVERSAUX AU PROGRAMME

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
		Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total	Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total
01	Personnels du programme "Sport"	236 566 871	0	236 566 871	236 566 871	0	236 566 871
02	Personnels du programme "Jeunesse et vie associative"	36 514 940	0	36 514 940	36 514 940	0	36 514 940
03	Personnels du programme "Conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative"	120 505 512	0	120 505 512	120 505 512	0	120 505 512
04	Recrutement dans les corps propres de l'administration de la jeunesse et des sports, formation et action sociale pour les personnels	885 677	3 600 000	4 485 677	885 677	3 600 000	4 485 677
05	Logistique, investissements et moyens généraux de l'administration centrale, des services déconcentrés (libellé modifié)		87 874 861	87 874 861		49 406 421	49 406 421
Totaux		394 473 000	91 474 861	485 947 861	394 473 000	53 006 421	447 479 421

## DÉPENSES DE PERSONNEL

Catégorie d'emplois	Emplois exprimés en ETPT				Crédits
	Exécution 2007	Plafond autorisé pour 2008	Demandés pour 2009	Variation 2009 / 2008	Demandés pour 2009 (y.c. charges sociales)
Personnels d'encadrement et d'inspection		993	927	-66	56 860
Personnels techniques et pédagogiques		3 396	3 202	-194	43 678
Personnels d'administration, de maintenance et de santé		2 655	2 685	+30	32 010
<b>Totaux</b>		<b>7 044</b>	<b>6 814</b>	<b>-230</b>	<b>132 548</b>

Catégorie	AE = CP
Rémunérations d'activité	243 892 569
Cotisations et contributions sociales	147 955 656
dont contributions au CAS Pensions	107 623 300
Prestations sociales et allocations diverses	2 624 775

## ÉVOLUTION DES EMPLOIS

Les personnels sont regroupés au sein du programme « conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative » et répartis entre l'action 01 « personnels du programme sport », l'action 02 « personnels du programme jeunesse et vie associative » et l'action 03 « personnels du programme conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative ».

Ils sont composés principalement d'agents des corps propres de l'administration « jeunesse et sports » (professeurs de sport, conseillers d'éducation populaire et de jeunesse, conseillers techniques et pédagogiques supérieurs et inspecteurs de la jeunesse et des sports) et d'agents des corps du ministère chargé de l'éducation nationale (personnels administratifs, techniciens, ouvriers, de service et de santé).

La répartition par catégorie d'emplois pour 2009 a été établie sur la base de l'exécution 2007 retraitée du schéma d'emploi 2008 et du schéma d'emploi 2009.

Les corps propres de l'administration « jeunesse et sports » relèvent tous de la catégorie A.

Les agents des corps du ministère chargé de l'éducation nationale sont répartis entre les catégories A, B et C.

Les coûts moyens (indiciaire et indemnitaire) par catégorie d'emplois (hors compte d'affectation spéciale « pensions » et prestations sociales et allocations diverses) sont les suivants :

- Personnels d'encadrement et d'inspection : 56 860 € ;
- Personnels techniques et pédagogiques : 43 678 € ;
- Personnels d'administration, de maintenance et de santé : 32 010 €.

Le plafond ministériel d'emplois en 2009 est de **6814** équivalents temps plein travaillé, soit une variation négative de **230** équivalents temps plein travaillé par rapport au plafond ministériel d'emplois 2008. Il faut souligner que le plafond d'emploi 2009 a été calculé sur la base d'une prévision d'exécution 2008 qui, compte tenu des éléments exposés ci-dessous, se situe à un niveau inférieur au plafond 2008.

**Cet écart de 230 se justifie :**

A) A titre principal, par une mesure de correction technique du plafond 2009 de - 96 ETPT correspondant à un surcalibrage du plafond d'emplois apparu en cours de gestion.

B) Par l'accélération des départs prévus (- 33 ETPT) dans le cadre du PPP de l'INSEP.

C) Par la suppression de 101 ETPT correspondant aux opérations suivantes :

- 1) L'extension en année pleine du schéma d'emplois 2008 (soit - 40 ETPT évalués à 2,3 M€ dont 0,8 M€ de CAS pensions et - 5 ETPT au titre du PPP de l'INSEP, pour 0,2 M€ dont 0,1 M€ de CAS pensions),
- 2) La suppression de 38 ETPT au titre du schéma d'emplois 2009, qui correspond à celle de 114 emplois au 1er septembre 2009. La répartition de cette suppression reste, à ce stade, indicative ; sa finalisation ultérieure étant appelée à être étroitement subordonnée à la mise en œuvre des mesures RGPP.
- 3) La poursuite du partenariat public privé (PPP) de l'INSEP. En 2009 ce dispositif se traduira par la suppression de 17 emplois représentant -13 ETPT (- 0,4 M€ dont - 0,1 M€ de CAS pensions).
- 4) Des mesures de transfert (- 5 ETPT) à compter du 1er janvier 2009 au titre :
  - de la contribution ministérielle à la mise en place des délégués du préfet dans les quartiers sensibles (- 2 ETPT, soit - 0,13 M€ dont - 0,03 M€ de CAS pensions),
  - de la création du centre national des archives de Pierrefitte (- 1 ETPT, soit - 0,05 M€ dont - 0,01 M€ de CAS pensions),
  - de la création de l'Agence des Achats de l'Etat (- 1 ETPT, soit - 0,05 M€ dont - 0,01 M€ de CAS pensions), en application de la décision du Conseil de modernisation des politiques publiques du 4 avril 2008,
  - de la délégation nationale à la lutte contre la fraude (- 1 ETPT, soit - 0,09 M€ dont 0,02 M€ de CAS pensions).

La répartition de cet écart de 230 ETPT par catégorie d'emplois tient compte de la prévision d'exécution 2008. Les éléments dans le tableau précédent sont donc mentionnés à titre indicatif.

## HYPOTHÈSES DE SORTIES

### Hypothèses de sorties et d'entrées

Catégorie d'emploi	Sorties exprimées en ETP		Entrée exprimées en ETP(*)	
	prévues	dont départs en retraite	prévues	dont mouvements entre programme du ministère
Personnels d'encadrement et d'inspection	21	16		
Personnels techniques et pédagogiques	158	118		
Personnels d'administration, de maintenance et de santé	95	95		

(\*) Les recrutements 2009 seront déterminés lorsque les mesures RGPP seront arrêtées et mises en place.

Les prévisions de départs en retraite des personnels relevant des corps du ministère chargé de l'éducation nationale sont à prendre en compte par le ministère de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative (secteur « jeunesse et sports »).

La pyramide des âges de ces agents est en effet sujette à variation, sachant qu'environ 30 % de l'effectif concerné obtient une mutation chaque année. La prévision de départ à la retraite pour 2008 a été évaluée à 95. Pour 2009, le même chiffre de 95 départs est prévu.

S'agissant des prévisions de départ à la retraite pour les agents des corps propres de l'administration « jeunesse et sports », on constate une augmentation des départs à la retraite en 2008 par rapport aux prévisions établies, liée au nouveau « rendez-vous sur les retraites » prévu par la loi de 2003. Ainsi, 167 départs à la retraite sont prévus pour 2008 au lieu de 126. Pour 2009, toutefois, le nombre de départs prévus s'établit à 134.

Les autres départs définitifs (démission, fin de contrat...) des agents appartenant aux corps propres de l'administration « jeunesse et sports » peuvent être évalués à 45. Les départs temporaires (détachement, disponibilité...) représentent un nombre équivalant à une quarantaine d'agents.

Dans ces conditions, le coût moyen ministériel indiciaire et indemnitaire des sortants (hors compte d'affectation spéciale « pensions » et allocations diverses) peut être évalué à 38 494 €.

## HYPOTHÈSES D'ENTRÉES

Les recrutements 2009 viseront à maintenir les capacités d'intervention du secteur Jeunesse et Sport. La nature de ces recrutements se traduira au travers de l'élaboration d'un schéma d'emplois qui tiendra compte notamment des mesures RGPP.

S'agissant des personnels relevant des corps du ministère chargé de l'éducation nationale et donc gérés par ce dernier, les prévisions des flux globaux d'entrées et de sorties sont difficilement identifiables par l'administration « jeunesse et sports » (cf. supra). Elles se situent généralement dans une fourchette variant entre 200 et 250 agents chaque année.

Dans ces conditions, le coût moyen ministériel (indiciaire et indemnitaire) des entrants (hors compte d'affectation spéciale « pensions » et allocations diverses) peut être évalué à 29 246 €.

## AUTRES EFFETS DE STRUCTURE

Le GVT positif du ministère est estimé à 1,45 %, ce qui représente une progression de la masse salariale de 3,2 M€ en 2009 (hors CAS pensions).

**Conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative**

Programme n° 210

JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

**EFFECTIFS ET ACTIVITÉS DES SERVICES**

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		ETPT
01	Personnels du programme "Sport"	4 121
02	Personnels du programme "Jeunesse et vie associative"	578
03	Personnels du programme "Conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative"	2 115
Total		<b>6 814</b>

**LA RÉPARTITION DES EFFECTIFS**

Les personnels sont regroupés au sein du programme « conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative » et répartis entre l'action n°01 « personnels du programme sport », l'action n°02 « personnels du programme jeunesse et vie associative » et, l'action n°03 « personnels du programme conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative ».

En 2009, les personnels des CREPS sont rattachés à l'action n°1 « Personnels du programme sport » au lieu de l'action n°3. En effet, il convenait de les comptabiliser au sein de l'action « Sport » au même titre que les Ecoles (ENSA, ENVSN) et l'INSEP, ce qui explique une variation sensible des chiffres entre 2008 et 2009, à la hausse pour l'action n°1 et à la baisse pour l'action n°3.

**1) Les personnels d'encadrement et d'inspection**

Cette catégorie regroupe, outre les inspecteurs généraux de la jeunesse, les agents occupant des emplois de direction et de conception ainsi que les inspecteurs de la jeunesse et des sports et les personnels placés auprès des fédérations sportives.

**2) Les personnels techniques et pédagogiques**

- personnels du programme « sport » : il s'agit des agents exerçant les fonctions de conseiller d'animation sportive dans les services, de formateur dans les établissements du ministère ainsi que des agents exerçant les fonctions de conseiller technique sportif placés auprès des fédérations sportives. Ces agents appartiennent très majoritairement aux corps des conseillers techniques et pédagogiques supérieurs et des professeurs de sport ou sont des enseignants contractuels affectés en établissement.

- personnels du programme « jeunesse et vie associative » : ce sont les agents qui mettent en œuvre la politique du ministère dans les domaines de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative et qui appartiennent très majoritairement aux corps des conseillers techniques et pédagogiques supérieurs, des conseillers d'éducation populaire et de jeunesse, et des chargés d'éducation populaire et de jeunesse.

**3) Les personnels d'administration, de maintenance et de santé**

Cette catégorie est composée de tous les personnels exerçant des fonctions administratives, des fonctions liées au fonctionnement général, à la maintenance et à la logistique ou des fonctions liées à la mise en œuvre des politiques de l'administration « jeunesse et sports » dans le domaine de la santé, soit en administration centrale, soit dans les services déconcentrés et établissements. Elle regroupe des agents de corps de catégorie A, B et C, relevant principalement du ministère chargé de l'éducation nationale ainsi que des agents contractuels.

**ÉLÉMENTS SALARIAUX****MESURES GÉNÉRALES****Impact de la variation du point fonction publique**

Le PLF 2009 a été construit avec l'hypothèse d'une valeur du point fonction publique intégrant l'EAP des augmentations de 0,5 % au 1<sup>er</sup> mars 2008 et de 0,3 % au 1<sup>er</sup> octobre 2008 (valeur du point au 1<sup>er</sup> octobre 2008 : 54,8475 €), ainsi qu'une augmentation de la valeur du point de 0,5% au 1<sup>er</sup> juillet 2009 et de 0,3% au 1<sup>er</sup> octobre 2009 pour 1 M€.

**Compte d'affectation spéciale « pensions » (CAS pensions).**

Le montant de la contribution employeur au compte d'affectation spéciale « pensions » (CAS pensions) est de 107,6 M€ dont 107,04 M€ au titre des personnels civils et 0,56 M€ au titre de l'allocation temporaire d'invalidité (taux de 0,32%). Ce montant intègre l'augmentation du taux en 2009 (passage de 55,71 % à 60,44 %).

**PRINCIPALES MESURES CATÉGORIELLES**

Une enveloppe de 0,3 M€ (hors CAS pensions) a été prévue pour les mesures catégorielles.

Elle correspond à la revalorisation du montant de l'indemnité d'administration et de technicité et des indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires versées à certains personnels administratifs, techniciens, ouvriers et de service relevant de corps du ministère chargé de l'éducation nationale.

**CONTRIBUTIONS ET COTISATIONS EMPLOYEURS ; PRESTATIONS ET ACTION SOCIALES**

	Réalisation 2007	LFI 2008	Prévision 2009
Contribution employeur au CAS pensions	90.345.529	98.700.000	107.623.300
dont ATI	518.129	546.062	564.342

En 2009, le montant de la cotisation employeur au FNAL est évalué à 0,59M€, et le montant de la cotisation employeur à la caisse nationale d'allocations familiales est évalué à 10,3 M€.

Les indemnités chômage représentent une dépense d'environ 0,6 M€.

Les dépenses liées aux congés de longue durée (CLD) s'élèvent à environ 0,7 M€ pour une trentaine d'agents concernés.

Les prestations sociales et allocations diverses spécifiques s'élèvent à 2,6 M€.

## Conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative

Programme n° 210

JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

**SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS  
À LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT**

<div> <div>AE LFI 2008 + reports 2007 vers 2008</div> <div>(1)</div> <div>443 351 384</div> </div>		<div> <div>CP LFI 2008 + reports 2007 vers 2008</div> <div>(2)</div> <div>443 343 177</div> </div>			
Engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2007	<b>AE demandées pour 2009</b>	CP demandés sur AE antérieures à 2009 *	CP demandés sur AE nouvelles en 2009	<b>Total des CP demandés pour 2009</b>	<b>Prévision du solde des engagements non couverts par des CP au 31/12/2009</b>
(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)
11 707 922	<b>485 947 861</b>	1 359 284	446 120 137	<b>447 479 421</b>	<b>50 184 569</b>
					<div> <div>Estimation des CP 2010 sur engagements non couverts au 31/12/2009</div> <div>(9)</div> <div>11 207 572</div> </div>
					<div> <div>Estimation des CP 2011 sur engagements non couverts au 31/12/2009</div> <div>(10)</div> <div>9 947 108</div> </div>
					<div> <div>Estimation du montant maximal de CP nécessaires après 2011 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2009 **</div> <div>(11) = (8) - (9) - (10)</div> <div>29 029 889</div> </div>

\* Cette case n'a pas vocation à correspondre à un calcul théorique de la tranche des CP 2009 pouvant couvrir les engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2008.

\*\* Ces données constituent un calcul arithmétique maximal ne prenant pas en compte les désengagements de crédits rendus nécessaires en gestion.

L'échéancier des crédits de paiement pour la partie relative au titre 5 a été calculé sur la base d'un échéancier théorique de 25% des affectations d'autorisations d'engagement la première année, de 25% la deuxième année et de 50% la dernière année.

Sont comptabilisés dans la rubrique « engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2007 » les engagements en cours relatifs aux opérations des établissements qui ont été reprises en 2007 sur le programme « sport » pour un montant de 7 805 000 €. Il en résulte :

- sur le programme « conduite et pilotage », une couverture apparente en CP supérieure aux besoins réels de 7 805 000 €. Ce montant a été isolé dans la rubrique « estimation du montant maximal de CP nécessaires après 2010 pour couvrir les engagements couverts au 31/12/2008 » ;
- sur le programme « sport », une couverture effective inférieure aux besoins réels de 7 805 000 €.

## JUSTIFICATION PAR ACTION

## ACTION n° 01 : Personnels du programme "Sport"

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement	236 566 871	0	<b>236 566 871</b>
Crédits de paiement	236 566 871	0	<b>236 566 871</b>

## ACTION n° 02 : Personnels du programme "Jeunesse et vie associative"

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement	36 514 940	0	<b>36 514 940</b>
Crédits de paiement	36 514 940	0	<b>36 514 940</b>

## ACTION n° 03 : Personnels du programme "Conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative"

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement	120 505 512	0	<b>120 505 512</b>
Crédits de paiement	120 505 512	0	<b>120 505 512</b>

## ACTION n° 04 : Recrutement dans les corps propres de l'administration de la jeunesse et des sports, formation et action sociale pour les personnels

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement	885 677	3 600 000	<b>4 485 677</b>
Crédits de paiement	885 677	3 600 000	<b>4 485 677</b>

## EFFECTIFS

Sont imputés sur l'action 04 des crédits de personnel de titre 2 pour un montant de 885 677 €. Ces dépenses complémentaires correspondent, d'une part, aux indemnités et vacations versées aux membres des jurys de concours et, d'autre part, à la rémunération des intervenants extérieurs qui participent aux actions de formation des agents du ministère (secteur « jeunesse et sports »).

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

## DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 776 000	2 776 000
Subventions pour charges de service public	824 000	824 000

## DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT AUTRES QUE CELLES DE PERSONNEL

## Organisation des concours (hors indemnités de jury du titre 2)

L'administration « jeunesse et sports » organise des concours de recrutement pour l'accès aux corps dont elle assure la gestion.

Ces concours concernent le corps des inspecteurs de la jeunesse et des sports, le corps des professeurs de sport, le corps des conseillers d'éducation populaire et de jeunesse et, depuis 2008, le corps des conseillers techniques et pédagogiques supérieurs.

A compter de 2009, la règle du non remplacement d'un agent sur deux partant à la retraite devrait avoir des incidences marquées sur la politique de recrutement et sur l'organisation des concours.

Ce mouvement général, conjugué à la réforme de l'administration territoriale et au regroupement des services déconcentrés, rendra nécessaire chaque année un meilleur ajustement des recrutements aux besoins en fonction de l'évolution des missions des services et des agents.

Il en résultera une modification progressive de la répartition des effectifs entre les catégories d'emploi du titre 2 conduisant à rechercher un ajustement des recrutements plus adapté à l'évolution prévisible des métiers.

En 2009, un montant de **0,274 M€** est prévu au titre des frais d'organisation de ces concours (location des salles, reprographie des sujets, autres frais logistiques...)

## Action sociale en faveur des personnels de l'administration de la jeunesse et des sports

En matière d'action sociale, l'administration « jeunesse et sports » du ministère de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative conservera les mêmes priorités d'action qu'en 2008 : la participation au financement de la restauration collective, le versement de la subvention de fonctionnement à l'association d'entraide des personnels du ministère et les aides sociales.

Ces crédits consacrés aux personnels de l'administration centrale se répartissent de la manière suivante :

- des crédits destinés à la prise en charge des frais de repas des personnels de l'administration centrale. Le montant estimé de la participation du ministère sera d'environ 0,419 M€, en légère diminution par rapport à 2008 pour tenir compte de la réduction des effectifs en administration centrale ;
- une subvention versée à l'association des personnels de l'administration centrale. En 2009, 0,160 M€ sera alloué à l'association d'entraide des personnels ;
- des crédits affectés à d'autres dépenses d'action sociale, notamment celles relatives aux aides exceptionnelles et aux prêts sociaux à certains personnels pour un montant total de 0,035 M€.

En 2009, un total de **0,614 M€** sera alloué au titre de l'action sociale.



**Formation des personnels : 1,888 M€**

La formation des personnels du domaine « jeunesse, sports et vie associative » du ministère de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative s'articule, au sein d'un plan ministériel, autour des quatre dispositifs suivants :

- le plan national de formation,
- les plans régionaux de formation et le plan de formation de l'administration centrale, ce dernier incluant les aides individuelles à la formation,
- le plan de formation des cadres techniques,
- les actions spécifiques.

Ces actions de formation impliquent respectivement les services déconcentrés et les établissements et plus particulièrement le CREPS de Mâcon, l'INSEP et l'INJEP dans le cadre de conventions signées entre la direction des ressources humaines et ces établissements.

Les actions conduites par les services déconcentrés relèvent de la catégorie 31, celles relevant de la responsabilité des établissements de la catégorie 32.

Les actions imputées sur la catégorie 31 s'analysent comme suit :

**1 - Le plan national de formation (PNF) : 0,700 M€**

Il regroupe :

- d'une part des actions de formation statutaire destinées aux fonctionnaires stagiaires recrutés en 2009 (3 158 heures de formation, pour un montant de 0,060 M€ sur la base d'un coût prévisionnel de l'heure de formation de 19 €).
- d'autre part, les actions de formation continue en accompagnement des grandes évolutions en cours (émergence de nouveaux métiers, VAE, professionnalisation en matière de tutelle financière) ou du développement des missions des services (sports de nature...) (51 200 heures de formation pour un montant de 0,640 M€ sur la base d'un coût prévisionnel de l'heure de formation de 12,5 €).

**2) Les plans régionaux de formation (PRF) et le plan d'administration centrale (PAC) : 1,165 M€**

Ils constituent un dispositif qui regroupe les actions de formation d'une part, répondant aux besoins d'adaptation aux pratiques professionnelles immédiates et, d'autre part, nécessitant la prise en compte de particularités territoriales.

Les principales actions visent à mobiliser les personnels autour d'une plus grande capacité à appréhender les changements ou à s'approprier de nouveaux outils (démarche qualité, ACCORD, système d'information des ressources humaines...) et également à renforcer les compétences et capacités d'expertise dans les secteurs prioritaires des missions des services (soutien à la vie associative, protection des pratiquants d'APS, protection des mineurs en CVL).

Par ailleurs, le PAC propose une réponse aux demandes des personnels des services centraux en fonction des besoins spécifiques de ces derniers.

En 2009, 97 084 heures de formation sont prévues pour un coût de 1,165 M€ dont 0,100 M€ au titre du PAC, incluant les aides individuelles à la formation, sur la base d'un coût prévisionnel de 12 € par heure de formation.

La généralisation des entretiens de formation est susceptible de générer des évolutions fortes dans la nature des besoins de formation dues à l'offre de nouveaux dispositifs (bilans de compétence, VAE).

**3 - Les actions spécifiques : 0,023 M€**

La reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle (RAEP) constitue un axe fort de l'évolution des procédures de recrutement et de promotion interne au sein de la fonction publique.

Un accompagnement préalable en matière de formation est nécessaire pour les membres de jurys chargés d'apprécier les dossiers de RAEP (57 jurys X 4 jours X 100 € = 0,023 M€).

**Conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative**

Programme n° 210

JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

## SUBVENTION POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC

**Formation des personnels : 0,824 M€**

Les actions imputées sur la catégorie 32 comprennent :

1 - les actions de formation statutaire destinées aux fonctionnaires stagiaires recrutés en 2009, organisées par le CREPS de Mâcon, établissement désigné opérateur de la formation statutaire.

Pour 2009, 12 789 heures de formation devraient être assurées, pour un montant de **0,243 M€**

2 – les actions menées par les instituts nationaux :

Pour 2009, 21 276 heures de formation devraient être organisées dans ces établissements pour un montant de **0,266 M€** (12 160 heures à l'INSEP - 0,152 M€ ; 9 120 heures de formation à l'INJEP – 0,114 M€) sur la base d'un coût prévisionnel de l'heure de formation de 12,5 €.

3 – les actions menées par les écoles nationales dans le cadre de leur plan de formation interne : **0,045 M€**

Exprimés en heures de formation, ces plans de formation qui concernent l'école nationale d'équitation (ENE - 1632 heures), l'école nationale de voile (ENV - 750 heures) et l'école nationale de ski et d'alpinisme (ENSA - 410 heures) représentent un coût total de 0,045 M€ calculé sur la base des coûts prévisionnels des heures de formation (ENE : 19 €, ENSA et ENV : 12 €).

4 - Le plan de formation des cadres techniques sportifs : **0,270 M€**

Dans la perspective des Jeux olympiques et paralympiques de 2008 et de 2012, le ministère chargé des sports a mis en place, dans un premier temps, un schéma triennal (2006-2008) de formation des cadres techniques sportifs (directeurs techniques nationaux (DTN), entraîneurs nationaux (EN)), qui sera reconduit pour la période 2009-2012, complété dès 2009 par une formation spécifique des conseillers techniques nationaux (CTN) et régionaux (CTR), agents chargés de l'encadrement et du développement du sport afin de leur permettre de conduire :

- la préparation des sportifs de haut niveau,
- le développement de la pratique sportive dans les territoires et au sein des fédérations sportives.

Le coût total de ce dispositif de formation à destination des cadres techniques sportifs s'élèvera pour 2009 à 0,270 M€.

**ACTION n° 05 : Logistique, investissements et moyens généraux de l'administration centrale, des services déconcentrés**

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement		87 874 861	<b>87 874 861</b>
Crédits de paiement		49 406 421	<b>49 406 421</b>

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

## ■ DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	85 521 032	47 158 532

## DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT COURANT

En 2009, les services de l'administration de la jeunesse et des sports du ministère de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative disposeront en moyens de fonctionnement (hors achats de véhicules imputés sur les investissements pour les services déconcentrés et hors dépenses immobilières) de **10,881 M€ en AE et en CP**.

Cette enveloppe couvre l'ensemble des besoins en moyens des services centraux et déconcentrés : achats de matériels, de fournitures et divers services, frais de déplacement, frais de changement de résidence ainsi que des prestations liées à l'hygiène et à la sécurité.

Elle tient compte :

- d'une part, des transferts internes suivants :

- du transfert de 0,436 M€ au profit des programmes 219 « sport » (0,218 M€) et 163 « jeunesse et vie associative » (0,218 M€) au titre de la modification des attributions des directions centrales réalisée en 2008 (ventilation des attributions de la direction de la vie associative de l'emploi et des formations au profit de la direction des sports et de la direction de la jeunesse et de l'éducation populaire) ;
- de la prise en charge à compter de 2009 des frais de déplacement des personnels de la « préparation olympique et paralympique » (0,150 M€), dépense inscrite en 2008 sur le programme 219 « sport ».

- d'autre part, du transfert externe suivant :

- de la contribution du programme à la mise en place du programme « entretien des immeubles de l'Etat » (nouveau programme en 2009 placé sous la responsabilité du ministre chargé du domaine) (0,250 M€ en AE=CP)

L'analyse des dépenses de fonctionnement qui suit a été réalisée à partir des dépenses constatées en 2007 dans l'application INDIA LOLF :

	Administration centrale %	Services déconcentrés %
frais de déplacement	29,13%	24,46%
changements de résidence	3,07%	4,13%
carburants / entretien parc auto	3,96%	10,30%
fournitures, mobiliers, petits équipements	14,31%	13,73%
frais postaux	7,79%	13,51%
travaux d'impression	7,65%	2,62%
études	3,94%	0,03%
locations de salles de cours / locations mobilières	0,06%	0,76%
frais de représentation, de réception et d'organisation de manifestation	2,81%	1,93%
documentation	9,51%	3,16%
contrats de prestation de service	0,06%	2,24%
divers	17,71%	23,13%
TOTAL	100,00%	100,00%

Le ratio relatif au coût de fonctionnement annuel moyen des services (centraux et déconcentrés) s'établira en 2009 à 2 085 € par ETPT.

Ce calcul prend en compte les agents affectés dans les services selon qu'ils occupent en permanence ou épisodiquement ces locaux (conseillers techniques sportifs régionaux en particulier).

## DÉPENSES IMMOBILIERES

Les crédits correspondant à la gestion immobilière de l'ensemble des services s'élèvent en 2009 à **65,474 M€ en AE** et à **27,268 M€ en CP**. Ces crédits concernent les loyers des services, les charges, mais aussi les frais d'entretien et de nettoyage des locaux ainsi que les taxes et impôts y afférents, de même que les éventuelles dépenses d'entretien courant et l'impôt foncier du Stade de France (0,71 M€).

En 2009, les services centraux de l'administration « jeunesse et sports » réduiront les superficies qu'ils occupent en résiliant, à la fin du premier trimestre 2009, le bail du site de la rue du Dessous des Berges permettant ainsi de réaliser une économie de 0,5 M€ en année pleine et de 0,35 M€ en 2009. Un montant de **15,8 M€ en AE et 15,8 M€ en CP** est inscrit au PLF 2009 pour couvrir ces dépenses.

Par ailleurs, une implantation moins onéreuse, de nature à rapprocher l'ensemble des services centraux ministériels, sera explorée et mise à l'étude dès la fin de l'année 2008. Le relogement éventuel des services centraux à compter de 2010 pourrait ainsi permettre de réaliser de nouvelles économies sur les dépenses immobilières. Une enveloppe maximale de **36 M€ en AE** a été à cet effet provisionnée pour l'éventuelle conclusion d'un nouveau bail de location pour l'administration centrale.

En 2009, les crédits de location des services déconcentrés ne devraient pas connaître de réduction sensible de leurs dépenses de location compte tenu de la phase de préfiguration des réorganisations des services territoriaux qui sera engagée au cours de l'année mais ne produira ses effets en terme de rationalisation des structures qu'au delà de 2009. Un montant de **13,674 M€ en AE et 11,468 M€ en CP** est inscrit à ce titre en 2009, ce montant incluant les loyers budgétaires pour un montant de 2,084 M€ en AE=CP.

Pour l'ensemble des superficies louées concernant les locaux pris à bail par les services centraux et déconcentrés, les baux d'une durée ferme de 3, 6 ou 9 ans et conclus sur la base d'une clause de résiliation de droit commun jouant à la fin du bail ou de chaque période, ont été calculés en AE # CP, les AE couvrant la durée de l'engagement ferme et les CP les loyers de l'année. Ce principe a conduit à ouvrir en 2009 un montant de 65,474 M€ en AE et un montant de 27,268 M€ CP.

Le parc des superficies louées par le ministère pour les services centraux de l'administration « jeunesse et sports » représentera une superficie moyenne par agent de 13,09 m2 en 2009 (salles de réunion incluses), un coût moyen par agent de 28 212 €. Ce coût devrait ultérieurement baisser très significativement compte tenu de la politique active de rationalisation des implantations et des superficies engagée.

Les superficies occupées par l'ensemble des services de la jeunesse et des sports représentent un total de 78 247 m2 dont 30 371 m2 pour les services en location et 47 876 m2 pour les services installés dans des locaux appartenant à l'État. L'ensemble de ces superficies correspond à un taux d'occupation des locaux de 21,48 m2/agent.

## CONSEIL NATIONAL DE LA VIE ASSOCIATIVE (CNVA)

Cette rubrique concernant le conseil national de la vie associative comprend les dépenses immobilières, les frais de représentation et de déplacement ainsi que les frais de fonctionnement courant de cette entité dont le montant s'élève à **0,130 M€ en AE et CP**.

## DÉPENSES D'INFORMATIQUE ET DE TÉLÉCOMMUNICATION

**Pour l'administration centrale**, les dépenses d'informatique et de télécommunication liées au maintien de l'existant et au développement des systèmes d'information s'élèvent à **4,235 M€ en AE et 4,079 M€ en CP**. Elles se décomposent comme suit :

- Infrastructures (2,456 M€ en AE et 2,296 M€ en CP)

Cette rubrique comprend l'exploitation des applications nationales et la maintenance des plateformes centrales qui les supportent (0,911 M€ en AE et 0,751 M€ en CP).

Elle comprend également la maintenance du réseau sécurisé de l'administration de la jeunesse et des sports baptisé « ARIANE », réseau qui fusionnera avec celui du secteur de la Santé à compter d'août 2009, et la plate-forme mutualisée d'hébergement de sites internet (1,230 M€ en AE=CP).

La rubrique inclut enfin la rénovation du parc de postes de travail (0,315 M€ en AE=CP).

- Maintenance et développement d'applications (1,275 M€ en AE et 1,263 en CP)

Cette rubrique recouvre le développement de nouvelles téléprocédures ou la poursuite de projets, dont :

- l'inscription en ligne et la gestion dématérialisée du brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur en accueils collectifs de mineurs (BAFA), et du brevet d'aptitude aux fonctions de directeur en accueils collectifs de mineurs (BAFD),
- la modernisation de l'application de déclaration des établissements d'activités physiques et sportives (APS) et des éducateurs sportifs, avec comme perspective l'ouverture d'une téléprocédure à destination des usagers,
- la première version du « back-office » du système de subventions en ligne,
- la dématérialisation du contrôle de l'inscription au bulletin n° 2 du casier judiciaire, en relation avec le système de gestion des accueils de mineurs,
- la géolocalisation des équipements sportifs,
- la mise à disposition d'un outil régional de cartographie des indicateurs d'activités de la mission.

- Téléphonie (0,294 M€ en AE et 0,310 M€ en CP)

- Fonctionnement du « réseau » des correspondants informatiques régionaux (0,210 M€ en AE=CP)

**Pour les services déconcentrés**, les dépenses d'informatique liées au maintien de l'existant sont estimées à **3,437 M€ en AE=CP**. La mise en place de systèmes d'information ministériels, développés puis exploités par l'administration centrale, ainsi que des infrastructures centrales (réseaux, messagerie) induisent des économies sur les dépenses locales liées à des développements ou achats de logiciels, d'hébergements de sites et d'abonnements à des réseaux de données.

## ACTIONS DE COMMUNICATION

Le financement des actions de communication de l'administration de la jeunesse et des sports s'élève pour l'année 2009 à **0,944 M€ en AE et CP**.

Ces actions de communication s'articulent autour de trois axes principaux :

- le fonctionnement courant (abonnements, souscription à des revues de presse, frais d'impression, études, gestion des sites Internet, conférences de presse, réalisation du magazine « relais » etc.) pour 0,359 M€. Cette dotation permettra en outre le financement du nouveau projet de refonte du site du secrétariat d'Etat dont le niveau d'obsolescence est atteint ;
- les différentes actions de communication d'un coût de 0,400 M€, en faveur de la jeunesse (prix de la jeunesse, opérations « envie d'agir », et « solidar'été », promotion des centres de vacances et de loisirs, etc.), de la vie associative (Volontariat, Bénévolat, ...) et du sport (prévention des accidents en montagne hiver et été, sports et handicap, femmes et sport, violence dans le sport, sports de nature, lutte contre les violences sexuelles dans le sport, opération « savoir nager » etc.) ;
- la participation à divers salons (salons de l'étudiant, des maires, des seniors...), la réalisation et la diffusion d'outils pédagogiques (promotion des métiers du sport et de l'animation notamment) pour un montant de 0,100 M€.

En 2009, le ministère développera, principalement dans le cadre des championnats du monde de ski de Val d'Isère et des jeux de la Francophonie des actions de communication spécifiques (conférences de presse, manifestations, objets promotionnels...) dont le coût est estimé à 0,085 M€.

La dotation tient compte du transfert au profit du service d'information gouvernemental (SIG) de la contribution du programme au financement des actions de communication à caractère interministériel (0,310 M€ en AE=CP).

**Conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative**

Programme n° 210

JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

**FRAIS DE JUSTICE ET RÉPARATIONS CIVILES**

Une provision de **0,420 M€ en AE et CP** est inscrite au titre de ces dépenses.

Cette dotation est destinée :

- d'une part, au financement des frais liés à la protection juridique des fonctionnaires (honoraires d'avocats), des frais d'expertise, des dépenses liées aux indemnisations suite à des jugements et des condamnations au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative, pour un montant de 0,140 M€.

- d'autre part, au financement des contentieux exceptionnels pour lesquels des indemnisations de préjudices seront à verser en 2009 (accidents de service en particulier). Les crédits prévus à cet effet sont de 0,280 M€.

**SUBVENTION POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC**

Conformément à la réorganisation des services centraux de l'administration « jeunesse et sports » et aux compétences nouvelles confiées à la direction des sports, la tutelle administrative et financière des centres d'éducation populaire et de sport (CREPS) est assurée par cette direction à compter de 2009. Les subventions pour charges de service public font donc l'objet d'une inscription sur le programme « sport ».

**DÉPENSES D'INVESTISSEMENT**

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	2 353 829	2 247 889

**DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT**

Les dépenses d'équipement de l'administration de la jeunesse et des sports du ministère de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative s'élèvent en 2009 à **2,044 M€ en AE et 1,938 M€ en CP**.

La programmation de ces crédits qui répond à une double stratégie de valorisation des biens et de rationalisation des implantations porte uniquement en 2009 sur des opérations qui sont effectuées dans les services déconcentrés.

Les crédits d'investissement immobilier sont destinés principalement à deux types d'opérations :

- les relogements - qui ont trait majoritairement à des constructions neuves ou des restructurations lourdes des services - pour un montant estimé à 1,540 M€ en AE et 1,500 M€ de CP. Ils concernent notamment les directions départementales de la jeunesse et des sports du Finistère (co-financement en partenariat avec la collectivité), des Alpes-Maritimes et de la Réunion ;
- les travaux de mise en sécurité et de mise en conformité pour un montant estimé à 0,504 M€ en AE et à 0,438 M€ en CP. Parmi les plus importants, figurent ceux de nature anticyclonique des services de la Guadeloupe, les travaux de réfection de la toiture de la direction régionale de Nancy, le regroupement DDASS/DDJS d'Agen et des travaux concernant les services de Chambéry, de Besançon et de Toulon.

Les crédits de paiement à verser au titre des opérations ouvertes les années antérieures sont estimés à **1,215 M€**. Les crédits nouveaux demandés pour ces opérations s'élèvent à **2,044 M€ en AE et 0,723 M€ en CP**.

A compter de 2009, les travaux de rénovation et de maintenance et d'investissement de l'INJEP seront pris en charge sur le programme 163 « jeunesse et vie associative ». Un transfert de 0,106 M€ (en CP uniquement) au profit de ce programme a été effectué à ce titre.

**PARC AUTOMOBILE**

Dans le cadre de la politique de renouvellement du parc automobile et en application des préconisations de la mission interministérielle « modernisation et gestion du parc automobile de l'État » (MIMGA), l'effort consenti de 2006 à 2008 aura permis d'assurer le renouvellement de plus d'un tiers du parc. Un crédit de **0,310 M€** est prévu en 2009 pour

poursuivre cet effort, correspondant au remplacement d'environ 25 véhicules vétustes sur un parc de 475 véhicules dans les services déconcentrés, pour un coût moyen par véhicule de 12 000 €.

## PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

Au cours de l'année 2009, les principales mesures concerneront les domaines suivants :

- en matière de dépenses de fonctionnement, le regroupement des services supports (fusion de la direction des ressources humaines, de l'administration et de la coordination générale et de la direction de l'administration générale, du personnel et du budget) permettra de construire des fonctions soutien plus intégrées, d'alléger les structures d'organisation, de développer les mutualisations et la rationalisation des procédures, tout en améliorant la qualité du soutien aux projets des services opérationnels.
- en matière de systèmes d'information et de télécommunication, la poursuite de la dématérialisation des procédures constituera de nouveau un vecteur majeur d'amélioration de la performance et de la qualité de service. Par ailleurs, la fusion des deux directions support et l'unification des services chargés des systèmes d'information et de télécommunication permettront de renforcer la cohérence des actions conduites, de mutualiser les tâches et de réduire ainsi les coûts de gestion.
- la généralisation des SPSI (schémas pluriannuels de stratégie immobilière) pour l'ensemble des services déconcentrés sera l'occasion d'une meilleure analyse du diagnostic de l'état de vétusté du parc immobilier. Cette donnée viendra s'ajouter à celles fournies par les carnets de santé des bâtiments mis en place en 2007. L'ensemble associé aux stratégies induites par les regroupements des services déconcentrés dans le cadre de la constitution des directions régionales de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale et des directions départementales de la population ou des directions départementales de la cohésion sociale, sera l'occasion de bâtir un nouveau schéma directeur de gestion immobilière (maintenance et relogement) dont la mutualisation des moyens sera source d'optimisation des coûts d'investissement et de fonctionnement.

## ANALYSE DES COÛTS DU PROGRAMME ET DES ACTIONS

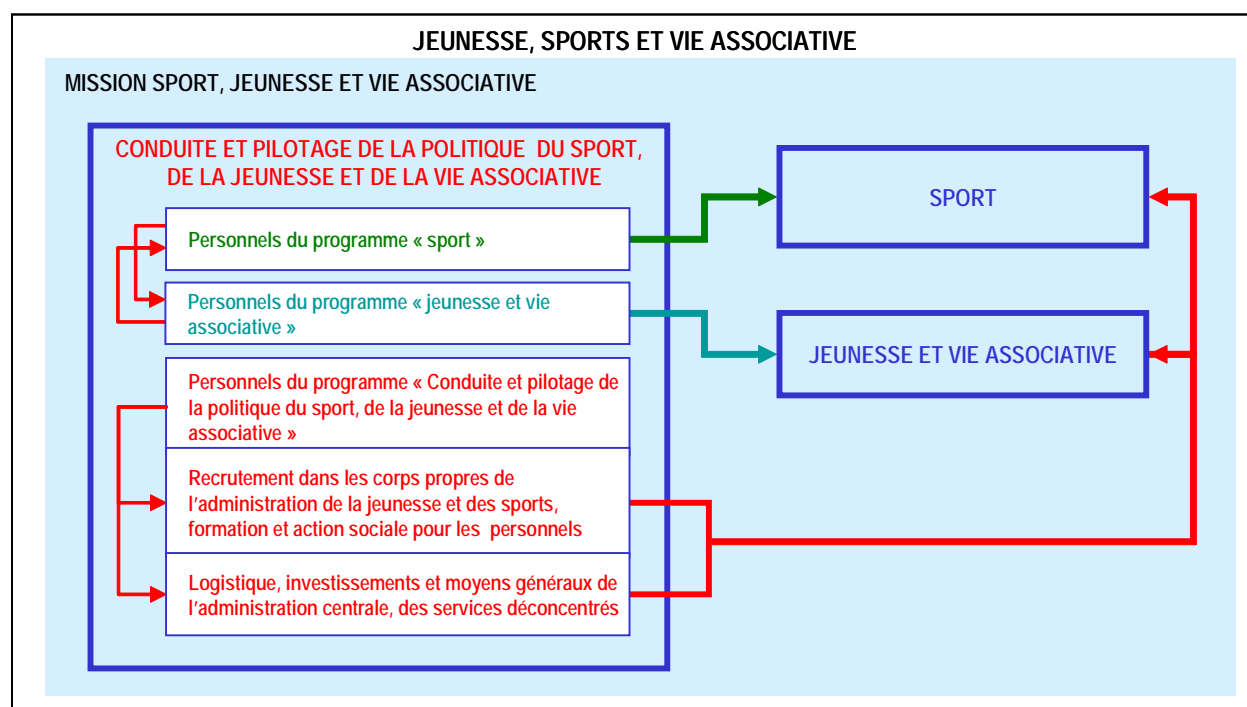
**Avertissement**

Sont décrites ici les dépenses prévisionnelles pour chaque action, après ventilation des crédits (comprenant autant que de besoin les évaluations de fonds de concours et attributions de produits) des actions de conduite, pilotage, soutien ou de services polyvalents vers les actions de politique publique. Cette description comporte trois volets : la cartographie des liens vers ou depuis les actions du programme, un tableau de synthèse et les commentaires explicatifs. Les données ont été élaborées par les ministères en charge des programmes, en concertation avec le ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique.

S'appuyant sur des principes et des méthodes définis au plan interministériel, la démarche pragmatique adoptée pour les projets de loi de finances précédents, faisant porter l'effort sur l'identification des enjeux pertinents en termes politiques et financiers, est reconduite et approfondie. L'analyse des coûts doit être envisagée comme une démarche progressive, dont la précision évoluera au fil des exercices, dès lors que les phases d'exécution permettront de valider les méthodes et de se référer à des données comptables.

## SCHÉMA DE DÉVERSEMENT ANALYTIQUE DU PROGRAMME

Ce schéma représente les liens entre les actions du programme et avec des actions d'autres programmes.





## PRÉSENTATION DES CRÉDITS DE PAIEMENT CONCOURANT À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE

Intitulé de l'action	PLF 2009 crédits directs (y.c. FDC et ADP)	Ventilation des crédits de pilotage, de soutien et/ou de polyvalence		PLF 2009 après ventilation (y.c. FDC et ADP)	LFI 2008 après ventilation (y.c. FDC et ADP)
		au sein du programme	entre programmes		
Personnels du programme "Sport"	236 566 871	-11 637 966	-224 928 905	0	0
Personnels du programme "Jeunesse et vie associative"	36 514 940	+11 637 966	-48 152 906	0	0
Personnels du programme "Conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative"	120 505 512	-120 505 512		0	0
Recrutement dans les corps propres de l'administration de la jeunesse et des sports, formation et action sociale pour les personnels	4 485 677	+1 205 055	-5 690 732	0	0
Logistique, investissements et moyens généraux de l'administration centrale, des services déconcentrés (libellé modifié)	49 456 421	+119 300 457	-168 756 878	0	0
<b>Totaux</b>	<b>447 529 421</b>	<b>0</b>	<b>-447 529 421</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

Ventilation des crédits de pilotage, de soutien et/ou de polyvalence vers (+) ou en provenance (-) d'autres programmes	<b>+447 529 421</b>
Jeunesse et vie associative (Mission « Sport, jeunesse et vie associative »)	+103 976 142
Sport (Mission « Sport, jeunesse et vie associative »)	+343 553 279

## OBSERVATIONS

Le programme « Conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative » contribue à la réussite de la politique ministérielle mise en œuvre par les programmes opérationnels. Il regroupe les moyens transversaux (dépenses de personnels et de fonctionnement notamment) qu'il n'est pas possible de ventiler au sein des programmes opérationnels pour des raisons essentiellement techniques. Ce programme est donc le plus important en termes de masse budgétaire de la mission « sport, jeunesse et vie associative ».

Aussi, est-il nécessaire, en analyse des coûts, de déverser intégralement ce programme « Conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative » au sein des deux programmes opérationnels « Sport » et « Jeunesse et vie associative » afin d'améliorer la lisibilité et la cohérence de la présentation budgétaire de la mission.

Pour ce faire, à l'instar de ce qui avait été proposé pour les PLF 2006, 2007 et 2008, des clefs de répartition sont nécessaires pour procéder à ce déversement. Elles ont été définies sur la base des résultats issus d'enquêtes spécifiques permettant d'apprécier la ventilation du temps de travail des agents du secteur jeunesse, sport et vie associative du ministère par programme et même par action. L'ensemble des structures concernées (services déconcentrés et établissements) a été destinataire, pour se faire, d'une instruction accompagnée d'un guide méthodologique.

Ces enquêtes ont confirmé les clefs arrêtées pour le PLF 2007, qui ont été reconduites pour les PLF 2008 et 2009.

La méthode de ventilation s'opère en deux temps.

Dans un premier temps, les dépenses de personnel relatives au programme de l'action 03, « Personnels du programme conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative », sont ventilées entre les deux actions opérationnelles du programme à savoir l'action 04, « Recrutement, formation et action sociale des personnels du ministère » (1%), et l'action 05, « Logistique, investissements et moyens généraux de l'administration centrale et des services déconcentrés » (99%).

Cette première étape a pour but de définir les crédits spécifiques à la fonction soutien, après déversement de l'action soutien du programme.

Dans un second temps, les crédits de la fonction soutien ainsi individualisés sont intégralement déversés au sein des deux programmes opérationnels de la mission selon les clés de répartition suivantes :

68% à destination du programme « Sport »,

32% vers le programme « Jeunesse et vie associative ».

Par ailleurs, les deux actions miroirs 01 (« Personnels du programme sport ») et 02 (« Personnels du programme jeunesse et vie associative ») du programme ont vocation à être de nouveau ventilées vers leur programme opérationnel respectif. Cependant, les enquêtes temps ont montré qu'une partie (6%), du temps de travail des personnels du programme « Sport » était consacrée au soutien d'actions relatives au programme « Jeunesse et vie associative ».

Parallèlement, 7% des « Personnels du programme jeunesse et vie associative » concourent à la réalisation d'actions mises en œuvre dans le cadre du programme « Sport ».

Aussi, le secteur jeunesse, sport et vie associative du ministère a décidé de procéder à une ventilation primaire, à due proportion des crédits entre ces deux actions, pour être le plus proche possible de la réalité avant de les déverser, chacune intégralement, dans leurs programmes respectifs d'origine.

#### **Les résultats de la comptabilité d'analyse des coûts**

Après application du schéma de déversement analytique du programme « Conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative » vers les deux programmes opérationnels de la mission, les crédits du programme « Sport » sont augmentés de 343 millions (+ 149 %) et ceux du programme « Jeunesse et vie associative » de 104 millions (+ 87 %).